Recul des partis traditionnels aux élections législatives

Forte poussée de l'extrême droite et des écologistes en Belgique

Surenchères

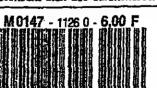
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14505 - 6 F

((SIGNAL d'alarme », « vote de rejet », « un jour noir » La Bsigique s'est réveillée. lundi 25 novembre, dans l'étonnement et la consternation, au ndemain d'élections législatives qui ont marqué une progression spectaculaire de l'extrême droite en Flandre et des écologistes en Wallonie. Un vote pour le moins contredictoire pulsque les premiers réclament l'expulsion des immigrés et les Verts leur inser-

Mais c'était une façon, sans doute, pour beaucoup d'électeurs de dire qu'ils sont las des sempitemelles querelles linguistiques et que leur confiance dans leur dirigeants traditionnels e des limites. La Belgique avait été jusqu'à pré-sent largement épargnée par la vague de xénophoble qui s'exprime dans divers pays d'Europe. Dorénsvant, elle devre compter avec le Vlaams Blok, un mouvement ultra-nationaliste qui prône l'indépendance presque totale de la Flandre et qui e recueilli près de 12 % des voix. Les résultets du scrutin ne vont pas faciliter la formation d'un nouveau gouvernement de coalition entre les sociaux-chrétiens flamands et les

E populisme, les sentiments hostiles aux immigrés, le nationalisme progressent depuis Autriche, dans plusieurs pays scandinaves et dans l'Allemagne réunifiée, mais il est difficile de parler de mouvement européen « organisé ». A Vienne, récemnale, le Parti libéral de Jörg Hei-- un homme qui estime que Illema Reich était abonnes - a obtenu près de 23 % des voix en faisant campagne contre les étrangers - surtout de l'Est - qui affluent en Autriche. En Allemagne, en revenche, l'extrême droite n'a jusqu'ici guère falt recette au niveau électoral. On ne parle plus des « Républicains » amis de M. Le Pen, et ce sont plutôt des bandes de skinheads et de néo-nazis isolés qui se manifestent, dans les stades et dans les rues des grandes villes, contre la population immigrée. La réunification et les problèmes qu'elle engendre dans l'ex-RDA ne sont pas étrangers à ces agrassions qui se multiplient.

D'UNE autre façon, les pays sesadinaves sont également touchés. Au Denemark, en Norvège, des mouvements populistes, spécialisés au départ dans la lutte contre la fiscalité et la bureaucratis, se sont transformés, avec le temps, en partis xénophobes, hostiles aux demandeurs d'asile. Même en Suède, pourtant réputée pour sa stabilité politique, une vingtaine de dépu-tés de le Nouvells Démocratie sont antrés su Parlement, lors des élections législatives de sep-tembre, avec un programme franchement hostile eux immigréa. L'extrême droite, privée désormais de sa bête noire préférée le communisme - exploite maintenant le chômage, la récession st la pour suscités par la construction européenne. Son importance politique reste cependant marginale dans les pays -comms la Grande-Bratagne psr exempla - où les partis conservateurs sont forts at se situent favorisent bien des surenchères.



Après une campagne dominée par les querelles linguistiques et la question de l'immigration, les élections législatives belges, dimanche 24 novembre, se sont traduitea par un recul des grands partis traditionnels au profit de l'extrême-droite flamande et des écologistes wallons. Les partis de la coalition gouvernementale conservent la majorité, mais les sociaux-chrétiens flamands et les socialistes francophones, piliers de cette coalition, aortent affaiblis du scrutin.

Un vote de rejet

de notre correspondant

La presse francophone titre sur la « marée noire » et la « poussée verte». Celle de la Flandre met l'accent sur «les coups reçus par les partis traditionnels ». Mais le constat est le même ; les élections de dimanche ne vont pas contribuer à améliorer la situation politique en Belgique.

Il sera malaisé de former un goovernement de coalition nationale après le recul enregistré par les deux aocieos piliers de la majorité : les sociaux-chrétiens

flamands (CVP) et les socialistes francophones (PS), qui, selon les calculs établis au milieu de la ouit de dimanche à lundi, passent respectivement de 43 à 39 et de 40 à 35 sièges de députés sur une Chambre de 212 parlementaires. Dans ce pays où le vote est obligatoire, le rejet de la classe politique ne s'est pas exprimé par une augmentatioo des votes blancs on ouls, comme certains le prédisaient, puisque le pourcentage est de 7 %, soit moins qu'en 1987.

> JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE Lire la suite page 4

Médiation française

Détente

Alors que la France s'est déclarée prête, dimanche 24 novembre, à entreprendre une médiation entre le gouvernement djiboutien et les maquisards afars, ceux-ci ont décrété un cessez-le-feu unilatéral de sept jours, à compter de mercredi.

de notre envoyée spéciale

L'homme porte un jerrican ei un vieux transistor. Il marche en tête, gravissant d'un pas vif la pente de rocailles sans se soucier du soleil matinal qui martelle déjà les flancs roussis de la colline. Une femme et trois enfants trottinent derrière, en file indienne, sac de riz et ballots de linge jetés sur les épaules. Tout en bas, à leurs pieds, scintille la baie d'Obock avec ses maisons blanches, ses boutres immobiles et sa jetée déserte. Les cinq fuyards ne lui accordent pas un regard.

CATHERINE SIMON

Malgré la relance du débat constitutionnel

M. Mitterrand n'a pas dissipé le climat de défiance

Les incertitudes qui demeurent sur les projets de réforme institutionnelle de M. François Mitterrand contribuent à nourrir l'inquiétude des socialistes et à entretenir la crise de confiance qui etteint le pouvoir. Les deux défaites électorales subies dimanche par le Parti socialiste - à l'occasion d'une cantonale partielle dans l'Aisne et d'une municipale à Briançon - confirment, de ce point de vue, les mauvais sondages qui indiquent la chute de la gauche et du chef de l'Etat dans l'opinion.

La clarification

par Jean-Mane Calomboni pas les effets des initiatives

Ainsi va la drôle de crise : plus le temps passe, plus la «paranoïa» s'installe (1) et plus, si le président n'y prend garde, son départ fera office de moyen d'en

Ce n'est certes pas la première fois que M. Mitterrand se trouve au creux de la vague et il lui est arrivé maintes fois de rebondir. Ainsi son record d'impopularité, tel qu'il vient d'être mesuré par l'IFOP, avait-il déjà été atteint en 1984; cette mesure est elle-même incomplète, puisqu'elle n'intègre

constitutionnelles qu'il a annoncées. En outre, M. Mitterrand se trouve aujourd'hui en excellente compagnie: M. Bush lui-même. qui vole pourtant de victoire militaire en succès diplomatique. plonge à son tour (lire page o l'article d'Alain Frachon). Enfin n'est-ce pas l'ensemble de la société politique, en pleine désillusion, qui est atteinte, ne sachaot plus, comme l'écrit Jean Baudrillard, «ce que signifie gouverner », et surtout n'en avant plus la a prétention ».

Les «fausses factures» devant la justice

Les procès Sormae et Cogedim : une simultanéité plus politique que judiciaire

.par Laurent Greilsamer tet Daniel Schneidermann

Et revoilà les «affaires»! Mais cette fois devant les juges. Que I'oo n'atteode pas trop, pourtant, des deux procès de fausses factures qui s'ouvreot cette semaine devant le tribunal de grande instance de Paris. On ne verra pas au Palais de justice l'ombre d'un elu. Les hommes qui seront inges, promoteurs flambovants. intermédiaires au militantisme plus on moins inooceot se garderoot pour la plupart de mettre eo cause les hommes politiques. Comment le scandale du financement occulte des partis a-t-il pu linportante », commence le minisaccoucher de ces procès jumeaux chétifs et amputés, voilà qui mérite d'être conté.

Par quel miracle procedural, d'abord, les deux procès Sormae et Cogedim arrivent-ils en même temps devant le tribunal, et donc dans les colonnes de la presse ct les journaux télévisés? Pour le comprendre, il faut revenir un mercredi aprés-midi de la fin 1990. Ce jour-là, au banc du gouvernement, à l'Assemblée nationale, Georges Kiejman jubile . Un député socialiste complaisant vient d'interroger le ministre délégué à la justice sur les fausses factures. « Cette affaire parait

tre, avaot de s'ioterroger sur « les liens éventuels entre les détourneinents de fonds et le financement d'un parti politique ». Et de cooclure: «Rassurez-vous, Monsteur le député, ce parti n'est pas le vôtre! «

Car pour une fois. Georges Kiejman n'a pas été interpellé sur 'affaire Sormae devenue l'affair Urba, qui chaque mercredi dechaine l'opposition et a contraint le pouvoir, au mois de janvier précédent, à faire voter une amnistie psychologiquement désastreuse.

Lire la suite page 15



entretien avec M^{me} Lalumière EUROPÉEN

« Le Conseil de l'Europe doit acquérir un poids politique »

Nous publierons désormais besoins qui sont exprimes clairecheque lundi (numéro daté mardi) des pages spéciales baptisées « Espace européen». A l'occasion du premier numéro, Mª Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, expose ses vues sur l'avenir du continent.

« Comment expliquez-vous la timidité du Conseil de l'Europe dans la restructuration du Vieux Continent?

- Si le Conseil de l'Europe n'existait pas, il faudrait l'inventer, car il correspond à la situation de l'Europe qui résulte de la disparition du rideau de fer et du mur de Berlin. Il faut partir des

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Le réveil de l'Inde ■ Jorda nie : le fardesu des repatriés » Indonésie : à l'ombre de la présidence = La chronique de Peul Fabra : « Europe monétaire (suite) : on négocie dans le vide ».

ment par les pays de l'Europe centrale et orientale. Ils doivent être aidés dans la construction d'un régime politique démocratique. Ensuite, ils ont besoin de devenir progressivement des partenaires de la vie européenne. Enfin, ils veulent un forum politique où ils puissent s'exprimer à égalité avec les pays d'Europe occidentale. Le Conseil de l'Europe est la seule organisation européenne qui puisse leur offrir ces différents services. Elle a à le fois l'expérience et la volonté

d'ouverture. - Avez-vous des résultats concrets en matière de Conseil sur les institutions?

- Tout à fait. Je peux énumérer les pays avec lesquels nous avons noué des relations : tous les pays d'Europe centrale et d'Europe orientale, y compris l'Albanie et même des Républiques de l'ex-Union soviétique. Nous avons plusieurs programmes, l'un a été construit en 1989, c'est le programme Démosthène, évocation de la démocratie grecque. Il a été construit pour aider ces pays et il a écormément

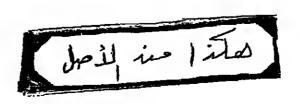
» Je vous citerai les derniers à entrer dans ce programme Démosthène : l'Albanie, les pays baltes. La coopération commence avant même que ces pays soient membres du Conseil de l'Europe. On leur ouvre un certain nombre d'activités, d'instruments juridiques et d'organes du Conseil de l'Europe. Par exemple, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a créé le statut d'invité spécial, qui a permis à des pays qui n'étaient pas encore en mesure d'adhérer au Consei d'avoir quand même une déléga tion lors des sessions.

> Propos recueillis pa PIERRE SERVEN et DANIEL VERNET Lire la suite page 7

La Cour des comptes critique les relations Etat-collectivités territoriales

Lire page 21 les articles de FRANÇOIS GROSRICHARO





Un entretien avec Edgar Morin

« Notre espérance doit abandonner le salut. C'est pourquoi je préfère parler d'espoir tragique »

« Cette fin de siècle eemble eceller la fin dee grande systèmee explicatifs à prétention totelieante et universelle. Or, depuis près de vingt ans. vous étes habité par une œuvre protéiforme dont le titre – la Méthode – dit l'ambition et dont le quatrième tome, qui n'est pas le demier, vient de paraître. L'objectif que vous vous êtes assigné est de penser la completité du réel en élaborant une connaissance qui comporte ele principe de sa propre comaissance ». Et vous n'hésitez pas à repenser les eciences humeines dens la confrontation avec les sciences dites « exectes ». N'est-ce pas démesuré, voire même rendu obsolète par les événements de ces demières années?

- On peut avoir cette illusion dans la mesure où je m'intéresse aux problèmes fondamentaux et globaux, qui sont morcelés et brisés dans les disciplines. Alors, on me reproche soit de demeurer dans des idées générales, soit de proposer un nouveau système totalisant. En ce qui concerne le premier reproche, je fais remarquer que nul ne peut se passer d'idées générales - sur l'bomme, les femmes, l'amour, la vic, la société, le monde, - y compris le spécialiste, lequel est condamné aux idées générales les plus creuses et les moins contrôlées. Moi, j'essaie de prouver mes idées à partir des connaissances acquises

Moi, j'essaie de prouver mes idées à partir des connaissances acquises dans les différentes sciences, et j'essaie de les contrôler. Mais je ne produis pas pour autant un système, ni même une théorie; c'est une méthode, c'est-à-dire un mode de pensée capable de répondre au défi de la complexité.

» Contrairement à une opinion commune, le savoir ne progresse pas fondamentalement à l'intérieur d'une discipline. Les grandes idées naissent hors discipline ou aux fron-

naissent hors discipline ou aux frontières. Ains! Darwin était un amateur éclairé qui n'avait pas fait d'études universitaires et dont les voyages furent à l'origine de sa théorie de l'évolution. Wegener, qui n'était aüeunemient un géològue régardait ce qu'il y a de plus global - la carte du monde - et en vint ainsi à la théorie de la dérive des continents. Bref, comme le dit Jacques Labeyrie, l'inventeur du carbone 14, aucun problème posé par une discipline donnée ne peut trouver de solution dans sa seule disci-

» Plus important encore : les grands problèmes posés par les sciences ne peuvent être la propriété de chercheurs de laboratoire. L'homète homme est capable d'intègrer et de discuter les idées fondamentales qui émergent d'une science. Quand Jaeques Monod écrit le Hasard et la Nécessité, il ne fait pas de la vulgarisation, il ne dilue pas son savoir, il expose pour lui-même et pour le lecteur ses idées fondamentales. Sans entrer dans la manipulation des molécules et des gènes, nous pouvons discuter aujourd'hui des thèmes fondamentaux de la biologie moléculaire. Avec Prigogine, cous pouvons discuter de l'entropie sans être capable de faire le moindre caicul de laboratoire. Avec Reeves, nous pouvons nous interroger sur notre cosmos. Il y a certes des vulgarisateurs superficiels mais ils sont moins à craindre que les Diafoirus qui veulent nous empêcher de penser.

**Autrement dit, je pense que c'est une illusion, et je dirai même une illusion terrible, que de croire que les problèmes fondamentaux qui se révèlent dans les différentes sciences ne peuvent pas être discutés, non seulement par les philosophes et les gens cultivés mais même par les citoyens. Je m'efforce de prouver le contraire, en essayant, évidemment, de m'informer, d'étudier, de vérifier mon savoir – ce que j'ai toujours voulu faire dans la Méthode en montrant mes manuscrits à des esprits compétents dans les disciplines que je traversais.

- Mais, dèe lors, la complexité ne se confond-elle pas avec la totalité, dans une sorte de vertige de la connaissance, d'illusion encyclopédique?

- Printercondule la complexité de la connaissance, d'illusion encyclopédique?

- En interrogeant la signification du mot de complexité, j'ai compris que tout savoir comporte une part d'incertitude irrémédiable, d'aléa et de désordre, d'interactions et de rétroactioos. La pensée complexe comporte la prise de conscience d'uo ioachèvement du savoir et, plus fondamentalement encore, d'une limitation des possibilités du cerveau et de l'esprit humains. J'ajoute que tout progrès de la connaissance nous révèle un mystère, une écigme. Partant de ces principes, ma démarche est résolument antisystématique, tout en luttant contre la parcellisation du

» Bien entendu, il y a en moi deux pulsions contradictoires. Sachant que la réalité est multidimensionnelle et que, comme disait

Directeur de recherches eu CNRS, Edgar Morin est un socio logue à part. Communiste éphémère, il fut l'un des rares intellectuels à rendre compte evec sincérité de sa rupture evec le PCF, Initiateur de la «sociologie du présent », quitte à encourir les sercesmes d'écoles de penséa plus théoricistes, il affronta des e terreins » eussi divere que la rumeur, le cinéma, la métamoi ou mai 68. Une démarche qu'il poursuit, notamment dans les colonnes du Monde, en offrant une pensée souvent à contre-courant face l'événement. Meis, depuis l'Homma at le Mort (1951), il mène eussi une réflexion à la croisée de la philosophie et de l'anthropologia, de la sociologie et de la biologie. Traversant les disciplines, Morin propose evec son ceuvre maîtresse, la Méthoda, dont le premier tome est paru en 1973, une « pansée de la complexité » dont il trace ici les grandes lignes en défricheur

Pascal, toutes choses sont aidées et aidaotes, causées et causantes, et qu'effectivement «tout est dans tout, et réciproquement», il y a la tentation d'aller vers ce tont et le risque de s'y ooyer. Mais il y a en même temps l'autre pulsion qui est la conscience forte que, seloo la formule d'Adorno, «la totalité est la non-vérité». C'est-à-dire que celui qui prétend possèder la totalité se ment ou se trompe. Il o'y a pas de savoir totalisant. La pensée complexe est une pensée organisatrice qui s'efforce de lier à leurs articulations les diverses branches do savoir, tout en reconoaissant les ioachèvements et les incertitudes. C'est cette conviction qui anime mon travail.

« Tous les grands événements de notre siècle étaient absolument inattendus »

- A force d'insister sur les interactions et imbricatione, n'encourez-youe pae le risque d'un certain relativisme? D'une sorte de vulgate de la complexité selon laquelle tout serait relatif, embrouillé, circulaire ? Et qui débouchereit eur une sorte de paralysie de l'action?

In e faut pas confondre le relatioonisme et le relativisore. Une comaissance qui isole son objet le munile et le trahit. L'erreur la plus grande, e'est d'isoler un objet par rapport à son environnement, d'isoler l'individu par rapport à la société, la croissance économique par rapport à l'environnement, un système par rapport à son écosystème. L'affirmer, ce o'est pas apporter une paralysie, c'est au contraire apporter une lucidité. Bien entendu, on ne pourra pas saisir l'ensemble des interactions entre tout et tout, mais il faut en être conscient. Une telle conscience donne des moyens pour une connaissance et une action plus pertinentes.

» Nous sommes livrés à un défi : la conscience moderne de l'absence de fondement premier et absolu de toute certitude. Or je crois qu'on peut fonder une pensée sans fondement. On a toujours en une vision architecturale de la pensée, comme si elle avait besoin de pierres de base sur laquelle s'élèverait l'édifice. Cela, e'est le système. Moi, je la vois beaucoup plus comme une mosique, comme une symphonie qui se déroule dans le temps en prenant son propre élan sur soimème. C'est l'image du baron de Münchausen qui prenait ses lacets de chaussures pour s'élever dans les airs. C'est le fameux paradoxe auto-

référentiel. On ne peut y échapper.

» De quoi le monde est-il né?
Qu'est-ce que le cosmos? Il s'est
auto-créé, s'auto-organise et s'autodésorganise eo même temps, et
nous ne pouvons trouver hors de ce
cosmos la cause de son développement. Nous sommes des ètres autoéco-organisateurs. Et uoe pensée,
elle s'auto-éco-développe en puisant
ses aliments dans des connaissances
objectives, Nous pouvons acquérir
de nombreuses certitudes mais

eelles-ci sont en archipel sur un océan d'inconnu. La pensée est une stratégie cognitive qui se développe en confrontant certitudes et incertitudes.

» J'ajoute que la véritable action a toujours été un risque, nécessitant une stratégie, c'est-à-dire la mise en curvre d'un scénario qui peut être modifié en fonction des informations survenues en cours de route. L'action a toujours connu l'incertitude. Pour nos ancêtres chasseurs-ramasseurs comme pour nousmèmes, la vie n'a pas cessé d'être une aventure. Anjourd'hui, il suffit de regarder l'aventure politique. Ceux qui avaient des certitudes se sont auto-effondrés, parfois de façon grotesque. C'est l'inattendu qui est arrivé, c'est Gorbatchev! Tous les grands événements de notre siècle étaient absolument inatteodus la veille mème du jour où ils ont surgi, à commencer par la guerre de 1914. Travailler dans l'incertain et dans l'inattendu, c'est le destin de la pensée et de l'action humaines.

» C'est ce que je nomme te principe d'écologie de l'action : quand quelqu'un entreprend une action, il peut la contrôler tout au début mais après elle éebappe à sa volonté parce qu'elle entre dans un jeu d'interactions et de rétroactions propres an milieu dans lequel elle intervient. Il en va de même pour l'action politique. Le savoir, ce o'est pas se décourager, e'est avoir conscience du risque inhérent à l'action, de la nécessité de la corriger, voire de la torpiller si elle va dans le sens cootraire du but initial. Au lieu de coocevoir la politique comme un art de souveraineté sur les bommes et sur la société, reconnaissons-la comme un art de navigation dans un milieu, dans une écologie qui est faite de l'ensemble des conditions sociales, culturelles et naturelles dans lesquelles elle agit-

» Il faut concevoir l'écologie de la politique. En effet, si la politique sait qu'elle n'est pas maîtresse du résultat de ses actions, alors elle peut avoir une pratique beaucoup plus raisonnable et intelligente, et elle sait prendre consciemment des risques. Assumer les risques est inévitable. Tontes les idéologies qui promettaient la certitude — de la révolution, de la société industrielle, du développement — ont failli. On n'est pas obligé de passer de la certitude imbécile à l'incertitude radicale, au scepticisme généralisé et à la passivité totale. On est dans l'entre-deux dont a toujours été tissée la vie humaine. Dés lors, nous nous rendons compte que nous faisons des paris, non sculement sur la réussite de nos actions mais aussi sur leur sens et sur nos valeurs. C'est la révolution de Pascal : Dieu, je ne peux pas prouver qu'il existe de façon logique ou ontologique, mais j'en fais le pari et je le justifie. Ainsi doit-on faire avec nos dieux personnels, qui sont Amour et Vérité, et nos dieux laïs, qui sont Liberté, Egalitè et Fraternité.

- Mais n'est-ce pas une entreprise désespérée puiequ'au détour de ce quatrième tome de la Méthode où vous traitez de cette écologie des idées, vous écrivez dans une note : « Malheureusement, ce n'est pas le savoir le plus riche et le plus vral qui acquiert le pouvoir, c'est le savoir le plus opérationnel, magique ou technique »? C'est diablement cessimiste

 Quand Lénine disait: « Les faits sont tétus», il n'avait raison qu'à moitié, donc il avait surtout tort à moitié. Car les faits peuvent se briser sur les idéologies. Celles-ci peuvent les dissoodre. Dens le domaine scientifique, la sélection naturelle des théories choisit celles qui soot les plus opérationnelles, les plus exactes, les plus prédictives; Mais dans le domaine politique, il y a une sélection qui choisit celles qui font le plus plaisir, qui donnent le plus de jouissance psychique, qui satisfont les grandes aspirations ou exorcisent les grandes craintes. Mais cela o'est pas éternel, et surtout je

cela o'est pas éternel, et surtout je pense que cela pourrait changer,
» Depuis longtemps, depuis Autocritique [1958], je suis persuadé que
nous ne sommes pas à la fin de
l'Histoire et que l'histoire humaine
n'a pas épuisé toutes ses formes et
ses possibilités de création. Nous ne
sommes pas aux dernières étapes de
la connaissance, comme les physiciens l'ont cru à la fin du siècle
dernier ou comme certains l'oot
pensé en découvrant la psychanalyse
ou le marxisme. Nous sommes tout
au contraire dans la préhistoire de
l'esprit humain et dans l'âge de fer
planétaire. Si on accepte ce point
de départ, nous – pas notre génération mais l'espèce humaine – avons
le monde devant nous. Nous avons
toutes les possibilités ouvertes du

futur, mais sans aucune promesse.

» Ce qui m'amène à cette idée essentielle: il fant se passer de la promesse. C'est très difficile pour des Européens parce qu'ils ont été profondément imprégnés de la promesse du salut, juif et chrétien. Le messie juif, le salut chrétien, nous les avons retrouvés, sous une forme laïcisée, dans Marx qui a produit une religion du salut terrestre — et non plus céleste. Nous devons renoncer au salut. Est-ce épouvantable? Non, les Japonais, les Chinois vivent sans salut. Le bouddhisme aspire au néant! C'est la grande étape historique et anthropologique à accomplir : vivre en reconnaissant notre coodition d'êtres burnains, condamnés à la mort parce que nous sommes vivants, ignorant le pourquoi du cosmos et incertains

de notre avenir.

» Ainsi, il nous faut vivre ce destin, établir une eoovivialité avec l'inquiétude phuôt que l'exorciser, accoutumer l'angoisse tout en courant le risque d'être submergé par elle. Vivre ainsi n'est pas vivre au jour le jour, il y a dans l'être humain toujours une tension, une projection d'espérance. Un enfant qui naît, même sous uo bombardemeot et sur des ruines, nous tourne vers le futur. Toute le question, c'est de ne pas mythifier le futur, c'est de le vouloir.

 Cependant il vous est arrivé; de dire que ce futur pouvait aussi bien nous réserver un nouveau totalitarisme...

- Nous avons vécu la chute du totelitarisme nazi et fasciste, qui était loin d'être assurée en 1940-1942, puis l'effondrement, de l'intérieur cette fois, du totalitarisme stalioo-communiste. Voici donc deux totalitarismes qui sont génétiquement morts. Mais nous avions une chance, e'est qu'ils se fondaient sur une science «bidon» - pour le nazisme, la viologie raciale; pour le martisme, la «science marxiste-léniniste». Or si l'on considère les pouvoirs que donnent aujourd'hui les manipulations génétiques, que vont donner très bientôt les manipulations sur le cerveau, comment ne pas imaginer la puissance qu'elles pourraient offirir à un nouveau totalitarisme? Comme l'aveoir est incertain, il peut naître dans le prochain siècle un nouveau totalitarisme, dont je ne saurais imaginer les formes, qui saura s'appuyer sur

des possibilités manipulatoires sans précédent. Il faut garder cette menace à l'esprit qui s'ajoute aux menaces de régressions sans nombre où vont s'allier les anciennes barbaries et la nouvelle barbarie technobureaucratique.

» Quels sont les facteurs d'espoir? C'est tout d'abord l'ouverture que nous donne la conscience d'être dans une ère de recommencement. Meis e'est surtout l'improbable. Tous les événements importants et créatents ont été éminemment improhables, qu'il s'agisse de la naissance de la vie il y a cinq miliards d'années au milieu des volcans et des cataciysmes, de celle des sociétés de chasseurs-ramasseurs, ou de la résistance d'Atbènes, anx Perses, qui a permis la naissance de le démocratie. Bref, l'improbable arrive, et la perestroïka eo est l'exemple. Dans ce cas, on voit qu'il fallait espèrer dans ces facteurs souterrains que nous ne connaissions pas encore et qui, à l'image de la «vieille taupe» de Hegel, étaient à l'œuvre.

« Si l'on considère les pouvoirs que donnent les manipulations génétiques, comment ne pas imaginer la puissance qu'elles pourraient offrir à un nouveau totalitarisme »

» Il est vrai cependant qu'anjourd'hui le probable est le pire. On le
pressent evec la dissémination
oucléaire — au Proche-Orient, dans
les nouveaux Elats de l'ex-Union
soviétique —, avec l'aggravation des
conditions de la biosphère — l'effet
de serre, etc. On va vers une course
à la mort. C'est alors qu'intervient
le troisième facteur d'espérance, que
j'appellerai hölderlinien puisqu'il
recouvre cette pensée : «La où croît
le péril, croît aussi ce qui sauve.»
L'accroissement du danger favorise
une prise de conscience qui permet
de provoquer les actions nécessaires.

de provoquer les actions nécessaires.

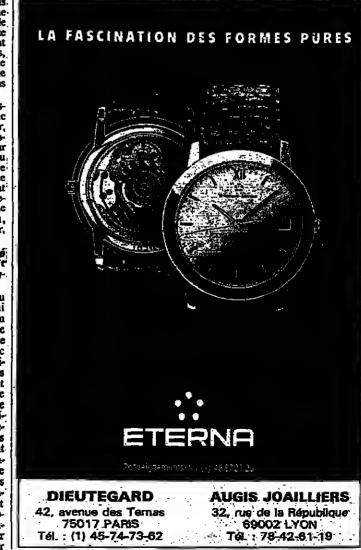
» Exemple : Pécologie. Dès 1969,
Erlich annonce à la mort de

l'océan, pen de temps après il y a le rapport du Club de Rome et ses prédictions apocalyptiques. Or il ne se passe pratiquement rien pendant dix ans, et l'on oublie la prophétie. Puis dans les années 80, avec un effet retard. Seveso, Bhopal, Tchernobyl, les pluies acides, le réchanffement de l'atmosphère par l'accroissement du CO₂, les trous dans la couche d'ozone, tous ces événements suseitent des réactions, d'abord locales, puis à moyenne portée, enfin contioentales. Uce course de vitesse est désormais engagée. On ne sait qui va gagner, mais s'il n'y avait pas en cette présence accrue du danger, rien ne se

» Les facteurs d'optimisme sont donc étroitement liés aux facteurs de pessimisme. On ne peut plus les opposer. C'est pourquoi je préfère parler d'espoir tragique.

face à une réédition de votre livre de rupture evec le PCF, Autocritique, vous laissez enten-dre que la fin de la menace soviétique permet de penser plus librement le communisme, Est-ce é dire que, dane cet espoir tragique, vous sauvez une part de l'espérance communiste? - Je réagis d'abord cootre les ides récentes selon lesquelles ce qui est tombé o était qu'un château de cartes. Certains, les plus nombreux, disent que ce n'était qu'une gigantestque imposture, d'autres qo'il s'agissait d'une gigantesque espérance. Je réponds: l'un et l'autre, une imposture parce que c'était une espérance qui fut dénaturée. Il faut méditer scraioement cette expérience au lieu de simplement liqui-der le communisme comme si rien ne s'était passé. Alors que cet ave-nement d'une religion du salut tersiècle. La chute du communisme libere paradoxalement le regard critique sur nos sociétés. Hier, nous étions inhibés par les monstruosités du préteodu paradis socialiste. Aujourd'hui nous pou vons mieux nous consacrer à nos imperfections et à nos carences. Notre espérance doit abandonner le salut. C'est l'es-pérance de civiliser la terre et de fraterniser l'humanité. Nous avons une trinité laïque qui nous guide – Liberté, Egalité, Fraternité – mais ses termes sont antagonistes co même temps qu'inséparables. L'éga-lité peut détruire la liberté et la fra-ternité si elle est arbitrairement imposée. La liberté met en péril l'égalité. Bref, ces termes se combat-tent. Et l'art de naviguer politique-ment consiste à savoir qu'il y a des moments où il faut mettre l'accent sur l'un des termes. Amourd'hui. c'est en premier lieu la fraternité. »

> Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et EDWY PLENEL



La guerre civile en Yougoslavie

Au lendemain d'un nouvel accord de cessez-lefeu (le quatorzième), signé pour la première fois sous les auspices des Nations unies à Genève, le Président croste, M. Franjo Tudjman, e prédit, dimanche 24 novembre, que l'armée fédérale allait tenter de conquérir le plus de terrain possible dans le mois à venir, avant l'éventuel déploiement d'une force de l'ONU. «La bataille a pris une ampleur dramatique au cours des demiers jours car elle à faire cen sorte que les unités peramilitaires qui entre dans sa phase finale », a-t-il affirmé dans une aflocution télévisée dans la soirée.

L'accord prévoit en effet - outre l'arrêt des partir du 24 novembre ». combats et la levée immédiate du blocus des

caeernes fédérales an Croetie en échange du a été violé trente minutes après son entrée en retrait des forces fédérales de cette République l'envoi « dès que possible » d'une force de maintien de la paix de l'ONU en Croatie, nous indique notre anvoyá spécial à Genéve Jean-Claude Buhrer. Signé en présence du médiateur européen, lord Carrington, qui reste chargé de la mission des observateurs, l'accord oblige eussi les signataires ne seraient pas formellement sous leur contrôle ou leur influence observent aussi le cessez-le-feu à

Annoncé dimanche à 18 h 30, ce cessez-le-feu

vigueur, dans la région-cle d'Oaijek, chef-lieu de la Slavonie et cible de l'armée fédérale après la bataille de Vukovar, qui aurait fait entre deux mille et cinq mille morts, selon les premières estimetions de l'agence Tanjug.

M. Tudjman n'a pas fait mention du cessez-lefeu dans son intervention. Il a expliqué qu'au cours « des 25 prochains jours, (ils) veulent occuper des territoires qu'ils ne pouvaient obtenir jusqu'à présent, en estimant qu'il faudra 30 à 40 jours pour qu'une force de maintien de la paix arrive ».

L'émissaire spécial de l'ONU, M. Cyrus Vence,

a rappelé à Genéve qu'il eppartiandra à M. Perez de Cuellar et au Consell da sécurité de se prononcer sur l'éventuel envoi da casques bleus. De nouvelles discussions eur ce point pourraient reprendre dans quelques jours à Genève si les conditions s'y prêtent. L'ancien chef de la diplomatie américaine a fait remarquer que le déploiement d'une force de paix restait eubordonné à l'instauration d'une trêve « durable » et relevé les sérieusee divergences entre Serbes et Croates sur les lieux de déploiement d'une telle force - le long des lignes de front ou é la frontière officielle entre les deux Républiques.

« Ils peuvent détruire Dubrovnik, ils ne pourront pas la prendre »

de notre envoyé spécial

Samedi 23 novembre, le soleil était revenu eur Dubrovnik et. durant quelques minutes, longues comme une illusion, on eut l'impression que ce n'était pas vrai, que le cauchemar allait s'arrêter, que les cafés allaient réouvrir, que les « barbares » serbes n'étaient pas sur les collines en train de préparer leurs canons, et que les «Rambo» croates - tenue noire et lunettes Ray-Ban - qui déam-bulaient dans la ville étaient tout simplement les meuvals figurants

L'écho des fusillades pouvait, alors, être celui des tire d'un chasseur de palombes, le port allait retrouver ses bateaux et les magasins d'antiquirés leurs tou-ristes. Les élégantes aux tenues acidulées pourraient de nouveau traverser la place sous l'œil des garcons. Sur le toit d'une maison, un hebitant remettait les tuiles enlevées par un orage et non par le précédent bombardement, et les gravats devant la synagogue -

- étaient dus à un léger éboule-ment de terrain. Voils même que «la vieille» recommençait à donner à manger à ses pigeons.

> Refus de capituler

Et pourtant, au même moment dans la salle de la mairie, les dirigeants de la ville annonçaient aux représentante internationaux encore présents - MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, Stefan de Mistura, représentant de l'UNI-CEF, et quelques jeunes respunsables de la Croix-Rouge - leur décision irrévocabla de ne pas accepter l'ultimatum de l'armée serbo-fédérale et de défendre leur ville jusqu'au bout. Nous ne pouvoas capituler, nous ne pouvons rendre noe ermes comme le demandent les Serbes, disaient-ils mores et qui reprécentent une ville de commerçants et d'artistes qui sait tout faire sauf se battre. « Personnellement, je ne risquel'un d'entre eux. D'abord, parce qua ma femme et une partie de ma famille sont Serbes. Ensuite parce que, comme ancien joueur de l'équipa de water-polo yougosleva, notra sport national, je crois que je reste encore célèbre at qu'on n'osera pas me créer à me battre, et je suis encore plus désolé d'avoir à mourir. Et pourtant je eeral le premier à tirer, et ma femme aussi, a « ils peuvent détruire la ville, mais ils ne pourront pas la prendre », dit le maire.

> Les « marchands de pizzas » sont partis

Il est vrai qu'evec ses remparts de plusieurs mêtres d'épaisseur. ses dédales de rues, ses terrasses, la vieille ville sera difficile à occuper, et que l'armée fédérale prendra le risque d'y perdre beau-coup d'hommes. Maie, evec sa marine, son aviation, ses canons qui entourent la ville, et ecs légions qui ne demandent qu'à en découdre, elle peut décapiter la

ceux qui sont restés, sont d'ac-cord pour résister. Les autres, les emarchands de pizzas », comme les appella dédaigneusement une étudiante, sont partia depuis langtempa. « Mais paurquai donc devoions nous leur donner notre ville?», interroge un photographe.

«Choki» e vingt ans. Son père est français, sa mère croate. Il a vécu longtamps en Frence et e'est juré de ne plus pronuncer un mot de français pour protester contre l'attitude de Paris, qui. selon lui, ne soutient pas assez la Croatie. Depuis six moie, il a été de tous les combats, et il voudrait « que cele s'errête». Anna, un quide, fragile comme un cristal, n'a paa voulu partir rejoindre son fils, étudiant en histoire de l'ert à

«Bien sūr, nous n'avons plus d'électricité depuis près de cin-quante jours, Mais j'ai dit à mon mari : si les rois pouvaient vivre evec des chandelles, pourquoi pas nous. . « Vous savez, ajoutet-elle, qu'au seizième siècle siècle un auteur anglais avait déjà écrit : sation antuuréa par daa berbares 7 >

Comment faire, dens ces conditions, pour ou aujourd hui demain ou après-damain la barbarie ne l'emporte pae? Les dirigeants de la ville auraient été d'accord pour rendre leure armes, mais à des abserveteurs étrangers. Le semeina derniàra, M. Kouchner evait ainsi réussi à mettre d'accord l'armée fédérale et les édiles eur une formula de ce genre. Mal-heureusement, le colonel qui evait signé le document fut désavoué par Belgrade, qui exige une redditran pure et simple.

A 12 heures, M. Kauchnar décida de repartir. Il emmenait avec lui soixante enfants dans un bateau affrété par l'UNICEF. Le ministre frençais dit qu'il alleit tenter de revenir, avec peut-être des « personnalités » acceptant de servir de bouclier morel et d'empêcher le pire. Chacun s'accroche à un petit lambeau d'espoir. Une nouvelle trêve? L'arrivée d'observateurs européene? Le retour de M. Kouchner? La d'accepter l'irrémédiable?

A voir le tristesse des habitante de le villa vanus organiser la départ des enfants et saluer le ministre français, on sent qu'ils ne croient plus beaucoup à un demier sursaut de raison. En quittant Dubrovik, sur le bateau, personne n'était très fier. «La paste, Acrivait Albert Camus, revient toujours sur les cités heureusas. » JOSÉ-ALAIN FRALON

Le cardinal Etchegaray en Croatie, - Le cardinel français Roger Etchegaray, président du conseil pontifical pour la justice et la paix, est parti, dimanche 24 navembre, pour la Croatie. Le but de cette mission, dit un communiqué, est d'a exprimer la solidarité du pape à tous ceux qui souffrent à cause des conséquences de la guerre fratricide qui déchire cette

La Croatie déchirée

Deux officiers fédéraux dénoncent cette « sale guerre sans règles »

« Nous sommes charges de défendre la Yougoslavie; mais la Yougoslavie existe-t-elle encore?» La famille du iteutenoot Siodogro Kozui est l'image du pays qu'il a, en tant qu'officier de l'armée yougustave, promis de défendre : écartelée, déchirée. Il a moins de trente ans, son treillis est mpeccable, son ceinturon de cuir brille et le mot qui revient sans cesse lorsqu'il parle de son état militaire est : « professionnel » – lui, comme l'institution qu'il sert. «L'armée fédérale est la seule armée de Yougoslavie; toutes les autres forces ne sont que paramilitaires, dit-il.

Le père du lieutenant Kozul est également officier de l'armée yougos-lave, de même que ses frères. En officier est lisse; au départ, son lan-gage martial et « yougoslaviste» laisse

sans rècles. » C'est go'il ne manque dictions que vit soo pays, qui o'en est dejà plus un,

Son père est Serbe de Croatie, sa mère est Croate ainsi que soo épouse. Avec celle-ci, qui réside à Kartovae (à uoe cioquantaine de kilomètres au sud-ouest de Zagreb), il vit aujourd'hui des momeots extrêmement difficiles. Elle l'accuse d'être un tchetnik (do nom des extrèmistes serbes, héritiers des bandes royalistes de la seconde guerre mondiale qui luttèrent à mort contre les ousrachis croates et collaborateurs des nazis); il a du mal à lui expliquer qu'il n'est qu'un « professionnel », sans lien avec les extrémistes de tous bords, « qui ont envenimé les choses ». Et, pour ne pas faciliter les choses,

de la conversation, apparaissent les aspérités, les fissures qui finiront par lui faire dire : «C'est une sale guerre, l'autre se bat dans le camp serbo-fédéral.

> w extrémistes », taot serbes que croates. Pour lui, comme pour le lieutenant-colonel Nikola Panic (un Serbe originaire de Bosnie), l'armée n'a qu'un objectif : «la Yougoslavie». «Nous ne sommes pas d'accord avec « Nous ne sommes pas d'accord avec les extrémistes serbes, car nous vou-lons défendre la Yougoslavie, tandis qu'eux veulent la Grande Serble », dont les deux officiers assurent ne pas vouloir — «Il n'y aura pas de Grande Serbie, car trop de gens, sur-tout dans l'armée, veulent la Yougos-lavie », et «ce n'est pas le travail de l'armée que de savoir si telle ou telle ville doit être en Serbie ou en Croa-tie ».

> > «Une dette non acquittée»

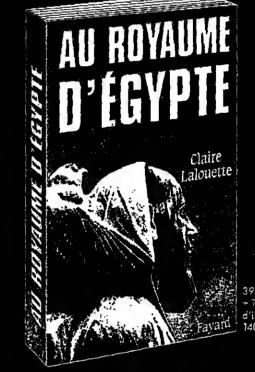
Et Vukovar? Le lieutenant Kozul reconnaît que cette ville croate – tombée la semaine dernière après trois mois de siège – a été rasée par l'armée, mais pour affirmer que les Serbes y avaient été a menacés par les Croater » et que ceux-ci avaient été entre de la contra èté de la ceux-ci avaient été entre de la contra èté de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la c sommés de se rendre il y a déjà deux mois. Etnit-il nécessaire de causer tant de dégâts pour un tel résultat? L'officier hésite, puis déclare... ne pas savoir ce qui s'y est passé exacte-

Le lieutenant Kozul est au moins sûr d'une chose : la guerre aurait pu être évitée, n'eût été «la stupidité des politiciens », dont l'incompétence à pas de raisons pour se poser des questions, pour vivre, persoonellement, les déchirements et les contradictions que vit soo pays, qui o'en pas de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les despréssions que vit soo pays, qui o'en pas de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les despréssions que vit soo pays, qui o'en pas de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement, les de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement des professions de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement des professions de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement des professions de mots acceptant des professions de mots assez durs pour les colonel Panic réfléchit longuement des professions de mots acceptant de mots acceptant des professions de mots acceptant de hésite, puis avance, indécis, l'hypothese d'une nassociation yougoslave, peut-être pas dans les frontières actuelles », c'est-à-dire sans la Slovénie et la Croatie. Quant à l'armée. peut-elle éclater sous la pression des événements? Tous deux répondent sans hésiter mais sans s'étendre sur la question: «Non!».

> Pour l'heure, le lieutenant Kozul et le lieutenaot-colonel Paoic sont " tristes ». D'ici quinze juurs, ils devront avoir quitté leur base aérienne de Pleso, près de l'aéroport de Zagreb, qu'a déjà évacuée, dimanche 24 novembre, une pre-mière partie des effectifs qui y sont satiunoés – deux mille hommes. a Beaucoup de nos afficiers sant Croates, nos familles et nos amis sont ici; nous faisons partie de la Croatie. Nous avons des opinions différentes (des Croates) mais nous voulons la paix», affirme le lieutenant-colonel Panic. En attendant, les défenses de la base, que «les extrémistes (croates) ont vainement tenté de prendre d'as-saut, n'ont pas été démantelées; les canons ainsi que les blindés disposés le long de l'enceinte sont toujours en

L'évacuation de Pleso, dans le cadre d'un accord conclu vendredi dernier entre les autorités croates et l'armée, s'annonce délicate. Les militaires de la base - où seraient entre-posés des missiles - ne possédant pas assez de véhicules, ceux-ci devron effectuer une navette entre Pleso et la Bosnie. Mais, surtout, l'accord pré-voit la mise en place d'un véritable pont aérien, les avions de l'armée devaot atterrir à l'aérupurt de Zagreb, ce qui les expose à des risques certains. Le premier appareil devait se poser dimanche, mais, outre que les conditions météorologiques ne s'y prétaient pas, les Croates ont fait savoir qu'ils n'étaient pas encore en mesure de garantir la sécurité de l'opération. « Les environs fourmillent de canons croates », selon le lieutenant-colonel Panic, et le promier atterrissage n'aura lieu que quand Zagreb pourra en assurer la sécurité. Une tâche dont la difficulté n'est peut-être pas étrangère au refus le texte de l'accord d'évacuation.





Superbe vayage, affert dans une langue très accessible aù chaque élèment est simplement explique, auquel naus canvie Claire Lalouette, ancien membre de l'Institut français d'archéalagie du Caire, professeur émérite à la Sarbanne. Un vayage dans l'Histoire, et, bien sûr, chez les dieux et dans les mythes de l'Égypte ancienne, mais aussi dans la vie, le langage, l'art de cette

Dominique Mobailly, La Vie

Du même auteur Thèbes ou la naissance d'un empire L'Empire des Ramsès

haute épaque.

l'Histoire

OCEAN INDIEN

MADAGASCAR: après un compromis entre gouvernement et opposition

Des institutions provisoires ont été mises en place

La crise politique qui paralysait que de Madagascar. Jeudi, l'assemblée oationale avait officiellement officiellement fin, samedi 23 novemadopté la convention du 31 octobre bre, avec l'entrée en fonctions de la Hante autorité de l'Etat pour le nou-veau gouvernement provisoire. Cet organisme e pour président M. Albert Zafy, le dirigeant du mouvement d'opposition les Furces Vives, qui avait précédemment rejeté un compromis politique élaboré le 31 octobre (*Le Monde* daté 3-4

La cérémuoie s'est déroulée ao palais présidentiel d'Ambohitsirohitra, dans le centre de la capitale, en préseoce du premier mioistre, M. Guy Razanamasy, de diplomates et de nombreux représentants des citoyens qui out manifesté ces der-miers mois sur la place du 13 Mai.

Des coclésiastiques ont présidé à la cirémonie, qui ouvre la voie à une conférence chargée d'élaborer la Constitution de la troisième Républi-

et mis en place un gouvernement provisoire chargé des affaires du pays jusqu'à l'avenement de la nouvelle république. Aux termes de la convention, les poovairs de l'assemblée nationale et du Conseil suprême de la révolution sont confiés à la Haute autorité de l'Etat. Le président Didier Ratsiraka reste en fonctions en tant que symbole de l'unité nationale et chef des forces armées.

Le premier ministre, M. Razanamasy, avait présenté la semaine dernière ou cabinet de viogt-quatre membres, en demandant à M. Zafy de se joindre aux efforts entrepris pour rétablir la stabilité de l'île. En acceptant de présider la Haute auto-rité, M. Zafy avait leve l'un des der-niers obstacles au compromis élaboré pour mettre fin à la crise. – (Reuter.) acceptant de présider la Hante auto-

Yongoslavie d'un côté, Grande Serbie de l'autre : les objectifs de l'armée et des Serbes ne convergent l'armée et des Serbes ne convergent pas, ce qui ne les empêche pourtant pas de lutter côte à côte. Les deux officiers sont d'accord: «Le moment est venu pour l'armée de dire qu'elle ne se bat pas pour une partie mais pour la Yougoslaview. « Nous ne voulons pas être une armée serbe, mais maintenant, après le départ des Croates et des Slovènes, la plupar des militaires sont serbes», reconnaissent ils toutefois et, poussés dans leurs ils toutefois et, poussés dans leurs retrauchements, ils finissent par admetire que l'armée ne s'est jamais opposée aux tchetniks serbes. Tenta-tive d'explication ou de justification des actes de ces derniers : « Il y a une dette non acquittée depuis les massa



EUROPE

Poussée de l'extrême droite et des écologistes en Belgique

Il y a eu un choix clair, encore que contradictoire entre les franco-

En Flandre, un électeur sur cinq a voté pour l'extrême droite, notamment pour le Vlaams Blok, le parti ultranationaliste et ouverte-ment xénophobe, qui devrait avoir 13 députés, au lieu de 2 précédem-ment. En Wallonie, un sur dix a choisi les écologistes, dont la repré-sentation à la Chambre passerait de 3 à 10 sièges. Le parti franco-phone Ecolo s'était prononcé en faveur de l'intégration des immigrés, tout comme son pendant fla-mand Agalev, qui, lui, ne progresse

Le succès des écologistes wallons, déja amorcé lors des élections européennes de 1989, s'est produit au détriment des socialistes. Des sondages indiquent que leurs nou-veaux électeurs sont des jeunes et aussi des enseignants deus par la gauche traditionnelle. Ecolo avait d'aitleurs fait campagne non seule-ment sur la défense de l'environ-nement mais aussi sur la formation

Au titre des curiosités locales, à Liège, où se trouve la plus impor-tante fédération socialiste du pays, le système des votes préférentiels a permis à un contestataire, M. Jean-Maurice Dehousse, de prendre une revanehe sur l'appareil du parti. Partisan d'un régionalisme wallon pur et dur, ami de M. José Happart, l'enfant chéri des Fourons, il avait été placé en septième posi-tion sur la liste. Plus de 38 000 votes préférentiels lui assurent une élection confortable dans la « cité ordente ». Ce score confirme des divergences au sein d'un parti autrefois homogène : cela ne facilitera pas les négocia-tions pour la formation du gouver-

Sans commune mesure avec ce qui s'est passé chez les Flamands, mais de façon significative quand même, des francophones ont été sensibles au discours raciste. Un Front national local était présent en Wallonie et dans la capitale. aura son premier élu à la Chambre. Entre ce parti et le Viaams Blok, la-capitale a accordé 9 % de ses suf-frages à l'extreme droite en campagne sur le thème de l'immigra-tion.

Bien tardivement, tous les partis traditionnels reconnaissent qu'ils ont laissé pourrir ce problème, en ignorant dramatiquement les inquiétudes des milieux populaires sur ce sujet. Les liberaux, qui avaient tire la sonnette d'alarme (le Monde du 22 novembre), n'en profitent pas de façon spectaculaire, parce que le reste de leur pro-

□ IRLANDE DU NORD : attentat à la bombe dans une prison de haute sécurité. - Un détenu a été tue et neuf autres blesses, dimanehe 24 novembre, après une explosion dans une prison de haute sécurité de Belfast, en Irlande du Nord. L'engin avait été déposé derrière un radiateur de la salle à manger d'une aile de la prison où sont détenus des terroristes aussi bien catholiques que protestants, mais toutes les victimes sont des loyalistes (protestants), ear la bombe a explosé pendant le diner des prisonniers protestants. Dans la nuit de dimanche à lundi, un homme a été tué par balle dans un quartier catholique de Belfast.

 URSS: élection présidentielle au Tadiikistan. - La première élection libre, organisée dimanehe 24 novembre, dans la petite République musulmane du Tadjikistan a été marquée par une forte parti-cipation. Dans la capitale Douchanbe, 75 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes dimanche soir, selon le porte-parole du centre électoral. Sept candidats se présentent à ce scrutin dont M. Rahmon Nabiev, dirigeant de l'époque brejnévienne, qui a repris le pouvoir en septembre à la suite d'un coup de force mené par les communistes conservateurs. Son adversaire le plus sérieux, le einéaste Davlav Khoudonazarov, obtiendrait entre 40 % et 60 % des voix d'après des sondages effectués à la veille de l'election. - (AFP.)

D Rectificatif. - Dans l'article intitulc « M. Elisine prépare la libéralisation de l'économie russe » public dans le Monde du 19 novembre, il fallait lire que «Les prix des métaux précieux et des pierres seront fixés par le gouvernement de Russie en tenant compte des prix du marché mondial », et non « sans tenir compte ». comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur de transmission.

gramme, axe sur la rigueur econo-mique, n'est pas attirant pour cet électorat. Ils sont cependant le pre-mier parti bruxellois, même s'ils ne profitent pas, sur le plan national, de leur eure d'opposition dans la précédente législature.

Déception personnelle pour le premier ministre

En dehors du Vizams Blok, les partis flamands ne progressent pas à Bruxelles. L'effet Martens n'a pas plus pour le premier ministre, qui se présentait sur la liste sénatoriale. Si les prétentions des Flamands sur la capitale en prennent un coup, cela ne s'est pas fait au profit du Front démocratique des francophones (FDF), qui ne devrait pas dépasser sa représentation anté-rieure de trois députés. Exalté par sa victoire dans le Nord, le ebef du Vlaams Blok a

promis que Bruxelles serait bientôt « la capitale de la Flandre indépendonte », qui pourra lui apporter beaucoup plus de bonheur qu'une « Wollonie sous influence de la gauche marxistes. En réalité, ce dimanehe n'a pas été un bon jour pour la Flandre, qui, plus puissante que la Wallonie sur le plan écono-mique, se retrouve très divisée politiquement. La Voisunie et le SP (les socialistes du Nord) recu-lent, sans tirer le moindre bénéfice de leurs surenchères lors de la der-nière crise gouvernementale. Comme l'a amèrement constaté M. Martens, ce jeu-là finit toujours par profiter à plus extrémiste que surlout quand le thème porteur de l'immigration permet de donner encore plus de vigueur à la guerre belgo-belge avec les francophones menée par le Vlaams Blok.

Autre «claque» pour la classe politique flamande, une liste mar-ginale devrait obtenir trois sièges. Elle était conduite par l'Anversois Jean-Pierre Van Rossem, ex-mil-liardaire, affairiste de très mauvais goût et... incarcéré trois jours auparavant pour des opérations finan-cières que la justice estime dou-

PROCHE-ORIENT

ISRAËL: irrité, mais résigné

M. Shamir s'efforce de dédramatiser la mésentente avec Washington

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Il n'y o pos de crise de confiance entre Israèl et les Etais-Unis, il n'y o que des divergences de vues»: se préparant sans doute de vues»: se préparant sans doute à accepter, avec une apparente mauvaise grâce, l'invitation américaine de reprendre, le 4 décembre à Wasbington, les oégociations bilatérales, commencées à Madrid, entre l'Etat bébreu et ses partonaires arabes, M. Itzhak Shamir, le chef du gouvernement israélien, a ainsi tenu, à son retour à Tel-Aviv, dimanche soir 24 novembre, à dédematiser le traitement un pen dédramatiser le traitement un pen cavalier que lui aurait fait subir l'administration de M. George Bush. Le premier ministre, qui a passé une dizaine de jours aux Etats-Unis avant de reneontrer, vendredi, le chef de la Maison Blanche (le Monde daté 24-25 novembre), a précisé qu'il allait consulter ses ministres avant de décider, d'ici mercredi peut-être, de l'éventuelle présence d'Israël au deuxième round des négociations

M. Shamir n'a cependant pas renoncé – officiellement du moins – à «espèrer» que l'administration - à «espèrer» que l'administration américaine «changera sa décision et prendra en compte» le point de vue d'israël sur «la nécessité de poursuirre les négociations bilatérales quelque part ou Proche-Orient». « Washington n'est pas dans notre région, Washington est trop éloignée » du thélitre du conflit, a répété le pramier ministre. Bref, même si, comme on le croit ici, le cabinet israétien finit par accepter l'invitation de par accepter l'invitation de M. Bush pour le 4 décembre, M. Shamir insistera encore une fois pour que la rencontre soit de oouveau consacrée, comme à Madrid, à de simples questions de JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE procédure. A moins que la Maison Blanche ne s'engage formellement à soutenir l'idée d'un endroit au

négociations; ce sera, probable-ment, l'une des cooditions qui eront mises par le gouvern israélien à son acceptation de

A la veille du week-end, M. Shamir espérait pouvoir convaincre le chef de la Maison Blanche de souune nouvelle fois - le point de vue

ensuite, ont fait connaître leur accord avant la fin du week-end et le retour en Israël de M. Shamir.

Plus que la décision américaine en elle-même – il était entendu, depuis Madrid, que Washingtoo proposerait une date et un site si les intéressés ne parvenaient pas à se mettre d'accord entre eux dans les deux semaioes, - c'est la méthode que le premier ministre



israélien à ce sujet. Or, apparemment soucieux de oe pas laisser le processus de paix s'emboorber dans de nouvelles querelles de pro-cédure ou de site, M. Bush n'a donné à M. Shamir aucune chauce de tergiverser plus avant : il avait adressé les invitations aux intéres sés avant même de recevoir le visi-C'est ainsi que la Jordanie d'abord, et les représentants palestiniens

israélien a'est permis de juger, dimanche, e plutôt mai appropriée». Encore la ficule paraîtelle très modérée par port aux protestations indignée et aux hauts cris poussés par la , see et la presque totalité des milies. politique tiques israeliens. eLe diktat a. ricain », « la gifle », « l'humiliation. hébreu, dimanche 24 novembre.

« Impertinent altimatum »

e Je ne me souvient pas d'avoir jamais vu un premier ministre d'Israël aussi brutalement et grossièrement humilié que l'a été M. Shamir à Washington's, a écrit Yoel Marcus, éditorialiste vedette du grand quotidien Haaretz. Le chef du gou-vernement, de son propre aven, n'a même pas «eu le temps» d'évo-quer avec le président américain la

question des garanties bancaires pour 10 milliards de dollars, qu'Is-raël réclame pour intégrer les centaines de milliers d'immigrés soviétiques qui sont arrivés et continuent d'arriver en « terre pro-

Dans un effort qui a pu paraître presque concerté, les ministres les plus proches de M. Shamir et les moins défavorables au processus de paix en conrs se sont succédé devant les micros, pendant toute la journée dominicale, pour dire leur profonde indignation. « Quel impertinent ultimatum / », s'est zinsi exclamé le ministre de la police, M. Ronnie Milo, à propos de «l'invitation » du 4 décembre. «L'administration américaine n'essaie même plus de sauvegarder les apparences de l'amitiés, déclarait, pour sa part, M. Shod Olmert, ministre de la santé. « En toute sin-cérité, renchérissait M. Moshe Kat-sav, ministre des transports, je dois dire qu'il y a quelque temps déjà que j'ai des doutes sur les bonnes intentions américaines» à l'égard de l'Etat juif. Inutile de dire que les ministres d'extrême droite ont redoublé d'ardenr pour réclamer e l'arrêt immédiat des pourpariers » avec les Arabes, paisqu'il est désormais cévident » que l'on va vers un règlement du conflit e qui sera imposé par Washington».

Interrogé dimanche sur ce point précis. M. Shamir ne s'est pas prononcé personnellement, mais il a engage la parole du chef de l'exé-cutif eméricain. « L'ai dit ou prési-dent Bush qu'à notre avis les Etats avabes: n'ont guère l'intention de mener avec nous des négociations directes », a notamment déclaré le premier ministre, «Je lui ai explisur l'Amérique pour imposer une solution. M. Bush m'o assuré que, si tel était le cas, ils se trompaient », a ajouté M. Shamir. Le président américain aurait affirmé que son administration n'avait pas l'intention d'intervenir dans les négociations proprement dites et qu'elle se contenterait de « jouer un role de médiateur v. M. Sbamir aurait alors demandé à M. Bush de bien vouloir confirmer et renforcer cette attitude par des actes...

PATRICE CLAUDE

211

LIBAN: l'attentat contre l'Université américaine

Le gouvernement soupçonne Tel-Aviv

Les antorités libanaises ont sécurité », créée et occupée par révélé, samedi 23 novembre, que les premiers résultats de l'enquête sur l'attentat commis, le 8 novembre, contre l'Université américaine de Beyrouth (AUB) conduisent à une piste israélienne, alors qu'au départ elles avaient soupconné les intégristes pro-iraniens. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'intérieur, le général Sami Khatib, a annoncé que la police détenait l'un des auteurs de l'attentat, qui a avoué avoir agi sur « les ordres de responsables » dans la « zone de

D Relance du journal de M. Saddam Hussein junior. - L'Assemblée nationale irakienne a accordé au fils de M. Saddam Hussein, Ouday, une licence pour la parution de son quotidien, Babel, dont la publication avait été interrompne sana explication. Des cinq quotidiens officiels publiés co Irak, Babel (Babylone) était le seul à critiquer les résultats de certains ministères. Paru pour la première sois en ayril, il a décrit les difficultés de la vie quotidienne depuis la guerre du Golfe, racontant comment des Irakiennes allaient se prostituer en Jordanie pour pouvoir subsister. -

Stages de révision pour baccalauréats A, B, C, D et français de Première. Concours des écoles de commerce "bac+0": Stage intensif en Février

23, rue Cortambert 75116 Paris - Tel: (1) 45.03.01.66

O YÉMIEN : épidémie de choléra. Sept cents cas de choléra ont été recensés dans la région d'Hodeida, le long de la mer Rouge, où cette maladie n récemmeot causé la mort de vingt personnes, a rap-porté, samedi 23 novembre, le quotidien yéménite el Thawri, l'organe du parti au pouvoir. En septembre, des cas avaient aussi été signalés dans les gouvernorats d'Aden, d'Abyane et de Chabwa. -(AFP.)

Israel dans le sud du Liban.

M. Khatib a indique qu'un jeune

bomme, originaire du Liban du

Sud, Jihad Khalil, s'était byre à la

police et avait fait des aveux com-

plets. Il a précisé que celui-ci était

un « agent cherronné de services de renseignements » — sans dire les-

quels -, et que sa sœur, étudiante à PAUB, « a joué un rôle central » en

introduisant une voiture piégée sur

le campus. Il a enfin affirmé que

trois complices étaient « activement

recherches ». - (AFP.)





Ils lui ont souhaité de rester toujours jeune et indépendante. ouverte et impertinente, passionnée de dialogue. de réflexion comme de rire et de musique. c'est-a-dire... de Liberté.

Nous mettrons tous nos talents et notre enthousiasme pour réaliser ce souhait.

RADIO SHALOM 94.8 FM

En hommage aux artisans de la Paix : les dix colombes de RADIO SHALOM Menaliem Begin «Pierre Blanchet «Limmy Carter «Nadine Gordiner «Serge & Beate Klarsfeld Bernard Koncliner «Enrico Macias «L'Ablic Pierre «Anonar el Sadate «Leon Schwartzenberg **CAMBODGE**: la nouvelle alliance entre le régime de Phnom-Penh et les sihanoukistes

DIPLOMATIE

Un rapport alarmiste du secrétaire général

L'ONU ne pourra plus financer ses activités à la fin de l'année

Au moment où l'Organisation des Nations unies bénéficie d'une image d'efficacité réhabilitée, elle doit faire face à des problèmes financièrs d'une telle ampleur qu'un conseil de crise, réuni ces derniers jours à New-York, e proposé de mettre à pied pendent deux jours les 13 700 fonctionnaires, à la fois pour réaliser des économies et pour frapper l'opinion publique, Pour l'instant l'idée n'e pas été retenue, mais des centeines d'employés vont se rassembler le 6 décembre à New-York pour menifeeter leur inquiétude. Cette journée sera marquée aussi par une intervention spéciale, en Assemblée générale, sans doute de M. Javier Perez de Cuellar.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général a présenté un rapport détaillé de la situation financière. A la date du 31 octobre dernier, 525 millions de dollars de contributions (environ la mnitié du budget annuel) n'avaient pas été versés. Sur ee montant, 139 millions de dollars correspon-dent à des arriérés pour 1990. Sculement 64 pays sur 159 ont versé leur contribution an budget général le 31 janvier dernier. Au chapitre des opérations de la paix, distinct du budget général, 463 millions de dollars de contributions n'ont pas été versés pour alimenter les neuf opérations dans lesquelles sont impliqués les « casques bleus ». Cette somme ne tient pas compte des 74,4 millions qu'il faut trouver avant la fin décembre pour financer les activités liées à la résolution 687 concernant l'Irak et la première étape du processus de paix an Cambodge.

> Manyais . payeurs

Si rien n'est entrepris dans les prochains jours, l'organisation ne pourra plus assurer le paiement

Invité de «L'heure de vérité»

M. Kohl s'est montré confiant sur le sommet de Maastricht

Le chancelier allemand Helmut Kohl, invité dimanche 24 novem-bre de «L'heure de vérité» sur Antenne-2, s'est montré confiant dans la réussite du sommet euro-péen de Maastricht. « Je pense qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur d'un échec (...) à Maastricht ». a-t-il dit, même si à l'heure actuelle certains des Douze (la Grande-Bretagne par exemple) expriment des réticences à s'engager dans l'union politique et l'union économique et moné-taire : « Que celui qui veut monter dans le train le fasse; celui qui ne veut pas monter dans le train, il le fera peut-être dans quelques années. Mais ils vont tous monter dans le train, ça je peux vous l'annoncer ici et maintenant; ils vont tous monter dans le train parce que l'Histoire o une orientation très claire et très précise, à savoir l'Europe.»

A propos de la Yougoslavie et de la question d'une éventuelle reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, M. Kohl a déclaré: « Je ne voudrais pas que l'Allemagne fasse cavalier seul, cela ne veut pas dire que l'Allemagne attende néces-sairement que tous les autres Européens aient reconnu. Ne pas vouloir faire cavalier seul, cela veut dire ne pas vouloir être les seuls à

Le chancelier ne croit pas que le développement des actes de xénophobie et de racisme eu Allemagne depuis quelques mois soit un phé-nomène « inquiétant » mais plutôt un « défi » car cela « n'a pas forcé-ment et nécessairement des motivations politiques (...). L'extrême droite représente dans les scrutins électoraax nettement moins de

A propos de l'URSS, le chance lier a sontigne la nécessité d'aider à la fois Mikhail Gorbatchev et Boris Eltsine, et sonbaite un contrôle central des armements nucléaires, du nucléaire civil et de l'armée. It a réaffirmé qu'il sonhaitait l'extradition de l'ancien numéro un est-allemand, M. Erieb Houecker, actuellement en URSS.

Conséquence de la guerre froide menée par l'administration Reagan contre l'ONU, les Etats-Unis doivent encore 345 millions de dollars au seul budget général, malgré les 36 millions et 187 millions versés en juillet et octobre derniers au titre des arriérés. Washington doit anssi 141 millions de dollars pour les opéra-tions de maintien de la paix.

général et 30 % des npérations de maintien de la paix, ne sont pas les seuls mauvais payeurs. L'ex-Union Soviétique est le deuxième débiteur avec une dette de 46 millions de dollars à l'égard du bud-get général et de 127 millions pour le maintien de la paix, un domaine où le Japon, d'habitude généreux donateur, doit mainte-nant 48 millions de dollars. Les comptables de l'ONU ont bon espoir de récupérer les dettes américaine, japonaise et celles d'autres pays (Afrique du Sud, Brésil, Argentine, Allemagne pour ne citer que les principaux débiteurs) mais chacun admet, en privé, qu'il ne faut pas espérer, à court terme, que la nouvelle Union des Etats sonverains, privée de devises convertibles, bonore sa dette.

Les mesures

de redressement Afin de remédier aux problèmes immédiats de trésorerie, le secrétaire général propose d'appliquer des pénalités aux pays qui n'ont pas versé leur contribution sons la forme d'intérêts calculés sur les taux du marché commercial. En outre, le fands de roulement, théoriquement fixé à 100 millions de dollars (soit environ trais semaines de dépenses), serait porté à 250 millions de dollars. Parallèlement, un fands de raulement distinct de celui du budget général et constitué d'une provision de 50 millions de dollars, serait créé pour les opérations de maintien de la paix. Enfin, le secrétaire général a demandé à certains pays de payer par avance une partie de leur contribution 1992 et sollicite l'autorisation de procéder à des emprunts.

Pour le plus long terme, le rapport prévnit la création d'un fonds bumanitaire de 50 millinns de dolunique des pays membres. Une antre innovation consisterait à créer un fonds de donation pour la paix avec une dotation initiale de 300 millions de dollars et un pla-fond de l milliard de dollars. Le bnt n'est pas d'utiliser ce dernier montant mais seulemennt les quel-que 50 à 60 millions de dollars de revenns annuels provenant des placements effectués par ce United Notions Peace Endowment Fund. Ces propositions seront soumises à l'Assemblée générale.

SERGE MARTI

budget général) en décembre, ni remplir certaines missions de maintien de la paix.

Mais les Etats-Unis, principaux contributeurs avec 25 % dn bndget

signature des accords de paix de Paris, qui aurait pensé que le régime de Phnom-Penh et les partisans du prince Sihanouk formeraient un gouvernement de coalition dans un délai de quelques semaines et, surtout, sans attendre l'intervention de l'ONU? Qui aurait imaginé que M. Hnn Sen deviendrait le premier ministre du prince evec, enmme principal adjoint, Norodom Ranariddh, fils de Norodom Sihanouk? Coiffée par l'ancien monarque, la formation de cette coalition entre deux des quatre factions cambodgiennes, sans attendre la tenue d'élec-tions organisées par l'ONU, va déter-

miner la suite des évènements.

Perie sur le Cambodge, les

Nations unies devront collaborer

avec le gouvernement de coalition

que doivent former, dès cette

semaine, à Phnom-Penh, M. Hun

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Voilà un mois à peine, lors de la

Sen et les sihanoukistes.

désornais incontesté, le prince Siha-noule confie la gestion du pays à un gouvernement formé par le Parti du peuple (ex-communiste) de MM. Chea Sim et Hun Sen, actuelle-ment au pouvoir, et le FUNCIN-PEC, le mouvement du prince Rana-riddh. D'un autre côté, si le Conseil national suprème (CNS) a pu se réu-nir une première fois à Phnom-Penh, samedi 23 novembre, il l'a fait pour entendre M. Roland Dumas et en

Les Khmers rouges

ces développements.

Quels que soient les soutiens dont elle peut disposer à l'étranger, la qua-trième faction, celle du FNLPK de M. Son Sann, semble condamnée à jouer les seconds rôles. Héritière de la «République de Phnom-Penh» de En conséquence, pour peu que l' mentente cordiale » entre le prince et le régime en place tienne quelques mois, les Khmers rouges seront relé-gués, seuls, dans l'opposition armée. Le quadripartisme est mort-né. On se repproche de plus en plus du schema classique d'une rébellion réduite mais bien structurée contre un pouvoir central organisé avec la bénédiction de l'ancien roi.

La tutelle de l'APRONUC, Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, perd ainsi de sa dimen-sion. Dans le cas de figure actuel, l'ONU aurait-elle reçu pour mandat de s'assurer que l'administration de Pimom-Penh observe une stricte neutralité à l'égard des Khmers rouges, que tout le monde voue aux gémo-nies? L'APRONUC devra-t-elle, par exemple, vérifier que les Khmers rouges bénéficient d'une représentation équitable au sein d'une future Constituante? Ou contrôler que les crédits attribués par les ministères sont également canalisés vers leurs

Le prince a enfoncé un peu plus le clou, samedi soir, en rappelant qu'il était favorable à la démobilisation

Le «contre-coup d'Etat» du prince Sihanouk n'est prévue qu'à 70 % par les accords. A défaut, il ne faudrait laisser aux 30 % restant que de « beaux uniformes» pour séduire les «taxigirls v. En d'autres termes, plus d'armées, plus de guérillas, plus de Khmers rouges. Ainsi, le a tournatu historique » que vit actuellement son pays serait-il à l'abri de tout déra-

> La suite des événements devrait donc être dictée par deux données. Si, en appuyant le prince Sihanouk, la Chine et la Thailande décident de faire pression sur la direction des Khmers rouges pour ou'elle se mette en congé, le mouvement pourrait se désintégrer au fil des mois. Tout dépendrait alors - c'est la deuxième donne - de la cohésion du gouvernement d'union nationale. Sur ce point, conscient des habitudes héritées d'un régime communiste, le prince a déjà appelé au rétablissement immédiat des libertés fondamentales. «Il faut une presse libre, des mouvements d'opposition, des syndicots dès demain matin. Voilà mon contre-coup d'Etat », a-t-il dit.

Dans ce schéma, les Khmers rouges sont placés en quarantaine. Certes, ils sont représentés au sein du CNS que le prince compte réunir «une, deux, trois fois par semaine». Mais ce « pilier » des accords de Paris risque de devenir une coquille vide. Il restera à l'ONU à réaliser des tâches dont l'importance est cruciale mais qui sont plus techniques que politiques : rapatriement des réfugiés, contrôle du cessez-le-feu, démobilisation, recensement électoral et organisation des élections. Désormais, pour peu que Chingis et Vietnamiens continuent de s'entendre sur la neutralité du Cambodge, le ton sera donné par le prince Sihanouk et le gouvernement qui sera constitué. cette semaine, à Phnom-Penh.

JEAN-CLAUDE POMONTI

l'absence du principal représentant des Khmers rouges, M. Kieu Sam-phan, Enfin, le jour où il sera opérationnel, le lourd mécanisme prévu par l'ONU devra s'accommoder de

en quarantaine

feu le maréchat Lon Noi (1970-1975), elle est divisée et ne dispose que d'une audience réduite.

La fin de la visite du ministre des affaires étrangères

«La France souhaite que le peuple cambodgien tourne définitivement le dos à son passé douloureux»

déclare M. Roland Dumas

A l'issue de sa visite au Cambodge, où il s'est longuement entretenu avec le prince Sihanouk et e'est rendu au centre de tortures khmer rouge de Tuol-Sisng, M. Rolend Dumas est arrivé, dimanche 24 novembre, à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), au Vietnam. Lundi, il s'est rendu à Hanoî, où il a entamé sa visite officielle par des entretiens avec ean hamologue vietnamien, M. Nguyen Manh Cam.

> PHNOM-PENH de notre envoyé spécial

a Mo pensée en cet instant est pour le peuple cambodgien. Plus jamais ça! » Cette triste dédience, M. Roland Dumas I'a écrite, samedi 23 novembre, sur le «livre d'or» de Tuol-Sleng, le plus grand centre de détention et de torture sous le règne des Khmers rauges, transformé denuis leur ch

génocioe». Entre avril 1975 et janvier 1979 cette ancienne école abrita les souffrances de quelque vingt mille Cam-bodgiens, dont sept sculement survécurent. leurs visages, au regard angoissé, furent systématiquement photographies par les tortionnaires. Ils tapissent aujourd'hui les murs de ce lieu d'horreur. L'une des pièces contient toute la panoplie des instruments de torture, une autre exhibe avec un goût douteux - plusieurs centaines de crânes, qui dessinent la carte du Cambodee.

INTERNATIONAL UNIVERSITY

OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street - San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management inter-

Master of Business Administration

for International Management

Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences,

lettres, droit; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP -

Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre

M.B.A. en Management International

formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)

Communiqué par Internacional University of America - San Francisco - CA Programme associe en Asic . Pacific C. of HONG KONG

dans son concept habilité à délivrer le

Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

tél.: (1) 40 70 11 71

Filière d'admission : 3° CYCLE

national, associant une pédagogie active à l'experience d'un projet personnel/professionnel programme americain unique

M. Dumas n'avait pas mis cette soins attentifs ». En d'autres termes. visite à son programme officiel. Il ne la décida qu'au tout dernier moment. Elle a eu lieu, et c'est l'essentiel. De retour au Cambodge, la France se devait de faire un geste témoignant qu'elle n'avait rien unblié de le transfelie du pers bête. plus l'aide financière de la communauté internationale sera rapide et massive, plus grandes seront les chances d'écarter à jamais le risque d'un retour au pouvoir des bouroublié de la tragédie du pays hôte. Et M. Dumas revint plusieurs fois sur ce thème : « Ce n'est pas le genre JEAN-PIERRE LANGELLIER de visite (à Tuol-Sleng) qu'on oublie déclara-t-il lors d'une confèrence de presse. Elle nous fait plonger dans l'horreur. On peur s'interroger sur l'être humain, quand on le voit capable de tels excès. Le régime de Poit Pot n'oura pas démenti d'autres régimes de ce genre que l'on a

« Personne ne songe à oublier, ni à exonèrer les auteurs de ces crimes de leurs responsabilités. C'est au peuple cambodgien de faire en sorte qu'ils ne se reproduisent pas, la France souhaite que le Cambodge tourne définitivement le dos à son passé douloureux. Il n'existe aucune satalité qui le condamnerait à je ne sais quel malheur continu.»

régimes de ce genre que l'on a

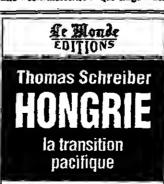
«La terreur idéologique

Plus tard, après la première réunion du Conseil national suprême (CNS) à laquelle il venait d'être convié, le chef de la diplomatie francaise s'adressa sur le même sujet au prince Sihanouk : « Votre peuple est rescapé de l'un des plus grands drames humains de l'histoire contemporaine. Il n connu l'un des stèaux du vingtième siècle, la terreur idéologique.»

Le prince répondit qu'il «n'y avait aucune possibilité de retour en arrière, » et que les Khmers rouges lui «avaient donné l'assurance qu'ils respecteraient loyalement les accords de Paris», signés un mois plus tôt, jour pour jour,

Aux yeux de M. Dumas, associer les Khmers rouges aux négociations de paix était un moindre mal. «// valuit mieux englober ces forces toujours vives que les tenir à l'écart et les laisser en proie à la tentation de recourir aux moyens du passé » Est-ce au nom de cette respectabilité que le ministre serra la main - alors que rienniste seria la inadir - alors que rien ne l'y obligeait - de M. Son Sen, représentant des Kmers rouges au CNS, et surtout ancien responsable du contre de Tuol-Sleng? Les deux hommes échangèrent ensuite quelques phrases de courtoisie.

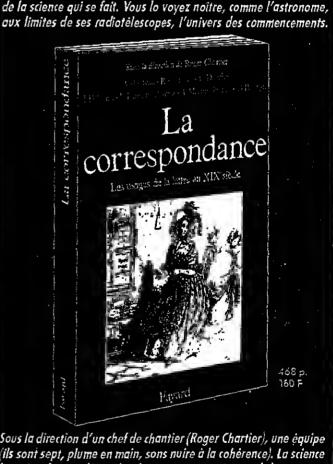
Une chose est sure : pour M. Dumas, le Cambodge traverse une « convalescence » qui exige « des



EN VENTE EN LIBRAIRIE



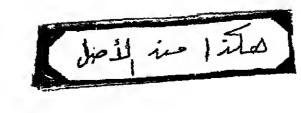
Agréable, savant, insolite, La Correspondonce se recommande à votre attention. A plus d'un titre. Parce que ce beou livre est proche de la science qui se fait. Vous lo voyez noître, comme l'astronome,



Sous la direction d'un chef de chantier (Roger Chartier), une équipe (ils sont sept, plume en main, sons nuire à la cohérence). La science homoine dons so démarche s'opporente aux sciences de lo noture et de la vie. Et le produit sorti tout choud du four est prêt à consommer. Comme le moître d'œuvre est bon, le régol est assuré.

Que faisoient pour se protèger les soldots dunkerquois de 1914? lls cousaient sur lo doublure de leur vareuse une prière trouvée, disait-on, en 1505 à Jérusolem por le pope, et envoyée por courrier spécial à Chorles Quint qui portait en guerre. D'un coup, l'évenement foit surgir, comme ce beou livre, toute l'époisseur historique de la lettre et de ses pouvoirs. Daniel Fabre, Libération

l'Histoire





Le président Aristide et les parlementaires de Port-au-Prince ne sont pas parvenus à s'entendre

Organisées aoua l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour tenter de trouver une solution négociée à la entre le président renversé Jean-Bertrand Aristide et une dálágation da huit parlemantaires de Port-au-Prince se sont terminées, dimanche 24 novembra à Carthagane (Colombie), sur un constat d'échec.

CARTHAGENE

de notre envoyé spécial

Pas de communiqué commun, pas de salutations, pas de promesse de se revoir. Chacun est rentré chez soi. Le père Aristide, visage fermé, à Caracas où il bénéficie d'un statut de chef d'Etat en exil; les parlementaires, décus, en Hafti. Le divorce est confirmé. L'embargo

On a pourtant été à deux doigts d'uo accord. La juurnée de samedi s'était plutôt bien passée, malgré les accusations réciproques. « De houte tenue », avait dit M. Ramirez Ocampo, ancien ministre colombien des affaires étrangères et chef de la mission de l'OEA en Halti. Le président Aristide avait admis avoir fait « quelques erreurs », en réponse au rappel, par les parle-mentaires, des « monquements à lo Constitute, des des des la constitute des Constitution y et de agraves violations des droits de l'hommes pendant ses sept muis de pouvoir, de

février à septembre 1991. Et tout le monde parfait du « nécessaire rappelant la prumesse faite à l'OEA par le général Cedras, porte-parole des putschistes du 30 sep-tembre, de respecter «toute décision prise par les civils».

Les chuses se sunt gâtées, dimanche, à l'heure de la rédacqué final. Les parlementaires sont allés assez loin sur la voie des concessions. Ils ont, en particulier, accepté la créatinn d'une police dépendant du ministère de la justice, et unn plus des militaires, ainsi que le principe de la profes-sionnalisatiun des forces armées, deux requêtes do président Aris-

Médiation officieuse

Ce dernier u'a, en revanche, pas cédé d'un pouce. Il a exigé jus-qu'au bout que son nom figure expressément dans le communiqué, à la rubrique du retour souhaité à la continuité constitutionnelle. Les parlementaires out refusé cette demande estimant que la référence à l'article 134 de la Constitution de 1987 était « suffisante ». « Le main-tien de cet article 134 revient implicitement à admettre le retour du président Aristide à Port-au-Princes, a affirmé M. Duly Brutus, le président de la Chambre des députés. C'est aussi l'opinion des membres de l'OEA, qui jugeaient le projet de communiqué « excel-lent », et de M. Adams, ambassadeur des Etats-Unis à Purt-au-Prince, présent à Carthagène sur instructions de Washington, qui a joué un rôle discret et efficace de

Les parlementaires exigeaient par silleurs, nne levée « immédiate» de l'embargo décrété par l'OEA contre Part-au-Prince, alors que le président Aristide a insisté pour faire dépendre l'annulation de l'embargo des « progrès graduels de la restauration de l'ordre constitutionnel», c'est-à-dire de «lo nomination d'un nouveau premier ministre et de la mise en place d'un nouveau gouvernement», telles que le prévoit l'article 137 de la Constitution (le président propose un premier ministre que le Parlement peut ratifier ou récuser).

« Nous ovions ou déport une vision assez simpliste de la situation haitienne», disent les membres de la mission de l'OEA et les diplomates présents à Carthagène «Nous avons découvert au fil des semaines qu'elle était très complexe subtilité », ajoutent-ils. Ils sout certes toujours résolus à faire échec au coup d'Etat du 30 septembre, qui a chassé un chef d'Etat très légalement et très régulièrement élu en décembre 1990 par le peuple haîtien, mais ils avouent avoir été témoignages (en particulier par des vidéos) sur des excès commis par des partisans de père Aristide.

MARCEL NIEDERGANG

ETATS-UNIS : selon le « New York Times »

M. George Bush a «perdu le contrôle » de son équipe

jours-ci, des allures de maison pessablement désorganiséa. Confusion, indécision, inafficacité. malaise : telles sont quelques unes des expressions les plus aimables employées par la presse et les milieux politiques - républicains et démocrates pour qualifier le comportement de la Maison Blanche en politi-

WASHINGTON

de notre correspondant

Ces dernières semaines ont été pour M. George Busb « parmi les plus éprouvantes de sa présidence ». écrivait, dimanche 24 novembre, le New York Times, qui expliquait que le président « avait perdu le que le president avant perdu le contrôle de son équipe ». Les républicains les plus critiques parlent d'une acarterization » de la Maison blanche. De leur part, c'est une expression péjorative pour dire que la présidence de M. Bush commence à ressembler à celle du démocrate l'impus Cartes qui à les descriptions de la contra de l démocrate Jimmy Carter, qui, à les en croire, aurait été un modèle

Tout a commencé au début du républicain à une élection sénatodécision consécutive de la Maison Blanche de reporter soudainement un voyage de M. Bush dans le Sud-Est asiatique. « Geste de panique», ont dis les commentateurs, alors que l'électorat semblait sanctionner une situatiun écunumique et suciale difficile et un président trop souvent à l'étranger pour s'en

Vint ensuite une gaffe. Dans un discours, le président appelait à plafunner les taux d'intérêt sur les cartes de crédit, pour relancer la

20 EXPOSITION MINERALOGICUE

VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE (12 - 19 h) (10 h à 19 h)

DIMANCHE 1ar DECEMBRE

VENTE - ECHANGE

FOSSILES - BIJOUX PIERRES PRECIEUSES

HOTEL PULLMAN SAINT-JACOUES

17, bd Saint-Jacques, 75014 PARES

La Maison Blenche e, ces consommation. Las, le Congrès tournant, mais une donnée essen-nurs-ci, des assures de maison prenait l'idée au sérieux et les parlementaires républicains auuuu-çaient qu'ils préparaient une régle-mentation auturitaire en la matière. Cette fois, c'était la pani-que dans les milieux bancaires et les maisons de crédit : Wall Street enregistrait une coute phénumé-

La semaine dernière, le président

signait en grande pompe une loi sur les droits civiques, laborieux compromis à la suite de deux ans de batailles entre la Maisun Blanche et le Cungrès. Elle concerne le droit du travail et, notamment, la lutte contre les discriminations, dunt peuvent être victimes les minorités ethniques et les femmes en matière d'emploi. Les républicains ecotristes se réjuuissaient de pnnvuir enfin dédouaner un président volontiers accusé d'indifférence ou d'insensibilité dans ce domaine, voire de jouer de la «carte raciale» auprès de son électorat.

de remaniement

Seulement, à quelques heures de la signature, un conseiller du prési-dent rendait publique une circu-laire d'application, qui réduisait à peu de chose la nouvelle loi. La circulaire dunnait, untamment, satisfactiun à la droite républicaine, en annonçant la fin, dans le secteur public, de tous les programmes d'embauche préférentielle réservés aux noirs et aux femmes. Tollé au centre, chez les démo-crates et les républicains. La Mai-son blanche devait vite retirer la dite circulaire, donnant l'impres-sion d'une volte-face peu glorieuse après avoir vouln satisfaire tout le

Au cœur do malaise, il y a la persistance d'une situation économique et sociale morose. Le président assure que la reprise est au

tielle manque : la confiance. Dans une économie saturée de dettes publiques et privées - après des années de frivolités reaganiennes, oi l'investissement ni la consommatiun ne repartent, en dépit d'une buisse des taux d'intérêt, et le chômage ne cesse d'nugmenter. Le président déciderait bien d'un ensemble de mesures de reprise : il propose une baisse de l'impôt sur plus-values en capital, afin de solliciter l'investissement. Mais ses conseillers sont partagés sur l'opportunité d'un plan de relance, qui pourrait aggraver le déficit budgé-taire, et, de toute façon, M. Bush ne trouve pas de compromis nvec un Congrès à majorité démocrate, qui veut, lui, baisser l'impôt des

Cette inaptitude à guuverner avec un Congrès dominé par l'autre parti – configuration politique pourtant classique depuis près de vingt-cinq ans – est souvent imputée au secrétaire général de la Maison Blanebe, M. Jubn Sununu. L'homme a déjà fait parler de lui pour son utilisation excessive des avions du souvernement à des fins avions du gouvernement à des fins personnelles. Il est régulièrement décrit par la presse comme « arrogant », « secret », « incapable de tra-vailler en équipe » .

Les mêmes commentateurs le rendent responsable de la série de fiascos des dernières semaines, lesquels ne peuvent qu'inciter les aultras» de la droite républicaine, comme MM. David Duke et Patrick Buchanan, à défier M. Bush lors des primaires de l'an prochain. Ce week-end, une fois de plus, la rumeur washingtonienne prétait l'intention à M. Bush de remanier l'équipe de la Maison Blanche, tout en formant plus tôt que prévu son état-major pour la campagne électorale.

ALAIN FRACHON

□ NICARAGUA : le gouvernement critiqué par les évêques. - Le gou-vernement de M= Violeta Chamorro a été vivement critiqué, samedi 23 novembre, par la conférence épiscopale du Nicaragua, pour son «incapacité à établir la justice et à la faire respecter », à un moment où la montée de la criminalité devient inquiétante. Los évêques dénuncent, en untre, le manque de fermeté du gouvernement visà-vis de l'opposition san-dinisto et estiment qu'il n'a pas su résoudre le problème des droits de propriété. – (AFP, Reuter.)

□ COLOMBIE : douze personnes assassinées par la « Main noire ». -Une organisation clandestine colombienne, baptisée la « Main noire», a abattu douze personnes. samedi 23 novembre à Matanza, au nord de Bogota, a rapporté la police. La «Maio noire», qui a revendiqué quarante autres meurtres depuis le début de l'anoée dans cette région, s'en prend principalement à des déshérités, des prostituées et des toxicomanes. -

AFRIQUE

Cessez-le-feu à Djibouti

Pas plus qu'ils ne s'arrêtent à la vue de l'hélicoptère qui s'est mis

Délaissant la piste de terre qui file vers Khor-Angar et Ras-Siyyan, la petite colonne prend à gauche, vers le nord. Il n'y a que deux à. trois beures de route pour rejoin-dre les maquisards du Front pour, la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). Ceux que les-médias gouvernementaux s'ubsti-nent à qualifier de « mercenalres éthlopients » sont devenus symbole; de solut pour les manifetimes de salut pour les pupulatiuns d'Obock et de Tadjourah, où les militaires et les policiers en treillis de la Force nationale de sécurité (FNS) ont été massivement mobilisés pour repousser les assauts des « bandits infiltrés » de l'étranger. La silbuuette des ciuq marcheurs disparaît bientôt parmi les acacias

Ce samedi 23 novembre en effet, la voie est encore libre. Ancun homme en armes ne leur barrera la route. La veille, le blocus militaire imposé à la ville depuis la mi-novembre a été provisoirement levé, à l'occasion de l'enterrement de civils. Une trêve inespérée : eu moins de vingt-quatre heures près-de trois cents personnes (femmes et-enfants essentiellement) ont réussi: à gaguer Dambou, au nord-d'Obock, Des dizaines, voire des centaines d'autres auraient fui per l'onest, vers l'Ethiopie.

Est-ce pour se faire pardonne plusieors « bavares » commises jendi matin par des membres de la FNS particulièrement nerveux que les autorités militaires out permis cette évacuation? Selon les habicette évacuation? Selon les habi-tants d'Obock, ces bavures auraient, fait au moins trois victimes parmi les civils, dont une jeune fille de dix-neuf ans, «Elle ne faisait rien de mal, elle s'est falt tirer dessus en soriant des toilettes», raconte une de ses sœurs, e Elle o pris la balle en pleine tête. C'était dans la moti-née n précise l'adolescente. née», précise l'adolesceote. La famille de la jeune fille vivait dans famille de la jeune fille vivait dans l'enceinto de l'bôpital. Cela o'a visiblement pas arrêté les tireurs.

«Les types de la FNS se sont installés sur les toits de la résidence du commissaire», explique-t-on en désignant du doigt la belle billisse désignant du doigt la belle bâtisse blauebe qui surplombe la ville. Construite à la fin du dix-neuvième siècle par un des premiers Français installés à Obock, Léonce Lagarde, la maison coloniale est devenue le domicile du commissaire de la République. Ce dernier anrait, dit-on, quitté la ville — comme la quasi-totalité des agents de l'Etat, récemment évacués sur Diibouti en raison des tombles. Djibouti en raison des troubles. « Tous les Issas sont portis », résume-t-on ici.

résume-t-on ici.

Le couvre-feu contraint les habitants à se terrer chez eux dès la tombée du jour. «Le soir, on ne peut même pas écouter la radio : si-on fait trop de bruit les patrouilles mitraillent les maisons », se plaint un vieux. L'électricité a été coupée jeudi, en mêsse temps que les lignes de téléphune : Obock vit désormais totalement isolée, sans autre communication que le bac (assurant la liaison avec Djibouti), dunt l'eccès est strictement dunt l'eccès est strictement contrôlé. Une baie de « crânes rasés» (surnom donné aux jeunes recrues de la FNS) surveille, avec une vigilance féroce, le chemia qui descend jusqu'à l'embarcadère.

descend jusqu'à l'embarcadère.

On estime à une petite centaine, le nombre des membres de la FNS et à près de trois cents celui des militaires cantonnés à Obock, dont la population en temps ordinaire ne dépasse pas les 10 000 habitants. Depuis le 16 novembre, date des premiers accrochages sérieux entre les forces gouvernementales et les maquisards du FRUD qui encercient la ville, plus du tiers des civils ont pris la clé des champs. Les écoles, tout comme l'hôpital. Les écoles, tout comme l'hôpital, sont fermées, les portes des maga-sins closes. Les pêcheurs — à l'exception d'un seul « réquisitionné » par l'armée – n'ont plus le droit de sortir leur bateau.

« Aujourd'hui c'est dejà dur. Mais ce n'est rien par rapport à ce qui va se passer...», prédit une matrone, « Les militaires disent que les rebelles afars entrent dans la ville en douce; nous, nous sommes aussi

D ALGÉRIE: forte angusentation

du salaire minimum. - Le salaire

minimum sera augmenté de 40 %

en deux tranebes, a zononcé,

samedi 23 novembre, M. Abdeihak Benhamouda, secrétaire général de

l'Union générale des travailleurs

algériens (UGTA). Il passera ainsi

de 2500 à 3000 dinars le le jan-

vier et à 3500 le 1= juillet pro-

chain. Cette hausse, applicable aux secteurs privé et public, doit être,

en principe, répercutée sur l'ensem-

rence», s'indigne un jeune homme. «Les bandits solt disant éthiopiens qu'ils ont arrêtés à Obock on les connaît: c'étaient des maraîchers, des boutiquiers et des pêcheurs d'îcix, souligne-t-il. e Les gars du FRUD ont raison. C'est pour nous rRUD ont raison. C'est pour nous qu'ils se battent, pour qu'on ait le justice », dit un troisième.

« Jusqu'à présent le président Gouled ne veut pas négocier, mais cela ne va pas durer : d'icl quelques jours Obock et Tadjourah seront tombée aux mains du FRUD, nous serons libres » s'ève-t-il. « Inchserons libres > rêve-t-il. « Inch

Allah », conclut is matrone. Chacun garde à l'esprit le spectre de la guerre chanique qui ravage aujuurd'bui la Somalie voisine. aujunrd'oui la Somalie voisine.
«C'est un risque, admet M. Divi,
parce que le gouvernement, pour
avoir le soutien des Issas, prêche la
haine des Afars. » A l'eutendre,
pourtant « le dialogue reste toujours
possible; c'est le refus du dialogue
qui ouvre le feu».

«On n'a jamais été des mercenaires!»

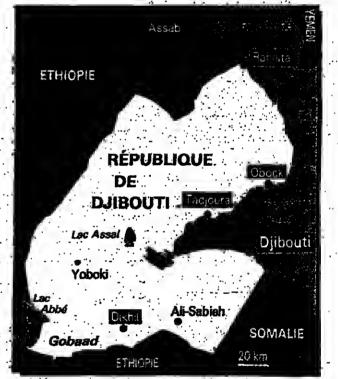
La « bataille d'Obnek », que d'ancuns redoutent on espèrent, o'a pas encore en lieu. L'offensive lan-cée jendi par les troupes du FRUD, s'est achevée en frasco. « Nous devons tout reprendre à zero », svoue un des responsables du Frunt, Une des principales fai-

été des mercenaires!», dit-il Le réchauffement des relations entre l'Ethiopie et Djibouti amorcé en 1981 conduira nombre de ces exilés à quitter le camp sanctuaire d'Eli-Dasr (situé dans la province éthiopienne du Wollo) et à rega-gner leur pays. La chute du prési-dent Menguistu, en mai dernier, dent Menguistu, en mai ochmen, contraint les derniers maquisards diiboutiens à larguer pour de bon

« Un gouvernement d'anion nationale»

Le FRUD, créé en avril, regrou-perait aujourd'hui plus de 2 000 guérilleros, répartis en sept régions militaires, du nord au sud de Dji-bouti. Uo «conseil provisoire» de dix-sept membres tient lieu d'or-gane de direction. Les premières escarmuches, qui ont débuté en juin à Alayli-Dada, o'out rieu de grandiose. Il faut attendre la de grandiose. Il faut attendre la nuit du 12 au 13 novembre pour prendre consistance : l'embuscade de Tadjourah, au cours de laquelle vingt-huit soldats gouvernementaux oursient été tués et une cinquan taioo d'antres faits prisonuiers (dont le capitaine Adon Ali Adon, stenn à Randa), marque la vérita ble entrée en scene de la rébellion

En quelques jours, toutes les localités du Nord tombaient aux mains do FRUD. Ce dernier estime à une quarantaine le nombre de personnes tuées (soldats et maquisards confondus) et affirme avoir fait « plus d'une centaine de prisonniers ». « Il n'y a pas de retour en arrière possible », tranche M. Adoyta. Le chef des rebelles de retour et de reconse de reconse



blesses de la guérilla réside dans les difficultés de communication. Entre les unités mobilisées à l'ouest d'Obock et les renforts qui «campent » ou nord, le seul muyen d'échanger des informations reste encore... le chamean. Il fant parfois des heures pour faire 20 kilomètres à travers le désert de caillasse.

La détermination et le sang-froid dont font preuve les combattants dont font preuve les combattants afars compensent en partie ces bandicaps. Comme pratiquement tous les cadres du FRUD, Alid Hamid, ancien sergent de l'armés coloniale française, a passé le plus clair de ces quatorze dernières années en Ethiopie, dans les camps d'entraînement militaire que le régime du président Menguistu avait aracieusement créés, des avait gracieusement créés, des 1978, à l'intention des opposants djiboutiens. De ce passé, aucun d'entre eux ne fait mystère.

«A l'époque les relations entre Addis-Abeba et Dilbouti n'étaient pas traiment bonnes», rappelle un ancien du Front démucratique pour la libération de Djibuuti (FDLD), mouvement d'opposition créé par Mohamed Adoyta Youssouf, l'actuel président du FRUD.
«La guerre de l'Ogaden opposant l'Ethiopie et la Somalie bottoit alors son plein. Comme Djibouti soutenait la Somalle, Addis avait tout intérêt à l'affaiblir. Mais nous, on avait notre but, on n'a jamais pour la libération de Diibunti

barbiche grisonnante, s'habille en civil et s'exprime d'une vuix douce. L'ouverture d'un dialogue, voire d'une négociation, avec le régime du président Gouled Ini paraît improbable. « Il est trop tard, je crois», läche-t-il simple-

A l'entendre, la chute prochaine d'Obock et de Tadjourah devrait d'Obock et de Tadjoursh devrait rendre la sinuation politique « suffisamment explosive » pour que le
pouvoir est place « s'écroule de luimême ». Pas question, assure-t-il,
d'une quelcunque revanche des
Afart. « Le FROD souhaite remplacer le régime tribuliste du président
Gouled por un gouvernement
d'union nationale aut représentement Gouled por un gouvernement d'union nationale gui représenterait aussi bien les Issus, les Afars que les autres communautés », poursuit M. Adoyte. A charge pour ce gouvernement provisoire d'urganiser une conférence natiunale et de mettre sur pied un calendrier électoral. «Si demain des ministres ou des députés démissionnent et prenneu position en faveur de la démocratie nous n'avons aucune raison neut pontion en javeur de la demo-cratie, nous n'avons aucune raison de les exclure» ajouté le président du FRUD. Selon lui; « la France doit être active dans la période à venir». « Nous l'appelons, insiste-t-il, à nous accompagner dans notre effort pour la démocratie. Por ls neut joues un elle de médicies. peut jouer un rôle de médiation.»

CATHERINE SIMON

tre l'organisation d'une conférence nationale. - Environ 22 000 personnes oot manifesté, dimanche 24 novembre, à Kigali, contre l'or-ganisation d'une conférence natiouale au Rwanda, à l'appel du Mou-vement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND, ex-parti unique). Une semaine plus tôt, les trois princi-paux partis d'opposition avaient organisé uno manifestation pour réclamer cette conférence prévue bie de la grille des salaires. par la Constitution du 10 soût der-

□ SOMALIE : intensification des combate à Mogadischo. - Les com-bats à la roquette et à l'artillene entre factions rivales du Congrès de la Somalie unifiée (USC) se sont intensifiés, dimaoche sont intensifiés, dimacehe 24 novembre, à Mogadiscio, a indiqué à Namobi un responsable du Comité (CiCR). Environ 4000 personnes ont été blessées en uoo semaine lort de ces combats, 24-il paécisé. Un bateau de la Croix-Rouge qui apportait des vivres, des médicaments et des vêtements, n'a pas pui accoster à Mogadiscio en raison des combats. — (AFP.)

entretien Catherine

1 A Commence of the Commence of

le creuset

confederation Services of the services of th

 $(\gamma, \gamma \succeq \gamma)_{i=1}$

. . ·

A Londres, on n'est pas spontanément partisan de la Communauté Malgré les surenchères électorales, les « isolationnistes » sont toutefois en perte de vitesse

LONDRES

de notre correspondant

E seul dirigeant qui ait eu une absolue souveraineté, c'était
Robinson Crusoè. » Sir Geoffrey Howe, ancien secrétaire
au Foreign Office, se moque
ainsi drôlement de ses concitoyens qui
situent à Rouselles et en Englishe situent à Bruxelles et en Europe les pires menaces ayant jamais pesé sur la souverai-

Car il faut bien le reconnaître : en taot Car il faut bien le reconnaître : en taot que corps social et nation, la Grande-Bretagne, foodamentalemeot, u'est pas curopéenne. Son insularité explique pour une part cette méfiance innée. Elle l'est devenue peu à peu, par raison, en découvrant les avantages que pouvait procurer la Communauté à chacun de ses membres, et parce qu'il lui est apparu – tardivement – que cette association de pays liés par la géographie et le commerce allait dans le sens de l'histoire. sens de l'histoire.

Mais nombre de Britanniques sont européens. Ils le sont sans toujours se l'avouer pendant onze années de «thatchérisme». ce n'était guère populaire, - et avec frilo-sité. Surtout, ils u'aiment pas qo'on les brusque. Aujourd'hui, alors qu'il est ques-tion de franchir une étape décisive, ils renâcient devant le calendrier : l'Europe des Britanniques, c'est celle de l'escargot.

des Britanniques, c'est celle de l'escargot.

M. John Major les a pourtant décomplexés plus encore que oe l'avait fait son lointain prédécesseur et docteur ès Europe, M. Edward Heath. L'arrivée de M. Major an 10 Downiog Street a représenté un espoir pour les partenaires de la Grande-Bretagne, qui se voyaient délivrés des vitupérations de « Maggie ». Le nouvean premier ministre fut donc accueilli avec un enthousiasme qui s'est aujourd'hri quelque peu refroidi : M. Jacques Delors n'est pas loio de penser que M. Major est parfois tout aussi difficile à convainere que la « dame de fer». Le chef du gouvernement



est pent-être le premier des «enrophiles» de Grande-Bretagne, bien que son plaidoyer gaullien en faveur d'une Communauté s'étirant « du nord de la Baltique à l'est de l'Oural » inspire quelques doutes : les Britanniques sont d'autant plus partisans de l'élargissement de l'Europe que cela permettrait de oe pas resserrer les liens

Mais M. Major, fooetion oblige, a dil mettre un bémol à ses propres convictions. Chef du parti conservateur, il doit ménager ses «ultras» antifédéralistes. Chef du gouversement, il garde un œil sur les sondages.

Et ceux-ci lui disent que les Britanniques sont... de moins en moins européens. Ce résultat est, il est vrai, largement dû à l'ap-proche des élections législatives, qui, en caricaturant le débat politique, brouillent les cartes. Chaque parti se dit tour à tour, en fonction du moment et de l'auditoire, pro-européen et antifédéraliste, et compte, dans ses rangs, toute une gamme de sensi-bilités à l'égard de l'Europe. Mais, officiel-lement, la conviction que l'avenir de le Grande-Bretagne est «au cœur de l'Eu-rope», seloo l'expression de M. Major, l'emporte tont autant au Parti conserveteur, chez les travaillistes et les démocrates-libéraux.

La City et les milieux d'affaires, d'autre part, sont pro-européens, ainsi que, dans l'ensemble, la presse, qui sontient ce qui apparaît comme un combat pour la modernité, même s'il n'est pas rare de lire, dans le prestigieux Times, des éditoriaux vigoureusement anti-communautaires. Chez les conservateurs, les «eurosceptiques» disposent d'une figure de proue en la personne de Mª Thatcher, c'est-à-dire d'un incontestable avantage pour se faire entendre. Mais, tous comptes faits, ils ne représen-tent qu'une minorité d'environ trente rebelles potentiels à la Chambre des communes, dont peu sont prêts à monter au créneau de la dissidence. Ils préférent se manifester en demandant l'organisation d'un référendum sur la monnaie unique européenne, ce qui est une manière commode de faire connaître leur opposition en s'abritant derrière le vertueux combat de la défense de la souveraineté du people.

Leur attitude apparait parfois comme un combat d'arrière-garde, si l'on en juge par la personnalité de leurs chefs de file : MM. Norman Tebbit, Cecil Parkinson (deux anciens présidents du parti conserva-teur), Nicholas Ridley, tous fidèles parti-sans de M™ Thatcher, vont prendre leur retraite politique à l'occasion des prochaines elections, et c'est tout un symbole,

Le débat de la semaine dernière aux Communes était exemplaire : au moment du vote sur la motion du gonvernement et alors que M. Major avait adressé une fin de non-recevoir au principe du référendum - soutenu par Me Thatcher -, il ne s'est trouvé qu'une poignée d'irréductibles pour ne pas apporter leur soutien au gouvernement conservateur.

Les volte-face des travaillistes

Les « europhiles » les plus fameux, ce n'est pas un hasard, se comptent parmi les adversaires d'hier de Ma Thatcher. adversaires d'hier de M. Thatcher. M. Edward Heath d'abord, pour qui la monnaie unique est inévitable et à qui le concept de «fédéralisme» ne fait pas penr. Beaucoup de ses anciens collaborateurs sont aujourd'hui présents au gonvernement et dans l'entourage direct de M. Major. Les ministres Douglas Hurd (Foreign Office), Michael Heseltine (environnement et collectivités locales) ensuite, qui furent les «tombeurs» de la «dame de fer», sans compter Sir Geoffrey, cet autre «baron» eompter Sir Geoffrey, cet autre «baron»

Mais le «marais» des enropbiles convaincus préfère, comme l'explique l'un d'entre eux, M. Anthony Nelson, rester discret: «Ils suivront, quel que soit l'accord signé par John Major à Maastricht. Ils pri-sent plus que tout l'unité et la victoire du parti lors des élections, » Pourtant, noe délégation de onze membres de cette majorité silencieuse s'est récemment rendue au 10 Downing Street pour foire savoir à M. Major que les concessions aux « eurosceptiques » devaient s'arrêter.

Chez les travaillistes, il n'est pas facile pour on parlementaire de base d'épouser les positions successives et contradictoires du parti à propos de l'Europe, Le Labour demandait le retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté européenne en 1980, ce que confirmait son chef de file, M. Neil Kinnock, lors de la campagne électorale de

1983. En 1988, M. Delors faisait un «tabac» devant la conférence du TUC (Trade Union Congress) - la fédération des syndicats britanniques, dont l'influence reste déterminante au sein du Labour. - en déclarant : « Voire mouvement a un rôle majeur à jouer. L'Europe a besain de vous » M. Kinnock, qui, il y a moins d'un an, se méfiait des « mirages » de la construction européenne, accuse aujour-d'bui le gouvernement de ruiner l'avenir du pays en adoptant une position trop tiède en prévision de Maastricht. Le Labour veut placer la Grande-Bretagne en « première division de l'Europe » et, comme on l'a vu lors de son congrès de Brighton, le mois dernier, ses porte-parole rivalisent parfois d'éloquence : « L'Europe est là et c'est nous, c'est la ou naus travaillons et rivons, c'est la où nous vendons et achetons. L'Europe, qu'on l'aime ou la haisse, c'est che= nous. Nous sommes européens, notre destin est en Europe », a lance le porte-parole pour les affaires étrangères, M. George

Les « eurosceptiques » existent aussi eu Labour et, comme leurs alter ego conservateurs, ils enfourebent, mais plus discrètement, le cheval de bataille du référendum. C'est au nom d'une analyse - électorale peu différente que M. Paddy Ashdown, le chef de file des démocrates-libéraux, s'est lui aussi prononce en faveur d'une consultation populaire, bien que son engagement européen soit sans ambiguîté.

La route vers Maastricht est encore semée d'embûches. Avec un regard sur le Parti conservateur et M* Thateber, un autre sur les sondages qui prennent le pouls d'une population qui se hâte lentement vers l'Europe, M. Major espère pouvoir parapher les traites europeens. Sachant qu'un retour en arrière est de toute façon difficilement envisageable.

LAURENT ZECCHINI

Un entretien avec M^{me} Catherine Lalumière

» Un autre exemple : les confé-rences mioistérielles. Nous avons beaocoup de conférences sur des sujets divers : éducation, problèmes de la jeunesse, justice, etc., et de plus en plus nous invitons non seu-lement les ministres des pays mem-bres, mais aussi des ministres des autres pays d'Europe qui ne sont pas encore des pays membres. Il y a ensuite le forum politique, avec l'entrèe dans l'assemblée parlementaire, dans les conférences ministérielles et l'adbésico. Nous co avons déjà deux : la Hongrie et la Tchécoslovaquie. En ce qui concerne la Pologne. les élections se sont déroulées dans donné lieu à des résultats qui sont un peu difficiles à gérer, mais, sur le que, les conditions sont remplies. La Pologoe va être le vingt-sixiéme membre du Conseil de l'Europe et

les autres out vocation à le devenir. » Pourquoi u'a-t-on pas beaucoup vu le Conseil de l'Europe? Il faut chercher la réponse dans nos vieux pays membres. l'observe un paradoxe depuis deux ans : le Conseil de l'Europe est connu et très sollicité par les responsables des pays d'Europe centrale et orientale et trop négligé par les responsables des pays d'Europe occidentale.

· Le · creuset » de la future confédération

- Quand le président de le République parle de le théorie des ensembles en Europe, il cite beaucoup d'institutions, mais pas Conseil de l'Europe.

- Pendant plusieurs mois il est vrai que la France a semblé considerer ou'il fallait imaginer une orgamisation nouvelle pour répondre aux besoins des pays d'Europe centrale et orientale. Cette hypothèse s'est beurtée à un certain nombre d'obstacles, non pas que l'objectif ait été critiqué, mais beaucoup de pays out considéré que, dans l'immédiat, il était difficile de créer une institution nouvelle. l'observe que récemment le président de la République semble svoir un pen évolué. Dans un entre-tien à l'Expansion, il a dit qu'on rope aux compétences élargies qui serait le creuset, le mot est important, de la future confédération euro-

rope tel qu'il a été depuis quarante ans, c'est à dire une institution qui n'était pas très présente sur la scène politique, qui marchait à un rythme pas très rapide, on peut dire que défis que nous posent l'Europe centrale et l'Enrope orientale. C'est pourquoi il faut des compétences clargies, il faut nous renforcer. L'outil est là, il lui manque un poids politique que seuls les gouvernements des pays membres peuvent lui

- On peut entendre compétences élargies sous deux sans ; des mayens d'action plus impor-tents dans les compétances actuelles et dea nouveaux domaines d'intervention, Est-ce les deux à la fois?

- Il faudrait poser la question au président Mitterrand. Mon souhait est en premier lieu un renforcement politique de telle sorte que l'organi sation capable de les accueillir ait la considération des pays d'Europe cen-trale et orientale. En deuxième lieu, un renforcement des moyens, conséquence normale du premier souhait. Nous avons vécu à l'économie, nous sommes d'une vertu admirable, nous ne colitons pas cher. J'en suis très heureuse. Mais tout de même. Nous avions un budget de survie et non pas un budget pour agir. Troisième-ment, je dirais : extension des com-Mais, à mon avis, cela n'est pas prioritaire, car nons avons déjà des domaines essentiels. Par exemple. pour tout ce qui concerne la démocratie, le divit, les droits de l'homme et au-delà, la culture, les grands problèmes de société, l'éducation. Les domaines d'intervention qui nous manquent soot l'économie et la dite par le statut et, hoonétement, je

ne le revendique pas du tout. » En matière économique, la réponse est un petit peu plus diffi-cile à donner parce que le statut, en 1949, prévoyait des compétences économiques, et c'est la création de la Communauté qui a fait que nos gouvernements ont considéré qu'il

rope pourrait être un lieu d'ac-cueil pour une coopération économique entre les pays de l'espace économique européen et ceux qui n'en font pas encore pertie? - Ce serait notre créneau. Ce qui

ne fallait pas faire double emploi. - Est-ce que le Conseil de l'Eu-

vaste espace économique avec des cercles concentriques dont le centre est la Communauté. La difficulté est que les pays d'Europe centrale et orientale vont être un peu marginali-sés par rapport à la Communauté, d'où l'unilité d'avoir un lieu où ils pourraient exprimer leurs intérêts économiques sans être en position d'infériorité. Il y a peut-être un deuxième besoin, que la Françe avait d'ailleurs bien vu en parlant de confédération européenne, c'est de creer des hens entre ces pays qui o'avaient que des relations bilatérales avec l'Union soviétique. Le Conseil de l'Enrope pourrait ici jouer un rôle; spontanément, je ne le considère pas comme une priorité.

se met actuellement en place de façon empirique, c'est en fait un

«Tendre la main aux anciens pays communistes.

Pensez-vous qu'il peut y avoir une spécialisation du Conseil de l'Europe sur toute la dimension numaine pat rapport aux autres organisations interna-tionales européennes?

- Tout à fait. Depuis sa création, c'est son créneau, et il n'y a pas de raison de ne pas approfondir ce énorme besoin dans des pays où il est évident que, si on ne réussit pas à avoir des démocraties qui fonctionnent, on se prépare des crises

 Ne risquez-vous pas d'être un peu pris en sandwich entre les organisations qui s'occupent de sécurité, l'Alliance atlantique, la CSCE ou l'UEO, et la Communeuté, qui avait une vocation économique, mais qui a de plus en plus une vocation politique?

- Nous o'allons pas revendiquer monopole du domaine politicojuridique et culturel, mais la aussi il faut voir la situation. Aujourd'hui, il y a une formidable onverture vers les pays de l'Est, c'est vraiment une tache énorme, avec beaucoup de difficultés. Aucune organisation ne peut tout faire et la Communauté ne peut pas apporter toutes les réponses. Sans prejuger ce que seront les rôles respectifs de la Communanté et du Conseil de l'Europe – dans cinquante ans, nous aurons peut-être disparu les uns et les autres dans une fusion générale, - je constate qu'il y a un vaste crénesu pour le Conseil de l'Europe.

- Ce partage des tâches sup-



coordination existe-t-elle eulour-

- Elle existe et a fait des progrès ces dernières années, parce que la Communauté a bien vu quel était le nouveau rôle du Couseil de l'Europe, alors que, dans le passé, les deux organisations se regardaient en

- Le Consell de l'Europe avait proposé que l'assemblée parle-

chiens de faience.

Le Conseil de l'Europe

La Consail de l'Europe est la plus ancienne organisation intergouvernementale regroupant les démocraties européannes. Créé à Londres le 5 mai 1949, le Consail da l'Europa (à na pas confondre avac la conseil européent e son sièga permanent au palais de l'Europe (Strasbourg). Il comprend un comité des ministres, plus de 120 comités intergouvernementaux, una Assem-biée parlementaire composée de délégués des Parlements natio- tions Retz).

naux des 25 pays membres. Le secrétanet général ast installé à Strasbourg. «Les objectifs du Conseil de l'Europe sont de partager et de renforcer la démocratia plureliste et les droita de l'homme, de rechercher des solutions aux problèmes de conscience d'une identité culturelle européenne » lles Institutions auropéannas, de Paecal Fontaine et Henri Malosse. Edimentaire du Conseil de l'Europe se confonde plus ou moins avec l'assemblée parlementaire de la CSCE, mais les Américains n'ont

- En fait, l'idée était logique. En se multipliant, les assemblées parlementaires risquent de s'asphyxier les unes les autres. Le Parlement euro-péen essaie d'acquerir plus de poids. Nous avons l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Je ne crois pas qu'il soit très raisonnable même si cela paraît paradoxal, je ne conscients que le Conseil de l'Eudifferentes institutions. Cette crois pas que eta renforce l'image des parlements. Mais ce ne sera pas une vérnable assemblée, plutôt un forum poli- tique.

- En ce qui concerne l'élargis sement géographique des compé-tences du Conseil de l'Europe, jusqu'où voyez-vous son exten-sion? Jusqu'à l'Ourel, ou bien toutes les anciennes Républiques sovietiques, à condition qu'elles observent quelques normes démocratiques, ont-elles vocation à faire partie du Conseil de

- En 1949, on créait le Conseil de l'Europe pour toute l'Europe qui s'arrêtait au rideau de fer. Aujour d'bui, je ne peux pas vous donner la réponse du Conseil de l'Europe, puisque nous allons en parier lors de la reunion du comité des ministres, du 26 novembre. Je peux simplement vous dire ce que m'a expliqué M. Genscher, Il m'a dit que l'Union soviétique, la Russie, les autres Républiques, sont dans la même situation que les Allemands au lendemain de la seconde guerre mondiale; ils étaient à l'époque des parias et, malgré le poids du passé nazi, les premières organisations européennes - le Conseil de l'Europe, - ont accueilli l'Allemagne, lui ont fait confiance, et il a ajoute que c'est à cause de cela que l'Allemagne a basculé du bon côté. J'avais déjà entendu ces arguments dans la bouche des Espagnols et des Portugais, mais c'est la première fois que je l'entendais de la part d'un respon-sable allemand. C'est une comparaison qui a un poids considérable.

· Préserver la mosaïque

- Il faut que les Etats candi-dats aient basculé du côté de la

- Il faut que le pays candidat ait donné des gages, ait manifesté claire-ment une volonté. A partir de la, à nous de teadre la maio. Nous avons plus de souplesse que la Commu-nauté, à nous de savoir l'utiliser. démocratiques, mais en essayant de

Une des causes de fragilité

Conseil de l'Europe ne pourrait-il pas esseyer d'aider dens ce domaine à définir et à faire respecter si possible les droits des minorités, à feire le distinction entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit des nations, le droit des minorités eu - Nous sommes tout à fait rope a un rôle à jouer. Nous avons commence à essayer de le jouer, ce

de ces nouvelles démocraties est

le nationelisme, les revendice-

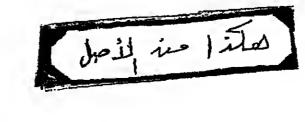
tions nationales des minorités. Le

qui ne va pas de soi, d'abord parce que la manière dont ces problèmes se sont posés en Europe centrale et orientale a un peu déconcerté tous les pays occidentaux. Lorsou'on est devant la passion, les moyens raisonnables sont de peu de poids. En matière culturelle, depuis quarante ans, le Conseil de l'Europe gère cette tension entre le développement d'une identité européenne et le maintien, voire le ravonnement des identités nationales et locales, et nous avons une manière d'aborder les questions culturelles qui me paraît extremement intéressante. Je rends hommage à mes prédécesseurs, car le Conseil de l'Europe a une vision très moderne et très belle de cette tension culturelle, à la fois très attachée à la préservation et au rayonnement de toute cette mosaïque d'identités culturelles qui est la caractéristique et la richesse de l'Europe et en même temps à la nécessité de transcender cela dans une identité supérieure qui est l'identité curoceenne.

- Etes-vous prêts à accepter dans le Conseil de l'Europe, avec un statut de mambre à part entière ou d'invité, des micro-Etats, la Slovénie, la Croetie. demain le Slovaquie peut-être?

- Nous n'allons pas les reconnaître avant tout le monde. Nous sommes une organisation iotergouvernementale, nous attendons que nos gouvernements aient fait le travail en première ligne. C'est ce que nous avons fait avec les Etats baltes : ils ont été reconnus, et quelques jours après le Conseil de l'Europe a engagé officiellement des contacts avec les trois Etats baltes. Nous ferons la même chose le cas échéant svec les ex-Républiques de la Yougoslavic. L'Europe est une mosaique d'identités culturelles, mais aussi d'Etats, de micro-Etats, c'est un peu compliqué, mais c'est la réalite.»

> PIERRE SERVENT et DANIEL VERNET



la Repubblica

L'ÉNIGME ALLEMANDE

Le quotidien romain e'interroge sur la fidélité de l'Alle-magne unie à l'Europe : «La patience et la clarté apparaissem comma les principaux éléments de la politique exténeure de la nouvelle Allemagne unifiée. Se claeee dirigesnte semble, en effet, eujourd'hui consciente que, si le but est de récupérer pleinement toute la capecité d'action de laur pays, la processus ne peut être que long. C'est que la nouvelle « grande Allemagne » (évidemment pee eu sens de Hittler), qui, sans doute, eviete dens lours passociates ne peut naître, pour des raisons tant internes qu'externee, que trèe lentement. Les structures collectives occidentales, l'OTAN et la CEE, non seulement ne sont pas des obstacles meis egissent, dens ce cedre-là, comme un «sein» ou une cou-veuse.» – (19 novembre.)

EL PAIS

L'HABILE MITTERRAND

Revenant sur les projets de réformes constitutionnelles annoncés par M, Mitterrand, El Pais écrit : «Mitterrand comptait sur l'Europe pour donner une dimension historique à se politi-que. Mais sur ce terrain le résul-tat est eléetoire et dépend de moins en moins de facteurs purement français. En revanche, le fait de quitter la présidence après avoir réalisé des réformes qu'il considère indispensables pour mieux gouverner le France échappe, sans aucun doute, à la « politique politicienne » dene laquelle combrent de plue en plus les partis français. Au lieu de donner l'image d'un président qui s'accroche à ses fonctions jusqu'au demier moment, Mitter-rand veut sortir la tête haute.» – (13 novembre.)

THE TIMES LA GLOIRE FRANÇAISE

Le quotidien londonien s'intée à la conférence de Paris et à la cmenace que représente pour le frencophonie l'evancée de l'anglais, qui e'impose comme deuxième langue mondiele. L'engleis est en merche non seulement en dehors de l'Europe, mais dans les peye latins tels que l'Espagne et l'Ita-lie. Les Françaie se livrent à un combet d'errière-gerde en essayem d'empêcher l'englaie de devenir la langue officielle de la future fédération européenne que comme une rece menacée qui doit être protégée d'in-fluences étrengères plutôt que d'être obligée de s'adapter.

(Et) lee Frenceie n'ont pes ginale pour rendre à laur langue et à leur culture la haute estime dont elle bénéficiait jadis parmi les populations slaves. Pourquoi, par exempls, le président Mitterrand n'e-t-il pas pensé à organi-ser cette conférence à Moscou de prêcher les convertis à Peris? Une langue qui ne voyage pss n'a pes d'evenir.» - (19 novembre.)

OBSERVER

IL EST TEMPS DE PRENDRE POSITION

L'hebdomadaire britannique juge la politique européenne de M. Major ;

« A l'approche du sommet des Douze de Maastricht, la gouvernement ee comporte comme si la Grande-Bretagne maintenait son adhésion à un club européen en se contentsnt, de tempe à autre, de faire acte de présence. C'est une attitude qui peut se comprendre de la part d'un gou-vernement qui doît composer evec une eile droite têtue. Le pramier ministre John Major se montre dur en public, mais sa position set nettement plus conciliante lors de ees rancontres en tête à tête avec la chan-celier Kohi. (...) Ce comportement envers la Communauté a considérablement embrouillé l'opinion et a aussi sérieusement affaibli la marge de manœuvre britannique eu sein de la CEE. Mais l'avenir de la Communauté, dont dépend eussi celui de la Grende-Bretagne, doit être débattu ouvertement et honnètement. Il est temps que le gouvernement prenne une posi-don cleire et nette : ou bien il e'engage en faveur de l'Europe ou bien il nous indique une autre solution. > - (17 novembre.)

Les Néerlandaises de la « délivrance »

Dépositaires d'une partie de la tradition nationale les sages-femmes craignent la concurrence européenne

AMSTERDAM

de notre correspondant

LANTES vertes et equarelles, moquette et rideaux, éclairage feutré et couleurs chaleureuses : située eu rez-de-chaussée d'uoe moyeooe du ceotre des Peys-Bas, cette salle d'stiente pourrait être celle d'uo cabinet médical ou d'un office notarial. Mais les feire-part de naissances récentes accrochés eux murs ont tôt fait d'affranchir les visiteurs..., qui sont, le plus souvent, des visiteuses à la démarche plus oo moins chaloupée et au ventre plus ou moins arrondi. Elles soot, en effet, enceintes et ont rendez-vous evec leur sage-femme; comme on dit «evoir reodez-vous chez le coiffeur».

Maîtresses des lieux, Thea, Heleen, Mea et Rioeke soot quatre de celles que le vocabulaire local dénomme de feçon suggestive «expertes en délivrance»; en néerlandais, le substantif (verloskundige) n'a pas de genre établi, mais une vingtaioe d'hommes seule-ment exercent cette profession, accaparée par près de mille cioquante femmes. C'est là le seule concession à l'évolution des mœurs qu'ait faite une corporation héritière d'une longue tradition et dépositaire d'une parcelle de l'originalité néerlandaise.

Dens la somme qu'il e consacrée à la culture bollandaise eo Siècle d'or (1), l'historien britannique Simon Schama note que les Nécriandais do dix-septième siècle secor-daient « une importance capitale à une bonne délivrance» et « considéraient que les soins post-natals et la puériculture au cours des toutes premières semaines » étalent fonde-

mentaux. Les décades n'ont en rien ébranlé cette conviction, au cootraire : elle s'étend aujourd'hui aux mois précédant l'accouchement. Au cours de leur formation, les sagesfemmes néerlandeises soot les senles en Europe à consacrer plus de temps ou suivi prénatal qu'à la parturition.

Peu de pays appréheodent la grossesse comme uo processus devant être, entant que possible, démédicalisé, mais nécessitant simultanément un eccompagnement professioooel Comme leurs consœurs indépeodantes - sept sages-femmes sur dix exerceot eu secteur libéral, - Thea ou Rineke reçoi-veot leurs clientes dès que l'état de future mère est établi et prennent coogé eux alentours du dixième jour après la naissance de l'enfant. Dans l'intervalle, elles euroot procédé à des cootrôles de plus en plus fréqueots; clies euroot consulté, en cas de besoin, par téléphone et surtout elles euront dirigé elles-mêmes l'eccouchement.

Une naissance sur trois « à domicile »

Le temps o'est plos où, comme jusqo'ed début des années 70, un nouveau-né sur deux veoait su moode dans le maison de ses pareots. Eo 1989, dernière anoée de référence, une oaissance sur trois seulement a en lieu «à domicile». Mais les sages-femmes aident de plus en plus de petits Nécriandais à voir le jour, eu détrimeot des médecins de famille et des gynécologues : il y e deux ans, elles oot assuré 45,6 % des naissances, contre 43 % eo 1986 et 40 % en 1981. Explication de cet epparent paradoxe : la législation permet eux couples de choisir un accouchement en milieu hospitalier sans pour outant renoncer aux services de la sage-femme evec laquelle une relatioo personnelle s'est élaborée. En pratique, les futurs parents louent pour vingt-quatre beures unc salle d'accouchement où, le moment venu, la sage-femme officie, assistée seulement de l'infirmière obstétricienne qui s'occupera quotidiennement de la mère et de son enfant après leur retour à la maison. Ce o'est qu'en cas de complications que sera requise l'interventico d'un

Ce système qui coûte au plus 450 francs aux parents permet à ces derniers d'éviter le « désordre » d'un accouchement à domicile et de « se rassurer » : « L'idée qu'à l'hôpital on a tout sur place pour faire face à toute situation inopinée les sécurises, explique Marion Bor-kent, sage-femme à Utrecht. D'un pragmatisme tout ocerlandais, il répond d'une part eux besoins de confort psychologique des parturiantes et préserve la position-clé des ges-femmes dans l'organisation de la natalité aux Pays-Bas, où une distinction nette cootinue d'être opérée entre les accouchemeots normaux, dits a physiologiques », et ceux dits « pédagogiques ». Seuls les grossesses à risques et les naissances difficiles soot supervisées par les spécialistes médicaux. « Etre enceinte n'est pas une maladie », fait valoir Marioo Borkent, exprimant ainsi l'aversion oussi ancienne que partagée des Néerlandaises face à la médicalisation de ce qui doit rester un heureux événement.

Forte de ce soutien bien organisé, faisant partie intégrante du système sanitaire, et fière d'un taux de mortalité post-natale qui serait le plus faible d'Europe (9,1 pour mille), la corporation des sages-femmes voit toetefois sa suprématie menacée. Elles ont bien pris là

où les médecins de famille n'assurent plus que 13 % des acconchements, mais la concur rence des gynécologues, désormais responsa-bles de 44 naissances sur 100, sévit. Ajoutée à la désaffection patente doot jouit la forhement à domicile, cette évolution donne des arguments aux obstétri-ciens qui souhaitent une réforme du système dans un sens favorable à leur spécialité.

> .. Un rôle essentiei >

Il est difficile d'évaluer la force de ce cou rant, mais l'Organisation mondiale de la santé, qui voit dans le système néerlandais un modèle quasiment parfait, a cru utile en 1990 de demander au gouvernement de La Haye de «maintenir» la position «indépendante» des sages-femmes. Le « lobby » de ces der-nières n'est pas resté sans effets, du moins verbaux : en janvier, le secrétaire d'Etat à la santé e publiquement réaffirmé « leur rôle

Mais un outre bras de fer est en cours : l'Organisation néerlandaise des sages-femmes (NOV) s'inquiète des conséquences possibles de la directive européenne sur la reconnaissance automatique des diplômes étrangers par les Etats membres. Des coocurrectes, moins bien formées qu'elles, pourraient exer-cer librement aux Pays-Bas, mettant par ricochet en danger la considération dont jouit leur profession, comme en atteste le fait que chaque année plus de mille candidates se disputent les quelque soixante places disponi-bles dans les trois instituts de formation.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) L'Embarras de richesses, de Simon Schallimard, Paris 1991. 866 pages, 380 francs.

TRIBUNE EUROPÉENNE

Français et Allemands : deux conceptions opposées de l'Europe

quinze jours du sommet de Meestricht, les relations franco-ellemendes restent contredictoiree. D'un côté, on déploie des fusées à courte portée qui ne peuvent atteindre que le territoire allemand ou tchèque, de l'eutre, on affirme avec insistance que le couple franco-allemand est le noyeu et le moteur de l'union européenne. Parallàlemant, de profondes divergences epparaissent dens la politique visà-vis de l'Est : l'Allemagne est prête à fournir une eide économique importente aux Républiques e l'Union soviétique, en voie de déssgrégetion, tendis que le France se désintéresse - surtout ses chefs d'entreprise - d'un vériteble engegement à l'Est, cer l'Afrique reste, pour elle, plus importante. Enfin, la Yougoslavie fait, elle eussi, surgir des dissensions : les Allemands éprouvent des sympathies pour la Croatie et le Slovénie, les Français ont plutôt un penchant pour la Serbie et pour l'unité la plus grande possi-ble de l'Etat yougoslave.

Dépasser

les égoismes nationaux

Lors de la réunion de Prague. en juin dernier, lee divergencee entre Françaie et Allemande sur la projet de confédération auropéenne ont tout simplement frisé le grotssque. Tandie que Bonn prôneit des structures suropéennes dane le cedre de le CSCE, incluant donc la participa-tion des Américains, les Français misaient sur l'« Europe de le géographie ». De surcroît, les Allemende et les Français n'étaient pas d'accord sur le structure de la future « confédération auropéenne » : les une eccordeient une place importante à l'Europe des régions, les eutres, au contraire, avaiem peine à dépas-ser l'idée traditionnelle de l'Europe des nations.

C'est eu moment de la crise du Golfe que les divergences francoplus de force. D'un côté, il y avan une nation qui voulait à tout prix éviter l'escalade du confin, et de l'autre une netion qui, après quelquee mouvements d'opposition, approuvait dane son ensemble la guerre contre Saddam Hussein et, surtout, soutenait la politique de M. Mitterrand, qui visait à maintenir le rôle de puissance mondiale de la France eux côtés des Etats-Unis et de le Grende-Bretegne. L'Allemagne et la Frence, psys voisins et liés par des treitée saient l'effet du miroir concave et du miroir convexe : on vit sinsi une Allemegne provinciele, se repliant sur elle-même, et à l'opposé une France agissant au-delà de ses moyene pour affirmer des

embitions politiques mondialee. Les thatchériens, qui n'existent pas qu'en Grande-Bretagne, ont-ils donc raison d'effirmer que l'Europe n'est pee mûre pour une union politique, et qu'il serait bon, par conséquent, de e'en tenir à une allience économique eseez souple? Rien ne eerait plue erroné. Une Europe qui se concevrait dans la seule limite de ses intérêts économiques nationaux ne remplirait aucune de ses missione, ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Or les problèmes se multiplient. Si les raisons de construire et développer l'Europe politique n'om pas manqué eu cours des demières décennies marquées par dee rapports tranchés entre lee deux blocs, les bouleversements - lar-gement imprévisibles - de la zone traditionnelle de domination sovié-tique imposent à l'Europe de nationaux. Face à la dissolution de l'empire equiétique, le Communauté européenne n's pas le droit de stagner.

D'un poim de vue de politique intérieure, il n'est pas non plus permis de renoncer à faire progreseer l'intégretion europée Les actuelles disparités Nord-Sud en Europe rendent nécessires des mesures qui ne ee limitent pas à un simple équilibre euro-péen. De surcroît, les flux migratoires en provenance d'Afrique du Nord et d'Europe de l'Est obligent les défenseurs achamés des politiques netionsles à mener une action commune. L'Europe ne peut plus être régie comme un simple marché du travail.

L'étet ectuel de le politique européenne en est d'eutant plue inquiérant. D'un côté, la richesse de la Communsuté économique éveille des espoirs qui, politiquement, ne peuvent être satisfaits. De l'autre, le raz da marée des problèmee déclenche des peurs qui renforcent la tendance à se replier sur les Étets nstionaux et à préférer faire cavalier seul, comme ce fut le ces dans l'entre-deuxguerres.

Si l'on veut prévenir un processus qui rendrait étrangères à ellesmêmes les nations européennes. et, en premier lieu l'Allemagne et la France il n'y e pas d'sutre issue que de dissiper le brouillard qui nous maintient dane l'insouciance. Car, en amont de toutes les rivalipar Hudolf von Thadden

éléments fondamentaux du règlement intérieur de la maison euro-

Il faut d'abord évoquer la définition controversée de l'eppertenance à une communauté ou une netion. Alore qu'en Allemegne, c'est le concept ethnique de peu-ple, considéré comme une communeuté fondée eur le descendance, qui continue de prévaloir, c'est la communauté fondée sur l'expérience et la volonté qui prédomine en France. Dans ce dernier ces, ce qui importe, c'eet plus la citoyenneté des hommes que leur origine. Est Français, quiconque echère aux principes de le République et eux règles de son jeu politique, même s'il ne descend pae d'Astérix et des Gauloie.

Cette différence de conception e des coneéquences politiques considérables. Tendis qu'en Allemagne il est difficile aux immigrés de devenir des citoyens égaux en droit - ile restent juequ'à le deuxième ou la troisième généra-tion des cétrangers», - les personnes qui baignent dès l'enfance dans la culture française ont des chences réelles d'obtenir des postes de responsabilité dans le pays du «citoyen». pre valeur ne se mesure pas uni-

Capacité d'intégration

Cette cepacitié d'intégration des Françaia ne don nutlement masquer les problèmes d'immigration considéreblee euxquels ile eont confrontés. Si la peur des immigrés n'était pas largement répandue, Jean-Marie Le Pen n'enregis-trerait pas de tels succès. Mais cela n'enlève rien au fait que la culture frençaise reste, en prinqu'elle ne texe des individus d'étrengere et ne se démarque d'eux que e'ils ne sont pas disposés à se fondre dans le mode de vie du pays. On fait confiance au pouvoir d'intégration lié aux droits du citoyen et, par là, on se rapproche plus des Américains que des Allemands

A cette divergence franco-elle-mande sur la thème de l'appertenence intérieure à la Communauté s'en ajoute une autre, non moins importante, qui concerne la définition de ce qui est extérieur. Il n'existe aucune unité de vue sur les contours de l'Europe. S'egit-il ici principalement d'une communeuté ouest-européenne, axée sur la réussite européenne qui se suffit à elle-même, ou d'un début da communauté solidaire qui s'ouvre à l'Est ? Ou, pour aller plus loin : l'Europe doit-elle prendre forme en se démarquent surtout de l'Amérique, ou trouve-t-elle, à l'inverse, l'essence de ce qu'elle est dans sa relation avec le monde situé de l'autre côté de l'Atlanti-

que ? Ce ne sont pas la de simples questions de conjoncture politique. Cee réflexions concernent deventage l'Identité des Européens et touchent eu sentiment profond da la vie qu'ont les individus. Les jeunes Allemende oot tout neturellement le eestiment d'être ouverts au mode de vie eméricain, tandis que les jeunes Français émettent fréquemment des réserves à l'endroit des Yankees, « qui manquent de classe ». Les différences de comportement à l'égard des non-Européens de cultures extérieures à l'Europe apperaissent encore plus nettement. Ainsi, les Frencels ont davantage tendance que les Allemands à dissocier la Communauté européenne du monde islamique et, ce faisant, à accorder autant d'importance aux divers aspects de la compréhension des cultures.

qu'eux échanges économiques. Le

sentiment qu'e l'Europe de sa pro-

quement à l'aurie des taux de pro-

. Ce n'est donc pas seulement une pensée protectionniste fondée sur la peur de la concurrence économique qui pousse les Français, plus que les Allemands, à proté-ger l'Europe des Influences extérieuree. C'est plutot l'idée d'un sepece culturel européen qui mérite d'être préservé, où certaines formes de vie et certaines valeure eociales encourent de grands dangers dès qu'elles sont exposées eux tourmentee d'un monde qui mise sur la productivité et où prédomine la concurrence, comme c'est le cas au Japon. Les déclarations maladroites d'Edith Cresson sur la menace que constitue l'économie du Japon trouvent ici leurs racines profondes.

Le blisn des différences est donc assez inquiétant. Et encore il n's pas été question des grands bouleversements politiques à l'Est depuis la chute du mur. Ceux-ci vont-ils nous éloigner davantage ou, au contraire, nous pousser à une réflexion commune ?

Rudolf von Thadden est pro-fesseur d'histoire à l'université de Gottingen.

LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- PROCHE-ORIENT : Enfin la Paix ?, par Alain Gresh. Croire à la paix dans un Liban normalisé, par Samir Kassir.
- MAGHREB : La frustration des classes moyennes, par Zakya Daoud.
- LE RETOUR DE L'AFRIQUE : Champ libre au modèle libéral et démocratique, par Christian de Brie. Les nouvelles couches sociales entrent en scène, par Philippe Leymarie. - Politique de la terre bralée au Zaïre, par Colétte Braeckman.
- HAITI : Trop de pauvres pour la démocratie, par Jean-Pierre Alaux
- FRANCE: Méhancolies, par Ignacio Ramonet. -- Mérites, mythes et limites de la rigueur, par René
- EUROPE : Vivre en confédération, par Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern.
- o FINLANDE : Joenson et la nostalgie de la « Carélie perdue », par Nicole-Lise Bernhein.

• LITTÉRATURE : Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

d'emitie, n'éteient pas loin tés en matière da politique éconod'adopter des comportements qui, pour utiliser une métaphore, faimique et étrangère, il existe dee conceptions différentes sur des

ಕಣಮ ೯೯. - ೯

TREE POUR

The state of the state of

- - %...........

1700

110

27.3

The State State

And the second of the second o

« délivrance»

Mis oddosees de

ESPACE EUROPEEN

Les Slovènes s'initient à l'indépendance

A Ljubljana, on a tiré un trait sur le communisme, l'autogestion et la Fédération. Les habitants ne rêvent que d'une chose : devenir simplement un pays comme les autres

de notre envoyé spécial

«MAIS pourquoi la communauté «MAIS pourquoi la communauté internationale ne nous reconnaît-elle pas? Au nom de quels principes?» Il est impossible aujourd'bui à Ljubljana d'échapper à ces questions, posées avec plus de tristesse que de colère. L'émotion est contenue, car les quelque 1,6 million de Slovènes ne sont pas du genre à s'épancher devant l'étranger de passage. On est bien loin des passions qui animent les Républiques voisines de l'ex-Yongoslavie.

Pourtant, les Slovènes sentent bien que le sort de leur nation est en train de se jouer sur le tapis vert de la diplomatie. « Sans reconnaissance, nous sommes cuits », affirme, saos ambiguité, Simooe, une lycéesoe de dix-sept ans. « Nous aurons de plus en plus de mai à sur-vivre, chaque jour qui passe nous rapproche d'un véritable désastre économique », renchérit Ciril Zlo-bec, membre de la présidence de la Désphisme Divisione par la présidence de la bec, membre de la présidence de la République. D'eutres, moins impatieots, comme Vitomir Gros, le maire de Kranj, à une centaine de kilomètres de la capitele, affirment: «Nous pourrions nous débrouiller tout seuls. Après tout, Taïwan a bien réussi à se développer: sons ètre reconnu...».

Après sa proclamation d'indépendance, faite parallèlement à celle de la Croatie, la Slovénie a célébré, le 26 octobre, le départ du dernier soldat de l'armée yougoslave. Dans tout le pays, une sonnerie a retenti pour prociamer l'arrêt des combats. Aussitôt sprès, une seconde sonne-rie a été déclenchée pour signifier la « fin de tout danger ». Même si certains estiment « toujours possible, quoique bien improbable », une atta-que de l'armée serbo-fédérale contre la Slovénie, la plupart des res-ponsables de Ljubljana pensent que cette «deuxième sonnerie» a pris valeur de symbole et que, militaire-ment parlant, la Slovénie est désormais à l'écart des affrootements. D'où l'eccusation, souvent formulée à l'égard des Slovènes, d'avoir a abandonné » les Croates.

· Que voulez-vous de plus ? -

Si certains reconnaissent, comme Boris, un étudiant, que « les Slovènes, comme d'uilleurs la grande majorité des gens, sont des éguistes », la majorité de ses compatriotes prenocot très mai ce xoche. « Pena celle qui a opposé fin juin les uni-tés de la défense territoriale slovène tes de la delense territoriale sloveae à l'armée fédérale, NDLR], ce sont les Croates qui nous ont abandon-nés, ils ne nous ont fourni aucune aide, ni militaire, ni morale, ni humanitaire», assure le professeur

En fait, si, côté cour, les Slovènes se sentent moralement proches des Croates et tentent, dans la mesure de leurs possibilités, de les aider, notamment en accueillant de non breux réfugiés, ils regrettent, côté jardin, que leur sort soit diplomatiquement si étroitement lie à celui des Croates. « Nous sommes, en quelque sorte, de... demi-alliés, ejoute le professeur Bebler. Nous ovons parfois des positions identi-ques, mais nos intérêts ne sont pas toujours communs. » Il est clair en effet que la reconnaissance interna-tionale de la Slovénie aorait été beaucoup plus aisée si les diplo-



Après la « mini-guerre » qui les a opposé, en juin, à l'ermée fédérale, les Slovènes attendent la reconnaissance internationale de leur Etat

mates n'étaient pas obligés de lier ce dossier à cemi de la Croatie.

« Notre situation ne peut être plus claire. Nous avons des frontières reconnues par tous, aucun problème de minorité, notre Etat est démocratique, plus aucune troupe étrangère n'est sur notre sol et nous contrôlons les leviers essentiels de notre souveraineté. Nous avons notre propre monnaie et notre économie reste, malgré les difficultés actuelles, une des plus performantes de la région», disent les Slovènes, que leur politesse seule semble empêcher d'ejouter, à haute voix, à l'adresse des Occidentaux : « Que voulez-vous de

Les Slovènes n'ont pas traîné Etat. Après le départ des fédéraux, les dirigeants slovènes se sont pen-chés sur le problème de la défense nationale. « Elle sera modeste ». reconnaît le ministre de la défense, M. Janez Jansa (ancien pacifiste), dans son bureau, orné des quelques dépouilles de la « guerre » de juin, Le but étant de s'intégrer « des que passible » dans un système européen de sécurité collective, l'accent sera mis sur les installetions enti-aériennes et l'infanterie : une division permaceote d'enviroc 12 000 bommes et 40 000 « réservistes actifs». Les armes? Elles proviencent des anciens stocks de la défense territoriale et les entres ont été ou seroot achetées dans divers pays, notamment à Singapour et en Allemagne. Et puis il y e les 160 chars et blindes abandonnes par l'armée fédérale, incapable de les « rapatrier ». Ils sont parqués dans noe base et devraient recevoir la

visite, pour les entretenir, d'ingénieurs «civils» de Belgrade. La création d'une monnaie nationale a été la deuxième tâche à laquelle se soot attelés les dirigeants slovènes. Une opération roodement menée. Pour preuve : impossible anjourd'hni à Ljubljane de trouver le moindre dinar, la monnaie yougoslave, sanf auprès de quelques chan-geurs malhonnètes.

Désormais, e'est le tolar qui a droit de cité. Des billets tout neufs, encore provisoires, qui seront remplacés dans les mois qui viennent. De nombreux Slovènes n'aiment d'ailleurs pas beaucoup ce mot de tolar, qui évoque trop pour eux une traduction de l'ancien thaler putriebien. Certains experts, poètes à leurs heures, auraient préféré le lipa (tilleul) ou le klas (épi). La création de cette monnaie, si elle illustre le caractère inéluctable de l'indépendance slavène, pose toutefois un certain nombre de problèmes. Noo pas tant pour les échanges avec l'étraoger – poisque de toute manière, «du temps du dinar», les échanges se faisaient eo devises

convertibles, - mais bien evec les

enciens partenaires yougoslaves.

Les eutres Républiques n'acceptant

pas le tolar, les échanges se font sur

la base du troc.

Telle entreprise slovene recoit des voitures montées contre les pièces détachées qu'elle livre à la Serbie; les PTT sloveoes sont payés... en câbles téléphoniques (qui transitent par la Hongrie) par leurs bomologues de Belgrade.
«L'Etat est devenu une grande maiune entreprise de matériel électronique qui est l'un des plus beaux ileurous de l'industrie slovene. « Pour le moment, ajoute-t-il, tous nos contrats avec le reste de la Yougoslavie ont été respectés mais il est clair que cela ne durera pas.»

Les Serbes nous ont volés... »

Dans d'autres secteurs économiques, le divorce a été plus violent, Ainsi les Slovenes accusent les Serbes de s'être appropriés une partie de leurs biens situés eo Serbie.

« Les Serbes nous ont volés pour 60 millions de dollars en magasins, terrains, stocks », estime sinsi Matija likof, président de Sloveniciale de Slovénie. Au moios trois cents entreprises ou filiales d'entreprises slovènes qui étaient représentées en Serbie ont été subtilisées par les autorités de Belgrade, ou nom de la «propriété sociale». La perspective d'une coupure du marché avec les eutres Républiques yougoslaves incruiete.

Tout le paradoxe est là : bien plus performants que leurs anciens partenaires, les Slovènes jouissaient en quelque sorte d'une rente de situation dans l'ex-Yougoslavie. Près de 30 % de leur commerce s'effectuait avec le reste de la Fédération. Et c'est justement cette a réserve » qui, en quelque sorte, leur permettait de se battre evec plus de force sur les marchés extérieurs. De plus, les Slovènes étaient considérés par de nombreuses entreprises étrangères comme la son de clearing», ironise aiosi tête de pont obligée pour attaquer Andrej Polenec, directeur d'iskra, le marché yougoslave et, en ce sens,

la Serbie et la Slovénie étaient, éco-nomiquement, étroitement complémentaires. La ruine de l'économie yougoslave due à la guerre et l'écla-tement de la Fédération vont donc cobliger la Slovenie à trouver d'au-tres débouebés pour compenser ce menque à gagner. Mais comment les trouver, comment s'affirmer sur le marché ioternational si l'Etat o'est pas reconnu? Les liaisons aériennes sont paralysées car les autorités de Belgrade, encore com-pétentes pour l'espace aérien, s'opposent à tont atterrissage à Lin-bliane. De plus, la confusioo politique effraie les possibles investisseurs étrangers.

D'éventuelles saoctions européennes vont accentuer la dégrada-tion de l'écocomie : 20 % d'inflation mensuelle, 10 % de chômeurs, baisse de 30 % du pouvoir d'achat. La privatisation de l'économie, amorcée depuis plusieurs années déjà, ne provoquera pas sans doute ici, comme dans les ex-pays socie-listes, de grands ehambardements, à l'exception de quelques grands groupes sidérurgiques ou textiles.

En ettendant la reconneissance officielle, les Slovénes foot contre mauvaise fortune bon cœur et sem-blent se contenter de tous les détails qui permettent d'asscoir leur souve-raineté. Ils se réjouissent que plus de dix pays reconnaissent maiotenant leur nouveau passeport. Ils se féliciteot de l'iostallation de quelques consulats généraux à Ljubijana. Mais leur plus grande joie a été d'apprendre la semaine dernière que la Slovénie avait été reconnue comme membre à part entière de la Fédération internationale de ski.

JOSÉ-ALAIN FRALON

LIVRES

ET REVUES

L'ALLEMAGNE UNIE DANS LA NOUVELLE

Spécialiste de l'Allemegne et de l'Union eoviétique, Renate Fritsch-Bournazel montre, docu-ments à l'appui, comment e'est opérée la réunification et comdu statut des deux Etats allemends ont eccompagné un mouvement qu'elles n'evaient ni prévu ni vralment souhaité. Pour la première fois dane l'hietoire de l'Allemegne toutefols, son unité ne ee fait pae contre see voisins; elle s'intègre au contraire dane un mouvement d'unification du Vieux Conti-

► Renata Tritsch-Bournszel. Editions Complexe. Gruxelles 1881. 378 pages.

L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE EN 1990

L'unification de l'Allemagne à travere les discours officiale et les traités. Un document établi par l'office de presse et d'in-formation du gouvernement fédéral,

LE GRAND PARI. L'AVENTURE DU TRAITÉ DE ROME

L'aventure de l'Europa communautaire, de la CECA au traité de Rome, en pessant per l'échec cuisant de la CED. Cet ouvrage retrace, pes à pas, les tours et les détours d'une construction européenne qui est parvenue è maturité après avoir franchi bien des obstacles, Une utile lecture alors que se profile une nouvelle écheance impor-tante pour les Douze, à Maas-

• Esprit. - La revue Esprit (nº 11) a organisé dens son numéro de novembre un débat entre Jacques Delors, Pierre Hassner, Jecquee Le Goff et Alain Tourraine sur le thème : Europe : une communeuté politique?

· Belvédère. - Le numéro d'octobre-novembre, «Europe, frontières en sursis », e égale-ment invité Jecques Delors è cella qui sortire du sommet de Maastricht et celle qu'il faudra

COMPRENDRE

L'EUROPE

· Conférence internationale sur «Le capital humain europeen». - A l'initietive du gouvernement luxembourgeois, du Parle-ment européen et d'Eurostet - l'Office statistique des Communautés européennes, une des directions générales de la Commission de Bruxelles, – une conférence réuniesant des personnalités et des experts des Douze eura lieu dens l'hémicycle du Centre européen à Luxem-bourg, du 27 au 29 novem-bre. Il s'agira notamment de faire le point sur les évolu-tions démographiques, sur le veillissement de la population, sur l'immigration et sur le marché du trevail.

➤ Rensaignements et inscriptions à : Le Capital humain suropéen à l'aubs de XX siècle, secrétariat administratif. CEPB/Instead. 8P 65, L-7201 Walferdange. Luxambourg. Té1 : [352] 33-32-33-255. Télécople : [352] 33 34 52.

 La communication Est-Duest en Europe. -Séminaire annuel (1991-1992) orgenisé par Jacques Semelin (CNRS), en colleboration avec le ministère des affairee étengères, à l'Ecole nationale supérieure des arts

> 9, bis avenue d'iéna, 75018 Paris)

• L'évolution des institutions européennee. - Le collège d'Europe de Bruges (Belgique) organies le 4 décembre 1991, à 18 heuree (Helles de Bruges), une rencontre avec le président du Parlement européen, M. E. Baron Crespo, sur l'évolution du schéma institutionnel communeutairs.

Inscriptions : rectoret du collège d'Europe (Oyver 11, 8-8000 Bruges. Tél. : 050/33.53.34.

BRUXELLES

Les derniers jours du «Berlaymont 1 »

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Ce sont les demiers jours du «Berlaymont 1 », le quartier général des Douze. Déja, La ∢ messe de midis ~ celle au cours de laquelle les porteperole font le point sur les innombrables activités de la Commission - ne e'y dit plus. Le rendez-vous quotidien lemagne», l'immeuble voisin où se réunissem les ministres. Jusqu'à présent, entre la Commission et le conseil, on évitait soigneusement la d'accueil provisoire pendant qu'on installation de traduction simultanée pour la salle de presse afin de l'ins- tographies on ne remarqueit pas son mai, le commissaire européen en du propriétaire a été annoncée au

bâtiment du quartier Robert-Schuman, où les commissaires travailleront à partir du 1- janvier 1992.

rempli leurs cartons pour s'égailler alemour. Faute de place, les services de la Commission ne siégezient pas tous au «Berlaymont». Ils s'étaient répandus un peu partout au cœur de Brixellas, Mais, cette fois, c'est la grande dispersion, le coupure avec le centre nerveux, et cala promet une belle pagalle. Fin décembre, M. Jacques Delors devrait être le dernier à quitter son grand bureau avec vue imprenable sur la capitale belge, capiconfusion des genres. Mais néces-sité fait loi. Il fallait trouver un liau sombre mais qui, contrairement à ca qu'eveit annoncé le Commission, sera ensuita renfloué.

Sans doute parce que sur les pho-

ques, le «Berlaymont», chef-d'œuvre taire, le Portugais Antonio Cardoso de l'architecture cfonctionnelle : des Cunha, annonce qu'il y e réellement années 60 édifié sur le site d'un péril en le demeure et qu'il faut quit-Des militers d'eurocrates ont donc encien couvent qui lui a donné son nom, incamait l'Europe en construc-

Un attachement

masochiste Une eorte d'attachement masochiste fiait beaucoup d'eurocrates à ce bătiment décati que ses architectes avaient conçu en forme d'étoile à branches inégales. On croyan que les «risques de cancer» pour cause d'amiante intempestive faisaient partie du folklore syndical. au même titre que le maintien de la

sprime de dépaysement » en Belgi-

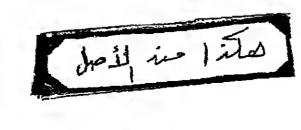
ter au plus tôt les treixe étages de béton armé dont il prévoit la destruc-

La Belgique, bailleresse de l'immeuble, reste source à cet argumentation, même si elle se dit prête à bien des sacrifices pour servir l'ambition bruxelloise à devenir la capitale de l'Europe. Détruire cette mesee, evec ses sous-sols profonds, est à peu près aussi aisé que de se débarrasser d'une centrale nucléeire; en plein centre-ville de surcroît | Protestations des riverains en perspective et enflure prévisible de le facture finale se profileient... Après concertation entre les instances nationales et que. Mais voità que, un beau jour de régionales compétentes, la décision

début du mois : le siège da la Commission sera simplement rénové, en quatre ans et trois mois », et pour 11 milliards de francs belges (1.8 milliard de francs français), pas plus. A Bruxelles, on parle déjà du «Ber-

laymont 2 » pour signifier que le futur édifice n'aura plus rien à voir avec le bâtiment actuel. M. Cunha ne se laisse pas pour autant séduire par cette proposition. Il a répondu au chant dee sirènes belges par un communiqué assez sec : « Un éven-tuel retour de la Commision au Berlaymont rénové ne pourra être décide par celle-ci qu'à la lumière, notemment, de la setisfaction de ses besoins réels et de la garantie du retrait total de l'amiante et du res-pect des conditions d'hygiène et de sécurité du travail » Une affaire presque ausei compliquée que l'union politique, économique et monéteire...

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE



Le mouvement de recomposition de la mouvance communiste s'accélère

Les communistes frençais na désespèrent pas de leur avenir et ils tiennent à ce qu'on le sache. Qu'ils scient fidales à la ligna orthodoxe incarnée per M. Georges Marchais, contestataires à la façon de M. Philippe Herzog et des autres économistes du PCF, ou à la manière des « refondateurs » solidaires de leurs anciens ministres, MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, ou encore carrément dissidents, comme les crénovateurs» at autrea « raconstructeurs », proches de MM, Félix Damette, Claude Poperen, Marcel Rigout, ils multiplient les initiatives, séparément, pour essayer de trouver des issues politiques à la crise d'identité qui les affecte tous.

La direction du PCF peut se prévaloir du bon déroulement de sa campagne de débats publics. Près de la moitié des six cent cinquante réula France ont déjà eu lieu, réunis-sant, selon elle, plus de quarante mille personnes. Tous les témoiguages concordent et, partout, la presse locale le souligne, les échanges y contrasteut fortement. par leur franchise et leur densité, avec les pratiques du passé. Les comptes-rendus qu'en donne chaque jour l'Humanité confirment que les dirigeants du PCF n'y sont guère gés, la question du maintien de M. Marchais à la tête du parti étant assez fréquemment posée, mais les dirigeants du parti y trouvent aussi des motifs de satisfaction puisqu'ils y rencontrent de nombreux électeurs

politique français. «A l'évidence, ils sont nombreux à sortir des débats avec une autre image, plus positive, du PCF, notait dans l'Humanité du 19 novembre M. Pierre Blotin, membre du bureau politique en charge de la propagande et de la communication, et de nombreux communistes en repartent éga-

de gauche soucieux, par les temps

qui conrent, de voir durer «un Parti

communiste fort» dans le paysage

l'Institut de recherebes marxistes, Mª Francette Lazard, membre du bureau politique, voit dans ce retour aux sources ancestrales du militantisme «l'approche d'un nouveau type de parti» fondé sur une «inversion radicale»: «La clé de volte de toute l'activité, naguère placée « en haut », au niveau de la « direction », se trouve désormais là où se réunissent les adhèrents, sur leur terrain, dans les cités, les ateliers, les laboratoires ou les bureaux», écrit-elle notamment dans l'ouvrage qu'elle vient de consacrer à cette « révolution inatten-

Cette vision très optimiste de l'évolution interne du PCF ne fait pas l'nnanimité à l'intérieur dn parti. Elle continue, en particulier, de laisser sceptique M. Herzog, qui a repris sa liberté de parole. Le chef de file de l' «école marxiste de régulation » vient de résumer la démarche des animateurs de la section économique du parti eu publiant son propre essai. Il y réaf-firme son regret de constater que son parti «n'a pas encore véritableque, de toute façon, « tout projet politique nouveau restera incantatoire s'il ne s'attaque pas à l'enjeu fondamental du changement du systé économique et de la gestion » (2).

Militant plus ardemment que jamais en faveur d'une démocratie autogestionnaire, M. Herzog et ses attendent beaucoup du colloque international qu'ils organisent du 5 au 7 décembre à Paris, avec le eoucours de personnalités aussi diverses que MM. Jacques Delors, Pierre Guillen, Jean Peyrelevade, Jean Gandois, Abel Farnoux, Guy Carcassonne, Clande Cheysson, Yves Guéna, etc., pour a marquer une étape dans une perspective de ent en France ».

> Création de l'ADS

Aux yeux de M. Fiterman et des autres contestataires, la campagne de débats orchestrée par la direction du PCF répond surtout à des préoccupations tactiques. Décidés à ne pas relâcher leur pression, le chef de file des «refondateurs» et ses amis envisagent de préciser, des cette semaine, comment ils conçoivent, pour leur part, la nouvelle « identité » du communisme à la française.

Parallèlement, le mouvement plu-raliste Refondations, dont le fichier compte près de cinq mille noms, prépare très intensément son nouveau colloque national du 30 novembre qui rassemblera à Paris les membres des eollectifs créés ces derniers mois dans une quarantaine de départements. Ses animateurs ont tenu, eux aussi, plusieuis réunions régionales - la dernière a en lien samedi à Montpellier (lire ci-dessous) - et les trente inspi-rateurs de l'appel lancé le 16 avril dans le Monde doivent maintenant répondre à la pression de plus en plus forte qu'exercent sur eux ceux de lenrs sympathisants qui réclament la transformation de Refondations en véritable structure de rassemblement politique, ce qui revient à revendiquer, en clair, la mise en chantier de la création à gauche d'un nouveau mouvement unitaire.

De leur côté, les dissidents du PCF que l'on retronve chez les

Te rentends

«rénovateurs» et teurs» out déjà tranché en décidant, samedi 22 novembre, au cours d'une rénnion à Montreuil (Seine-Saint-Denis), de fusionner au sein d'une nouvelle entité : l'Alternative pour la démocratie et le socialisme (ADS). qui veut militer pour un « réformisme forta et participer aux élections cantonales et régionales dans nne quinzaine de départements. MM. Rigout et Claude Poperen figurent parmi les membres de son

Le fait que deux des porte-parole des «refondateurs», MM. Le Pors et Jean-Pierre Brard, député, maire de Montrenil; aient teun à venir « saluer » l'assemblée constituante de l'ADS tend à confirmer que le tourbillon de la recomposition s'accélère en s'éloignant dn noyau dur du

(1) La Révolution inattendue, Fran-(2) Tu imagines la politique, Philippo Herzog, Editions Messidor.

Un débat de Refondations à Montpellier

« Nous ne voulons pas mourir connifiés!... »

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le verbe chaleureux et fort peu sulpicien du Révérend Père Jean Cardonnel, le fameux « dominicain rouges de la ville a, d'entrée, donné le ton : « Les eons, çe n'axiste pas i Meis un intense processus de « connification » est à l'œuvre. Nous ne voulons pas mount « connitiés », déjà vieux,

Samedi matin 23 novambra, dans les salons de l'hôtel Altéa, ils sont près de cent cinquante réunis par le collectif «34» da Rafondations afin da « donner une perspective à l'espoir ». Il y a là la plupart des conseillers municipaux communistes de Montpellier, des élus socialistes de Pala vas, de Pézenas, de Perpignan la quasi-totalité d'entre eux proches de M. Jean-Pierre Chevenement; d'ancians rasponseblas de la CGT; un dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire; une poignée de prêtres et de pas-

Tous sont des réfractaires aux appareils politiques de longue et parfois de très fraîche date, bris-cards locaux de tous les combats de gauche, de la guerre d'Algérie à la guerre du Golfe. Peu da jaunaa, da raraa fammes. Las e rafondataura » da Montpellar affichent ce jour-là, una même hantise : ne pas reproduire les détestables us et coutumes des partis. Pas d'ordre du jour : place à la spontanéité des prises da paroles. Sus aux interventions fleuve : chacun e quatre minutes, pas davantage, pour s'exprimer. A baa les certitudes orgueilleuses d'antan. I

«Nous ne serons plus jamais les meilleurs la insiste M. André Luppi, ex-responsable CGT at communiste de Nîmes. Et sur-tout, vive la liberté. «Je revendique le droit, dit M. Alain Ottan, evocat, d'étre d'accord tentôt avec le Parti communiste, tantôt ni l'un ni l'autrel» .

M. Emmanual Meffra-Baugé préside la réunion mais récuse ce titre : «Il n'y a pas de président ici / » L'ancien leader viticole qui fut, grace au Parti communiste, député auropéan, sa décrit sujourd'hui comme eun homme blessé, décu » mais toujours habité par la « besoin de croire ». « Moi qui viens d'un milieu de droite, la message de l'Evangile m'a rapproché de la dignité, de

l'idéal de gauche, de la noblesse des vertus républicaines.» Dans les décombres, la foi tient le coup. Son objet n'a pas disparu.

Aux yeux du Révérend Père Cardonnel, ca qui s'est effondré à l'Est, ce n'est pas «le com-munisme, ni le marxisme, c'est le eolleetivisme ». Nuanea 1 Et la gauche authantique ne sa confond pas avec la gauche gouvernante puisque celle-ci a abdi-qué son identité dans la marché et la real-politik. « Elle e minimisé les ressources de l'intelligence populaire, regrette le Père Cardonnel. elle a voulu faire l'économie d'un pari sur l'homme. Du coup, c'est la compétition qui est devenue aujourd'hui le nerf de la vie sociale.

« Réintroduire le rêve....»

Les « refondataurs » de l'Hérault sont cetégoriques. Laur coordinataur, M. Jean-Clauda Biau, adjoint communiste au maire socialiste de Montpellier, promet que ce ne sera ni une amachine de guerre électorale», ni un «embryon de parti», pas davantage un creuset program-matiqua. «En matière de programme, s'amuse M. Guy Boisson, professeur de philosophie et lui aussi élu communiste de Montpalliar, noue na ferone jamais aussi bien que le PC, ou le PS, ou les deux an même

Les ambitions, telles qu'elles surgissent dans le débat, sont de granda ampleur : « Réhabiliter le politique, réintroduire le rêve et 'uropie, aidar laa gans à sa dépasser, sonner l'alarme sur le tiers-monde, inventer la démo-cratie dans l'entreprise, éduquer la télévision..» Une référence e été suggérée par un conseiller régional aocialiste : las GAM, groupes d'action municipele, qui eurent leur heure de gloire réno-

Particulièrement prisé dans le discours des « refondateurs » de Montpellier, l'enracinement dans le village, dans le quartier. Le collectif de Clapiers, dans la ban-lieue de Montpellier, s'enorgueillit d'avoir invité à débattre « tout le village». Ecoute, humilité, proximité, les vestas ambitions da «Refondationa entendent se déployer d'abord sur le terrain

Ces considérations, pour consolatrices qu'elles puissent paraître, ne tracent pourtant pas la voie à suivre. Il y e quinze jours, M. Mit-terrand a lui-même donné le sentiment qu'il tablait sur une réforme constitutionnelle, soumise anx Français au second semestre de 1992, c'est-4-dire à un moment où les effets positifs attendus d'une relance européenne et d'une reprise économique devraient, en bonne logique, lui être attribués.

Encore faut-il que ce schéma prenne forme. A ce jour, ou ne sait rien de précis sur le calendrier ni sur les contours des institutions redessinées par M. Mitterrand, et pas davantage sur le modé de scrutin des élections législatives. S'agis-sait-il, pour le président, de laisser le débat s'installer, ne serait-ce que pour accroître sa propre marge de manœuvre? Le débat s'est installé, en effet, à droite, sur le quinquen nat, globalement accepté à le conditum que M. Mitterrand se l'applique à lui-même; à ganche, sur le mode de scrutin, dont le degré de « mixité » (majoritaireproportionnel) fait problème.

Les incertitudes présidentielles -M. Mitterrand eyent tendance, comme souvent, à laisser aux autres le soin de résoudre ses propres contradictions - ont surtout pour effet, aujourd'hui, de mettre

D M. Mitterrand perd cinq points selon un sondage de l'IFOP réalisé au début du mois de novembre. – Scion un sondage de l'IFOP réalisé du 28 octobre au 9 novembre, soit avant l'intervention télévisée de M. François Mitterrand, le 10 novembre, la popularité du pré-sident de la République enregistre une chute de 5 points. 28 % des personnes interrogées (au lieu de 33 % en octobre) se déclarent satisfaites du chef de l'Etat en novembre. Il s'agit d'un des plus mauvais résultats de M. Mitterraud. Le record d'impopularité du président de la République date de novembre 1984 evec 26 % d'opinions favorables. Ce sondage, publié dans le Journal du dimanche du 24 octobre, indique également que 19 % des personnes interrogées (au lieu de 21 % en octobre) se déclarent satisfaites de l'action de M. Edith Cresson. Il s'agit du plus mauvais score euregistré par un premier ministre depuis la eréation du barométre IFOP/Journal du dimanche, en 1982. Le record d'impopularité de M. Pierre Mauroy svait été obtenu en avril 1984 avec 25 % d'opinions favorables. Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon national de 1 994 personnes.

son camp en difficulté. L'annonce certes permis de mettre la droite dans l'embarras. Mais celui-ci est plus grand encore chez les socia-listes: le gouvernement, trop fai-ble, et le PS, partagé entre plusieurs interprétations de la prestation présidentielle, ne peu-vent être les instances de régulation qui seraient nécessaires dans ce genre de situation.

Si bien que le moment est venu de clarifier les choix de M. Mitterrand sur les trois terrains qui sont en question.

Quel mode de scrutin choisir? UDF, qui refuse tout changement de la loi électorale avant 1993. montre bien que, dans ce domaine M. Mitterrand ne peut attendre Sans doute anrait-il sonhaité, comme à son habitude, se faire une idée plus précise du terrain au vu des résultats des prochaines élections cantonales, de façon à adapter la réforme au plus près des impératifs du moment.

En outre, le résultat de ce scrutin cantonal aurait eu, sur les socia-listes, un effet pédagogique non négligeable : c'eût été, probablement, un bun moyen de leur mon-trer à quel point le Berezina est un fleuve large et glacé... Mais, face à l'opinion, il serait alors difficile 'échapper au reproche de « magouille», pour parler la langue d'aujourd'hui. A moins qu'il décide de charger une barque qui n'en peut mais, M. Mitterrand ne semble donc plus avoir le choix, à ce stade, qu'entre le statu quo, et une version minimaliste du changement de mode de serutiu, celle de M. Rocard.

Deux ·

interprétations Si la loi actuelle est maintenue, MM. Mitterrand et Mauroy pourront, su mieux, se prévaloir, auprès des écologistes, de leur boune volonté, et tout un chacun se félici-tera que le Front national soit, par la même, contenu. Si changement il meme, contenu. Si changement il y a, dans la version que proposent les amis de M. Rocard (consistant à ajouter une part d'élus à la proportionnelle), cela signifiera que le PS, dans sa majorité, accepte et souhaite que M. Rocard porte ses couleurs à l'élection présidentielle. L'autre question à laquelle il ne serait pas inutile d'apporter une réponse est : que faire de M= Cres-son? Dans ce domaine, M= Cresson est, en grande partie, la vic-time de la subjectivité de M. Mitterrand. C'est celle-ci qui a conduit le chef de l'Etat à «virer» son précédent premier ministre. Ce dernier lui était sans doute devenu insapportable. Pourtant. M. Rocard avait an moins nn avantage : présent aux côtés du chef de l'Etat, il incarnait un ave-nir possible, il donnait au couple exécutif une «valcur-futur» qui le preservait de l'usure excessive qui l'atteint aujourd'hui de plein fouet. Cette usure qui fait dire à l'un des porte-parole des Verts, M= Andrée Bnehmann, quail faut s'arranger pour qu'une personne ne reste pas au pouvoir si longtemps».

M. Mitterrand n'a, dans ee domaine, d'autre choix, s'il veut tenter de réparer cette erreur-là, que de faire appel, au lendemain des scrutius régionaux et cantonaux, à M. Jacques Delors, parce qu'il est le seul à pouvoir espérer respére le seul à pouvoir espérer respére le seul à pouvoir espérer

rouvrir le jeu.

urgente, concerne l'attitude de Mitterrand lui-même, et donc la réponse qu'il apporte à la durée du mandat présidentiel.

Deux interprétations sont encore possibles: soit M. Mitterrand cherche, par le biais d'un référen-dum, sur un sujet recueillant l'adhésion d'une majorité des Français, à renforcer sa légitimité pour s'en prévaloir lorsque s'ouvrira une nouvelle cohabitation : il choisit alors de proposer la limitation à l'exercice d'un seul mandat de sept ans, ou bien il rejoint la propositiun de M. Giscard d'Estaing en faveur d'un mandat réduit à six ans; soit il cherche à aider les sicas, et provoque, dans la foulée d'un référendum gagné, une présidentielle qui précède des élections législatives, en 1993, seule façon, apparemment, de remettre en selle un socialiste : il choisit alors le double mandat de circustrate. double maudat de einq ans, et s'applique à lui-même cette réforme, alors qu'il n'y est pas

Lui seul, à dire vrai, peut lever un doute qu'il a plutôt tendance, aujourd'hui, à entretenir. Mais aujourd'aui, a entretenir. Mais peut-il encore longtemps laisser son propre camp dans l'improvisation? A-t-il encore le loiair de ne rien clarifier, c'est-à-dire de prendre le risque d'un PS ligué contre lui, d'un premier ministre qui continue de l'affaiblir, et peut-être d'une citation qui reterment le ligué continue de l'affaiblir, et peut-être d'une situation qui se retourne contre lui

au point de le priver de l'arme - le référendum - qu'il s'est offerte?

1 1 Villa 1 77

17.6

and the second

4 M 4 1.87

£ . 1 . 4.

in the

The second secon

Politique

DES PER A FECT.

Le jugement sur le destin d'un homme, au moins de la part de ses contemporains, est étroitement conditionné par la fin de l'histoire. Ainsi de Gaulle, parti eprès un référendum raté, a-t-il été aussitôt réhabilité aux yeux de ceux qui l'avaient sonponné de vouloir autre chose que le redressement de la République. M. Mitterrand peut envisager de partir après un réfé-rendnm rénssi; il peut surtout choisir de chercher à gagner non plus pour lui-même, mais pour un autre. Alors scrait tranchée la querelic entre ceux qui ne voient, dans sa trajectoire, qu'une aventure per-sonnelle, et ceux qui veulent croire au maillon d'un destin collectif.

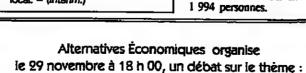
Toutefois, avant de se déterminer, il y a fort à parier que M. Mitterrand attendra, eu moins, le résultat du sommet de Maastricht. Cette éebéance devient, par là même, un facteur décisif de la vie même, un facteur decisir de la vic politique française : de son succès dépend en effet pour le président l'amorce d'une perspective positive et la certitude d'une trace historique; alors que son échec rendrait ce même président prisonnier de ses propres initiatives.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(I) Lire l'article d'Alain Duhamei dans

Contre le « libéralisme social »

Des militants socialistes, communistes



ECONOMIE: LA GAUCHE EN VOIE DE DISPARITION ?

avec la participation de : - André Gauron, conseiller de Pierre Bérégovoy - Marc Guillaume, professeur à l'Université de Paris IX - Alain Lipietz, directeur de recherche au CEPREMAP

Nombre de places limité - Tél. (16-1) 40 28 00 04





En visite dans le Var

M. Le Pen dénonce

la «menace intérieure» de l'immigration

de la gauche

M. Mauroy estime que les socialistes se sont ralliés à l'économie de marché non au capitalisme

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui elôturait dimanche 24 novembre un colloque organisé à Paris, les 23 et 24 novembre, par la Fondation Jean-Jaurès, dont il est président, sur le thême: «Après l'échec du communisme... le nouvel essor de la social-démocratie?», a affirmé notamment que, si les socialistes se la social-démocratie?», a affirmé notamment que, si les socialistes se sont ralliés à l'économie de marché, ils ne sont pas devenus pour autant des partisans du eapitalisme. « L'économie de marché est une chose, a-t-il dit, le capitalisme en est une aurre. (...) Non, le capitalisme n'est pas triomphant. Non, il n'est pas vrai qu'il ne saurait y avoir d'alternative au capitalisme, » avoir d'alternative au capitalisme.»

Une partie du collogne avait toarné précisément autour de la place que doit tenir l'économie de marché, redécouverte par les socia-listes, dans la nouvelle doctrine de listes, dans la nouvelle doctrine de la gauche. Plusieurs représentants des pays de l'Est avaient, en particulier, souligné que le socialisme, dans l'acception qu'il cooserve chez eux, leur semblait incompatible avec l'économie de marché. M. Victor Cheiris, député nu Parlement de Russie, avait ainsi prôné une « désidéologisation » permetant de créer en URSS une « économie sociale de marché aux sur ne fit mie sociale de marché» qui ne fitt mie socialeste ni capitaliste ». M. Rudolf Battek, président de la Chambre du peuple de Tchécoslo-vaquie, avait noté le discrédit qui s'attache au terme de socialisme dans son pays, et M. Zoltan Rockenbauer, député boogrois, avait indiqué que dans le sien la priorité était à la lutte contre les deux e étatismes », celui des anciens communistes et celui d'une

M. Jospin: pour « une gauche éthique »

Si les idées de la social-démocratie ou du socialisme démocrati-que ne sont pas encore à l'ordre du jour en Europe de l'Est, elles peu-vent le demeurer en Europe de rOuest, à condition d'être moder-nisées. M. Dominique Taddéi, éco-nomiste, ancien député, a rappelé qu'il y avait « plusieurs usages pos-sibles du marché », avant de coocure: « L'économie de marché est quelque chose de trop sérieux pour être laissée aux économistes libéroux.» M. Beojamin Coriat, économiste, a estimé qu'uo « règime de haute productivité » necompagné de « campromis sociaux s'effondre et qu'il faut trouver de nouveaux compromis autour des nouvelles conditions de la haute productivité ». « Nos sociétes savent aujourd'hui que, pour une longue période de temps, l'éco-nomie de marché est un horizon indépassable », a déclaré M. André Gauron, économiste, conseiller auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Les deux derniers oratenes étaient particuliérement attendus en raison du rôle qu'ils peuveut être appelés à jouer dans la reconposition de la gauche. M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PC et chef de file des communistes refondateurs, a pré-cisé que, pour lui, le capitalisme n'est pas «un horizon indépassa-ble». Il a en suite éconcé les « o.res » qui doivent assurer le renouvellement de la gauche : « un marché civilisé», «un nouvel àge lion : qu de la démocratie» et «une nouvelle 1993».

conscience planetaire», notamment par la construction d'une Europe qui ne soit pas «une Europe de la

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a, pour sa part, tenté de dessiner quelques « pistes ». La gauche, a-t-il dit, sera « une gauche postcommuniste », car « on ne régénérera pas le commu-nisme », même si certains éléments de son « message historique» doivent être sauvegardes; ce sera iovités à poser, comme le dit devans rétablir des exigences morales et être sans faiblesses pour ceux qui les transgressent, »

finance » ni « une Eurape alle-

dune gauche écologique», les héri-tiers du « cantrat social » étant Michel Serres, le problème du «contrat noturel»; ce sera « une gauche européenne», car « le repli sur lo nation » ne saurait être un repli socialiste; ce sera « une gauche progressiste », asin de rompre avec l'image d'une gauche seulement « gestiannaire »; ensin ce sera « une gauche étique ». « Nous source de la compre avec l'autre de la company de l sommes, nous socialistes, touches dans notre image par les défail-lances personnelles de certains d'entre nous, a conclu M. Jospin. Nous

département, José Lenzini, nous indique que le président du Front national a exprimé sa «préoccupatian» face à notre système de défense militaire qu'il estime « en dessous du minimum opérationnel vitle». Devant plusieurs centaines d'officiers de réserve auxquels s'étaient joints, seion le Front national, des officiers d'active en civil, M. Le Pen

a affirmé qu'une triple menace pèse sur la France : « celle de l'Est, celle du Sud, et la menace intérieure ». Si le chef de file de l'extrême droite ne s'est pes trop étendo sur la première, il a, en revanebe, développé la deuxième qui selon lui, est « directe-ment liée à l'explosion démographi-que du tiers-monde ».

Revenant sur son thème favori de Revenant sur son theme lavori de l'immigration qui erée les bases d'une «cinquième colonne», M. Le Pen a indiqué que «la seule diffèrence entre un immigré clandestin et un soldat ennemi n'est pas de nature mais de manière : il y en a un qui vient sans arme, l'autre est armé». Selon M. Le Pen, la « menace

M. Jean-Marie Le Pen a participé, sa medi 23 novembre, à un membre de la défense» organisé par le cercle oational des gens d'armes du parti d'extrême droite à Tourves (Var), dans la propriété de M. Engène l'hagues, un rapatrié activiste qui s'est récemment signalé par des propos antisémites (le Monde daté 24-25 novembre).

Notre correspondent dans ce Notre correspondant dans ce M. Le Pen s'est déclaré « scandalisé » par les réactions ananimes

d'indignation que les . mesures concrètes » du Front national contre l'immigration ont provoquées, en indiquant, notamment, que ele droit du sol ne date que de la fin du dix-neuvième siècle (1), quand la notion avait besoin de soldats ». Interroge dimanche sur la Cinq, il a souligne que ces einquante mesures sont un «instrument de travail destine à être révisé ».

A propos des réactions négatives dévêques catholiques, il a déclaré:
«Ils (les évêques) ne constituent pas
une autorité politique ni même, o
mon sens, dans ce domaine, une outorité morale avont, au moins. d'en avoir débattu avec nous. Je sou-haiserais que l'Église s'occupe de son influence sur le spirituel beaucoup plus que sur le politique. Je crois que chacun aurait intérêt à faire son desoir d'État. devoir d'Etat.»

(1) Contrairement à l'affirmation de M. Le Pen, le droit du sol apparaît en France au début du seizième siècle.

Le congrès de la Restauration nationale

Les monarchistes se démarquent des thèses «raciales» du Front national

En présence d'un délégué du comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, les monarchistes de la Restauration nationale (RN), prolongement de l'ancienne Action française, ont réuni, samedi 23 novembre à Paris, leur congrès annuel, dont une partie, pour la première fois, était ouverte à la presse.

Selon, M. Bernard Bonnaves, le nouveau secrétaire général de l'organisation royaliste, la RN « n'est ni une association du souvenir, ni une société secrète». Elle n'en est pas au point, cependant, de don-ner une idée du nombre de ses adhérents ou des abonnés à son hebdomadnire, Aspects de la France, créé, a précisé M. Pierre Pujo, son directeur, en 1947, au moment de «l'épuration, qui vit la persécution des patriotes francais » quand « les résistants et les résistantialistes tenaient le hout

A la recherche d'une voix originale

Pendant la guerre, le journal de 'Action française, dirigé par Maurice Pujo, père du précédent, employait, notamment, M. Jean Arfel, aujourd'bui directeur politique, sous le pseudonyme de Jean Madiran, du quotidien de l'extrême droite lepéniste Présent.

Le Front national était en toile de fond de ce eongrès, car il laisse peu d'espace aux monarchistes. « Ecole de pensée et d'oction. sidèle à Chorles Maurros, qui prone le notionolisme intégral », la RN cherche une voie originale en se démarquant du parti d'extrême droite, qui, pour être « plus sympathique que d'outres », n'en déve-loppe pas moins « certoines orientotions à connototion raciole .. Celles-ci ne conviennent pas aux monarchistes, meme si, « par beaucoup de thèmes qu'il traite », le Front national « est proche des idées défendues» par eux. M. Sylvain Roussillon, secrétaire général adjoint, voit, cependant, dans cette extrême droite-là, des « fins de race en voie de disparition ».

Pour M. Pujo, «le Front notional o le mérite de déronger et de secouer la bande des quatre, même s'il rève de rentrer dans la bande des cinq ». Si M. Bonnaves considére que les monarchistes sont majeurs, ce qui signifie qu' « ils peuvent snire ce qu'ils veulent» aux élections, M. Pujo penche, lui, plus nettement pour un vote en faveur de Front national, ainsi qu'il l'indiquait récemment, dans son journal, en réponse à un lecteur inquiet de cette option.

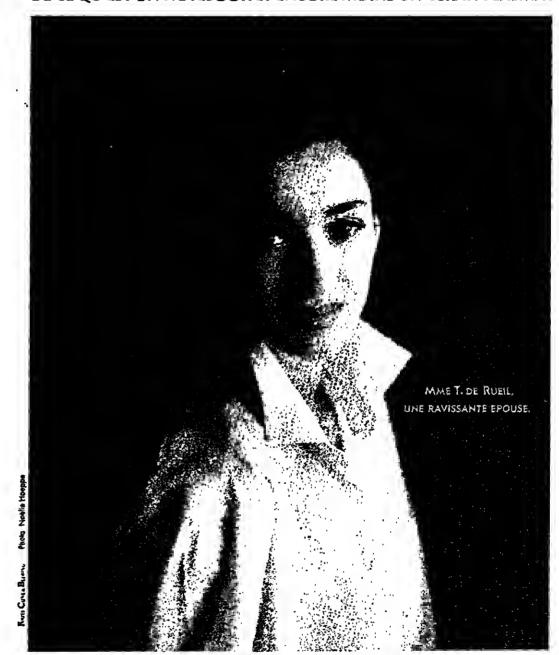
OLIVIER BIFFAUD

La Gauche socialiste estime que les «notables» du PS venient le départ de M. Mitterrand en 1993 ·

Mª Marie-Noëlle Liepemann et . M. Julien Dray, députés de l'Es-sonne, et M. Jean-Lue Mélenchon, sénateur du même département, animateurs de la Gauche socialiste, signent tous trois, dans le bulletin A gauche de cette semaine, un éditorial dans lequel ils affirmeot que « deux lignes se dessinent» au PS depuis l'eotre-tien télévisé de M. François Mitterrand le 10 novembre. Les uns, expliquent-ils, veuleot « une vraie dose de proportionnelle» dans lemode de scrutin, afin de rendre possible « une alliance avec les Verts, un retour en sorce du rôle Partement, une vi d'idées pour les législatives de 1993 », et ceux-là veulent que le président de la République achève son mandat.

« Les autres, continuent M= Lienemann et MM. Dray et Mélenehon, jauent la fuite en avant dans la logique plébiscitaire de la V. République. Jean-Marc Ayrault, dans une interview au Monde Idu 20 novembrel, est le porte-parole du programme commun des notables affolès: interdiction des courants dans le PS, désignation d'un nouvel « homme providentiel-bouée de sauvetage». parti pris pour une présidentialisation accrue du régime, maintien du serutin majoritaire. » Selon cux, «cette proposition ne prend son sens pratique qu'à une condition : que le président s'en aille en

TOSHIBA T4400SX. COMMENT MME T. DE RUEIL, A RETROUVÉ LE SOURIRE GRACE A UN NOTEBOOK A ECRAN PLASMA, ALORS QU'ELLE N'A PAS LA MOINDRE IDEE DE CE QU'EST UN NOTEBOOK ET ENCORE MOINS UN ÉCRAN PLASMA?



LE T4400SX UN NOTEBOOK 486 AVEC ECRAN PLASMA ULTRA RAPIDE, UNE TECHNOLOGIE EXCLUSIVE TOSHIBA.

Mme T. ne connoît rien à la micro-informatique (ne souriez pas, un tas de gens très bien som dons ce cas) mais curieusement Mme T. est la première bénéficiaire du bagage rechnologique Tashiba (au passage, Toshiba est leader mondial du portoble). Paurquoi? C'est très simple. Le mori de Mme T. s'est récemment porté acquéreur d'un notebook T4400SX Toshiba. Un

micro autonome si comse recommende acceptant ples qu'il est difficile de PERSONAL DE PROPERTIE ME at settlet witch other trenders meline en ovant un ovan-

toge particulier. C'est l'outil idéal pour travailler sous environnement graphique. Pour commencer, le T4400SX équipé d'un écran plosmo affre une très grande rapidité d'offichage (ce qui permet d'eviter tout effet de rémonence), un controste élevé et un ongle de vision très large (140°). Ajoutez a cela un pracesseur ultra puissont (1486 SX à 25 MHz), 2 Mo de mémoire vive, un disque dur 80 Mo, un encombrement minimum (formo: A4, 3,3 kg, 5,à cm d'épaisseur!) et nous nous orréterons là, de peur de passer pour des "m'os-tu-vu". Ce qu'a très bien vu Mme T. en revanche, c'esi que depuis, san mori o l'air nettement mains soucieux et que si d'oventure il rentre tord, c'est roujours en

compagnie de so ravissante épouse. Vous vous oussi à retrauver le sourire. TOSHIBA

MICROS PORTABLES TOSHIBA, PARCE QU'ON N'A QU'UNE VIE.

politique étrangère
REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIER PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES Directeur de la publication : Thierry de Montbriat

Le nouveau désordre international

21 août 1991: la fin du communisme en URSS et la fin de l'Empire modifient profondément les données du système international.

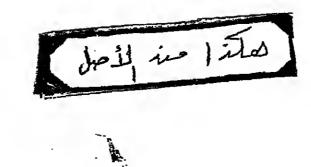
A l'ordre ancien fonde sur la dictature succède une situation temporairement instable qui devra faire place à une grande Europe démocratique. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent au lecteur de mieux comprendre ces enjeux capitaux pour l'avenir de l'Europe.

n° 3/91 - 98 F

Armand Colin BP 22-41353 VINEUIL Tel. (16) 54-43-89-94

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

乳 到 Mende SCIENCES ET MÉDECINE



M. Chirac préconise «un dialogue avec les écologistes»

de notre correspondante

En tournée électorale au pays des chasseurs de palombes et des tireurs de tourterelles, M. Jacques Chirac a défendu, samedi 23 novembre à Bordeaux, le principe « d'un diologue avec les écologistes». A l'occasion des élections régionales, « je souhaite, a dit M. Chirac, que l'opposition unie engage avec eux des discussions précises sur un certain nombre de thèmes qui intèressent au prenier chef nos concitoyens». Le président du RPR avait coiffé la casquette de l'Union pour la France. Il était en effet censé s'adresser à des élus appartenant aussi bien au RPR qu'à l'UDF ou au Centre natinnal des indépendants. Un millier de personnes étaient rasnière du Rassemblement des élus locaux pour l'Aquitaine (RELPA).

Sur place, la fiction ne trompe per-sonne. Créé en 1990, présidé par M. Jaeques Chaban-Delmas, le RELPA est avant tout une machine électorale RPR où les élus UDF sont ultraminoritaires. Ces derniers se regroupent de préférence dans une association concurrente, l'UDA (Union des démocrates d'Aquitaine), de création plus ancienne, et présidée par M. Jean François-Poncet. Les élus du cru ont noté, avec un brin de regret pour certains, que le président

La pression démographique outre-mer

M. Le Pensec yeut encourager la migration des jeunes Réunionnais

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Le ministre des OOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a mis une nouvelle fois en pratique, au cours de sa visite à la Réunion, la politique des petits pas qu'il affectionne. Plutôt que de se lancer dans des effets d'annonce, le ministre a détaillé devant les élus locaux le «suivi» des soixante mesures décidées à Paris au mois d'avril, après les violentes quartiers de Saint-Denis.

La mise en application de ces mesures, a estimé, vendredi 22 novembre, M. Le Pensec, s'est opérée de manière correcte, et une nouvelle réunion à Paris avec les élus locaux, en avril, devrait permet-tre de faire un bilan complet et d'apporter d'éventuels amende-

Le ministre a ainsi rappelé que, sur son initiative, un fonds d'investissement local pour la jeunesse avait été mis en place et que plus de cent projets ont pu être pris en compte pour 1,7 million de francs.

Sur le problème du Ingement, du Parlement visant à prolonger pour cinq ans la défiscalisation des investissements dans l'outre-mer, notamment sur le logement locatif intermédiaire. En 1991, plus de cinq mille logements seront mis en chantier, mais les experts locaux estiment un'il faudair construire dix mille qu'il faudrait construire dix mille logements par an pour répondre aux attentes de la population.

Au-delà d'une première estima-tion de l'effet des soixante mesures non de l'ellet des soitante mestres
démarche approuvée par l'ensemble de la classe politique avec de
fortes réserves côté RPR – M. Le
Pensec a Iracé les esquisses des
orientations du gouvernement pour
les années à venir. En premier lieu,
minima des DOM TOM a settiné. les annees à venir. En premier ileu, le ministre des DOM-TOM a estimé indispensable de «maîtriser» des 1992 le flux des contrats d'emploi de solidarité dans l'île, dont bénéficient près de trente mille personnes La majorité de ces contrats émanent des municipalités qui risquent d'être difficile au terme des deux années sur lesquelles ils courent.

Selon M. Le Pensec, il faudra dégager de nouvelles pistes d'inser-tion et de formation qui puissent valoriser » les jeunes. Autre axe de réflexion gouvernemental : la mobilité-formation a des jeunes vers l'Hexagone. L'abjectif, a indiqué M. Le Pensec, est de parvenir à trois mille deux cents départs par an. Après une pause au début des années 80, la migration connaîtra une seconde jeunesse sous l'effet de

la pression démographique. Malgré de nombreux appels à manifester lancés sur les ondes de radio Free-DOM toul au long de la visite du ministre, peu de Réunionnais sont venus soutenir le fondateur de cette station privée, M. Camille Sudre, qui continue de réclamer la réouverture de son émetteur de télévision dont la saisie, en février,

du RPR n'avait déployé aucun effort de séduction envers les chasseurs dont le mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT) présente des candidats aux régionales dans les cinq départements d'Aquitaine.

En revanche, M. Jacques Chirac a tiré, sans surprise, à boulets rouges sur les socialistes, brocardant leur écologiques» et sous le gouvernement Rocard, «l'hydre de Lerne de la pol-

Pour convaincre les sceptiques ou les hésitants M. Chirac a affirmé ; « Aucun gouvernement n'a fait le dixième ni même le centième de ce dixième ni même le centième de ce que nous avons fait: création d'un ministère de l'environnement à l'avant-garde alors que Jacques Cha-ban-Delmas était premier ministre; vote par le Parlement de sept lois importantes pour mieux protéger la nature sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing et alors que j'étais premier ministre... Nous avons été présents et novaleurs dans ce comrésents et novaleurs dans ce com-

Pour l'avenir, « l'extension du droit » conditionne tout le reste.

M. Chirac réitère la proposition de créer un «délit d'atteinte à l'environent»: «les Français pourront se porter partie civile si, par exemple, la rivière de leur région est polluée, » Second axe d'intervention : l'aménagement du territoire. L'ancien premonde rural ». Là encore, pour M. Chirac, les socialistes out « tout faux » avec leurs «gadgets démagogiques », comme le transfert de l'ENA à Bruxelles, et leur propension à transformer les collectivités locales en «boucs émissaires du mécontente

GINETTE DE MATHA

SAONE-ET-LOIRE : M. Perben (RPR) vent conduire une liste «de large union». - Député et maire de Chalon-sur-Saone, M. Oominique Perben (RPR) a annoncé vendredi 22 novembre son intention de conduire une liste «de large union» Saône-et-Loire, Désigné par l'UOF départementale pour mener la liste de l'opposition, M. Marcel Lucotte (UDF-PR), président du groupe des RI au Sénat, maire d'Autun et ancien président du conseil régional de Bour-gogne, a décidé de maintenir sa can-didature. – (Corresp.)

Deux élections partielles

M. de Caumont (PS) perd la mairie de Briancon

MARSEILLE

de notre correspondant régional La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Alain Bayrou (UOF-PR), vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et vice-président du est arrivée largement en tête, dimanche 24 novembre, au premier tour de l'élection municipale partielle de Briancon face à quatre autres listes. Ce scrutin était rendu nécessaire depuis la démission, le 27 septembre, de treize colistiers du maire, M. Robert de Caumont (PS), et de cinq élus de droite (1).

Depuis un an, la majorité muni-cipale connaissait de graves dissensions. Ses opposants reprochaient à M. de Caumont ses méthodes de gestion autoritaires et réclamaient un assainissement des finances de la commune qui s'étaient dégradées après la création, en 1989, par la municipalité, d'une nouvelle sta-lion de ski. Le coût de cette station avait été sous-estimé, et, faute d'un enneigement suffisant, son exploi-tation s'était traduite, dès la première année, par un important déficit. Ajoutée à d'autres dépenses d'équipement, cette opération avait fait grimper l'endettement de la commune à 410 millions de francs, avec des annuités de rembourse-ment, pour 1991, supérieures au produit des impôts locaux et repré-sentant près de la mnitié de l'en-

semble des recettes communales. Le conflit avait éclaté après l'ini-tiative prise par M. de Caumont, de relancer le hockey sur glace de haut niveau par le biais d'une société d'économie mixte. La parti-cipation de la commune dans cette société avait, également, dépassé les prévisions. Aux attaques de ses adversaires, M. de Caumont a répliqué en mettant en avant son bilan et en dénonçant une « coali-tion hétéroclite » visant à « déstabiliser la commune » au mnment nu elle allait négocier des emprunts lui permettant de consolider sa situation financière. Il s'en est pris, plus particulièrement, à son ancien premier adjoint et à ses amis, accusés de « trahison » après avoir « tout voté » pendant deux ans et demi.

L'échec de ce bouillant énarque, ami persannel de M. Michel Rocard, qui joua un rôle prépon-dérant dans la création des GAM (Groupes d'action municipale) et qui attacha son nom à la loi sur la montagne dont il fut le rapporteur, est sévere. En 1989, face à la liste de M. Bayrou, il l'avait emporté, au premier tour, avec 52,51 % des voix. Après avoir perdu la mairie qu'il avait conquise en 1983, il ne saurait prétendre conduire la liste de la majorité présidentielle aux procbaines régionales dans les Hautes-Alpes. Inversement, M. Bayrou, son probable vainqueur, devrait être désigné comme chef de file de l'opposition à la place de M. Marcel Lesbros (UDF), sénateur et président du conseil général.

M. Fromm, sur la liste duquel figurent des communistes, des AUX DIJOUX | socialistes exclus du P\$ et des

divers gauche, a annoncé son maintien au second tour. Eliminés de justesse, les Verts ont décliné son invitation à fusionner leur liste

GUY PORTE

(1) Six suivants de la liste d'union de la gauche ont également refusé de siéger au conseil municipal. En 1989, deux étos de droite, dont M. Bayrou, s'étaient déjà démis de leur mandai, avec leur vingt-deux existes de liste. deux suivants de liste.

Les résultats : inscr., 6 664; vot., 4 553; abst., 31,67 %; suffr. expr., 4 399. Liste d'union de l'opposition conduite par M. Alain Bayrou (UDF-PR), 2 041 voix (46,39 %); liste divers gauche conduite par M. Gérard Fromm (div. g.), 944 (21,45 %); liste PS conduite par M. Robert de Caumont (PS), maire No. Robert de Calman (195), mane sortant, ane. dép., 734 (16,68 %); liste des Verts, condnite par M. Jean-Claude Widmann, 435 (9,88 %); liste FN, conduite par Oominique Pracherstorfer, 245 (5,56 %). Il y a ballottage.

En 1989, les résultats du premier tour avaient été les snivants : inscr., 6 676; vot., 5 334; abst., 20,10 %; suffr . expr., 5 050; liste de M. de Caumont, 2 652 voix (52,51 %), 22 sièges (6 PC, 4 rénovateurs communistes, 8 PS et 4 div. g.); liste de M. Bayrou, 2 398 (47,48 %), 7 sièges (2 UDF-PR et 5 div. d.).

Une cantonale

AISNE : canton de Wessigny

Inscr., 4 898; vot., 3 605; abst., 26,39 %; snffr. expr., 3 358. MM. Antnine Pagni, UDF-PR, sout. RPR, m. de Vaux-Andigny, 1 712 voix (50,98 %), ELU; Henri Maeaigne, PS, m. de Wassigny, 1 646 (49,01 %).

1 646 (49,01 %).

[Sonlean, caire las denx juars par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénul. M. Autoine Pagui (UDF-PR), candidat de la majorité départementale, l'a finalement emporté de 66 voix dans un scrutia marqué par une forte participation (73,60 %). L'élection de M. Pagui, qui succède à Lucien Manesse (PS). décédé, vient confirmer le double recui de la gauche et, plus particulièrement, du Parti socialiste, dans le canton, après un premier tour déjà favorable à la droite, et dans le département hú-même. Cest en effet la seconde fois en moins d'un au, après la perte par le PS de canton de Vailly-sur-Aisne, que l'opposition, majoritaire à l'assemblée départementale, gagne ainsi un siège.

An premier tour, les résultaes étaient

gagoe ainsi us siège.

Au prenier tour, les résultates étaient les suivants: inser., 4 898; vot., 3 509; ubs1., 22,35 %; saffr. expr., 3 322. MM. Pagai, 1 007 voix (30,25 %); Mucrigue, 701 (21,06 %); André-Pael Tavernier, div. d., 562 (16,38 %); Charles Watelle, PS diss., 399 (11,98 %); Jean-Chaude Pagaiez, div. g., 338 (10,15 %); Georges Basquin, PC, 124 (3,72 %); Jacques Parbeau, sec. dép. du FN, 112 (3,36 %); Paul Blandia, Reconstructeurs, anc. cons. unus. de Bohnia, 85 (2,55 %).

Lucien Mannesse, PS avait été rééin an

Incien Manesse, PS avait été rééla an premier tour de 1988 par 1 534 voix (50,53 %) cuaire 624 (20,29 %) à M. Engète Serusier, div. d., 479 (15,57 %) à M. Paul Blandin, PC, 315 (10,24 %) à Jean-Chande Josinski. UDF et 183 (3,34 %) à M. Francis Demonceaux, FN. Il y avait eu 3 075 suffrages exprissés et 3 182 vokuts (soit 35,52 % d'abstentions) sur 4 935 inscrits.

M. Jacques Valade (RPR) nouveau chef de file de la droite en Gironde

BORDEAUX

de notre correspondante

M. Jean Tavernier (RPR), actue président du conseil régional d'Aquitaine, ne dirigera pas la liste de la droite en Gironde. Atteint d'une grave affection pulmonaire, il n'est plus en mesure, selon ses amis, de faire face aux épreuves d'une campagne électorale. Le 18 novembre, M. Tavernier n'a pas présidé la séance plénière du conseil régional. La nouvelle tête de liste est déjà désignée. Jacques Valade, le dauphin de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, devrait conduire, en Gironde, la liste d'Union de l'op-position. M. Jacques Chaban-Del-mas en est d'accord. Au cours de sa visite à Bordeaux, le 23 novemsa visité à Bordeaux, le 25 novem-bre, M. Jacques Chirac a donné sa bénédiction à la candidature de son ancien ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supé-

Les formes seront cependant res-pectées. Le RPR girondin réunit sa commission exécutive mercredi 27 navembre et la commission nationale des investitures du RPR, jeudi 28 novembre, devrait confir-mer M. Valade dans son rôle de chef de file pour les régionales. M. Jacques Valade devrait être aussi le candidat de la droite à la présidence du conseil régional.

Le RPR redoute cependant que le ebangement de candidat ne donne des idées aux « cousins »
UOF régionaux (M. Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne
et M. François Bayrou dans les
Pyrénées-Atlantiques). M. Tavernier pourrait conserver la deuxième place sur la liste giron-

La candidature de M. Valade accélérera-t-elle la formation de la liste socialiste? Ocpuis des semaines, M. Philippe Madrelle actuel president du conseil généra par M. Henri Emmanuelli d'en prendre la tête. Il a jusqu'à présent

DIDIER LINOTTE LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES des noms - Bona-parte, de Gaulle -

Il y a deux siècles – autre bicen-tenaire – notre pays se dotait tution écrite (3-14 sept 1791). La France jouit d'un laboratoire d'expé-rience institutionnelle sans équivalent Longtemps consequence d'une instabilité au-jourd'hui révolue, l'ensemble des constitutions peut être considéré comme source de richesse pour notre patrimoine politique. Ce livre est peuplé des grands textes fondateurs - monarchiques, impériaux, républi-

cains – et de grands thèmes – Président, Parlement, Disso-lution, Référendum; mais il comporte aussi des dates – 10 Août 1792, 18 Brumaire -, des lieux – Bayeux, Epinal – et En vente chez votre libraire ou:

Politiques de Paris et agrégé de droit public. Il est actuellement professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et Avocat au barreau de Nice, après avoir été Recteur de l'Académie (1986-1989)

quasi mythiqu 35.

Didier Linotte

est diplômé

litec 27, place Dauphine 75001 PARIS - 26, rue Soufflot 75005 PARIS 158, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants lycéens - collégiens - enfants Une pédagogie adaptée à chacun

Des professeurs britanniques ■ Un enseignement dans nos propres écoles Des stages à toute époque de l'année et

-pour tous niveaux Hébergement en familles sélectionnées Voyages accompagnés :



OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Le Monde NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT: DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro horssérie sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israelo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date,

de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le

Proche-Orient : de la guerre à la Paix? un numéro special du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 pages – 45 F



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE	COMN			HE-(ORIEI	N.T.	
NOM		PREN	ЮМ <u> </u>	A 11	· ··	1, 21	
ADRESSE				<u>.</u>			
CODE POSTAL LLL	1.1.1	LOCALITÉ		1 .			 .
PAYS				: .			* **
FRANCE (métropole uniquem	ent).	Nomb	redex.:	X 50 i	(port inci	US) =	F

a b throat is the market

per te i serie in be be

'ನಡು ನಿಗಾಗಿ'ನ ''ವಾಗು ಕಮ್ಮ

in Chiaries of Transaction

Un décret pour prévenir les risques infectieux dans les inséminations artificielles est en préparation

et dirigée dans le seizième erron-dissement par le docteur Didier Delafontaine.

Ce praticien bien connu dans les

milieux de la procréation médicale-ment assistée conteste les termes actuels de la réglementation. Il sou-

actuels de la réglementation. Il sou-ligne avoir toujours publié ses résultats et ne nie pas avoir déve-loppé le Banque de sperme de Paris à son cabinet en l'absence de tout agrément, «J'ai pratiqué des inséminations artificielles avec du sperme frais jusque en 1979 et 1980, oous a-t-il expliqué. Par lo suite, j'ai développé la Banque de sperme de Paris dans laquelle nous conservors du sperme par conséla-

Deux banques de sperme non agréées ont été, ces dernières maines, fermées à Paris et à Montpellier par ies pouvoirs publics (1). Cette décision e été prise pour tenter de prévenir les risques infectieux (contamination par le virus du sida notamment) lise à l'utilisetion du sperme dans les inséminations artificielles. La commission nationele des médecine et de biologie de la reproduction avait officiellement elerté sur ce thème la direction générale de la santé dès le mois de juillet 1990. Cette décision tardive ne règle pas les risques de contamination liés à l'utilisation du sperme « freis », une pratique que le gouvernement entend interdire par le biais d'un article de loi (le Monde du 23 novembrel. On indique à la direction générele de la senté qu'un décret sur la même thème est en cours d'examen au Conseil

La décision des pouvoirs publics concerne tout d'ebord l'association Eurosperme, située à Montpellier, et créée par le docteur Gabriel Griboul. Eurosperme s'était constituée à partir de paillettes conservées par congélation, à Marseille à partir des aonées 70, par le doctenr Sacba Geller. Ce deroier s'éteit toujours opposé à l'éthique et à la philosophie défendues par les res-ponsables des CECOS (ceotres d'étude et de conservation du sperme), qui ont toujours soutenu le concept du doo de gamètes provenant d'uo couple fertile pour un couple stérile. Le docteur Griboul avait repris, à la retraite du docteur Geller, le stock de paillettes constitué à partir da « dons »

célibataires. En l'absence de tout agrément, sans recruter de nouveaux donneurs, Eurosperme avait poursuivi à Montpellier l'activité de la banque de sperme marseil-

Bien que cette banque ne fut pas agréée et alors que le docteur Gri-boul ne fournissait pas de bilan chiffré de son activité, l'existence et le fonctionnement d'Eurosperme et le fonctionnement d'Eurosperme étaiont bien eonnus dans les milieux spécialisés, les caisses de sécurité sociale remboursant, pour leur part, les paillettes comme elles ponvaient le faire pour des ban-ques voisines d'ûment agréées. Les pouvoirs publics avaient, en outre part, une connaissance entière de ce dossier, comme en térnoigne un courrier adressé en mars 1990 aux autorités sanitaires des Bouches-du-Rhône par le docteur Jean-Pierre Defretin, vice-président de l'association marseillaise – elle aussi très contestée - baptisée Nature et Fertilité (le Monde du 28 septembre).

Soixante-dix gynécologues parisiens

Une enquête avait été demandée le 25 septembre par la DDASS de l'Hérault. Ses premiers résultets furent connus le 7 novembre. Il apparut alors que les responsables marseillais étaient incapables d'apmarschiais étaient incapables d'ap-porter la preuve qu'un dépistage du virus du sida avait été réalisé sur leurs donneurs. La DDASS e donc demandé que ces paillettes ne soit pas utilisées, du moins tant que ne serait pas formellement éta-bli que les donneurs étaient séroné-catife un prograte du des la dissegatifs au moment du don. La direc-tion géoérale de la santé a d'eilleurs indiqué à la DDASS que s'il se révélait impossible d'établir que les donneurs evaient été dépistés, les paillettes devraient alors être détrultes. Une enquête est donc en cours et, dans l'attente de ses résultats. Eurosperme e cessé touta activité. La situation est ootablement différente pour la Banque de sperme de Paris, créée

que. Par la snite, le stock de sperme de la BSP fut transféré dans un établissement privé de la banlieue parisienne et pourrait être eccueilli par un bôpital de l'assistance publique de Paris. Le docteur Delafontaine, qui indique travailler en collaboration avec quelque soixante-dix gynécologues parisiens et de la région parisienne, préeise, d'autre part, qu'il accordait à ses donneurs (43 ont été retenus sur 100 volontaires) uoe indemnisation de 350 F. Il affirme enfin evoir pris toutes les garaoties conceroaot les risques inhérents à l'utilisation de sperme de donneurs et reconnaît evoir eu recours à certaloes pratiques (mélange de spermes, fécondatioo in-vitro à visées diagnostiques) généralement très contestées d'un point de vue éthique,

«Dommageable pour la santé publique»

Ces deux fermetures oe sont sans Ces deux fermetures or sont sans doute pas à elles seules de nature à répondre sur le fond eu véritable problème soulevé qui est celui de le prévention du risque infectieux encouru par les femmes à partir de l'usage du sperme «frais» pour des insémioations artificielles avec donneurs. Mise en œuvre depuis longtemps et semble-t-il sur une longtemps et, semblet-il, sur une large échelle dans le plus grand secret des cabinets de certains gynécologues-obstétriciens, cette pratique ne permet oullement de répondre aux nécessités techniques actuelles (dépistage absent ou ineficace) et aux impératifs éthiques qu'impose la pratique de procréation médicalement assistée. On constit délà à travers le monde connaît déjà à travers le monde plusieurs cas de contamination par le virus du sida à parti d'insémina-tion artificielle avec le sperme de donneur. Outre le fait que les décisions de fermeture ne répondent pas aux véritables questions posées, on ne peut manquer de souligner leur caractère tardif, tout souigner leur caractere tarent, tout se passant comme si les différentes affeires du « seng contaminé » avaient précipité des mesures que l'on aurait dû depuis longtemps

An ministère de la santé

Le professeur Jacques Dangouman est nommé directeur de la pharmacie et du médicament

Le Journal officiel du 23 novembre publie un décret annonçant la nomination du professeur Jacques Dangoumau à la direction de la pharmacie et du médicament (ministère de la santé). Spécialiste de pharmacologie, membre du parti socialiste, le professeur Dangoomau avait déjà occupé cette fonction de 1982 à 1987. Il remplacera à ce poste M™ Marie-Thérèse Funel, récemment décédée (le Monde dn 23 octobre 1991). Le professeur Dangoumau est notamment l'auteur d'un important rapport sur les différents problèmes auxquels doit faire face l'industrie pharmacentique française (/e-Monde du 8 avril 1989).

ESPACE

Mission militaire de dix jours pour la navette Atlantis

Les astronautes américains vont jouer les espions en orbite

La navette eméricaine Atlantis e décollé dimanche 24 novembre à 18 h 44 locales (lundi à 0 h 44 française) de Cap Caneveral (Floride). Le départ e été retardé de treize minutes en raison d'un petit problème technique, mais, surtout, pour laisser le temps de e'éloigner à la station soviétique MIr qui survolait la région. Au cours d'une mission militaire de dix jours, les six membres d'équipage doivent larguer un satellite capable de détecter les tirs de missiles ou les explosions nucléaires, et mener des essais d'observation stratégique en orbite.

Le satellite d'alerte avancée DSP (Defense Support Program), un engin de 2 350 kilos, valant 300 millions de dollars (1,65 milliards de fraces), a été lancé, comme prévu, six heures et dix-neuf mioutes eprès le décollage. Il devait être propulsé ensuite en orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude) par l'IUS (Inertis) Upper Stage), une sorte de petite fusée à deux étages, dont le fonctionnement délicat a causé quelques soucis à la NASA dans le passé. Le tir de dimanche, prévu à l'origine pour mardi 19 novembre, evait d'ailleurs dû être reporté en raison de problèmes dans le fonctionnement du système de guidage de l'IUS.

Equipé d'un puissant télescope doté de six mille détecteurs d'infrarouge braqué vers la Terre, le satellite DSP peut repérer en temps réel toute explosion nucléaire, ou le panache des tuyères des fusées ou des missiles. Quinze engins de ce type oot été Isneés depuis les années 70, et quatre sont actuellement en activité, pour couvrir l'ensemble du globe. Conçus pour repérer les missiles intercontinentaux, ils se sont révélés capables de détecter les tirs de scuds irakiens, de portée infiniment plus courte que celle des missiles intercontinentaux auxquels ils étaient destinés, lors de la guerre du Golfe en janvier dernier

Retombées de la guerre du Golfe

Premier test « en vraie grandeur» de la guerre électronique, ce conflit a visiblement inspiré « Military Man in Space», l'autre expérience principale de cette quarantequatrième mission des navettes (la dixiéme d'Atlantis). Les militaires ont constaté avec surprise que les cosmonautes soviétiques pouvaient observer les péripéties des batailles et jusqu'aux explosions des bombes américaines en Irak, depuis leur station Mir. Assistés de Thomas Hennen, un spécialiste habitué à analyser les images des satellites militaires au sol, les astronautes ont été chargés de tester ces possibilités en orbite.

Un télescope leur permettra d'observer, avec une précision au sol d'une dizaine de mètres, des sites militaires connus du Pentagone, et des mouvements de troupes et de navires américains. Ils tenteront notamment de compter les camions et détecter leurs déplacement à partir des panaches de poussière soulevés, et d'identifier les types d'avions en vol. Les astronautes communiqueront ensuite leurs observations par radio eux responsables militaires se trouvant sur le terrain.

J-P. D.

Le sperme après le sang

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

SI l'on perçoit son impact sur 1985 laisser l'organisation du l'opinion publique, on est dépistage de l'infection par le virus de santé. La décision de faire fermer deux banques de sperma et de rédiger à la hâte un projet de loi visant à interdire l'ueege du e sperma frais » lors d'inséminations artificielles répond clairement à la volonté da prévenir le nouveau « scandala » que constituerait la contamination par le virus du sida à partir du sperme d'un donneur infecté. Pourtant l'enelyse du dossier vient une nouvelle fois mettre en lumière l'existence de graves dysfonctionnements entre le savoir des experts, leurs recommandetions aux autorités sanitaires et les décisions prises par ces demières.

Il aura ainsi fallu près d'un en et demi pour qua l'alerts lancée sans équivoque per une commission nationale commence à trouver une réponse edministrativa. Encore faut-il noter que, comme dans le cas de l'affaire «Nature et Fertilité » (le Monda des 25, 26 et 27 septembre), cette réponse ne répond qu'imparfaitement aux muiriples problèmes soulevés par les incohérences de la réglementation actuelle sur les procréations médicalement assistées. Comment les

encore loin de mesurer les consé- du sida chez les donneurs de quences de l'affaira du a sang sperme au seul bon vouloir - à la da ceux qui, par le blais d'associa tions, avaient recours à cette pratique? Comment M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a-t-il pu, il y e qualques jours, en annon-cant qu'il antendait que ce dépis-tage soit à l'avenir systématiquement mis en œuvre, ne pes rappeler que les CECOS le pratiqualent depuis 1985 ? Pourquoi, surtout, les responsablas saniteiras français n'ont-ils pas de manière publique et solennelle mis en gards les femmes concernées, et la population en général, contre le risque de contamination que représants l'usage de « sperme frais» par certains gynécologues plus soucieux de rentabilité qua d'éthique?

On précise, à la direction générala de la aenté, na connaître aucune plainta déposéa apràa contamination « post-inséminationnelle». Plusieurs cae ont déjà été déclarés à travers le monde. Si un tsl drama davair survanir an France, il imposerait, commo dans le cas de la transfusion sanguine, une longua er difficila snquêta cherchant à préciser les responsapouvoirs publics ont-ils pu, depuis,

EN BREF

Deux records du mande pour l'hélicoptère Damphin. - Le groupe français Aérospetiale a aoooocé, dimanche 24 novembre, que son hélicoptère Dauphin avait battu, la veille, depuis Marignane (Bouches-do-Rhône), deux records du monde dans sa catégorie (une masse de 3 à 4.5 tonnes) et toutes catégories réunies en atteignant la vitesse de 371 kilomètres à l'heure sur la base d'un parcours de 3 kilomètres. Les anciens records (inférieurs de 23 à 31 kilomètres selon les deux cas) appartegaient à un bélieoptère américain. Le Dauphin biturbine, en service depuis 1982 et vendu à plus de cinq cents exemplaires, existe en deux versions: à usage civil (pour le transport de douze personnes) et à utilisation militaire sons le nom de Panther (pour le combat anti-cbars, la lutte entisous-marine et la recherche).

O YEMEN : onze morts et quarante blessés au moins dans un séisme. – Le bilan da tremblement de terre qui s'est prodoit le 22 novembre eu Yémen dans la région d'Ibb (à quelque 175 kilomètres an snd de Sanae) était, dimanche 24 novembre, de onze morts (sartout des enfants) et d'une quarantaine de blessés. Ce séisme est le plus grave que le Yémen ait subi depuis celui du 13 décembre 1982 qui avait tué deux mille huit cents personnes dans la région de Dhamar (à enviroo 75 kilomètres an nord-est d'1bb). - (AFP. AP. Reuter.)

Dès le 4 juillet 1990, M. Jean Michaud, président de la Commis-ssion nationale de médecine et de biologie de la reproduction (section PMA) avait adressé au professeur Jean-Fraocois Girard, directeur général de la santé, un texte rédigé au terme d'une réunion exception nelle de cette commission avec les membres des CECOS. Rannelant que « depuis plusieurs années, un certain nombre de banques de sperme se sont imposées des règles éthiques et de fonctionnement » ponr prévenir les risques infeetieux, génétiques, éthiques et déontologiques, les membres de la commission soulignaient : « il seroit dommageable pour la santé publi-que qu'en se dispensant de telles règles, certoins laboratoires fassent encourir des risques aux couples et à leur descendance, qu'il s'agisse de dons avec sperme frais ou cryocon-

sperme de Paris dans laquelle nous conservons du sperme par congéla-tion que nous utilisons pour des inséminations artificielles. Nous pratiquons sur nos donneurs tous les dépistages indispensables - anti-corps anti-HIV-l et 2, onti-HTLV-l et 2, marqueurs de l'hépatite B - à lo prévention du risque infectieux par le biais de l'insémination artificielle.» servės. » Le professeur Jean-Frençois On iodique aujourd'bui à ls Girerd, directeur général de la Girerd, directeur général de la santé, avait dans un premier temps averti, par un courrier en date du 11 mai 1990, le docteur Delafontaine que la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction avait refusé de lui donner l'agrément qu'il avait sollicité. En octobre 1991, après que ce laboratoire eut fait une communication dans l'encaiste d'un communication dans l'encaiste d'un courrès direction générale de la santé que ces recommandations ont «inspiré la préparation d'un décret relatif à la prévention de la transmission des maladies transmissibles par l'intermédioire des dons de gamètes ou d'orgones». On précise que ce déeret sera soumis, mardi 26 novembre, à la section sociale cation dans l'enceinte d'un congrès seientifique sur son activité de du Conseil d'Etat. banque de sperme, une enquête fut demandée à la DDASS de Paris. J.-Y. N. at F. N. (1] En France, au vu de la réglem

Au vu des conclusions de celle-ci, le préfet a transmis, fin octobre, le dossier ao procureur de la Républition actuelle, seuls vingt et un établisse-ments hospitatiers publics ou laboratoires d'analyse de biologic médicale sont auto-risés à pratiquer les activités de banque de sperme, Il s'agit de dix-neuf CECOS (Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, le Kremlin-Bicètre, Lille, Lyon, Marseille, Montpel-lier, Naney, Paris-Necker, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse et Tours) ainsi que la Fondation de recherches en hormonologie (Paris) et le Laboratoire de biologie clinique (Tou-

DE L'IMAGE FINANCIERI

LES ECUS OR 1991 3° ANNÉE

18 novembre 1991

Le jury présidé par Patrick Peugeot, Président de la SCOR, Lauréat du Grand Prix 1990 a désigné

> Lauréat 1991 de la meilleure Agence de Communication financière

> > **EUROFI**

Laurèat 1991 Catégorie Banques et Services

CANAL +

Lauréat du Grand Prix 1991 Catégorie Industrie **ELF AQUITAINE**

Le Monde



Remercient le Président et les Membres du jury ainsi que les Sociétés et Agences de Communication financière, pour leur participation

Un sommet interministériel à Versailles

L'ONU veut faire une priorité de la prévention du crime

Au cours d'un « sommet » des Nations unies consacré à la prévention du crime et à la justice penale, qui s'est tenu du jeudi 21 au samedi 23 novembre au château de Versailles, les représentants d'une centaine de gouvernaments ont edopté une résolution proposant de renforcer les moyene consacrés à la prévention de la délinquance et

« La prévention de lo délinguance est devenue une priorité majeure pour lo communauté internationale. C'est une victoire pour lo démocra-tie », s'est félicité M. Michel Delebarre, ministre français de le ville, en clôturant ce premier sommet consacré par l'ONU à la prévention du crime et à la justice pénale. Les représentants de cent huit pays ont décidé de créer une commis-sion de trente-deux membres (huit représentants d'Afrique, sept d'Asie, sept des pays occidentaux, six d'Amérique latine et quatre d'Europe de l'Est), qui va se substituer à un modeste comité d'ex-perts. Chargée d'élaborer un plan d'action qui s'attaquera aux causes de la délinquance et répondra « ou besoin urgent de coopération et d'assistonce technique», cette commission devrait voir le jour dès février 1992, après l'adoption par l'assemblée générale des Netions unies de la résolution votée au sommet de Versailles.

Les bienfaits de la charia

L'avancée est sigoificative : la communeuté ioternationale avait jusqu'alors semblé considérer la répression comme une panacée. Pour l'essentiel, l'ONU s'éteit l'image d'Interpol - de lutter contre le grand banditisme internatio-nal ou le trafic de stupéfiants. Mais la prévention avait le veot en poupe. Le temps n'est plus où les États-Unis avaient à cœur d'apparaitre comme les chantres du « tout-répressif » : leur représen-tant, M. John R. Bolton, e adopté, à Versailles, une attitude pleine de prudence. De sorte que le ministre de l'intérieur britannique, M. John Patten - qui a pris soin de oe pas

« prévention » - est apparu assez

Presque tous confrontés à une montée de la délinquance, les États sont eependeot loin d'avoir les mêmes priorités. Disposant rarement de moyens de financer des progremmes de prévention, de nombreux pays eo développement soot avaot tout demaodeurs de coopération pour mettre en œuvre une justice penale efficace. Les pays d'Europe centrale et orientale oot exprimé un souci comparable. à l'image du ministre de l'intérieur soviétique, le colonel-général Vic-tor Barannikov, qui a souhaité une coosolidation rapide du système judiciaire de son pays, en s'inquiétant de l'accroissement de la criminalité organisée en Union soviétique, « y compris dans les organes

de l'Etat ». Quant eo ministre de la justice de Hongrie, il e constaté que « la création de l'Etat démocratique s'occompagne, d'une foçon paradoxale, de l'augmentation des actes criminels» (+ 43 %, en 1990, pour les délits contre les biens), alors que « la prévention du crime s'étoit limitée jusqu'alors à on réseau blen développé d'espions ». Commentaire de M. Henri Nallet, ministre fraoçais de la justice : « Nul ne peut mettre sur le mème plan les difficultés d'Etats disposant de moyens importants, mois ne trouvant pas de méthode pour les employer de foçon optimole, et, d'autre part, celles d'Etats dont les administrations et les acteurs locaux sont démunis face à la cri-

«Les stratégies sécuritaires sont certes nécessoires, a cooclu M. Delebarre, qui présidait ce som-met et dirigeait une délégation française composée de MM. Mar-eband, Nellet et Boonemaison, mais elles sont insuffisantes, car elles s'ottoquent seulement aux conséguences de la délinquance. C'est pourquoi la communauté internationale o décidé de s'attaquer aux couses – pauvreté. chômage, éducation défoillonte, problèmes de santé, de famille – en recourant aux stratégies de préven-

Il n'est pas certain toutefois que le mot « préveotion » revête la même signification urbi et orbi. Les et de l'Arabie saoudite ont ainsi insisté sur les bienfaits que repré-sente, à leurs yeux, l'application de

ERICH INCIYAN

« La stupidité de nous armer contre nous-mêmes »

Les villes enregistrent les trois quarts des crimee et des délite. Près de 1 600 responsables de la prévention - maires, magistrets, policiers, animateurs sociaux, venus de soixante-cinq pays - ont participé, du 18 au 20 novembre à la Défense, à une conférence internationale sur la sécurité urbalne, à l'initiative du Forum des collectivités territoriales européennes, de la Fédéra-tion canadienne des municipeli-tés et de le Conférence des maires des Etats-Unis.

Ni le police, ni les prisons n'ont pu endiguer la montée constante de la délinquence depuis la seconde guerre mondiale, e démontré M. Irvin Walprofesseur de criminologie l'université d'Ottawa (Canada). Les taux de criminalité ont réqulièrement augmenté de 5 % par an dans les pays industrialisés, à l'exception du Japon. Les situations different, il est vrai, selon les pays : quand un adulte sur dix est victime d'une agression ou d'un cambriolage aux Etats-Unis, un adulte sur cinquante en Europe se trouve dane le même

apportées. Les effectifs policiers ont augmenté en moyenne de 50 % dans les pays industriali-sés. La population carcérale e doublé aux Etats-Unis dane les années 80, passant de 400 000 détenus en 1970 à plus d'un million aujourd'hui. Mals rien n'a permis d'endiguer le flux montant de le délinquance.

Les acteurs de le prévention réunis à Peris ont souligné qu'aux Etats-Unis ou au Canada, les crédits consacrés à la prévention représentent moins de 1 % des dépenses globales des services de police, de justice et de prison. Or «face à l'énorme coût social et humain de la droque, nous n'avons dius choix que la prévention», insiste M. David Condiffe, responsable de le lutte enti-stupéfiente à New-York.

Il donne des chiffres terribles : en 1991, 14 000 enfants y sont nés en état de dépendance au crack, parce que leur mère se droquait. La municipalité estime à 500 000 le nombre de consommateurs d'héroine ou de cocaline (sur une population de

eept millions). Un millon de New-Yorkeis riequent d'être infectés par le virus du sida en

Mais la sécurité est coûteuse. L'un des objectifs de cette conférence de Perls éteit de démontrer la rentabilité de la prévention à des gouvernements qui, souvent, n'ont plus les moyens de multiplier le nombre des policiers et des places de prison. «Alors que toutes les grandes puissances sont engagées dans le processus du désarmement, nous aurions la stuoidité de continuer à nous armer contre nous-mêmes, contre nos enfants, à tolérer des espaces d'abandon, de misère dans nos bert Bonnemaison, vice-président du Coneeil nationel dee villes et mettre d'œuvre de cette conférence. Dans sa résolution finale. la conférence a demandé que « la moitié des économies réalisées sur les budgets d'armement soit recyclée d'ici 1995 dans des politiques de développement social pour enreyer l'augmentation régulière de la cri-

RELIGIONS

Réunis en « états généraux » à Saint-Ouen

Quatre mille catholiques réclament plus de démocratie dans l'Eglise

Plue da quatra mille personnes ont participé, samedi 23 et dimaneha 24 novembra, à Saint-Ouan (Saina-Saint-Denis), à des « états généraux de l'esparanee a, souhaitant notamment plus de démocratie dans l'Eglise catholiqua.

Les états généraux de l'espérance ctaient en germe depuis deux ans, pour surmonter l'uo de ces coups de déprime que s'offre régulièrement le catholicisme en France. Lance par l'hebdomadaire Temoignage chrenen, un « oppel au dialogue » était signé, en quelques mois, par plus de 25 000 per-sonnes, qui n'étaieot pas toutes spontanement des contestataires mais voulaient exprimer leur agacement devant des déclarations fracassantes d'évêques - condamnant un film (affaire Scorsese) ou la publicité pour les préservetifs. devant | * outoritorisme * de certaines décisions et nominations ou le « mèpris » affiché par Rome pour les théologiens d'avani-garde. Bref, face à la montée de courants conservateurs, les « cathos de gauche» resserraient leurs rangs. diminués et dispersés, et, en octobre 1989. un Forum de 2 000 personnes tournait à la manifestation de défoulement anti-hiérarchique.

Ni meeting ni colloque, les états généraux de Saint-Ouen avaient doublé ce chiffre de participation, mais eussi perdu cette odeur de soufre. Les assemblées sur l' « économie solidoire v ou « comment construire, lo paix ont eu le plus de succès. La montée des exclusions et du chômage, la menace des nationalismes et des courants xénophobes evalent relégué les critiques sur le fonctionnement de l'Eglise.

L'épiscopat français se montre Lille. Ces états généraux ont aussi moins interventionniste et. de manière plus ou moins avouée, les «cathos de gauche» savent gré an pape d'avoir joue uo rôle libérateur dans les pays de l'Est et vainement modérateur pendaot la crise du

Si l'air du temps n'est donc plus eu divorce - « on o fini de bouffer de la hièrarchie », dit une participante -. les Etats géoéraux de Saint-Ouen oot manifesté la permanence d'un malaise et d'un désaccord sur l'orientation « restouratrice » d'une Eglise qui « cloudique », comme dit le Père Paul Valadier : fermeture des lieux de débat et des espaces de libre recherche; priorité donnée à l'offirmatioo d'unc « identité blindée ». plutot qu'à l'accueil des nouvelles questioos culturelles, éthiques, moderne; immobilité de la discipline sur la situation des divorcésariés (exclus des sacrements), le célibat des pretres, l'accès des femmes aux ministères ordonnés. etc. «On en arrive à fabriquer de toutes pièces une crise des vocations », s'écrie Alice Gombault. professeur de théologie à l'Institut

Le risque de l'isolement

Le procès vise au fond les « prophètes de malheur» qui à Rôme ou dans une partie de l'épiscopat français, dressereient un tableau grossièrement epocalyptique de la société moderne pour pouvoir imposer des « normes morolisatrices v, des a rèves passeistes v, des projets de « reconquête ». « Evangé-liser, ce n'est pas moraliser », réplique M. Michel Falise, ancien recteur de l'université catholique de

exprimé une volonté de rupture avec le discours pessimiste domi-oaot et une « double passion pour le monde et pour l'Eglise », qui fait dire à la charte finale : « Il faut manifester pour le monde et sa modernité une estime et une ten-dresse semblables à celles de Dieu.»

Cette liene de clivage est forte, mais elle o'est jamais collectivement débattue. Le catholicisme français ressemble de plus en plus à un ensemble de « rèseaux » qui s'ignoreot. A Saiot-Ouen, s'est affirmé l'un de ces réseaux qui, autour de jouroaux (La Vie. Temoignage chretien), rassemble des militants plutôt âgés de mouvements, de paroisses, de services (catéchèse, aumôneries, etc.), d'associations caritatives, tous héritiers du concile Vatican II, réunis par le même rejet du cléricalisme, de l'individualisme, par la même meotalité plutôt pacifiste, tiers-mondiste, «solidariste» et œcuméniste.

Dans une Eglise qui vicillit, ils représentent encore le gros des « forces vives », mais se sentent parfois des étrangers. Ils ne risquent pas de «déserter»», mais sont guettés par un isolement quatre évêques seulement avaient fait le déplacement - que le Père Paul Valadier, très applaudi, e traduit à sa manière en lançant au public : « Ne quemandons pas le diologue, mais dialoguons entre nous. N'exigeons pas lo démocratie dans l'Eglise, imposons la. Ne demondons pos lo parole, pre-nons-lo. N'attendons pos des consignes, fixons-nous des objectifs. » Les organisateurs avaient voulu canaliser un flot. Ils vont avoir à gérer un courant.

HENRI YINCO camp. - (AFP.)

Le pape s'élève contre les «proportions terrifiantes» prises par le problème de la drogne-

A l'issue d'une conférence eo coolisme, en présence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, le pape s'est élevé. samedi 23 novembre, contre les « proportions terrifiontes » prises par le problème de la drogue.

Il a appelé à la mobilisetion pour « détruire les réseaux de lo désagrégation morale et sociale » et ponrsuivre « les trafiquants de mort ». « Aucune nation, oucun groupe social, aucune classe d'âge n'est épargnée », e déclaré M. Perez de Cuellar.

Responsable du Bureau international catholique de l'enfance, le docteur François Ruegg a mis en cause, citant Madonna et Michael Jackson, «lo qualité des héros pro-posés à l'admiration et à l'identification des adolescents ». - (AFP.)

La première pierre du nouveau carmel d'Auschwitz a été dosée

La première pierre du nouveau carmei d'Auschwitz, à 500 mètres de l'ancien camp de concentration, a été oosée, samedi 23 novembre, en présence du cardinal Edward Cas président du conseil pontifical de l'unité des chrétiens, et du cardinal Macharski, archevêque de Cracovie. Aucune invitation n'avait été adressée à la communauté juive.

Cette cérémonie était symbolique, car la construction du centre de prières et d'informations sur la Chosh, décidée en commun par les autorités juives et chrétiennes, est commencée depuis plusieurs mois.

Finance par les dons des épiscopats européens, spécialement allemand, et du Vatican, ce centre devrait être terminé à la fin de 1992. et les religiouses devront alors cuitter leur actuel local, contesté, dans le

ENVIRONNEMENT

L'eau contaminée au plomb

A Amiens, les Verts comptent porter plainte pour «empoisonnement»

Après l'aononee de teux de plomb très supérieurs à la norme edmissible dans l'ean potable d'Amiens (le Monde daté 24-25 novembre), les Verts de la Somme ont manifesté, samedi ·23 novembre, dans les rues de la ville, pour protester « contre les autorités administratives, sanitaires et politiques ».

Leur porte-parole, M. Jean-Jacques Bertrand, a annoncé son intention de porter pleinte contre X pour « empoisonnement et complicité d'empoisonnement ». Les écologistes estiment en effet que l'administration et les responsables de la santé publique auraient dû alerter la population des les résultats d'analyse commus.

.Uo retard que conteste le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard : « Alertés en avril dernier pour Amiens et sa région, les services sanitaires ont procédé à six mois d'enquêtes. Aucun cas de pathologie majeure ne m'o été signalé » Selon lui, un taux de 520 microgrammes de plomb par litre d'eau correspond à un «feu erange», mais il en faudrait beaucoup plus – au moins 2 000 microgrammes - pour qu'une alerte à l'intoxication soit déclenebée. La section des conx du Conseil'supérieur de l'bygiène publique, qui se rénnit merdi 26 novembre, doit justement ren-dre son avis sur la teneur en plomb

An «Grand Jury RTL-le Monde»

Le commandant Cousteau: «La défense de l'environnement est l'affaire de tous les partis»

«J'ai toujours conseille à mes amis les Verts de ne pas faire de politique, a déclaré le commandant Jacques Cousteeu, dimanche 24 novembre, à l'émission du « Grand Jury RTL-Le Monde: » Car je sais que des compromissions sont nécessaires une fois que l'on est élu. Je pense également que la défense de l'environnement est l'affaire de tous les partis et non pas d'un seul parti. (...) J'ai cependant été un peu réconforté de lire que les Verts, lors de leur dernier congrès, avaient confirmé qu'ils ne seraient aucune alliance ».

blème le plus grave pour l'avenir de la planète, il e déclaré : « Je suis un catholique protiquont. Je constate qu'autour du pape, en Ita-lie, on trouve le plus faible taux de notalité du monde. Dans un pays chrétien, l'influence religieuse est nulle du point de vue de la natalité. Avec les musulmans, c'est la même chose. Le plus grand pays musul-man; c'est l'Indonésie. Depuis qu'il a du petrole, c'esi-à-dire un peu plus d'argent, il finance une campagne contre la natalité et celle-ci a baissé de moitié en dix ans. Je suis convaincu que la limitotion des graphique; que le commendant naissances, c'est une affaire mate-Cousteau considere comme le pro- rielle, une question de partage. »

FAITS DIVERS

L'agression d'une lycéenne cancéreuse

Le «foulard» de Grenoble

de notre correspondant

Une tycerme de seize ans, Karine, qui voyageait samedi 23 novembre en fin de matinée dans un bus de la Société d'économie mixte des trans-ports de l'agglomération grenobloise (SEMITAG), a été prise à parti par deux adolescents d'origine maginé-bine sous le prétexte qu'elle dissumu-lait une large partie de sa tête avec un foulard tacheté de rose, de violet, de bleu et de blanc.

« Karine, explique son pére, M. Roux, a été opérée d'une tumeur cancèreuse au cerveau. Elle refuse de porter une perruque. Les impacts de la radiothérapie ont provoqué des trous dans sa chévelure. Le fichu qu'elle utilise permet de cacher ces traces peu esthétiques.» S'estimant agressée par les deux jeunes garçons

qui l'avaient interpellée, Karine sifla celui qui leva les yeux au ciel lorsqu'elle révéla le mal dont elle souffre. Elle reçut en échange plusieurs coups. Le père de la jeune fille e aussitôt porté plainte contre X pour coups et blessures. Il a d'autre part annoncé, dimanche 24 novembre, son intention de saisir la justice pour non-assistance à personne en danger. En effet ni le chauffeur, ni la dizzine de passagers présents alors dans le véhicule, n'out manifesté le moindre soution à la passagère attaquée. «Je n'ai eu droit qu'à la totale indifférence des gens qui m'entouraient. Personne n'a bougé. Le chauffeur s'est contenté de jeter quelques coups d'eil dans son rétroviseur», affirme Karine.

CORRESPONDANCE

Les suites de l'accident d'Habsheim

Nous avons reçu de M. Daniel Tenenbaum, ancien directeur général de l'aviation civile, la lettre suivante : Le journal le Monde, daté du 8 octobre 1991, a publié dans la rubrique « Les suites de l'accident d'Habsheim » une lettre de M. Norbert Jacquet faisant suite à un article publié dans votre journal le 17 juillet dernier. Etant nommément cité et mis en cause dans la lettre de M. Jacquet, j'ai l'honneur de vous

prier, au titre du droit de réponse.

de bien vouloir publier dans votre

journal la mise au point suivante.

Premièrement, il est faux d'écrire que l'Etat a retiré sa licence de pilote à M. Jacquet sous un faux motif psychiatrique. La réalité est qu'en refusant pendant plusieurs mois de se prêter aux examens médicaux prescrits tant per la médecine du travail d'Air France que par le conseil médical de l'aéronautique civile - instance médicale suprême en matière de personnel navigant, -M. Jacquet s'est lui-même mis dans l'impossibilité d'exercer son métier

de navigant, n'étant plus, de ce fait,

en possession de sa licence de pilote

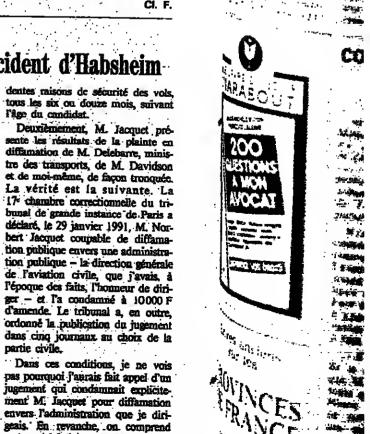
de ligne. Les examens médicaux

l'age du candidat. Deuxièmement, M. Jacquet présente les résultats de la plainte en diffamation de M. Delebarre, ministre des transports, de M. Davidson

et de moi-même, de façon tronquée. La vérité est la suivante. La 17 chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a déclaré, le 29 janvier 1991, M. Norbert l'acquet coupable de diffamation publique envers une administration publique - la direction générale de l'aviation civile, que j'avais, à l'époque des faits, l'honneur de diriger - et l'a condamné à 10000 F d'amende. Le tribunal a, en outre, ordonné la publication du jugement dans cinq journaux au choix de la namie civile.

dentes raisons de sécurité des vols,

Dans ces conditions, je ne vois pas pourquoi j'antais fait appel d'un usement qui condamnait explicitement M. Jacquet pour diffamation envers l'administration que je dirigeais. En revanche, on comprend pourquoi M. Jacquet a fait appel de ce jugement, qui va être évoqué par sont, en effet, imposés par la régle-mentation internationale, pour d'évi-14 novembre. la cour d'appel de Paris à partir du



A. 24.4.

24 香色 Common (4)

Service and

| 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145

 $\int_{0}^{T} dz \, dz \, \omega_{2T} \,$

CO

SOCIÉTÉ

Les «fausses factures» devant la justice

Suite de la première page

Marie Care Company

Try as the second

Welfard ...

die minute annu

All the second

Mary Mary 13

Três Maria j Vojeka

Marie Care of the

in the same

The state of the second

The Stage of the S

in production

THE RESERVE TO SERVE TO SERVE

-Y4847 -

المراجع والمعاور يعونون

- - - · ·

Programme Comment

2 ---4--

4.00

1 . A & A . . .

 $\{ \cdot, \cdot \}$

. . -:

Sec. 27.

ይ. .

7

Same and the same

Saite de la première page

A cet instant où il nargue l'opposition, Georges Kiejman ignore pourtant quel parti cette affaire va impliquer. De fait, on l'ignore encore aujourd'bui, puisqua la destination des fonds détournés n'a pu être établie, et qu'aucun élu n'a jamais été inculpé — ni même antendu — dans eette affaire-là. Mais il suffit de quelques fuites babiles — on apprend ainsi que M. Camille Cabana, adjoint RPR an maire de Paris, a bénéficié de quelques « fleurs » de la Cogedim — pour que la cause la Cogedim – pour que la cause soit entendue: à l'affaire Urba, qoi éclabousse à gauche, répond désormais une affaire dite de la Cogedim, qui éclaboosserait à

Séduisante symétrie, séduisante tentation pour un pouvoir harcelé de renvoyer les «affaires» à la figure de la droite. Ces derniers jours encore, le garde des sceanx, M. Henri Naliet, ne produisait-il pas devant la commission d'enquêta parlementaire sur le financement des partis un procès-verbal da pollee pour pousser MM. Raymond Barre, Jaan-Claude Gaudin et François Léo-tard dans le labyrinthe des finan-

Les hasards du calendrier

La concomitance des deux affaires devant le tribunal de Paris est-elle la dernière manifestation de cette volonté du pouvoir de pratiquer « l'équilibre de la terreur»? Force est de constater que les deux audiences seront eurieusement imbrignées. L'affaire dite de la Cogedim sera jngée les landi, mardi et mercredi après-midi pendant buit semaines environ. Celle de la Sormae viendra les mercredi matin, jeudi et vendredi après-midi pendant trois semaines. Voudrait-on que l'opinion publique, dans nn grand mouvement de lassitude, renvoie droite et ganche dos à dos, on ne s'y prendrait pas autrement.

An parquet de Paris, on proteste de sa bonne foi et on plaide les basards du ealendrier, en déplorant qu'il soit «si difficile de faire admettre qu'il puisse y nvoir des coincidences, et que tout ne soit pas calculés. En tout état de cause, la jeu de miroirs entre les deux affairea est trompeur. Ni l'impact dans l'opinion publique de ces deux dossiers, ni leur par-cours procédural, ni leur degré d'élucidation n'ont grand-cbose

L'affaire Sormae, d'abord, du nom de la filiale du Sud-Est d'une importante entreprise nationale de travaux publics, la SAE, dont les dirigeants sont accusés d'avoir versé à Urba des commissions censées leur attirer la bienveillance des élus locaux socialistes.

Que l'on ne se méprenne pas : on ne va pas juger, à partir de mercredi, le financement de la campagne présidentielle de 1988 dn chef de l'Etat, ni même celui du Parti socialiste. Les promesses do garde des sceaux, affirmant que « l'affaire Urba sera jugée

avant la fin de l'année», ne sauraient tromper. On va, disons-le, juger des lampistes, et pour des faits infimes, comparés à l'activité globale d'Urha, pompe à finances nationale du PS à laquelle les organisateurs de la campagne de M. François Mitterrand, en 1988, eurent, semble-t-il, reconrs. « Certains ordinateurs pour la campagne de Millerrand, c'est moi qui les avais payés, nous déclarait M. Gérard Monate, PDG d'Urba, après son inculpa-tion. Quant aux grands rassemblements en province, le plus souvent c'est moi qui réglais la facture. » De cela, il ne sera pas question.

Absents du banc des inculpés, les politiques viendront-ils à la barre des témoins? Tout à son amertume d'avoir été « lâché », M. Monate menacait de « tout déballer au procès » et de « foire citer les quatre trésoriers qui se sont succèdé au PS depuis 1971 ». Sera-t-il encore dans les mêmes dispositions d'esprit? Quand bien même pousserait-il un eri de révolte contre ses anciens amis révolte contre ses anciens amis aujourd'hui si oublieux, qui l'entendrait?

Les politiques auraient pourtant un message à délivrer pour lequel un tribunal ne serait pas un audi-toire pira qu'un autre. « Oui, pourraient-ils dire, nous nvons parfois d'a financer nos campagnes par des procédés illicites. La loi ne nous donnait pas d'autres moyens. Nous avons changé cette loi. Nous cherchons à nous amender. » Les socialistes, en outre, ne seraient-ils pas fondés à faire valoir que la création d'Urba, structure centra-lisant le financement du parti, à tout prendre, était une tentative de moralisation par rapport au système autérieur, et souvent encore en vigueur à droite, dans lequel des sommes d'argent tout aussi illicites circulent de la main à la main, et sonvent dans la

Mais pourquoi rêver? On n'imagine pas la classe politique venir faire amende bonorable en correctionnelle. C'est qu'elle a déployé tant d'énergie pour se tenir à l'écart de la justice lEt bénéficié de tant de compréhen-

Affolement et hypocrisie

Celle de la justice elle-même, d'abord. Lors de leur enquête désormais légendaire sur la Sormae, les deux inspecteurs de la brigade financière de Marseille, MM. Antoine Gaudino et Alain Mayot, tombent sur les cahiers mannscrits entretenos par le directenr administratif d'Urbateebnie, M. Joseph Deleroix. Maniaque du compte rendu, ce dernier y a méticuleusement noté par écrit ses contacts avec toutes les personnalités nationales du PS. A coup sur, ouvrir une infor-mation sur la base des cahiers Delcroix, c'est courir le risque de voir une bonne partie du PS et do gouvernement défiler dans le cabinet du juge d'instruction, et une proportion non négligeable en ressortir avec une inculpation.

Conscient de ce danger, le pro-cureur de Marseille demande à la chaocellerie l'autorisation d'on-vrir une information. Il l'attend vir une information. Il l'attend encore. Ce blocage, quelques mois plus tard, suscitera une vocation vengeresse chez nn juge d'instruc-tion dn Mans, M. Thierry Jean-Pierre, qui, souhaitant éviter l'en-terrement de l'affaire et profitant d'une instruction sur un accident d'une instruction sur un accident du travail, décidera d'une « équipée » dominicale à Paris et se trouvera dessaisi en pleine per-quisition au siège parisien d'Urba dans des conditions rocamboles-

On ne touche pas à l'affaire Urba! Ce dossier-là est aujour-d'hui paisiblement instruit par M. Robert Cornu, président de la chambre d'accusation de Rennes. C'est encore ce blocage qui ineitera le député européen Gérard Monoier-Besombes, un Vert, à tenter de se porter partie civile en tenter de se porter partie civile en lieu et place de la ville de Marseille, entamant un gymkhana judiciaire dont l'issue reste incer-

Ainsi la classe politique a-t-elle pris directement part à l'enterre-ment de l'affaire Urba, dans une ambiance d'affolement et d'hypo-crisie qui s'effacera difficilement de la mémoire des Français. A peine connus la saisie et le contenn des cahiers Delcroix, le PS demande avec insistance à l'Elysée que soit votée une loi d'amnistie. Un projet, aussitôt présenté par certains comme une tentative d'« anto-amnistia des hommes politiques», devient le ludion de la session parlementaire de l'automne 1989. Le présenterat-on, ne le présentera-t-on pas?

Trois castes, trois univers

La loi est finalement adoptée en janvier 1990. Mais contraire-ment aux apparences, ce n'est pas grace à elle que vingt-sept des trente-six personoes ponrsuivies dans l'affaire Sormae – dont tous les hommes politiques - échappent à la justice. Quatorze ont bénéficié d'un non-lieu en l'absence de charges suffisantes. Treize ont bien bénéficié de l'am-nistie, mais en vertu de la loi qui avait snivi l'élection présidentielle de 1988.

En regard de cette affaire Urba, dont l'iostruction, faute d'être faite dans les palais de justice, l'a été largement dans deux onvrages de librairie (l'inspecteur Antoine Gaudino et le juge Thierry Jean-Pierre ont livré leur version de l'affaire l'affaire dite de la Corel'affaire), l'affaire dite de la Coge-dim, beancoup moins médiatisée, recèle encore de nombreuses zones d'ombre.

Car il manque ici, pour le coup, un scribe talentneox comme Joseph Deleroix. Un clerc trop "scrupuleux » dans les archives lire à livre ouvert la destination des détournements de fonds de quelques-nnes des plus prestigieuses entreprises de bâtiment public, en France. Les énumérer toutes serait fastidieox. Citons seulement, outre la Cogedim, la Screg, filiale de Booygues, GTM-BTP, et le groupe DBE.

A défaut d'un sésame décisif. les enquêteurs ont tenté de comprendre ce dossier véritablement monstrneux. Qu'on en juge! Déclenchée en 1988 par le fisc, l'affaire débouche finalement sur la mise en cause judiciaire d'un réseau parfaitement structuré de sociétés éditant des fausses fac-tures permettant ainsi à d'honoentreprises d'alimenter en liquidités leurs esisses noires. tées d'avoir délivré des faux, et trente-deux d'en avoir bénéficié. An total, la 31º chambre aura à juger pas moins de 63 ineulpés.

L'une des partieularités de ce procès-fleuve sera hien de placer au coude à coude des «facturiers» présumés, hommes de l'art, des entrepreneurs trop conciliants afin d'obtenir des chantiers, et d'impeccables promoteurs protes-tant, au ehoix, de leur incons-cience on de leur innocence. Trois castes, trois noivers situés à des années-lumière et entraînés dans une même mésaveuture judiciaire qui se résume abruptement, pour l'accusation, à un détournement de quelque deux cents millions de franes nu cours des années 1987-1990.

Un contre-feu de la défense

Tant d'argent en liquide pour s'offrir quelques parties de chasse et du champagne millésimé? Plusieurs inculpés l'ont déclaré sans rire au juge d'instruction. Le tribunal appréciera... Mais sauf coup de théâtre, il est peu proba-ble que la destination réelle des fonds soit dévoilée. Ne serait-il pas suicidaire pour les patrons inculpés d'avouer que les marchés s'arrachent à coups d'enveloppes et que les fausses factures financent largement les partis politi-ques? Ne serait-ce pas injurier l'avenir, pour ces dirigeants de talent et parfois de grand renom, que de reconnaître les manœuvres tristement banales de la corruption ordinaire?

A défaut de se déployer sur un arrière-plan elairement politique, comme dans le dossier Sormae, le procès sera l'occasion d'une rude mise en eanse de l'instruction condnite avec énergie par M. David Peyron. Ma Jean-Denis Bredin et Roger Doumith, conseils de M. Michel Mauer, PDG de la Cogedim, entendent dénoncer ce qu'ils appellent les « errements de la procédure », visant ainsi tour à tour l'utilisation de la garde à vue dans un abut d'intimidution», l'audition des personnes soupconnées sans qu'elles aient l'assistance d'un avocat et le placement en détention sur « le seul fondement d'une accusation mensongère ».

Enfin, les avocats de la défense se feront un devoir de contester la célérité avec laquelle le ministère publie a audiencé ce procès. Ils protesteront contre la « disjonc-tion étrange » de la procédure qui devant les juges tandis que l'instrnetion continue sur d'autres faits. Mais ce contre-feu sera-t-il de nature à annuler les interrogations du ministère publie à propos de travaux payés mais non effectués, ou payés avant même que les contrats soient signés ? C'est dire que d'une manière ou d'une autre la politique, évaeuée fante de preuves par la grande porte, risque fort de revenir par la fenètre.

LAURENT GREILSAMER ET DANIEL SCHNEIDERMANN

FESTIVAL DES LIVRES A PRIX RÉDUITS (1100 m² d'exposition)

-(Publicité) -

LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS LIVRES D'OCCASION

Romans, esotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants... Un très grand choix dans tous les domaines

Du 28 novembre au 1° décembre 1991, de 9 h à 19 h 30 Hôtel Mercure - Paris Vauglrard - 69, boulevard Victor, Paris-15. ENTRÉE : 10 F Métro : Porte de Versaillas

Le Monde EDITIONS



Étonnant!

Dans ce livre Arafat dessine pour... Plantu le drapeau... d'Israëi

Le dernier Plantu en vente dans toutes les bonnes librairies

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants Par Alain FOURMENT

Edition Eole

-Distributeur Distique -

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : · 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

ADMINISTRATION:

150 F

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F

Principanx associés de la société Société civile

« Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry x Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérani

du « Monde » il 12. r. M.-Gunsbourg 194852 IVRY Cedex

mmission paritaire des journaux ex publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

6 mais

75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Téléfus : 46-62-98-73. • Société filmle te la SARL *le Monde* et de Médicas et Régies Europe SA

Jacques Lesourne, président rançoise Huguet-Devallet, directeur généra

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria

890 F

1 620 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

1 560 F

2 960 F

Reproduction interdité de tout article, sauf accord avec l'administration elanements sur les microfile et index du Monde au [1) 40-65-29-33

1 123 F

2 086 F

ABONNEMENTS , place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB.-PAYS-BAS Voie normale-CEE 572 F 790 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlament à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

ats d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont invités uméro d'abouné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 🛘 6 mois 🛛 I an 🗇 Prénom: Adresse :_ Localité : _ Pays: Venilles avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

E LIVRE DU JOUR MARABOUT 200 MOCA

> Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces Librairie GUÉNÉGAUD 10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tél. : 43-26-07-91

CORRESPONDANCE

La condamnation de M. M'Zali

Après la publication, dans le Monde du 15 octobre, d'une mise ou point de M. Mohnmed M'Zali, ancien premier ministre. sur l'exécution d'un jugement prononcé à son encontre par les tribunaux tunisiens, l'ambassade de Tunisie en France nous fait parvenir in réponse suivante :

Niant les faits, M. M'Zali continue d'entretenir nne vaine controverse sur le bien-fondé de l'exécution d'an ingement pro-noncé à son égard par les tribu-naux tunisiens le 20 avril 1987. Face à ses allégations, il y a lieu d'apporter les précisions snivantes pour lever défioitivement, il faut l'espérer, toute équivoque.

1) S'agissant de la compétence de la conr qui l'a condamné et que M. M'Zali conteste en affir-mant qu'il devait être jugé par la Haute Cour, on notera qu'il est de jnrisprudence constante que des manhose de constante que des membres du gouvernement peuvent être jugés par des tribu-naux de droit comman pour des infractions commises dans l'exercice de lear fonction.

En effet, la loi de 1970 sur la Hante Coor ne fait pas de celle-ci la seule juridiction qui juge les ministres. Dans le cas d'espèce, les faits pour lesquels M. M'Zali est condamné ne tombent pas sous le coup du para-graphe 4 de l'article 2 de la lui précitée. Ce paragraphe concerne des faits portant atteinte à la « renommée » de l'Etat (en arabe, somaa), e'est-à-dire les faits qui touchent à l'honneur du pays sur le plan international. D'ailleurs. le jogament invoqué par M. M'Zali utilise « prestige de l'Etat » (haiba, en arabe) qui concerne l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. Du reste, en droit tuoisien, c'est le texte arabe qui fait foi.

2) En ce qui concerne l'exécution du jngement, les arguments opposés par le condamné s'effritent devant tnute approche juridique objective. En effet, l'in-fraction pour laquelle M. M'Zali a élé condamné constitue, selon le code tunisien de procédure pénale, un crime. Le même code preserit dans son article 180 qu'en cas de condamnation ponr crime le jugement est immédia-tement exécutoire bien qu'il soit

prononcé par contumace. Dans ce même ordre d'idées, la loi stipule que l'exécutioo peut intervenir malgré l'existence d'une opposition formulée contre le jugement. D'ailleurs, en droit comparé, en l'occurrence, par exemple, en droit français, on

avait été vraimant respectueux de la justice, le condamné aurait mienz fait de développer ses arguments juridiques devant la cour d'appel en faisant opposition y compris quant à sa compétence. La Tunisie est un Etat de droit, la justice y est souveraine et compètente. Les droits

de l'individn y sont garantis

comme ont po le constater at en

jouir, après le 7 novembre.

toutes les personnes qui, dans le même cas, ont choisi de quitter

leur exil

eode de procédure pénale.

retrouve les mêmes dispositions dans les artieles 627 à 641 du

En tout état de cause et s'il

3) M. M'Zali, qui craint que. ses enfants ne vienuent à apdtir » de la vente judiciaire de sa propriété, n'est pas sans savoir que des membres proches de sa famille ont été parmi les premiers bénéficiaires du changement du 7 novembre et de la mansuétude de son artisan. Ils purgezient, en effet, de lourdes peines de prison et ont été élargis dès l'avenement de l'ère nouvelle, jouissant à présent d'un

statut social (médecin, homme

d'affaires) des plus enviables.

«Malherbe» en crise de croissance

Le Stade Malherbe de Caen occupe le deuxième plece du championnat de France de première division après son match nul contre Socheux (1-1), samedi 23 novembre, en Normendie. En merge de ses bonnes performances sportives, le club normand conneît de sérieuses difficultés financières qui ont obligé la municipalité, le conseil général et le conseil régional à eccorder des subventions exceptionelles. Le président actuel, dont la gestion est mise en cause, sera remplacé eu mois de décembre.

CAEN

de notre envoyé spécial

C'est un stade à la mode d'antan, tribunes besses et plecee debout. Les soirs de metch, il fleure le football de carte postale, gazon humide et merguez grillées. Le stade de Venoix, dans les feubourgs de Caen, est de ces bastions minuscules et désuets dont raffole le footbell françeis, toujours lilliputiens fece à l'arrogance des

Le club de Caen présente le curriculum vitae parfait du «petit» trouble-fête. Après son match oul contre Sochaux (1-1), samedi 23 govembre, il occupe la deuxième place du championnat, à égalité de points avec l'AS Monaco et le Paris SG, les outres «dau-phins» de l'Olympique de Mar-seille. Même si Sochaux faillit bien l'emporter (le Caennais Stéphane Paille n'égalisa qu'à la 83º mioute de jeu), le Stade Melberbe de Caen, qui restait sur cinq victoires consécutives, traverse une période d'euphorie comme il n'eo e pas connu depuis soo arrivée en première division, en 1988.

Tout irait pour le mi plus petit stade de l'élite (11 000 pleces) si - comble du paradoxe - le club ne traversait

No. of

cette saison à 47 millions de francs, le déficit devrait atteindre 23 millions en fin d'année et 32 en fin de saison, des chiffres que réfute le président du club, M. Jean-Jacques Fiolet, un chef d'entreprise agé de trente-huit ans. ll évoque un «trou» de 17 millions de francs à l'issue du dernier exercice. Quelles qu'elles soient, ces difficultés n'ont été rendues publiques qu'après bien des ater-moiements, eu début de l'été, alors que le municipelité exigeeit du club qu'il l'informe sur l'état de ses

> « Responsable mais pas coupable»

En fait, ce déficit serait surtout dû à des dépenses excessives en 1990, lorsque les joueurs bordelsis Jesner Olsen et Piet Den Boer ont été enrôlés, M. Fiolet en assume la responsabilité: « Nous les avians engagés pour 7 millians de francs avec la promesse qu'un an plus tard les Girandins prendralent natre avant-centre, Fabrice Divert, pour 17 millians. Nous avians tablé sur cette entrée d'argent. En raison de la crise ou sein club bordelais, cette promesse n'a pu être lenue et cela a été catastrophique pour nous. En fait, je suis responsable, mais pas coupable. Mon ambition et mon enthousiasme m'ant simplement amené à prendre des risques... Comment faire autrement dans le football? Naus ne sommes pas un club riche: nous ovons lo dix-hui-tième masse salariale de Fronce et nous sommes seizièmes sur vingt pour ce qui est des subventions. »

Il reste que la situation était assez préoccupante pour que la muoicipalité intervienne. « Malherbe », comme on l'appelle en Normandie, pouvait mourir et connaître ainsi le destin, classique dans le football, du petit club trop pressé de grandir. Or, abandonner ce club très populaire (9 000 spec-tateurs de moyenne), profondément enraciné dans le vie locale depuis sa création en 1913, n'était pas envisageable. Surtout à quelques mois des élections régionales. 11 pouvait d'autant moins 25 000 pleces verre le jour en 1993, près de Venoix. Compte tenn du coût de l'opération (145 millions de francs), mieux vaudrait qu'il accueille une équipe de haut nives a plutôt qu'une formetion

« Nous ne pouvions pas laisser tamber Malherbe », certifie le maire, M. Jean-Marie Gireult (UDF-PR), evant d'enelyser la crise: « M. Fiolet vivait sur un nuage. Nous ne connaissions pas l'ampleur des problèmes. Nous lui faisians d'autont plus canfiance qu'il tenait souvent, devant les jour-nalistes ou les dirigeants du football français, un discours moralisateur, citant san club comme un modèle de sagesse et de rigueur. »

M. Girault s'est personnellement occupé de ce doseier, qui a eu moins autant agité la classe politique locale que celui de la ferme-ture, d'ici à 1994, de l'usine de la Société métallurgique de Norman-die, une filiale d'Ueinor-Sscilor (le Monde du 21 novembre).

La région, pourtant touchée par Is crise économique, s'est donc démenée pour le club porte-drapeau. En plus de sa subvention annuelle de 6,5 millions de francs. la mairie e accordé une eenve-loppe» de 7,5 millions. Le Conseil général s versé 4 millions de francs et le Conseil régional 2 millions Par ailleurs, les entreprises ont été mises a contribution (13 millions).

> **Tendance** à l'accalmie

Mais c'est surtout du terrain que sont venus les sauveurs. En obteoeot de boos résultats, l'équipe caennaise, composée à la fois de joueurs formés au club et d'éléments d'expérience, a condamné les «bailleurs de fonds» à agir.

L'entraineur suisse Daniel Jeandupeux, techicieo iotelligeot, réputé pour son amour du beau jeu et ses qualités de meoeur ver la sérénité des jeunes quand bien même étaient-ils payés avec retard (les salaires dn mois d'octograve crise financière de son his- il pouvait d'autant moins «Les difficultés extra-sportives, toire. Alors que son budget s'élève disparaître qu'un stade de nous ont amené à réagir, comme

par instinct de survie. D'ailleurs, si l'équipe n'avait pas abtenu ces ltats, le sauvetage n'aurait pu être mené de la sorte. L'attitude des ioveurs a été déterminante, »

Le club n'est pas pour autant à l'abri d'ultimes soubresauts. Certes, la tendance est à l'accalmie. Mais le président Fiolet fait encore l'objet de bien des critiques. Outre sa gestion parfois très floue, il lui est reproché de s'être laissé griser par ce milieu du football qui lui s valu une soudeine « célébrité ». Plus grave: il pourrait avoir à s'expliquer prochainement devant la justice eu sujet d'opérations financières entre le club et sa société spécialisée dans la construction de maisons individuelles.

Il pourrait également evoir à justifier des prêts accordés à plusieurs joueurs. Des prêts dont il ne nie pas l'existence, mais qu'il assure parfaitement légaux : «Le club a prêté de l'argent comme n'importe quel employeur. Il s'agissoit de petites sommes, pas plus de 150 000 francs, qui devaient les aider à faire construire leur maison. Nous n'avons pas eu recours à des prêts fictifs pour verser des salaires déeuisés. »

M. Fiolet se qualifie volontiers de « bouc-émisseire ». Meis il sdmet devoir s'éclipser sans éclet, su moment où le clab qu'il s contribné à bâtir connsit son heure de gloire. Il cédera sa place eu mois de décembre. Une société à objet sportif (SOS) sera créée. Le futur président devrait être M. Gny Chambily, directeur d'une entreprise de transports et ancien président dn club de basket-ball. Uo terme devrait donc être mis à ce que M. Girault qualifie de « crise de croissance». Il restera alors sux eutorités du footbell freoçais, qui se tergueot. d'evoir mis en place une institudes clubs (le direction nationale de contrôle de gestion), à se demander comment un déficit si important e pu échapper à leur sagacité.

PHILIPPE BROUSSARD | eu total. Tous se sont mis d'accord

Tours b. Racing Paris

Pau-Orthez b. "Le Mans

BOXE

DES LOURDS (WBA-18F)

DES LOURDS (WBA-IBF)
Le boxeur américain Evander Holyfield est resté le champion du monde incontasté des puids Isurds, samedi 23 novembra, à Atlanta (Etats-Unis), en battant son competiote Bert Cooper par arrêt de l'arbitre à le saptième reprise. A vingt-neuf ans, Holyfield, qui mettait en jeu un titre conquis es 25 octobre face à James Buster Douglas, a signé sa vingt-deuxième victoire avant la limite d'un palmarès vierge de défaite en vingt-sept combets.

CHAMPIONNAT DU MONDE

DES SUPERPLUME (WBA)

L'Américain d'origine mexicaine Genero

Hernandez, vingt-cinq ans, est devsnu

champion du monde des superplume (ver-sion WBA) le 22 nsvembre à Epernay

(Marne) en battant le Français Daniel Lon-das, trente-sept ans, par KO technique à la

FOOTBALL

Première division

Classsment. - 1. Marseilla, 28 pts;

Monaco, Caen et Peris-SG, 24: 5. Le

Havre, 23; 6. Metz, 22; 7. Nantes, 21;

8. Saint-Etienne, Auxerre, Montpellier, Lille et Toulouse, 19; 13. Toulon, 18; 14. Lens.

17; 15. Rennes et Nimes, 16; 17. Cannes,

15; 18. Lynn, 14; 19. Sscheux, 13; 20. Nancy, 10.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

0-0

neuvièrne reprise.

Le Havre b. "Monaco...

"Montpellier b. Nancy ..

*Rennes et Saint-Etlenne...

"Paris-SG b. Lens

*Caen et Sochaux.....

*Touton b. Toutouse

"Lille b. Auxerra,

Marseille b. "Cannes.

Names b. 'Lyon .

"Metz b. Nimes ...

CHAMPIONNAT DU MONDE

Mulhouse b. Roanne...

"Cholet b. Dijon

AUTOMOBILISME: l'avenir des voitures de sport

Peugeot rameute les constructeurs

Après la réunion de plusieurs constructeurs qui e'est tenue vendredi 22 novembre à Paris à l'initiative de Peugeot, le championnat du monde des voitures de sport a de meilleures chances de survivre l'an prochain, Décision le 5 décembre.

«Encore quelques instants, mon-sieur le bourreau.» Aiosi pourrait-on résumer le supplique de Peugeot pour la survie dn cham-pionnat du monde des voitures de aport. La firme sochalienne connaît, comme tout le monde, les tares qui condamnent cette compé-tition à court terme : le désintérêt profond du public et des médias, le «format» choisi, celui du sprint sur 500 kilomètres, trop proche de la formule 1. Mais Peugeot ne demande pas beaucoup. Une saison supplémentaire, quelques comitette de demande pas proche de la formule 1. Mais Peugeot ne demande pas beaucoup. Une saison supplémentaire, quelques comitette de deminer pour que se battants à dominer pour que sa voiture remporte le titre qui lui semble promis. La firme e trop investi, trop misé sur la 905 pour se retrouver bredouille sans svoir seulement défendu ses chances.

Lorsque le 11 novembre dernier Max Mosley, président de la Fédé-ration internationale du sport auto-mobile (FISA), e proposé la suppression pure et simple du championnai, faote de concurrents (le Monde du 14 novembre), Jean Todt, directeur de Peugeot Talbot Sport (PTS), e donc pris la tête de la révolte. Objectif déclaré; montrer au conseil mondial de la FISA, qui doit prendre la décision finale le 5 décembre prochain, que le cadavre bouge encore et que tout enterrement serait prématuré.

> Changement. de moteur

La réunion de vendredi, su siège parisien de Pengeot, devait servir de preuve. Autour de Jean Todt, uoc vingteine de coocnrrents potentiels se sont rassemblés pour faire des contre-propositions à la FISA. Tous ne pesent pas le même poids : au milieu des écuries pri-vées. Mazda et Jaguar, jusque-là hésitants, compensaient l'absence sans doute définitive de Mercedes et de Nissan. Toos out promis d'inscrire des voitures eu prochain championnat : une petite trentaine

sur une saison de neuf courses, dont deux consécutives au Japon, uniquement ouvertes à des moteurs atmosphériques de 3,5 litres.

Pour Jean Todt, la réunion de Paris est donc un succès: le pla-teau, même réduit, et la volonté de faire vivre la compétition existent. Sentant le vent tourner, Max Mosley avait d'ores et déjà assuré que le championnat disposait de plus de « cinquante paur cent de chances de continuer. A Paris, l'observatent de la FISA, Yvon Léon, allait plus loin en se déclarant « très optimiste ». Par un de ces retonrnements de situation dont le mierocosme automobile semble friand, le championnat des voitures de sport peut maintenant envisager sérieusement de passer le cap du 5 décembre. Mais pour aller où?

Si les constructeurs se sont largement exprimes, les organisateurs des courses, eux, demeurent muets. Certeins, échaodés per les affluences ridicules de l'an dernier, auront du mal à se laisser convaincre de tenter à nouveau l'aventure. Surtout, le cas des Vingt-Quatre Heures du Mans reste posé. La course mythique constitue la seule bonne affaire financière de la saison et personne n'a intérêt à la voir disparaître.

Placée au milieu de courses de 500 kilomètres, l'épreuve, dix fois plus longue, donne cependant l'im-pression de se retrouver dans un costume mal taillé. Elle est en fait confrontée à un dilemme : la mort du championnat, auquel elle est liée par contrat, signifierait un plateeu beaucoup plus fourni meis composé de bric et de broc; sa poursuite lui garantit la présence d'écuries prestigieuses... et seulement quelques voitures à l'arrivée, les prototypes taillés pour le sprint supportant mal une si longue distance. Pour y remédier, Peuseot et les autres constructeurs proposent eo conseil mondial uoc idée étrange : l'eutorisation du changement de moteur pendant la course. Les Vingt-Quatre Heures se transsprints entreconpés de longues séances de mécanique, Et l'esprit des épreoves d'endurance, déjà moribond, sombrerait tout à fait.

JÉROME FENOGLIO

27.

5.75

200

-

. **.**

La polémique sur l'arrivée de Gérard d'Aboville

Gérerd d'Aboville devrait ètre, avec Sector et Capitaine Cook, les deux canots qui lui ont permis de treverser le Pacifique et l'Atlantique à la reme, le grende vedette du Selon nautique de Paris, qui ouvrira ses portes le 7 décembre. Son retour en France e toutefoie été précédé d'une polémique eur les dernières heures de son odyssée de cent trente quatre jours à travers le Pacifique.

Vingt-quatre heurea eprès avoir fan entrer « d'Aboville dans le légende », l'Equipe l'accuse d'evoir « mis en scène » son dernier chavirage à deux jours de l'errivée, puis de a'être fait prendre en remorque pour franchir le barre de mer au large d'Ilwaco, efin d'erriver en direct dens le journel télévisé de TF 1 à 20 heures. & D'Aboville e-t-il traversé le grand océan? Sur le plan sportif, réglementaire, j'ei le cruel regret de vous dire : non », écrit l'envoyé epécial du quotidien sportif.

Aprèe avoir acquis l'exclusivité dee droits de téléviaion, le cheîne frençeise eureit-elle dépassé son rôle en influencant directement les demières heurea de la traversée? Nul ne peut en tout ces soupçonner Gérard d'Aboville de s'être lancé dens une telle aventure pour l'ergent. Le contret initial, signé avec l'horloger suisse Sector, portait sur quelque 3 millions de francs. consacrés pour plus du tiers à la construction du canot. Ce budget était pratiquement épuieé su moment du départ.

Alors que l'intérêt des Français augmentait au fil des semeinee, son entourage a cherché à mieux rentebiliser cette aventure en négociant quelquss droite d'exclueivité avec des médias. Cette pratique n'est paa nouvelle, et les contrets signée fereient sourire les meilleura joueurs de tennie ou de golf. Pour l'exclusivité des droits de télévieion pour l'Europe et la réalisation d'un film de 52 minutes avec des imeges enregistrées à bord par Gérerd d'Aboville, TF 1 euran vereé 2 millione de francs. Radio France euran payé un peu moins du quart pour la couverture redio, tendie que Perie-Metch négociait le journal de bord et les photos avec l'egence

A deux jours de l'arrivée à lwaco, les premières images filméea per TF1 du canot chaviré dans une mer démontée avaient impressionné les téléspectateurs. aie l'information selon laquelle ca chavirege aurait été «mis en scéne», révolte Gérard d'Aboville. «Si je devais résumer me rreversée à une formule, je dirais : trente-six chavirages. Les chavirages ont été pour moi l'expérience la plue douloureuse. Chacun a apporté sa eurcharge de douleur su précédent. C'est comme un boxaur qui prend des coups elors qu'il est déjà K.-O. debout. »

> La barre d'Ilwaco

Si le rameur breton réfute la version du chavirage volontaire. il reconnait toutafois qu'il a ettendu l'arrivée du chelutier pour entreprendre les msnœuvres de redressement avec les ballests. « Je savais qu'un bateau venait vers moi et était prasque sur me zone, explique-t-il. C est alors que i'ai chaviré, mais bien involonteirsmant. C'était une attente pénible, il y aveit le strass, is cœur qui batteit plue vite, l'air qui commençan à se raréfier, mais c'est vrai que j'ai eu envie qu'ils filment ça. J'evais envie de le voir de l'extérieur. Je me suis dit : s'ils peuvent le filmer, ils vont me faire les images de me vie, et j'ei d'ailleurs pleuré en les voyant.»

Le deuxième aspect de le polémique porte sur le remorquage du canot à proximité de la barre de mer. A-t-il été dicté par le seul souci de sécurité ou eussi par l'intérêt pour TF 1 d'une emécoute, en eoirée, en Frence (neuf heurea de décelege horaire)? Dès 4 heures du matin. Sector aurait été pris en remorque per le chelutier d'escorte pour lui permettre d'atteindre la berre eu lever du jour. Cette mesure s'imposait-elle pour erriver au meilleur moment par rap-port à la marée ou pour éviter un accostage à une heure où les téléspectateure français auraient abandonné leur poste pour aller dormir? Feute d'une réponse claire de Gérard d'Aboville et de son entourage, la doute risque

En revenche, l'easietence apportée per Olivier de Kersauson avec un Zodiac pour franchir le berre a'Impossit, elle, sans discussion pour des motifs de sécurité. La proximité des hautsfonde, le houle d'ouest et le marée s'opposant au courant du fleuve Columbie à quelquea milles au large de son estuaire provoquaient, en effet, de monstrueuses vagues surmontées de

nuagea d'écume. « Si cele avait été poeaible, j'aurais, bien sûr, essayé de paseer le barre, explique Gérard d'Aboville. Mais je ne tenais pas à me retrouver en perdition en train d'appeler les coast-guards er da balancer dae fuséee rouges. Il y a trois cents bateaux au fond de l'eau à cet endroit, et des plus gros que le mien. Si ça présentait un risque, nous avions décidé avec Olivier d'arrêter la traversée avant cette barre. Tous les marine me comprendront. >

Gérard d'Aboville e d'ailleurs fini de franchir la barre seul, le bout la reliant au Zodiac s'étant rompu. Et le spectacle poignant de l'apparition de ce canot transporté comme un fêtu de paille par une vague gigantesque restera pour les témoins l'image la plus saisissante de la disproportion des forces entre ce frêle rameur solitaire et la monstruosité de cet océan Pacifique qu'il

venait de défier avec succès. **GÉRARD ALBOUY**

Les résultats

BASKET-BALL CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE A Nationale 1 A Valenciennes b. "Le Mans.. Douzième tour «aller» "Tours b. Amiens... Montpellier b. Saint-Quentin..... *Rouen b. Orléans .. 81-74 'Angers b. Louhans-Cuiseaux. *Limoges b. Villeurbanne ... Antibes b. *Reims 92-90

105-94

98-96

"Brest b. Red Star Ancenis b. Guingamp. "La Roche-sur-Yon et Laval ... Bourges b. Dunkerque 86-75 Classement. - 1. Asgers, 28 pte; Classement, - 1. Limoges et Cholet, 22 pts; 3. Pau-Orthez, 21; 4. Gravelines et 2. Valenciannes, 27; 3. Rouen et Brest, 23; 5. Louhans-Cuissaux, 21...

GROUPE B

"Strasbourg et Alès "Rodez et Saint-Quentin ... 1stres et Nice..... Epinal b. Characuroux... Bordeaux b. *Ajaccio ...
*Martigues et Grenoble ..
*Perpignan et Annecy ...
*Saint-Sourin b. Bastia ... Mulhouse b. "Gueugnon 1-0 Classement. - 1. Bordeaux. 33 pts; 2. Strasbourg, 30; 3. Istres, 26; 4. Perpi-gnan, 23; 5. Nice, 21...

NATATION -

RECORDS DU MONDE L'Espagnol Martin Lopez-Zubero a battu

son propre record du monde du 200 m dos masculin, en 1 min 56 s 57, lors d'une réunion de namion en bassin de 50 m; samadi 23 novembre, à Tuscelosa Etats-Unis). Son ancien record (1 min 57 s 30 datait du 13 août 1991. Il avoit été établi à Fort-Lauderdale, en Floride. La Suédisiae Louise Karlsson a, quam à elle, établi un nouveau record du monde du 100 m quatre nouveau record du monde du 100 m quatre nages féminin, en 1 min 1 s 96, dineanche 24 novembre, à Sodertaile (Suède), lors des championnets de Suède per équipes. A dix-sapt ans, la jeune file a ainsi amélioré de près d'une seconde la précédent record (1 min 25 e 75), détenu depuis le 30 mars par l'Allemande Marion Zoller.

> RIGRY CHAMPIONNAT DE FRANCE Groupe A

(Sicième journée) La sixième journée du chempionnat de France de rugby a été marquée per la vic-toire de Toulouse à Blantiz (27-9). Les Toulousains restent seconds au classement de la poule 2, l'équipe de tête étant celle de Nimes, la seule formation encore invaincue. Narbonne, qui e dominé Graulhet (41-9),

occupe la première place de la poule 4. Le Racing Club de France, victorieux de Mont-pelier (40-6) à Colombes, est cinquième. Dans la poule 1, la champion de France en titre, Bègles, e'est imposé face à Tyrosse (39-0), mais conserve deux points de retard sur les deux équipes de tête, Castres (victoire à domicile contre Grenoble, 19-12) et Perpignan (victorieux à La Rochelle, 15-6).

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE Epreuves de Park-City (Etata-Unis)

· L'Itelien Alberts Tomba s'est imposé dans les deux premières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin, disputées les 23 et 24 novembre à Park-City (Utah) : en skalom il a devancé le Suisse Paul Accola et un autre Italien, Konrad Ladstaetter (le premier Français, Patrice Bianchi, s'est cle huitième); en géant, il a précédé le même Accola et un autre Italien. Spampetti fle medieur Français a été Franck Piccard, hui-

TENNIS

Monica Seles maîtresse femme

La Yougoslave Monica Seies e dominé l'Américaine Martina Navratilova (6-4, 3-6, 7-5, 6-0) en finale des Masters féminins de teanls, dimenche 24 novembre, à New-York. Monica Seles, qui fêtera ses dix-hult ene le 2 décembre, s'était déjà imposée dans cette épreuve en 1990. Elle e mis ainsi un point final à une saison exceptionnelle qui l'e vue accéder à la finale des seize tournois auxquels elle e pris part, signant dix victoires, dont trois dans les étapes du grand chelem (Australia, France et Etats-Unis). Une saison exceptionnelle égelement sur le pien financier puisque, en empochant les 800 000 dollars de New-York (prix plus bonus), elle totalise 2 457 758 dollars sur toute le selson, ce qui constitue un record ebsolu chez les dames.

A Committee of the Comm

and the same

The state of the same

The second

4 5 5 5

132 1 - 1 - 1

The second secon

4

جالي لقة

MANAGES . 3

2.5

4.57

4.

.....

Allegan Comments of the Commen

Lion BERNET-ROLLANDE. ancien bâtonnier, en religion Frère Henri-Léon,

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 novembre 1991, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Marthuret, à Riom (Puy-de-Dôme).

l bis, faubourg de Bardon, 63200 Riom.

- M. ct M= André Cailland,

ses parents, Marie et Paul Cailland,

Mane et Fau Canada,
ses enfants,
M. et M= Robert Lees,
M. Claude Vindigni,
M. et M= Jean Grims,
M. et M= Gérard Ardon,
M. et M= Lanrent Caillaud-Pacheco. ses frères et sœurs,

Alain CAILLAUD.

survenu le 18 novembre 1991, à Paris. Les obsèques ou leu lieu le 25 novembre, à 16 h 30, en l'église de Prigonrieux (Dordogne).

Paris. La Rochelle. Santiago-du-

Evelyne et Guy Lecouvette, ses enfants, Se famille et tous ses amis,

onl la douleur de faire part du décès de Robert CHIZELLE,

survenu le 20 oovembre 1991 daos sa soixante-huitième année.

Il a légué son corps à la science.

Cet avis tien! lieu de faire-part. 3-106 2, rue de Gloire, 17000 La Rochelle.

- M= André Favier,

son épouse, M. Laurent Favier,

son fils, M. René Favier,

son frère,

M= René Favier,

Le docteur et M= Jean-Louis

M= François Massot M= Michel Massot-Martin, M. Guy de Lamberterie, ingénieur en chef du GREF (c.r.), et M= Guy de Lambenterie, ses beaux-frères et belles sœurs, ses oeveux, cousins,

oul la douleur de faire part du décès de

M. André FAVIER, président de chambre benoraire à le Cour des comptes, commandeur do Mérite social.

survenu le 20 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-hoitième année.

L'inhumation dans le caveau familial a eu lieu dans l'intimité, le 22 novembre, à Pool-à-Mousson (Meurthe-el-

Une messe en l'église Saint-François-Xavier, Paris-14, sa paroisse, sera annoncée uliérieurement.

61, avenue de Saxe, 75007 Paris. 49, avenue Patton, 54700 Pont-à-Mousson

M= Serge Fouges,
 M. et M= Denis Fouges
 et leurs enfants,

M. et M= Christian Dumortier et leurs enfants, Les familles Fouges, Rusé, Graveont la douleur de faire part du décès de

Serge FOUGEA, chevalier de la Légion d'houner croix de guerre 1914-1918. ingénieur en chef honoraire

survenu à Paris, le 22 oovembre 1991, dans sa centième année.

de la Compagnie des wagons-lits,

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17•, le 26 ouvembre à 8 b 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Nous apprenons le décès, survenu le samedi 23 novembre 1991 à Bel-

mont-Luthézieu (Ain), du

Jean LORAIN,

doni les obsèques serooi célébrées le mardi 26 novembre 1991, à 14 b 30, à Seimon-Lunhézieu.

(Ná le 3 covembre 1908 à Bourg-la-Reine, dans la bentieue perisienne, et anclan tièles de Mavale, Jean Lorain a un'assument contribut, comune cupitaine de vaisseau, à cuettre au point le Cleman-caux entre 1958 et 1961, es manteux où la marine mationale emtrait en possession de son prender parte-eviors coestruit par l'arresuit de Reast. En 1961, a devient major général de la lasse de Mars-el-Kéhir, concédée sux Français (qui la quittiment en 1967) après las accordas d'Evian tentant fin à la giuert d'Algésie. Agrès un passage en commendament des armes apiciales, chargé en printate des armes a dirigié en second.

atolis de Mururos et de Fangataufe (Polynésie française). Il quitte la marine, avec la rang de vice-ambai d'escadre, en décembre 1998.)

M. et Mª Jean Thiéry.

— M. ct. M. Jean I thery,

M. Pierre Thiéry,

M. Yvonne Thiéry,

et ses neveux et nièces : Mainié,

Thiéry, Gouvy,

et leurs enfants,

ont le chagrin de faire part du rappel à

Dieu de

M™ Jacques MAINIÉ, née Magdelelna Thiéry.

survenu le mereredi 20 novembre 1991.

Les obsèques religieuses seront célé-brées le mereredi 27 novembre, à 9 heures, en l'église Saiot-Vincent du Memilio Roi, et seront suivies de l'in-humation au cimetière de Montmartre-Nord, à Paris.

Pierre MATRAJA, ancien sénaleur socialiste des Bouches-du-Rhône,

décédé, samedi 23 novembre 1991, à l'âge de soixante-buit ans.

(Né le 14 témier 1923 à Ajaccio (Corse-du-Sed), ancien directeur de maleons de repos, Pierra Matraja était maira de Seusset-les-Pies depois 1953. Eta zémataur aocialiste des Bouches-de-Rhône an septembre 1980, il na s'était pas représenté en 1989.]

- M= Guy Mazzurie, Isabelle, Christophe, Raphael Denis lazauric, Hélène Mazauric,

M- Jean Airal, M. et M- Jean-Claude Airal

ct leurs enfants,
Mª Alain Mazauric,
Sa famille et tous ses amis,
oul l'immense peine de faire part de la
disparition subite, à l'âge de soixante et

M. Goy MAZAURIC, à Sai ot-Jean-du-Gard, le 20 novembre

de Saint-Jean-du-Gard (Gard), le 21 novembre.

Il simsit à rappeler le verset : e Nos temps sont dans ta main, v Psaume 31, verset 16.

allee d'Oxford, 13100 Aix-en-Provence.

M= Jacques Mouterde,

son éponse, François et Florence Mouserde, Hélèse et Benoil Walckenaer, Vincent, Cécile et Jean-Marie, Marc et Brigitte Mouterde,

Magali, Gilles Mouterde, Catherine Mouterde, ses enfants et petits-enfants.

énouse d'Henri Mouterde

et leurs enfants, Thérèse et Xavier Fontoynout

et leurs enfants, Anne et Antoine Ferrand et leurs enfants,

Françoise Cornet et sa fille, Isabelle et René Fau et leurs enfants, ses frères et sœurs,

M[®] Jean Fabrese,
Anne et Régis Cayol
et leurs enfants,
Les familles Moulerde, Delorme,

Fabrege, Joutard et Peyre, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MOUTERDE.

surveou à Lygo, le 23 govembre 1991, à l'âge de soixante-huit aus.

Une messe sera célébrée le mardi 26 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Augustin, 12, rue Henri-Gorjus,

Condoléances sur registre.

Nous apprenons le décès, sorvenu le mercredi 20 novembre 1991, de

Roger TOUNY, compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées, le mardi 26 novembre, à 10 b 30, en l'église Saint-Lonis des invalides à

L'iohomatico aura lieu le mercredi 27 novembre, à Brive (Corrèze).

27 novembre, à Brive (Corrèze).

(Né le 28 janvier 1922 à Parle, Roger Tourry éant le fite abré du colonal Altred Toury, chef du l'Organisation civils et militaire (OCA) dans la Résistance, fusilité par les Allemends en avril 1944, fait compagnou de la Libération le 13 novembre 1945 à titre posthurne, dont le corps rapose dans la crypte du souveoir au Mont-Valèries, Roger Toury rejoint le Franca lière à Londres dis joillet 1940, Avec les Français Bree, il participe aux combats de Datar, du Cameroun, du Gabon et se Syrla. Proveu aspirant en octobre 1941, il se bet contré l'Afficiatory allemend en Cyrémique, Libye, et en Torriste où il se distingue par se hevoure à resseure des theseis sous le feu devaut E-Himmiste, le 24 octobre 1942. Avec la 1-compagnie du 501-riginant de chara de combat (RCC), qui dipend de la 2-division biladés du four marfont Laciere, il distançue en Provesce et participe aux compagnes de Prance et d'Allefotur marsonal Laciere, il débarque en Provence et participe aux compagnes de France et d'Albertagne. Il est blessé devant Strasbourg le 23 novambre 1944. Il sers, comme son père, fait compagnon de le Ubération, le 24 mars 1945, su titre de sous-Beutenent en 501- RCC. Trusière de la croix de guerre 1939-1945, Roger Tourry était commendeer de la Légion d'houseur.]

Suzanne Prou, son épouse, Anne-Françoise Paul-Prou,

sa fille, Erika Belden, sa petite-fille, M= Marguerite Doreau, Nicole et Jean Fabre et leurs enfants,

Les familles Prov. Giraud et Rimbaud, Et ses amis, ont la douleur de faire part de la mort

Charles PROU. officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 au titre de l'ORA, professeur agrégé de sciences économiques, fondateur et ancien directeur

qui s'est éteint le 22 novembre 1991, dans sa sofxante-treizième année.

27 novembre, à 10 b 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, rue Ger-

L'inbumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quioet, à l'issue de la cérémonie reli-

« Heureux l'homme qui supporte patiemment l'épreuve car lorsqu'il aura étéé prauvé il recevra la cou-

Cet avis lient lieu de faire-part.

22, rue du Hameau, 750[5 Paris.

- Le Centre d'études des pro-Les anciens élèves du CEPE et du CEPE-Santé,

Les enseignants du CEPE. Tous les amis du CEPE, oni la tristesse de faire part de la mort, survenue le 22 novembre 1991, de

Charles PROU, fondateur et ancien directeur du CEPE.

Une messe sera célébrée mercredi 27 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, rue Ger-bert, Paris-15.

Elle sera suivie par l'inhumation au

INSEE, 12, rue Boulitte, 75014 Paris.

- M= Christian Schlemmer, Bruno et Nora, Bernard et Nicole, Benoit et Catherine,

Antoine et Catherine, ses enfants, Julie, Dimitri, Grégoire, Martin, Fré-déric, Maud, Clara, Clément, Hubert et

octic, Mand, Clara, Clement, Indoors of Sabine.
ses petits-enfants,
M. et M= Philippe Schlemmer,
out la tristesse de faire part du décès de

M. Christian SCHLEMMER.

endormi dans la paix du Seigneur, le 21 oovembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année. La cérémonie religieuse aura lieu le

mardi 26 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles, suivie de l'inhumation, dans l'intimité,

18, rue da Refuge, 78000 Versailles.

Remerciements

- Mª François Avignon, neg Suzanne Le Conte des Floris, Pierre, Emmanuelle, Catherine, Bernard, Vincent, Frédéric,

ses enfants, Leurs familles, vous remercient de vos témoignages de sympathie el d'affection lors du décès de

François AVIGNON,

survenu le 25 septembre 1991.

- M= Xavier Bareat,
M. et M= Jean Bareat,
M= Jacques Leclabatt,
dans l'impossibilité de répondre aux

nombreux témoignages qu'ils ont reçus, remercient tous ceux qui out ainsi manifesté leur amitié, lors du départ de

M[™] Audré Dominique NENNA

dans l'impossibilité de répondre indivi duellement, remercical sincerement tous ceux qui, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs et de dons, se sont associés à leur profond

<u>Anniversaires</u>

Jacques BOUISSOU,

- Le 26 novembre 1982,

Une pensée est demandée à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

- II v a deux ans.

Françoise et Alain Freche.

Et toute sa famille, demandent à ceux qui l'ont connu et apprécié de se souvenir de lui.

La mort est peu de chose pour une âme flétrie et déjà glacée par l'adversité; mais que sa main est poi-gnante, quand elle tombe sur un cœur épanoui.

Communications diverses la Mitzva, quatrième symposium du Collège des études juives de l'Alliance Israélite universelle, 30 novembre et I" décembre 1991. Programme et

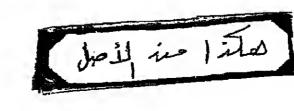
- Rencontre, le jeudi 28 novembre, à 20 b 30, avec Yaël Dayan, écrivain israélien, membre du comité directeur du parti Avoda : « Le Proche-Orient après Madrid. Le prix de la paix » Prè-sidée par H. Bulawko (le Sionisme, aux éditions Granchett, sous l'égide du Ceatre international pour la paix an Moyen-Orient, des Amis de Shalam Archav et du Cercle Bernard-Lazare. 10, rue Saint-Claude, Paris-3:

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV-Sorbonne, thèse de doctorat en histoire de l'art : « Les influences dans la peinture grec-que après 1945 », préparée par Tsi-kouta Magdalini. Soutenance le samedi 30 novembre 1991, à 14 h 30, dans l'amphithéatre annexe, 16, rue de la Sorbonne.

Canofile 250. C'est aussi simple qu'une armoire, avec le génie en plus.





PHOTOGRAPHIE

Le stockeur d'émotions

Grâce à une exposition à Beaubourg et à un livre la révélation de François-Marie Banier photographe

impeccablement désordonnées, le regard clair et insolent, un peu hongrois de surcroît, il epparut. Comme si cette allure, cette désinvolture ne suffisatent pas, le gamin, déjà, bătissait sa légende. Quittant assez vite le lycée Janson-de-Sailly, il allait apprendre le dessin avec Salvador Dali, et toutes les maternelles ten-dresses de la poésie avec Marie-

Il ne lui restait plus qu'à publier un premier roman à dix-huit ans pour compléter son autoportrait en jeune homme doué s'attendant au pire. Le pire survient. Son livre édité chez Grasset, les Résidences secondaires, où il griffe joliment son terreau d'origine, la bourgeoisie, est salué par une critique subjuguée. On le compare à Stendhal et à Radiguet. De quoi ne pas se relever,

Il se relève pourtant, continue à publier, à dooner des chroniques aux journaux, à s'attirer des estimes gon. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le talent premier

François-Marie Banier est un rescapé. Il n'aurait jamais dû survivre à la notaniété précoce qui le fusilia de louanges meurtrières. A dix-sept ans, beau comme un ange de Botticelli, la chevelure sculptée en boucles don, qui se laisse prendre, surprendre descriptions le la chevelure sculptée en boucles don, qui se laisse prendre, surprendre description de la chevelure sculptée en boucles don, qui se laisse prendre, surprendre de la chevelure de la chevelure sculptée en boucles don, qui se laisse prendre de private de la chevelure de la chevelure surprendre de la chevelure de l'objectif mais regarde le photo-graphe avec sympathie, avec aban-don, qui se laisse prendre, surpren-dre, dans sa plus exacte et poignante

> Nathalie Sarraute, toute l'intelli-gence réfugiée au fond d'un lit; Jac-queline Picasso à Vauvenargues, toutes les veuves à la fois dans un silence de tragédie. Et à côté de cela, sans transition, la danse exquise de Marcelln Mastrnianni, latin lover malgré lui ; l'ultime vitalité de John Huston; ou les sublimes visages d'Isebelle Adjeni, offerts sans méfiance au regard d'un ami... «Je n'ai jamais photographié les gens célèbres parce qu'ils étaient connus, dit François-Marie Banier, mals parce que ce qu'ils avaient donné d'exceptionnel se lisait sur leurs

« Paris-Match » comme Balzac

Il a commencé avec un Kodak Retinette IB, à seize ans, par le portrait de ses parents, pour « retenir le moment, retenir le départ de l'ou-



isabelle Adjani, par Fra

concessions ni ratés, est d'entrer sans effraction dans la lumière des grands. Avant d'être aimé, Banier sait aimer lui-même. Au fil des années, il enveloppera ainsi d'une vénération ludique aussi bien Silvana Mangano que Vladimir Horowitz, qu'il se glorifie d'avoir ramené au piano, aussi bien Madeleine Castaing, grande dame de la mode autourd'uni nonacénaire, qu'il sabelle aujourd'hui nonagenaire, qu'isabelle Adjani. On ne se fait pas ces amis-là par hasard, ni même par volonté. Il par hasard, ni même par volonté. Il y faut de la chance, de la grâce, de l'obstination, et peut-être plus d'ab-négation qu'on le croit...

Succès éclectiques

Mais le temps ne manque pas de passer, même pour « le petit Baniera. Celui que le Sunday Times avait baptisé « le golden boy de Paris », écrit après treize ans de silence littéraire Balthazar fils de famille - c'est son enfance qu'il assassine - puis Sur un an de fête. Malgré des tirages plus qu'honora-bles, tout cela a plutôt tendance à l'éloigner do devant de la scèce. Il reste de ini la nostalgie de ce qu'il a été, un parfum un peu énervant de succès éclectiques, l'imitation vague devant l'inéluctable : François-Marie

Qoand soudain, le revoilà en pleine lumière, et ce qu'il montre est e contraire du superficiel, du complaisant, du bavard, du mondain. Ce qu'il montre dans une vaste exposition eu Centre Pompidou et dans un très beau livre, c'est un quart de siècle de sa vie de photographe. Anonymes pathétiques ou célébrités consentantes forment une exceptionnelle galerie de portraits; les photos de Banier ont la vie en elles, la de Banier ont la vie en clies, la | Maris Baniar, Denoël/Gallimard, vérité la plus crue mais jamais | 168 p., 450 F.

tre ». Enumérant pèle-mêle ses admirations (il n'a pas mauvais goût), Man Ray, Lartigue, Cartier-Bresson, Brassaï, Nadar, il précise : «Les plus grands photographes sont les papa-razzi. J'ai été élevé par Paris-Match comme d'autres par Balzac.

Il raconte Beckett: «Je l'ai vu pour la première fois à Tanger, il déjeunait Chez Gagarine. Il jaisais des mots croisés sur une nappe de vichy, en face d'une femme, sans dire un mot. En sortant, sur le trottoir, il avait Jean Genet. Ils ont acheté Figaro. Après, j'ai retrouvé Beckett à Paris. Je le suivais, je le photogra-phiais tout le temps. Sa tête, sa silhouette dépassaiem de la foule. Il ne roulait pas voir ses photos. » Banier raconte aussi cette photo ter-rible de Madeleine Castaing, ses très vieux bras nus, tenaot sa canne d'une maio et sa perruque dans l'au-tre. • Il y a là, dit-il, une souffrance intense et une intense rigolade, et

C'est dans les patisseries que Banier a trouvé beaucoup de ses modèles les plus agés, des vieilles dames somptueuses et voraces. Il égrène mezza voce ces haltes huppées des dernières gourmandises. Aogelioa, Carette, Ladurée, Dalloyau... Et ajoute: «Puis tout ce monde est mort.» Parfois François-Marie Banier écrit sur ses tirages, les surcherge de graffitis gracieux comme pour les retenir davantage, les fixer à l'encre indélébile de la mémoire. « De toute façon, dit-il, on prend toujours les photos trop tard. »

DANIÈLE HEYMANN

Exposition au Centre Georges-Pompidou, Galerie du Forum, jusqu'su 27 janvier . ▶ Phningraphies de Françuia

THÊATRE

Jouer sans frontières

Alida Valli, star du deuxième Festival de la convention théâtrale européenne

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Si la France nourrit cet automne sa sinistrose à l'envi, l'Italie, sem-ble-t-il, ne va guèrc mieux, lci comme en France, et plus encore, on ressasse la crise de l'Etat et oo joue la division jusqu'à l'ivresse. A Bologne, où règne encore l'ex-PCI devenu PDS (Parti démocratique de la gauche), on n'en finit pas de s'ioterroger sur la riposte politique à opposer à la corruption, à la mafia, à la montée de l'extrême droite et du racisme.

L'immigration africaine et l'incapacité do Parlement de Rome à mener les réformes constitution-nelles sont les alimeots préférés d'une Lega Norte xéoophobe et sécessionniste dont la progression électorale symptomatique finit par être prise au sérieux.

Ce n'est donc pas un hasard si Noova Scene, Teatro Testooi, théâtre public de Bologne, a décide de consacrer le deuxième Festival de la Convention théâtrale euro-peenne à « la réalité de la nouvelle immigration venue des pays du Sud et des pays du tiers-monde, avec un regard plus particulièrement tourné vers l'Afrique occidentale». Pendant neuf jours, du 11 au 19 novembre, dix-sept spectacles ont été présen-tés, dont plusieurs pour la pre-mière fois en Italie, pour un total de vingt-neuf représentations dans six théâtres de la ville et de sa

Nuova Scena, créé en 1968 par Dario Fo qui l'e quitté très tôt, est l'un des treize théâtres de onze pays européens qui, il y a deux eos, oot foodé la Cooveotloo théâtrale européenne, une idée lan-cée par Daniel Benoin, actuel président, metteur en scène et direc-teur de la Comédie de Seiot-Etieone. Ce projet a recu lebus la bénédiction de la CEI Association permanente de copro-duction et d'échanges - de spectacies comme de personnels et de savoir-faire, - la Convention orga-nise chaque année un festival dans la ville de l'un de ses membres, Bologne venant cette année après Saint-Etienne en 1991. Elle devrait prochaioement s'élargir. De nombrenx cootacts, à l'ioitiative de guée générale de la Coovention, oot été pris efio d'organiser le jumelage pour deux ans de chacun des membres de la Cooveotioo avec un théâtre de l'Est.

L'Allemagne au cœur des textes

Le 11 novembre, le Festival s'est ouvert sur le récital Brecht du propre gendre de l'auteur allemand et pilier du Berliner Ensemble, Ekkepilier du Bertiner Ensemoie, Landhard Schall. Il parle et chante pendant une beure et trente minutes accompagné au piano par Karl-Heinz Nehring. Le temps paraît, avec hui, s'être arrêté. Une crécelle. trois chaises, un habit de soirée, et il nous transporte dans l'Allemagne d'avant la chute du mur au cœu des textes, do eredo de Bertnit Brecht. Ekkebard Schall croit encore au «socialisme». Il le dit très fort, d'une manière qui étonne et émeut. Quand, en rappel, il



CAUSSÉ VEN. 29 NOV. A 18H

Viktoria Postnikova plono Guillemette Laurens mezzo-soprano BACH - BRAHMS

SCHUMANN - BERIO BARTOK

SAM. 30 NOV. A 18H François-René Duchâble Michel Portal clarinette

REINECKE - BRUCH BERLIOZ - BRAHMS LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4"

chante Bilbao, on se dit qu'après lni persoone ne saura chanter Brecht et Weill. Il est le détenteur d'un secret de fabrication près de

Le lendemain, les festivaliers se endaient à l'aveugle dans un quar tier périphérique et triste de Bologne pour déconvrir une pro-duction du Théâtre de Ravenne, Personne ne peut couvrir l'ombre, présentée par le Teatro delle Albe dirigé par Marco Martinelli.

C'était, au son de deux tambours eccompagnaot jolimcot la narration en wolof et en italien de deux contes sénégalais, le premier spec-tacle – et le premier coup de cœur du public - du «regard sur l'Afrique» avant que ne soit présenté Chaco, le roy visionnoire, de Marouba Fall par le Théâtre national de Dakar.

Saint-Etienne présentait les 16 et 17 novembre son Oncie Vania, de Tchekov, mis en scène par Pierre Debauche autour de Daniel Benoin et d'Anne Alvaro. C'était l'une des deux productions les plus impor-tantes de ce deuxième Festival qui devait culminer les 18 et 19 avec la reprise à Bologne d'une production de Nuova Scena, Soudain l'été der-nier, de Tennessee Williams, créée au printemps dans une mise en scène de Chérif, qui sait créer pour la scène des univers aux couleurs chaudes, brülantes, élégants réceptacles des passions les plus noires. Il a confié à Alida Valli - qui e déià joué pour lui les Paravents de Genet il y a denx ans - le rôle de Mrs Venable, vicille dame consumée de haine pour celle qui aurait du devenir sa belle-fille si son fils n'était pas mort, « l'été dernier »,

Dans un décor élégant (dont les finitions pourraient être cependant améliorées) et les très beaux costumes de Tobia Ercolino, la Valli se livre avec simplicité, avec précision, à un duel sans merci avec Raffaella Azim (Catherine Holly), une jenne actrice qui ne parvient pas toujours à maîtriser ses impulsions mélodramatiques. C'était, avec Oncle Vania, l'un des moments précieux du Festival. OLIVIER SCHMITT

(1) Ce spectacle sera présenté en décembre à la Comédie de Saint-

➤ Convention theatrela eurnpéenne. Siège sociel ; ASBL, 8P 530. Luxembourg, Présidence : Comédie de Saint-Etienne, avenue Emile-Loubet. Tél.: 77-25-01-24.

Le goût du bonheur

Marie Trintignant et François Cluzet vivent leur rêve sur scène

Y A PAS QUE LES CHIENS

Sur un toit hérissé d'antennes où gît, incongru, un gros fauteuil de cuir,-s'introduit un homme égaré. A la poursuite de quelque chose ou de quelqu'un. Du fauteuil où telle la Belle elle était endormie, jaillit une princesse en tutu gris. C'est elle qu'il cherchait, c'est lui qu'elle attendait. Ils se rencontrent, se reconnaissent, jouent une sorte de marive odege verbal, fabulaot avec coquetterie, histoire de rester encore un pen sur terre, parmi nous, evant de s'envoler sur un air de tango, dans les étoiles, emportés par les ailes de l'amour.

Marie Triotignant et François Cluzet, qui sont, on le sait par ailleurs de magnifiques comédiens, avaient envie d'être ensemble sur scènc comme dans la vie, avec la même complicité, la même entente. Ils ont failli trouver lear bonheus avec une pièce de Wesker, mais finalement, ce o'était pas ça. Le bonheur est quelque chose avec quoi oo ce triebe pas. Ils oot décidé de preadre le risque maxi-mum, d'écrire des répliques sans conséquence apparente, mais qui se répondent, baignent dans l'absurde,

Uo long travail a été nécessaire pour arriver à cette légèreté, à ces soixante-quinze minutes de texte en bulles de savon. Il n'y a pas que les chiens qui s'aiment e été créé au Théâtre de Nice en octobre 1990. Il a été retravaillé sur place, peudant les représentations, et encore après. Sans changement essentiel, simplement pour que la fluidité ne se perde pas. Les amis - Christine Murillo, Pierre Pradinas, Hubert Saint-Macary, Jean-Claude Leguay sont cités dans le programme - ont assisté aux répétitions, ont donné leur avis, apporté leurs solutions. Il n'empêche : dans le bean décor à truquages de Jecques Voizot, mis en valeur par les éclairages d'Alain Poissoo, le apectacle appartieot totalement à Marie Trintignant et François Cluzet, il ouvre uoe fenêtre sur leur univers poétique.

COLETTE GODARD

Du mardi ac samedi à 21 heuras, Digranche à 17 heures, Jusqu'au 31 décem-brs. Tél.: 47-27-81-15 et 47-27-26-27.

Marie Trintignant une idée de liberté

Marie Trintignent appartient à una génération da comédiennes easentlellas eu cinéms et au théâtre français . Elles rendent asduque is tradition selon laquelle ce sont les hommes qui nnt laa beaux rôlas à tanir. ner les auteurs à écrire, écrire pour elles, imaginer des person-nages à leur mesure : vuinérables sans doute, mais lucides, comme à se compromettre. Des personnages qui possèdent une certaine idéa de liberté.

C'ast pour cette idée que Marie Trintignant travellle. Pour se sentir libre vis-à-vis d'allemême. Ne pas l'être vis-à-vis d'un metteur en acène ne lui vient pes à l'esprit. S'il en était ainsi, elle a'en irait. Elle, qui paraît si fragile, aime trop le

s Pendent dea ennéss, je n'étais pas libre, c'est à dire que je ne parvenais jamais à la hauteur de mes rêves. C'était douloureux st j'eimaie cette douleur. Puis j'ai compris qu'il pouvait en être autrement, Que si j'apprenais, j'erriverais è me sser. A dépasser me timidité. Quand j'ai essayé d'entrer au Conservatoire, lee jurés m'ont dit que j'étais peut-être

»Je ne voyais pas le métier de comédien comme un travail. Mon père (1) me disait : je vais jouer. Et moi, j'alfais à l'école. l'apprenais très mal, sauf la littérature et l'anglels. J'imaginais devenir vétérinaire, puis courtisane. J'evals quatorze ans quand j'ai fait mes débuts. J'ai continué dans le désordre, c'est dans le désordre que les occasions se sont présentées. Peu à peu je me suis rendu compte de ce qu'engage le travail. Je prépare breaucoup avant de tour-

Je ma auls rendu compta également que l'on n'est pas obligé de se déchirer pour jouer, mêma si ce déchirement apporte une certaine satisfection, même s'il se révèle positif. Bien entendu, cette évolution a suivi les différentes périodes de mon existence. A présent, je ne suis toujours pas arrivée à atteindre mes rêves, mais je me sens libre de les atteindre, ce qui me donne confiance, et de la confiance vient le borheur.»

(1) Marie est la tille de Jean-Loub

NOTES

JEUNESSE

L'HALLUCINÉ de Roger Comion, etc.

On recome que Roger Corman, apécialiata des films d'épouventa toumés en série se trouva une foia avec des décors librea pendant lavec des décors libres pendant quelques jours. En bon gestionnaire, li décide de les utiliser en demandant à quelques copaina qui trainaient par là de tourner chacun un bout d'histoire. Il y avait Francis Coppola, Jeck Nicholson, Monte Helman, Mark Griffiths. Ils e'y sont mis chacun son tour. Jack Nicholson s'est attribué en outre le rôle son s'est attribué en outre le rôle son s'est attribué en outre le rôle d'un jeune officier français rescapé das guerres napoléoniennas tombant amoureux d'une mystérie jeune fille - Sandra Knight - utili par une sorcière pour se venger d'un baron vivant seul dans son château - Bons Karloff qui conserve quelque chose de la démarche sac-cadée propre à la créature de Fran-

Le film e dû être toumé à peu près dans les conditions d'une sit-com, ce qui n'est pas grave. Plus ennuyeuse est la peuvreté d'un scénario dingue autant que désinvoite mais qui ne tient pas une heure trante. On s'ennuie un peu, on a'amuse davantage, et on peut à a'amuse davarrage, et on peut à inieir admirar Jack Nicholann ; il était-jeune, mince et costaud, av

PARESSE PENSÉES MORTELLES

d'Alon Rudolph

L'interrogatoira de polica installe une aituetion dramatique presque ausal-intense que celle d'un procès. On s'identifie à l'interrogé quand il s'empetre dans des dami-mensonges, tandis que l'interrogateur cherche à le pièger, joue avec lui au chat et à la souris. Voir Crime et Châtiment, mais tout le monde n'est pas Dostolvesky. D'eilleurs Alan Rudolphi semble plutôt pencher seusement - ou côté de Hitcheock. Voir l'Inconnu du Nord-Express, on comprend pourquoi à la fin, on peut même y penser avant.

L'interrogé est Demi Moore, l'interrogeteer Hervey Keltet Le film se passe par retours en arrière. Demi Moore raconte comment son amie d'enfance mariée avec Bruce Willis, un goojat brutal qui lui falsait mene une existence épouvantable, l'aurait tue. L'histoire est censée remuer des passions troubles, façon les Diaboliques de Clouzot, avec ce qu'il faut d'actes manquéa, d'inconscient, de frustration. Une histoire qui n'ast pas plua mauvalae qu'une autre. Malhaurauaament, tnut aat tellement tellephone que plus rien ni paracone n'eet trouble, n'ast ambigu. A partir de là, on e tout simplement affaire à des idiotes et ce n'est pas très intéressant. Rejoutez une bonne dizaine de ralentis silencieux pour signifier le suspense, et vous avez un gachis irrécupérable de talents divers.

LA BRETAGNE L'OUD ET LA CLARINETTE

Le musicien traditionnel angevin, Thierry Robin, qui pratique aussi le jazz, a entendu, avec ravissement l'oud du chanteur iraklan Munic jazz, a entencu, avac ravissement l'oud du chanteur iraklan Munit Bachir, puis rencontré le joueur de table indien Hameed Khan, en tournée à Angers. Erik Marchand est chanteur, né en Centre-Bretagne, iieu d'ancrage des kan ha diskan, ces étranges chants à répons, organisés selon une structure en tullage complexe, des gwerziou, longues épopés s'épiques, avac leçons morales et événements sumeturels à la clè Dens l'Argoet et dans les monts d'Arrée, on aime aussi le cladrate, le dreujenn goel. La rencontre était probable, déairée par Thierry-Robin. Encore fallait-il trouver les liens communs. L'oud, merveilleux soutien de le voix, et le chant breton avaient des parentés : les structures des moghém arabes na rejoignent-elles pas les gammes non-tempérées de le Bretagne? Pour les tables, le problème était entier : commaint marier una certainque. les tables, le problème était entier : comment marier una rythmiqua courts aux envolées illimitéaa du Rajasthan? A force de travail.

Le résultar est superbe (1). Les gardiens villegeois de la tradition bretonne a'y sont retrouvés. Idem pour la Quintet Clerinettes, où joueurs de jazz se mêlent aux son-neurs de la Bretagne nirele. Meis, surtout, il y e la voix d'Erik Mar-chand, tremblante d'una émotion venue du fond des âges.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Album : Esik Marchand et Thierry Robin, Chants du Centre-Bretogne, - i CD Ocora, Quintes Clarinottes, Musique têmé, 1 CD Silex, distribué par Anvidis. Lundi 25 à 20 h 30, tél.

MUSIQUES

Haydn aux croisades

« Armida », opéra peu connu du compositeur viennois en tournée française dans une production aérienne

Malgré la parution d'un enre-gistrement prestigieux, nvec Jes-sye Norman dans le rôle-titre, Armida restait le seul des onze opéras de Haydn à n'avoir pas été encore représenté eo France. Aussi est-il à peu près dépourvu d'action dramatique. Tout se passe dans le ecent des deox héros, dans celui de Rinaldo surtout, car il est ici réellement épris d'Armida et non, comme ailleurs, victime seulement d'un charme facile à rompre. Quand ses amis croisés viennent l'arra-cher des bras de la magicienne sarrasine, Rinaldo ressent antant que son amante la cruauté de unit est plus puissant que l'anta-gooisme des racus et des reli-

Les spectateurs de 1784, qui firent le succès de l'ouvrage plusieurs saisons consécotives, durent être sensibles à ce que cette relecture du Tasse offrait de pathétique. Pour les mélomanes d'aujourd'hui, si le ressort dramatique réside davaotage dans les paroles difficiles à saisir que dans l'éloqueoce des situations visibles, la musique cootient des pages saisissantes. L'ouvertore présente uo exemple, assez rare à l'époque, d'anticipation sur le carncière tragique de l'opéra. Outre les récitatifs avec orchestre pleins d'imprevus (les airs d'Armida principalement), le trio qui ciôt le second acte et la scene centrale où les deux amants s'affrontent tour à tour sont de tonte beauté. Enfin, on rencontre dans l'orcbestration, dans les modulations, dans la façon de traiter les idées musicales et dans l'architec-ture des morceaux, cette inven-tion toujours en éveil qui distingue le génie de Haydo. Cela dit, sans doute parce qu'il s'agit d'un sujet plus intérienr, la partition d'Armida est moins brillante que celle d'Orlando Paladino.

Falre d'Armida un spectacle

lyrique attrayant, sinon necrocheur, est donc une gageure qui pouvait tenter Christian Gangne-ron et l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique qu'il a foodé depuis sept ans. Avec l'ARCAL ont déjà été réalisées une donzaine de productions assez légères pour voyager bean-conp en dehors des muisons d'opéra traditionnelles, et assez séduisantes pour ne pas rebuter un public relativement oovice (1). Après Orlando de Haendel, notamment, Christian Gangneron montre, une nouvelle fois, comment il est possible de donner une vie scenique sans vuine animation à des situations plutôt statiques, en suivant l'évolution de la musique : le spectateur tire mime comme des inflexions

> **Emotion** et abstraction

Une distribution de jeunes chanteurs est dominée par Sha-ron Coste, voix souple et tou-chante, douée d'ooe véritable préseoce dramatique, dans un tout antre registre que Jessye Normao; Marc Filograsso (Rinaldo) semble, en comparaison, un peu emprunté et, s'il pos-sède les moyens vocaux de ce

« Mélumane », journal de Radio-Fraece, bientôt mensnel. -Mélomane, premier journal édité publique, sête en octobre son premier anniversaire. Il abandonnera bientôt (en janvier) son rythme du revue trimestrielle pour deveoir mensuel. Il publiera les pro-grammes de France-Musique et de France-Culture-Musique sur douze pages demi-format encartées. Fondé par Claude Samuel, directeor de la musique à Radio Fraoce, Mélomane n'est pas un parent pauvre de Radio-France. La

rôle écrasant, il manque un peu de vaillance et, parfois, de charme. A leurs côtés, on remarque encore Hervé Lamy (Ubaldo) et Elisabeth Baudry (Zelmira). Dans la fosse, l'ensemble Mosaques, placé sous la direction de son chef Christophe Coin, fait des merveilles: il est finalement assez rare de voir si bien rendu l'esprit changeant de la musique de Haydn, où l'émotion et l'abstraction formelle sont si intimement liées. ment liées.

GÉRARD CONDÉ

(1) L'ARCAL a désormais partie liée avec le Centre d'art et de culture de la Ferme du Buissou à Marne-la-Vallée, qui l'accueille en résidence pour trois ans.

l'accueille en résidence pour trois ans.

Procheines représentations:
la 30 novembre à Cargy-Pontoise et le 3 décumbre au Vésinet. En janviar : à Noisy-la-Grand, Aulnay-sous-Bois, Fontenay-aux-Roaes. Tourcoing, Nantes, Rennes, La Rochella. Et, en février, à Orléans, Sartrouville et Rouen (rens.: ARCAL: tél. 64-62-77-00]. La saison de l'association Opéra an IIe-de-France, dans laquelle s'inscrit cette production d'Armida, présente également en règion parisianne la Batulla Liberata et Cosi fan tutte de Mozart, la Vie parisienna d'Offenbach et les Histoires sacrées de Carissimi et Charpantlar (tél.: 42-65-06-58).

publication vit de ses propres ressources; annonces publicitaires et ventes sauvegardent son autooomie. Il est en outre d'un format généreux, bicolore, armé d'illustrations nombreuses et d'un lon peu cooventionnel. Il est essentiellement diffusé sous forme d'abonnement, et on pourra aussi le trouver dans les grands magasins musicaux poor 18 F. Des tarifs spéciaux sont actuellement proposés (130 F pour un an) et le seroot à tout momeoi pour les aboooés aux concerts de Radio-France.

La Roumanie écoute français

Résurrection des anciens grands rendez-vous musicaux et création d'une antenne française pour la musique contemporaine

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Il est plus facile de sortir du circuit musical international que d'y rentrer. Les organisateurs du cours et du Festival international Georges Enesco en ont fait, cet automne, l'expérience. Jugé super-flu par le régime Ceausescu (toute attribution de prix, dans quelque domaine que ce soit, faisait de l'ombre au dietateur), le concours, qui comptait Leonskaia, Lupu ou Alexeev parmi ses lauréats, a été supprimé et le festival, qui a survécu tant bien que mai, n'était plus que le souvenir d'un rendez-

vous autrefois attractif. La reprise du concours (piano, violon, chant, et à partir de cette année, composition) a du surmonter tous ces handicaps. On ne s'étonnera pas que les candidats aient été pour la plupart des autochtones, suivis de loin par des Albanais, beureux de tenter, pour la première fois, l'expérience du «Far North» et des Moldaves de Bessarabie, accueillis avec affection seulement, car la russification qu'ils ont subie n'est pas allée jusqu'à rendre plus performant l'en-seignement musical. Cela dit, les interprétes produits par l'école roumaine se sont montrés canables de soutenir, presque seuls, l'intérêt musical d'une compétition au programme sans complaisance.

Le festival (douzième du nom), qui a eu lien en même temps que le concours, aurait du porter la mention «nonvelle série»: cette manifestation, qui a vu défiler par le passe Karajan, Richter et Rubinstein, Stern, Szeryog et. fidéle entre les fidèles, Yebudi Menuhin, n'était plus que son ombre. Il a tout pour repreodre du souffle, s'il ne se limite pas à s'imiter soi-même. Son modèle date du temps où il y avait beau-coup moins de rencontres similaires dans le monde. Surtout, le rideau de fer qui, culturellement, a en quelque retard à tomber, n'avait pas éloigné les grands noms de la musique des salles de

concert roumaines.

En Roumanie, tout festival a par principe le public de son côté. ce public qu'on croyait définitivement cloitré ebez lui en train de regarder Ciel mon mardi ou les conseils culinaires (surréalistes dans le contexte économique du pays) de Michel Oliver, repris par TV5 Europe. C'est là-dessus que tablait l'association parisienne Nova Musica lorsqu'elle a décidé d'organiser à Bucarest le premier Festival de musique contemporaine française. Mais, entre-temps, un hiver rude et précoce a pointé son nez et les Roumains ont du réfléchir à deux fois avant de se décider à se separer de leurs

> S'évader do milieo quotidien

Cependant, et bien qu'organisé un peu avec les moyens du bord, cette première édition n frappé l'opinion, surtout dans les milieux spécialisés. Il est vrai que l'Institut français de Bucarest (qui compte parmi ses parraius des personnalitès comme Henri Focillon et qui a employé Roland Barthes eo tant que bibliothécaire) a trouvé, entre un colloque dédié à Cioran et un important cycle consacré au ballet contemporain français, le temps et

la volonté de s'y investir. Le saxopbooiste Daniel Kientzy, directeur artistique de Nova Musica, a voulu e organiser un voynge au cœur [creatif] de la musique française ». Pour cela, il a pris le risque de présenter au

peu connus dans le pays et des modes d'expression nes il n'y a pas si longtemps, comme le concert «aveugle» des musiques électroacoustiques, dont l'avantage annexe est d'être économique : les bandes magnétiques n'engagent pas de frais d'hébergement. Ainsi de la journée consacrée au Groupe de recherches musicales de l'INA.

Avec György Kurtag (junior) et Frank Royon Le Mee, Daniel Kientzy animait Comité des fêtes, un spectacle d'improvisation (pardon : d' « écriture collective en temps reel ») divertissant, truffc d'allusions piquantes, légèrement insolent. Les auditeurs roumains, peu habitues, ont pris tout au sérieux. En Roumanie, on ne plaisante pas encore avec un art qu'on a longtemps idolatre comme moyen de s'évader du terrible quo-

Au contraire, la nouveauté, assumée comme telle intellectuellement, ne les effraye pas. Le concert dédié exclusivement à lanois Xenakis, avec de la musique de chambre et pour bande, interprété par des musiciens autochtones (excellents!), a répondu parfaitement à ce qu'un mélomane bucarestois ouvert pouvait attendre de ce festival.

La radio roumaine prétait à Nova Musica ses deux formations orchestrales. On a pu ainsi écouter des œuvres de Guy Reibel, d'Ivo Malec, de Bernard Cavana, Une certaine tension fut sensible entre les musicions et le chef d'orchestre Cornel Dumbraveanu, chef fixé aux Pays-Bas, aux exigences peutêtre utopiques. Cela n'a pas empêché Daniel Kientzy de montrer dans le Concerto de Camille Roy sa désinvolture, sa technique et son esprit incisif habituels.

COSTIN CAZABAN

La France compte sur ses PME/PMI, les PME/PMI peuvent compter sur la BNP.

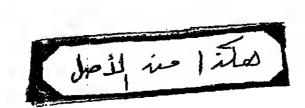
La France sait qu'elle peut compter sur ses PME/PMI. Elles constituent un des atouts maîtres de l'économie française. Les PME/PMI savent qu'elles peuvent compter sur la BNP. Depuis toujours nous sommes là, avec elles, dès leur création, et à toutes les phases de leur développement pour financer leurs investisse-

ments et leurs activités en France comme à l'étranger.

Les chefs d'entreprise l'ont bien compris : aujourd'hui 32% des PME/PMI sont clientes de la BNP, alors qu'elles étaient déjà 28 % en 1988 (source SOFRES). Cette progression confirme la BNP comme la 1^{re} banque des PME/PMI.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.





CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) 10 ans de Pordenone : Rübezehla Rochus Gliese, 18 h 30 ; Zapatas Banda (1914), d'Uroban Ged, Hoffmanns Erzahlungen (1918), de Richerd Dswald,

CENTRE **GEORGES-POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29) Hommage à la Warner Bros : Bobby Deerfield (1877, v.o. e.t.f.), de Sydna Pollack, 14 h 30 ; Casablanca (1947, v.o. e.t.f.), de Michael Curtiz, 17 h 30 : le Tour infernale (1975, v.o. s.t.f.), de John Guillermin, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.o.): UGC Odéon, 6· (42-25-10-30); Gaurmont Ambeeade, 8· (43-59-19-08); UGC Biernitz, 8· (45-62-20-40); 14 Juillet ella, 15 (45-75-79-79) ; Bien Beaugreni vende Montparnesee, 15. (45-44-25-02); v.l.: UGC Montparnaeee, 8. (45-74-94-84) ; Peramount Opéra, 9-(47-42-56-31).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) Gaumont Les Halles, 1º (40-26-12-12) Geumont Opéra, 2º (47-42-60-33) Espace Saint-Michel, 5: (44-07-20-48) 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-69-83) Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Fauvette bie, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20) : Sie rvente Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pethé Wepler, 16- (45-22-46-01) ; Le Gambette, 20- (46-36-

L'AMOUR AVEC DES GANTS IN v.o.): 14 Juillet Parnesse, 6* (43-26-58-00); George V, 6* (45-82-41-46); 5tudio 28, 18* (46-08-36-07); v.f.: UGC Opéra, 9* (45-74-85-40).

AN ANGEL AT MY TABLE (Néo-zélandais, v.o.) : Images d'eilleure, 5- (45-87-18-09) ; Lucernaira, 6- (45-44-57-34). ATLANTIS (Fr.): Gaumont Pernasse, 14- (43-35-30-40).

AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

8ACKDRAFT (A., v.f.) : Hollywood LA BANDE A PICSOU (A., v.f.)

Cinoches, 6 (48-33-10-82); UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50); Républic es, 11. (48-06-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 16

8ARTON FINK (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34); UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50); La Bestille, 11. (43-07-48-60) ; Sept Pamassiens 14- (43-20-32-20).

LA SELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint Germain des-Prée, salle G. de Beeuregard, 6- (42-22-87-23).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). LE CERCLE DES PDÈTES DISPARUS (A., v.o.): Denfert, 14- (43-21-41-01); Grand Pavoie, 15- (45-54-46-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Denton, 6- (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 5- (45-74-94-84) ; UGC Biar ritz, 8- (45-62-20-40) : Persmoun Opére, 9- (45-62-20-40); Persindint Opére, 9- (47-42-56-31); UGC Gobe-lins, 13- (45-61-94-95); Mietral, 14-(45-39-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); UGC Meiflot, 17- (40-68-00-16).

CLDSE UP (Iranien, v.o.) : Utopia, 5-(43-26-84-66). LES COMMITMENTS (Irlandais, v.o.)

Epéa de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaorge V, 8 (45-62-41-46). CRDC-8LANC (A., v.o.): UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-78-23); UGC Biarritz, 8-\$685, 8 [47-20-76-23]; UGC Biarriz, 8 [45-62-20-40]; v.f.: Gaumont Les Halles, 1• [40-26-12-12]; Rex, 2• [42-36-83-83]; UGC Odéon, 6• [42-25-10-30]; Publicis Champs-Elysées, 8• [47-20-76-23]; UGC Biarriz, 8• [45-82-20-40) : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95): Gaumont Alesia, 14- (43-27-84-50): Miramar, 14- (43-20-89-52): UGC Convention. 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 16- (45-22-46-01); Le

Gambetta, 20 (46-36-10-96). **PARIS EN VISITES**

MARDI 26 NOVEMBRE

« A la découverte de la « Chine de Paris » dans le triangle d'or des Olym-piades », 15 heures, métro Maison-Blanche (Paris at son histoire).

«Hôtels et jardins du Marais sud et place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Charmes et curiosités du Marais entre 5aint-Paul et Saint-Gervais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (D. Fleuriot).

«L'Opéra-Bastille», 15 heures, au pied de l'escalier (Connaissance de Pans).

«Les facades d'immeubles ramar-quables de la rive gauche», 14 h 30, métro Jussieu (A nous deux Pans). « Le Val-de-Grace, souvenirs d'Anne d'Autriche », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Tourisme

« Les plus célébras tombes du

Opéra, 2. (47-42-60-33) ; Ciné Beau-bourg, 3. (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6- (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94); La Pagodo, 7• (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-80-81); v.f. : Gaumont Convention 15- (48-28-42-27).

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumoni Les Helles, 1• (40-28-12-12) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Bretagne, 6-(42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); George V, 8- (45-82-41-46); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Le Berry Zèbra, 11 (43-57-51-65); Denfert, 14- (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) Les Troie Balzac, 8. (45-81-10-60); v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg,

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

3 (42-71-62-36).

DIVERTIMENTD, LA BELLE NOI-SEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12): Gaumont Ambassade, 8. (43-59-19-08); Gaumont Pamasee, 14 (43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 5-(43-28-48-18) ; Denfert, 14- (43-21-

EURDPA (Dan.-Su., v.o.) : Geumont

16-18); v.f.: Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Pathé Merignen-Concorde, 8* (43-59-82-82); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobe-

L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE 'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8- (46-33-10-82). J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) :

(45-22-48-01).

Epée de 8ois, 5 (43-37-57-47) ; Répu-olic Cinémas, 11 (48-05-51-33). JACOUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire. 6- (45-44-57-34).

JAMAIB SANS MA FILLE (A., v.f.) Paramount Opéra, 8- (47-42-58-31). JESUIT JOE (Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); Pathé Marignen-Concorde, 8• (43-69-82-82); Pathé Montparnesse, 14• (43-20-12-06); v.f.; Pathé Français, 9• (47-70-33-88); Pethé Wepler II, 16• (45-22-47-04)

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr. JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-All.-Autr., v.o.); Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-16); UGC Danton, 6• (42-25-10-30); George V, 8• (45-62-41-48); Max Linder Penorama, 9• (48-24-88-88); La Bastille, 11• (43-07-48-60); Escurial, 13• (47-07-28-04); Kinopano-rama, 15• (43-06-50-50).

LES FILMS NOUVEAUX

ARTHUR RIMBAUD, UNE 810-GRAPHIE. Film français de Richard Oindo : Reflet Logos 1, 5- (43-54-

L'HALLUCINÈ, Film eméricain de Roger Corman, Francis F. Coppole, Jack Nicholson, Monte Hellman, Mark Griffiths, v.o.: Action Ecoles, 5- (43-25-72-07); Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20).

J'EMBRASSE PAS, Film franco-ita-J'EMBRASSE PAS, Fam franco-ita-lian d'André Téchiné : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); UGC Montpamaese, 6- (45-74-94-94); Seint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11- (43-87-90-81); Lisa Nelson 13- (43-48-48-57-90-81); Les Netlon, 12 (43-43-04-96); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet 8eaugranelle, 15- (46-76-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18- (45-22-

PENSÉES MORTELLES. Film améri-PENSEES MORTELLES. Film américain d'Alan Rudolph, v.o.: Gaumont Las Halles, 1• (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8• (43-59-04-67); Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50); 14 Juillet Boaugrenelle, 15• (45-75-79-79); UGC Maillot, 17• (40-68-00-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33); Rex, 2• (42-36-83-93); UGC Lyon Bastille,

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : Forum Drient Express, 1- (42-33-42-28); George V. B- (46-62-41-46); Sapt Parnassiens, 14 (43-20-32-20). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-03-57-57) ; Publicis Horizon, 1* (45-03-67-67); Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); Pathé Merignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); UGC Normendie, 8* (45-63-16-18); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Mont-parnasse, 5* (45-74-94-94); Paramount pamasse, 5º (45-74-54-54); Paramoun Opére, 9• (47-42-56-31); UGC Lyor Bastille, 12º (43-43-01-58); Fauvette 13• (47-07-55-88); Mistral, 14• (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) : Pathé Clichy. 18- (45-22-46-01) : Le Gambetta. 20- (46-38-

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cmémes, 11- (48-05-51-33) ; Danfert, 14- (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15- (45-

HDMEWORK (framen, v.o.): Utopia, 5-HDT SHDTS I |A., v o.) : Forum Hori-

zon, 1- (45-08-57-57); UGC Danton, 6-(42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-94); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Normandie, 8- (45-83-

Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 30, entrée principale (V. de Langlade).

CONFERENCES

92 bis, boulaverd du Montper-nasse, 15 heures : «L'exil de Victor Hugo» (Paris et son histoire). 9 bis, evenue d'léna, 14 h 30

 Khorsabad et Ninive », avec Odetta Boucher (Antiquité vivante). 23. rue François-Miron, 19 h 30 : Ou premier au dernier templiar »,

avec Jean-Luc Chaumeil. 23. quai Conti, 14 h 46 : « Notice sur la vie et les travaux du général Fernend Gambiez », evec François Pueux, membre de l'Académie. Maison de La Villette, 18 h 30 : «Les mal lods, la crise des lottsae-ments en banlieue dans l'entra deux-

guerres», avec Anne Foucaut. Palaie de la découverte, 18 heures : «La prise de vues astro12- (43-43-01-59); Fauvette bis, 13- (47-07-55-88); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaurnont Convention, 15- (48-28-42-27).

POISON . Film américain de Todd Haynes, v.o.: 14 Juillet Parnasse, 8-(43-26-58-00), PROOF. Film australien de Jocelyn

Moorhouse, v.o. : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6-(46-33-78-38) ; Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08) ; Escurial, 13-(47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

RAGE . (*) Film américain de Stephen Gylfenhael, v.o. : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26) ; Pathé Heutefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Merignan-Concorde, 8- (43-59-82-82); UGC Lyon Bastille, 12- (43-(43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial (47-42-72-52); Pathé Montpar-nasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA THUNE. Film français de Philippe Galland : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) : George V. 8- (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9- (47-70-41-40); Faute Français, 9 (47-07-33-88); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Geumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé Montpamasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Ci-chy, 18 (45-22-48-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LAAFI (Burkinais, v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinochee, 6- (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LIFE 18 SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) ; Studio 28, 18• (46-06-36-07).

LINGUINI INCIDENT (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46). MALINA (All., v.o.): Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04).

MILLER'S CRDSSING (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). MISSISSIPPI MABALA (A., v.o.) : Images d'eilleurs, 5• (45-87-13-09) ; Lucemaire, 6• (45-44-57-34).

MDN PÉRE CE HÈROS (Fr.) : Forum 04-67): UGC Lyon Bassile, 12- (43-43-01-59): Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramer, 14- (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-78-79); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maiflot, 17- (40-68-00-18); Pathé

Clichy, 16. (45-22-46-01). LA MDRT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). NETCHAIEV EST DE RETOUR (Fr.) :

Pethé Mangnan-Concorde, 8 (43-59-92-82). NIKITA (Fr.): Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

OPÉRATION CONDOR (Hong-Kong, v.l.): Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montpamasse, 6* (45-74-94-94); UGC Normandie, 8* (45-63-18-18); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Grapolite, 12* (45-61-94-95) Gobelins, 13- (45-61-94-95).

LA PLAINTE DE L'IMPÉRATRICE (AIL. v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77).

POINT 8REAK (*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50). PRETTY WOMAN (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol. v.o.) : Racine Odéon, 6- (43-26-19-68). OUOI DE NEUF, 808 7 (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3· (42-71-52-36); Gaumont Ambassade, 8· (43-59-18-08). RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Cine Sesu-bourg, 3• (42-71-62-36) ; Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-87-77) ; Les Trois Balzac, 6• (46-81-10-60) : Le Bas-tille, 11• (43-07-48-80) ; Les Momparnoe, 14 (43-27-62-37).

RD8IN DES 8016 PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93): Pethé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-86); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.): Ciné 8eaubourg, 3- (42-71-62-38); Studio Galande, 5- (43-54-72-71).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09}.

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A. v.o.) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15- (45-54-46-85). LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Pamasse, 6 (43-26-58-00) : UGC Triomphe, 8 (45-74-

93-50 TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57) ; UGC Odéan, 6- (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. ; Rex (le Grand Rex), (42-36-83-93); UGC Montpernesse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pethé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Wepler, 16 (45-22-48-01); Le Gambetta, 20 (48-38-10-96).

THE INDIAN RUNNER (*) (A., v.o.) ; Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-36). THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26) ; George V. 8• (45-62-41-46). LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaurnont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); Saint-Lembert, 15 (45-32-81-68).

TROUBLES (A., v.o.): Cinoches, 6- 48-33-10-82); UGC Siarritz, 8- (45-62-

UN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.) Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE ... (Fr.) : George V. 8- (45-62-41-46).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94).

URGA (Fr.-Sov., v.o.): Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12); Gaumont Opérs, 2• (47-42-60-33); Parhé Haute-Opera, 2* (47-42-50-33); Pathé Haute-feuille, 6* (46-33-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); UGC Gobelins, 13* (45-51-94-95); Les Montpernos, 14* (43-27-52-37).

VAN GOGH (Fr.): Gaumont Les Halles, 1-40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2-47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6-43-26-68-83); Bretagne, 6-442-22-57-87); Pathé Heutefeuille, 6-48-33-93-6]; La Pagode, 7-447-05-12-16); Gaumont Ambassada, 8-43-58-19-08); Seint-Lazers-Pasquier, 8-43-72-25-43); Parhé Français 9-47-70-19-08); Seint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, 9 (47-70-33-89); 14 Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Gaumont Parnesse, 14 (43-35-30-40); Goumont Aldsia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Worler II 18 (45-24-47-94) Pethé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Pethé Impérial, 2. (47-42-72-62) ; Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14) ; Sept Parmassiens, 14- (43-20-

LE VDLEUR DE CHEVAUX (Chin. v.o.); L'Entrepôt. 14- (45-43-41-63). VOYAGE VERS L'ESPOIR (Suis., v.o.) Forum Orient Express, 1 (42-33: 42-26); Espace Saim-Michel, 5 (44-07-20-49); George V. 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LES GRANDES REPRISES

BEST OF THE BEST (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41). LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 6: (43-26-19-09). CHIEN DE FLIC (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41). LE CONTRAT (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

DEAD MISSION (v.f.) : Paris Cine I, 10-47-70-21-71). (47-70-21-71). DOUBLE DÉTERITE (A., v.f.) : Holly-wood Boulevard, 9-(47-70-10-41). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-FIRESTARTER (A., v.f.) : Brady, 10-(47-70-08-86). GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxem-bourg, 6- (48-33-97-77).

INDISCRET (Brit., v.o.) : Reflet Médicis Logos, salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). KICKBOXER (Hong-Kong, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41). LADY FOR A DAY (A., v.o.): 14 Juliet Parrasse, 6: (43-26-58-00). MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.): Action Christine, 8- (43-29-11-30).

MON CHER PETIT VILLAGE (Tch., v.o.) : Cosmos, 6- (45-44-28-80), NINJA DESTRUCTOR (v.f.) : Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71). LE PARFUM DU DIABLE (v.f.) ; Brady, 10- (47-70-08-86) PORTIER DE NUIT (**) (t., v.o.) ; Le Champo - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60). 54-51-60). **ROSEMARY'S BABY (A., v.o.)** ; Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40) ; Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14). SALO OU LES 120 JOURNÉES OF

. . . .

SODOME (**) (lt., v.b.) ; Accatone, 5-THE SERVANT (Brit., v.o.) : Reflet Logos 8, 5- (43-54-42-34). YOYO (Fr.): Le Champo - Espace Jacques Tari, 5- (43-54-51-60), ZÉRO DE CONDUITE (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25).

A PROPOS DE NICE (Fr.) : Saint-André-cles-Arts II, 6- (43-26-80-25).

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relache DES SIÈCLES DE PAIX. Aubervitliers (Théâtre de la Commune). Centre dramatique national (48-34-67-67) (dim, soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 16 h

FONT ET VAL Dejazet (TLP) (42-74-20-50) (dim., km.), 20 h 30 (20). BERESHIT. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.), 18 h (20). LES TROIS DRAMATICULES, de

Samuel Beckett. Théâtre en actes (43-57-35-13) 21 h (25). RIMBAUD À SA SŒUR ISABELLE. Salle Brasilia. Galerie Brasil Inter Art (48-07-20-17) (dim., lun.), 20 h 30

SCÈNES DE MÉNAGE. Neuilly-sur-Seine. L'Athlétic (46-24-03-83) (dim., lun., mar.), 20 h 30 (20). Y'A PAS QUE LES CHIENS QUI S'AIMENT, Théfitre national de Chaillot (47-27-81-15). Salle Gémier (dim. soir, km.), 21 h; dim. 17 h

GRAND PEUR ET MISÈRE DU III- REICH. Comédie de Paris (42-81-00-11) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. APRÈS L'AMOUR, Théatre de la Main-d'Or Belle-de-Mei (48-05-87-89) (dim. soir, km.), 21 h ; dim.

CHANTAL GALLIA, Renaissance (42-08-18-50) (dim.), 21 h (22).

LES SÉANCES SPÉCIALES A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77) 12 h. ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 18 h. AUCE (A., v.o.): Cinoches, 6• (46-33-10-82) 13 h 40. ARIZONA JUNIOR (A., v.o.): Epée de Bois, 5• (43-37-57-47) 22 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15' (45-54-46-85) 20 h. BLONDE VENUS (A., v.o.) : Saint-Lam pert, 15- (45-32-91-68) 13 h 30. 8DYZ'N THE HDDD (") (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 14 h, 18 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 20 h 10. CASASLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h. LE CHAGRIN ET LA PITTÉ (All.-Suis.) : Reflet Logos II. 5- (43-54-42-34)

LA CITÈ DES FEMMES (IL, v.o.) : Stu-dio Galande, 5- (43-54-72-71) 16 h. LE OÈCALOGUE 10, TU NE CONVOI-TERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 12 h. LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOI-TERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salla Louis-Jouvel, 5- (43-54-42-34) DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h, bert, 15- (45-32-91-68) 17 h 15.

COMBAT OF NÈGRES ET DE CHIENS, Cartoucherie, Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (dim. soir, km.), 20 h 30; dim. 16 h (22). REMONKENO. Amandiers de Paris (43-66-42-17) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (24).

EUX SEULS LE SAVENT. Guiche Montpernasse (43-27-88-81) (dim.), 18 h 45 (25). 18 h 45 (25). NOS MÈRES ÉTAIENT DES FÉES. Eldorado (42-49-60-27), 21 h (25). DIEU GRAMMAIRIEN. Bastile (43-

57-42-14) (dim. soir), 19 h 30 ; dim. 15 h 30 (26). TRANSSIBERIEN. Cité lotematio-nale universitaire (45-89-38-69) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 18 h (26). CONTES ET EXERCICES. Theatre Paris-Plaine (40-43-01-82) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (26).

L'EMPIRE ; ION. Namerre (Théâtre des Amendiers) (46-14-70-00) (dim., lun.), 21 h (26). LES CLEFS. Certoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (dim. soir, lun.), 21 h; dim. 16 h 30 (26). OPÉRA BULLES. Grande Halle de La Villette. Salle Boris-Vian (42-49-77-22) (km.), 12 h (26).

UNE ENVIE DE TUER SUR LE BOUT DE LA LANGUE. Théarre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.), 20 h 30, dim. 15 h (26).

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Républic Cinémes, 11 (48-05-51-33) 14 h. L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beau-bourg, 3 · (42-71-52-36) 10 h 50. L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES

(Tchèque, v.o.) : Accetone, 6- (46-33-86-86) 11 h 40. JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.): Cine Beaubourg, 3* (42-71-52-36) 11 h. LE JOUR DES ROIS (Fr.): Denfert, 14-(43-21-41-01) 13 h 50. JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h. 20 h. LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) 21 h.

11* (48-05-51-33) 21 h. MODERATO CANTABLE (Fr.): Reflet Logos I, 5* (43-54-42-34) 11 h 55: LE MONDE SELON GARP (A., v.o.): Grand Pavols, 15* (45-54-46-85) 22 h. OU LE SOLEIL EST FROID (Rou., v.o.): Latina, 4* (42-78-47-86) 21 h 30. PASSION (Fr.): Denfert, 14* (43-21-41-01) 20 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (46-54-46-85) 18 h 16. QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Seint-Lambert, 15 (45-32-81-68) 15 h; LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77)

QUERELLE (") (Fr.-All., v.f.) : Studio RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 20 h. RASHOMON (Jap., V.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68): 13 h 30. LA REGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 16 (45-32-91-68) 17 h. ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) 20 h. 22 h 16.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-38) 10 h 45. TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 18 h. 37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio des Ursulinas, 5- (43-26-19-09) 17 h 15.

.

. . .

 $\delta \varphi_{\mathcal{B}}$

 $\sum_{i=1}^{n} A_i \cdot i \cdot z_i$

The state of the state of

- 10 gr

700 F 100

يفد خقا

-

4.52

Francisco

417

19.43

Street of

And the

···- 📆 🛊

A Same

138-25

2.5

-

UN CGUR QUI BAT (F.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-18-09) 12 h. LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.): Denfart, 14- (43-21-41-01) 21 h 40. 21 h 40. LA VIEILLE FILLE (A., v.o.): Les Trois Lucembourg, 6 (46-33-87-77) 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05, LA VILLE DORÉE (AL., v.o.): Studio

Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20. LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30, l'm just e Gilles Geulé : 22 h. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84).
Selle I. Salede de nuit : 20 h 15. Charer et Cherer : 21 h 30. J'dois pas être normal : 22 h 30. Salle II. Les Socrés Monstres : 20 h 16. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30. Costa-Vagnon : 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-86-11). Faille dens son premier fatman show : 20 h 15. Mangauses d'hommas : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30. are: 22 h 30 LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ca tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

MOVIES (42-74-14-22). Y a-t-1 une vie après le mariege? : 20 h 30. PLATEAU 26 (48-87-10-76), Elles leissent des traces : 20 h 15. Gendelerie nationale : 21 h 15. PDINT-VIRQULE (42-78-67-03). Manuel Prett: 20 h. Des mots pour le rire: 21 h 16. Charment mais fou: 22 h 30.





22 Les banques autrichiennes préparent l'intégration européenne - L'Etat minoritaire dans le capital de la société autoroutière de la Maurienne

23 Les tribulations de l'Uruguay Round 24 Le projet de contrat de plan 1991-1994 de la Poste 31 Bourse de Paris

BILLET

Prix de la santé et du tabac

L'Assemblée nationale deveit confirmer lundi 25 novembre une décision qu'elle evait déjà fin avril : celle de revenir eur une mesure un peu foile prise en janvier 1991 dans le cadre de la loi Evin, relative à la lutte contre la tabagisme et

l'alcoolisme. On se souvient que, enimés des meilleures intentions du monde, les députés avaient voté fin 1990 un texte interdisant à l'INSEE de prendre en compte le prix du tabac dans le calcul de l'indice. Il s'agissait pour les élus de la nation de participer à la grande croisade entreprise pour améliorer la senté et réduire ses coûts exorbitants. Plusieurs éminents professeurs - Got. Dubois, Tubiana, Hirsch, Grémy - avaient recommandé de triple les prix du tabac sur trois ans Bien évidemment, l'effet d'une telle mesure aurait été ravageur eur l'indice des prix, à un moment où toute le etratégie gouvernementale était basée sur la désinflation et le franc fort. Pour tourner la difficulté, des esprits maline imaginarent de retirer le tabac de l'indice. Il suffisait d'y penser, et la loi Evin fit à l'INSEE l'interdiction qu'on sait, Simplicité ne veut pourtant pas dire raison : depuis qu'il existe, l'indice de l'INSEE e toujours gêné. Aussi, dans la passé, les gouvernements et les groupes de pression ont-ils souvent voulu le modifier. Mais la connaissance scientifique s'eccommode mal, et même pas du tout, de telles préoccupations. Le tabac aujourd'hui, et pourquoi pas, demain, l'alcool, qui cause tant d'accidents de la route? Les protestations des économistes et des statisticiene - sur le thème « Empêcher

47.

10 met 10 2 mg 10 mg

Section 2

9-11

2. 3

. .

total all

1/10FCA

18.0

-

14.42

a management of

. 10-2

الله المراجع ا المراجع المراج

e despera

27

· 李素等 经基本的股份的 多种素 125

interdiction dont seul le Sénat semble ne pas voir le caractère ebsurde. Il reste que les professeurs Got; Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy ont raison de se battre pour qu'on fasse quelque chose. La meilleure solution pourrait être de calculer - à côté de. l'indice iNSEE - un indice des prix hore tabac, qui servirait seuf de référence eu SMIC. Et, pour assurer la crédibilité d'une telle mesure, de la négocier au niveau européen puis mondial, comme le proposent les professeurs.

l'INSEE de calculer un indice

empêcher l'INSEE de penser».

progresser la connaissance -

nationale a profité de la loi

Neiertz pour revenir sur une

ont été entendues. L'Assemblée

c'est l'empêcher de faire

représentatif des

. . . 50

ALAIN VERNHOLES

Dans un rapport au président de la République

La Cour des comptes dénonce le régime «inadapté et illogique» des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales

M. Pierre Arpaillange, premier président de la Cour des comptes, deveit remettre le 25 novembre au président de la République un rapport intitulé : «La gestion de la trésorerie et de la dette des collectivités territoriales». Destiné à une large diffusion, ce document e été rédigé conformément à la com-munication faite au conseil des ministres du 3 janvier : le gou-vernement evait elors décidé d'encourager la Cour à rédiger des enquêtes sur des eujets qu'elle estime importants, dans des fascicules distincts du rapport annuel qui, chaque année à la fin juin, multiplie les critiques sur la gestion publique et donne lieu è une large publicité.

Le rapport, publié le 25 novembre, comporte deux parties distinctes, la première analysant le cadre juridique et finaocier des relations entre l'Etat et les collectivités locales et la seconde, plus coocrète, car étayée sur des exemples précis, dénoccant des pratiques aventureuses, voire illégales, de villes, départements et réginns.

Avec la décentralisation, le poids fioaccier des collectivités s'est considérablement eccru puisoue feur budget atteint environ 700 milliards de franes et les prélèvements obligatoires que représentent les impôts locaux, 5,9 % dn pro-duit lotérieur brnt, au lieu de 4,6 % en 1980. Les concours et transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales oot, eux aussi,

beaucoup progresse: 233 milliards en 1990.

«Le cadre juridique de la gestion des finances locales depuis dix ans n'a que peu tenu compte des impor-tantes modifications dans le paysage législatif et réglementaire qui désormais les encadre », constate la Cour. Paraduxe : les ressources des collectivités dépendent, pour l'es-sentiel, de l'Etat et leurs deniers sont détenos et manies par des comptables publics, functionnaires d'Etat. C'est l'Etat qui détermine les bases des impnts locaux et, dans certaines limites, les varia-tions authrisées des taux. Le recou-vrement des impôts est confié aux accorde aux collectivités des concours variés et aléatoires : il en fixe le montant et la répartition. Eo définitive, sur 100 francs d'impôts locaux, l'Etat intervient sur 75 francs.

Trésorerie

«strictement contrainte» Quant à l'emprunt, les collectivités sont libres d'y recourir et les relations entre une ville et un banquier, affraochies de la tutelle administrative, ont pris un tour commercial, « Mais, écrit la Cour, si la gestion de la dette est totule-ment libèrèe, celle de la trèsorerie demeure strictement contrainte. Les fonds disponibles de ces collectivités doivent obligatoirement être déposés au Tresor, sans rémunération; la trésorerie doit être constamment positive, faute de quoi les paiements sont interrompus, » Cette situation contradictoire et tranchée « est sans égale dans les pays étrangers com-parables », depuis le cadre très libéral du Partugal, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, jusqu'au régime plus contrôlé de l'Italie.

Les collectivités, notamment les Les collectivités, notamment les grandes, n'nnt pas tardé à mettre en cause ce dispositif traditinnel en faisant valoir – appuyées en ce le par le système bancaire – qu'au temps de la suppression des contrôles, il leur était dommageable de laisser improductive une trésorerie qu'elles préféreraient placer avec profit. La Chur remarque toutefois de l'anglère a mis qui jour tefois: «L'analyse a mis au jour des flux financiers croisés entre l'Etat et les collectivités dont le solde n'est pas aisé à déterminer.»

Comptabilités « pas touiours sincères »

En effet, l'Etat prélève pour leur compte les impôts des collectivités et leur verse par douzièmes des avances correspondant aux recettes escomptées. Pour cela, il se fait payer une commission. « En fait, l'Etat ignore le montant exact des impôts locaux qu'il recouvre. Les correspondent bien au vote de cha-cune des assemblées locales ou régionales, mais rien ne permet de savoit si le produit encaissé par le Trésor est égal à la somme défini-tive qu'il reverse. Les deux systèmes - recouvrement et versement - fonctionnent seion leur logique propre sans lien entre eux et les collectivi-lès sont privèes de tout moyen de

Plusieurs exemples de gestion mancière irrégulière ont été établis à partir des travaux de vingt cham-

bres régionales des comptes.

éconnmique qu'il a créé, ce qui permet de réduire massivement des disponibilités excessives et revient à placer des fonds libres en dehnrs

Les communes du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), Amilly (Loiret), Angoulème nu Nice ont eu recours à des intermédiaires finantions qui se snnt révélées

- A Gravelioes (Nord), les avances de l'Etat ayant tardé en 1990, la commuce a dû utiliser une ligne de trésorerie.

- Le conseil régional d'Auvergne, en revanche, a dú attendre longtemps que l'Etat lui rembourse des aides européennes.

- Le département de l'Hérault a consecti des avances de trésorerie importantes à divers organismes, ce qui est irrégulier, d'autant que ces sommes ont été manipulées par des personnes de droit privé,

- Le département des Bouches-du-Rhône a conelu des emprunts au Crédit agricole alnrs qu'il n'en avait pas besoin.

Cour dénonce « une réglementation illogique, incertaine et inadaptée ». ainsi que des comptabilités a pas toujours sincères » ou « rudimen-taires ». Il sera occessaire à l'avenir, estiment les magistrats, de tenir compte de la situation des « satellites » (sociétés d'écocomie mixte ou associations) qui gravitent autour des collectivités locales, dans les comptes desquels se dissi-- Ainsi le département des rus ou les défaillances déjà enregis-Hauts-de-Seion a transféré une par-

Maifaçons au Trésor

par François Grosrichard

ALORS que la décentrelisation, dont on fête les dix ens, devait introduire pour les ecitoyenscité, clarté, et efficacité dans les ralatione entre l'Etet et Merseille, le département de l'Yonne ou la région de Bretagne, c'est apparamment l'inverse qui s'est produit. Les mênes de Gaston Defferre doivent en avoir le bourdon... C'est en tout cas ce qui se dégage à la lecture des 210 pages du rapport de la Cour des comptes que le premier président et ancien garda des sceeux, M. Pierre Arpaillange, viant de remettre à

M. François Mitterrand. Ambiguités, inadeptation, flou juridique, dérives, complexité, para-doxes, contradictions, confusion... Comme à l'accoutumée, le vénérable institution de la rue Cambon et ses escouedes d'Incorruptibles magistrats, autant qu'experts hors pair, n'y va pas de main morte et appelle un chat un chat. Les relations financières antre l'Etat et les collectivités locales, qui engagent chaque année des centaines de miliards de francs, continue à être le banquier, caissier, fermier, contribuable, dépanneur, bon sameritein, huissier, censeur, créencler et débiteur des meires, présidents de conseils régionaux et généraux. Sans que l'on sache, dans ce magma chaque jour plus inextricable seuf pour quelques inspecteurs des finances ou magistrats de la Cour, qui gagne et qui perd, qui feit quoi et qui paie quoi.

> Rideau de fumée

Par la réseau de ses agents et comptables du Trésor, l'Etet détermina et collecte les impôts des collectivités locales. C'eet Bercy qui avance chaque mois à Lille ou au Cantal leurs propres impôte. En même temps, par la jeu subtil des dégrèvemente, ellàgements, dota-tions urbaines, ruraies ou touristiques, subventions en tout genre. l'Etar reverse, selon des critères

contestables, plus de 200 milliards de francs aux collectivités. Et quand celles-ci disposent de fonds, il leur est interdit de les placer, pour qu'ils fructifient, à New-York ou en Sicav. Le Trésor les accapare dans ses es avec un taux d'intérêt de... 0 % pour les prêteurs.

Certains parient de vases communicants et de jeux à sommes nulles. En vérité, le rideau de furnée est tel que personne n'en sait rien et que les limiers de la Cour des comptes eux-mêmes, en épluchant les comp-tabilités de 246 villes, régions et départements, petits et grands, ne se sont pas encore fait une religion.

La gestion de la trésorarie, les modelités de financement des investissements, les conditions d'appel à l'emprunt sont devenues des techniques de plus en plus sophistiquées, pour lesquelles il faut faire eppel à des professionnels avertis. A côté des banques, qui trouvent dans le marché local des clients en général eolvebles (cer les cae désastreux comme Angoulême restent rares), on commence a voir frapper aux d'un genre nouveeu (cebinets, consultants, intermédialres, paeudoexperts), dont la Cour des comptes, à luste titre, dénonce le comportement parfois douteux. Des aigrefins, meîtree dene l'ert de ferder les comptes ou de promettre monts et merveilles à des étus désarmés, ont surgi des labyrimbes de la décentrali-

comptes alent, de leur propre initia-tive, décidé de mettre en alente les 700 000 élus locaux et les citoyens sur les plèges d'un système relationnel avec l'Etat qui les dépasse, vollà qui est à leur honneur, quelques mois avant des élections locales et régionales importantes. «Quand on constate toutes ces malfaçons et cette opecité, commente avec gravité le premier président de la Cour, M. Pierre Arpaillange, on ne peut manquer de redouter des risques d'explosion du système. » M. Mitter rand est averti.

Avec 27 000 emplois dans la défense

L'Aquitaine va souffrir de la réduction des dépenses militaires

BORDEAUX

de notre correspondante

Les restrictions du budget de la défense dès 1992 et les incertitudes de la future loi de programmation militaire, qui devrait courir jusqu'en 1997, font peser des menaces sur l'avenir du pôle aénonautique et spa-tial en Aquitaine. Ce pôle est en effet ent axé sur les industries de

D'abord pris de court, les respon-sables locaux ont commencé à réagir. Sans attendre, les salariés du secteur les avaient précédés en septembre et en octobre. Ils out débrayé et manifesté à plusieurs reprises. Il semble acquis que le groupe Aérospatiale doive supprimer quatre cents emplois d'ici à 1994. Plus de cent cinqui emplois disparaîtront à la Société européenne de propulsion (SEP) de Bordeaux, et la Société nationale des partiel qui pourrait être suivie par grité de l'appareil de production».

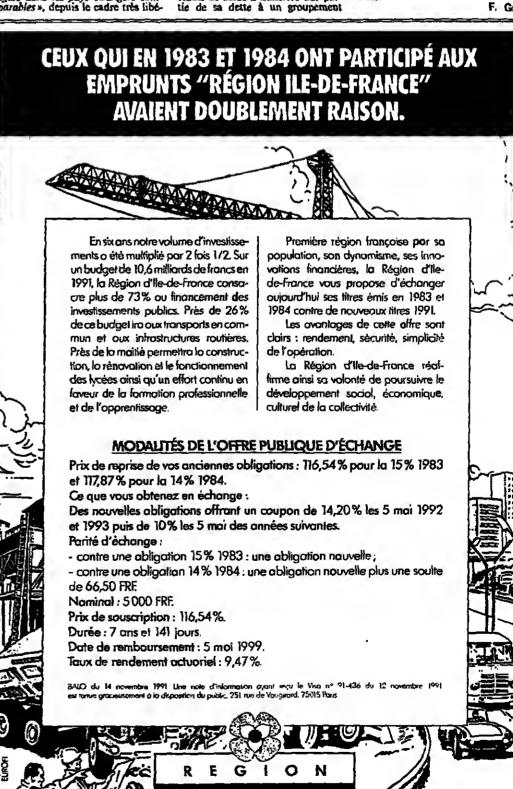
Aujourd'hui, les élus et les responsables régionaux montent au créneau pour défendre l'avenir d'un secteur qui fait vivre, directement ou indirectement, 27 000 personnes en Aquitaine. La plupart des firmes tra-vaillant pour la défense sont présentes dans la région : Aérospatiale, SEP, SNPE, Dassaolt, Thomson, CAEPE, Sextant Aviocique, CEA, ECEL, Le 12 novembre, une confé-rence régionale a rassemblé à Bordeaux élus, universitaires, chercheurs, industriels et représentants du personnel. Des études ont été laricées pour élaborer un plan d'action basé sur la formation, la recherche et l'aide aux PME sous-traitantes, nombreuses dans la région. Le comité économique et social régional doit réaliser sune évaluation de la situa-

actuellement une période de chômage moyen terme pour l'emploi et l'inté-

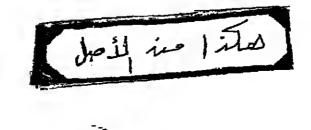
Le président du conseil général de Gironde, M. Philippe Madrelle (PS), propose « la signature d'un contrat de conversion avec l'Etat et les grandes entreprises concernées» afia de permettre « à près court terme le mai tien des égulpes et capacités d'étude de haut niveau» et à long terme «une stratégie de diversification» des établissements vers l'industrie civile. Le conseil régional d'Aquitaine, pré-sidé par M. Jean Tavernier (RPR), envisage pour sa part de se doter, dés 1992, d'un «fonds d'aide aux muta-tions de l'industrie de défense de l'aéronautique et de l'espace ».

Au-delà de l'inévitable concurrence politique en période électorale, un certain consensus s'est établi pour plaider la cause d'une région dont l'industrie militaire est, avec l'agriculture, le principal atout économique.

GINETTE DE MATHA



ILE-DE-FRANCE



ÉQUIPEMENT

Transformation d'un statut juridique

L'Etat sera minoritaire dans le capital de la société autoroutière de la Maurienne

de notre bureau régional

Réuni à Lyon, le conseil d'administration de la Société fran-çaise du tunnel routier du Fréjus (SFTRF) a accepté la transformation de son statut juridique, qui devrait lui permettre d'obtetion d'une autoroute de 63 kilomètres, dans la vellée de la

Maurienne, en Savoie. Candidat déclaré, dès l'origine, pour réaliser cet ouvrage de liaison entre la France et l'Italie, M. Pierre Dumas, président de la SFTRF, sénateur (RPR) de la Savoie et vice-président dn conseil régional, avait toutefois posé en préalable le maintien du caractère régional de cette société, dont le capital est actuellement détenu à 65 % par les collectivités locales

l'issue de longues négociations, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Paul Quilès, ministre de l'équipement, ont accepté le statut dérogatoire revendiqué par la SFTRF.

A la faveur d'une augmentation de capital de 35 millions de francs, Autoroutes de France

occuper une position minoritaire avec 49 % des parts, incluant celles de sociétés publiques et nationales (banques, compagnies d'assurances...), ce que, pour l'instant, l'Etat a refusé aux autres sociétés concessionnaires.

M. Dumas a accepté ce com-promis, qui réduit à 47 % la proportion des collectivités terri-



Want to know whether the world will be a richer or a poorer place next year?



Whether Europe's market will arrive on time or not?

Whether there's a future at all for wristwatch telephones?

Or whether the next Olympics will be the last of its kind? Don't visit a clairvoyant.

Visit your newsstand and get a copy of 'The World in 1992', from The Economist Publications. It's written by top politicians, journalists,

analysts and academics. And it's packed with prophecies and pre-

dictions about the way the world will be in 1992. lt's colourful, controversial, often enlightening

and always an entertaining read. A copy awaits you at any

PUBLICATIONS

forward-looking newsstand.

CORRIERE DELLA SERA

YTHE INDEPENDENT

Le Monde

Süddeursche Zeitung

ÉTRANGER

Après quarante-cinq ans de surprotection

Les banques autrichiennes préparent l'intégration européenne

L'Autriche a frenchi début novembre le dernière étape sur la voie de la libéralisation des mouvements de capitaux, mesure importante pour les banques du pays, qui préparent leur entrée dans le grand merché européen eprès evoir vécu pendant plus de quarantecinq ans dans un secteur nationalisé surprotégé.

VIENNE

de notre correspondante

Plus avancée sur la voie de la déréglementation financière que certains pays de le CEE – les Antrichiens peuvent désormais librement ouvrir des comptes à l'étranger, y acheter des titres de valeur, et le marché autrichien est ouvert aux. émetteurs étrangers, l'Autriche devrait expendant rapi-dement adapter sa législation financière an droit européen.

La loi sur la réglementation des devises datant de 1946 est toujours en vigueur – les mesures de libéralisation ont été décrétées par libéralisation ont été décrétées par la Banque nationale – et doit être modifiée le plus vite possible pour adapter la législatiou aux réalités. L'espace économique européen (EEE), entre le CEE et l'AELE (Association européenne de libreéchange) à partir de 1993, imposera an secteur bancaire l'acquis communautaire en la matière bien avant l'adhésion de l'Autriche à la avant l'adhésion de l'Autriche à la CEE prévue au plus tôt en 1995. Une nouvelle loi sur les banques devra notamment régler le libre accès des établissements étrangers.

Pour réanimer le marché financier par une plus grande diversifi-cation de l'offre, la législation en vigueur devrait être dépoussiérée pour autoriser notamment des

fièrre

« Les chances de créer un mar-ché d'émissions florissant restent cependant réduites tant qu'il existe des formes multiples de subventions aux crédits qui détournent les entrepreneurs du recours au marché financiers, estime M. Anton Staurel directur de la section de Stanzel, directeur de la section de contrôle des banques et de la Bourse an ministère des finances.

Pour relever le défi de l'intégration européenne, le petit monde bancaire autrichien est depuis un an saisi d'une véritable fièvre de réorganisation, de restructuration et de fusion, pour faire acquérir aux banques des dimensions leur permettant de mieux affronter la concurrence européenne.

La première grande opération de fusion début octobre entre la Zen-tralsparkasse et la Laenderbank, respectivement la troisième et la respectivement la troisième et la quatrième benque du pays, a about à la création de la Bank Anstria. Première banque d'Autriche avec 9 500 employés et une somme eu bilan de 482 milliards de schillings (un pen plus de 230 milliards de francs), la Bank Austria n'occupe cependant que le cinquantième rang parmi les banc cinquantième rang parmi les ban-ques européennes. Dans ce « mariage », la Laenderbank, à 50 % entre les mains de l'Etat, a apporté de multiples participations

industrielles (plus de 200 entre-prises avec quelque 19 500 employés) et la «Z», la plus grande caisse d'épargne, sous le contrôle de la mnnicipalité de Vienne, son réseau impressionnant tant d'entreprises municipales (hôtels, restaurants, piscines, etc.). En dépit d'une loi adoptée en mars dernier sur la privatisa-tion des établissements bancaires, la Bank Austria restera sons le contrôle de la ville de Vienne et de l'Etat (22 %). Et d'autres fusions se préparent sur le secteur bancaire, qui réalise 5, t % du pro-

duit intérienr heut (PIB) et

emploie 79 000 person Le talon d'Aebilte des 1 210 banques autrichiennes est leur faible rentabilité, leurs effectifs pléthoriques et leur réseau trop dense de filiales (une filiale pour 1 350 habitants). Conséquence : les frais de personnel totalisent 70 % des penses. Autre handicap des établissements - qui ont enregistré en 1991 pour le denxième année consécutive un recul net de leurs résultats d'exploitation - face à la concurrence européenne : offre modeste de services haut de gamme (faible part des commissions dans les revenus), qui ne fournissent que 19 % des revenus contre 80 % en provenance des opérations primaires (livrets d'épargne, crédits).

Sur les faiblesses structurelles vient de se greffer un autre pro-blème qui risque d'hypothéquer l'avenir des banques entri-chiennes : les crédits non garantis de l'ordre de quelque 56 milliards de schillings aux pays de l'Est, dont 21 miliards à l'Union sovié-tique. L'Autriche est, derrière l'Al-lemagne, la France, le Japon et l'Italie, au cinquième rang dans la de crédits ouverts. L'annonce faire par le vice-directeur de la Banque soviétique de commerce extérieur, M. Anatoly Noskov, sur les réserves en devises épuisées de l'URSS a donné des frissons dans le dos aux directeurs des banques autrichiennes concernées. En 1990, la débacle bulgare a coûté quelque 7 milliards de schillings aux ban-ques autrichiennes.

MICE ADJUDICATES

WIEITE DU CAN

L'ouverture européenne mettre en cause une spécificité chère à l'Antriche: l'anonymat du livret d'épargne, « pilier de l'épargne » depuis plus de cent cinquante ans, comme t'a souligne M. Maria Schaumayer, présidente de la Banque nationale. Bien que les banquiers autrichieus assurent que ce livret anonyme n'a rien à voir avec le blanchiment d'accest. depuis plus de cent cin avec le blanchiment d'argent d'ori-gine criminelle, mais relève plutôt du domaine de la fraude fiscale, on ne croit guère, dans les milieux bancaires, à la survie de l'anony-mat au-delà de l'entrée du pays dans la CEE.

Scion une analyse de la Cre-ditanstait, la stratégie de survie des banques autrichiennes dans un marebé à concurrence aebarnée marché on à choisir une approche régionele adaptée à teurs atouts écifiques, en l'occurrence le mar-

WALTRAUD BARYLI

Une proposition d'agents de change danois

La création d'une Bourse nordique commune est mise à l'étude

COPENHAGUE

de notre correspondante

Trente et un membres de l'Asso-ciation danoise des agents de change ont pris l'initiative de pro-poser à leurs homologues des quatre autres pays scandinaves la création d'une Bourse nordique commune, capable de concurrencer avec le maximum d'et tent per avec le maximum d'atouts les principales places financières européennes.

Cette idée a été très favorable-ment accueillie à Oslo et à Sto-ckholm, où les syndicats d'agents de change ont décidé de l'analyser des leur prochaine réunion plénière. Il y a quelques années encore, les Bonrses de pays scandinaves se limitaient à des opérations stricte-ment locales. Seules les obligations et les actions émises dans le pays même y étaient cotées. Ce n'est que la CEE, que la Bourse de Copenhades sociétés suédoises et norvégiennes. Le rapprochement CEE-AELE leur a ouvert de nouvelles perspectives, tandis que la technologic de pointe renforçait leur coopération au niveau purement pratique.

Aujourd'hui, elles sont reliées entre elles par le système électronique Nordquote qui, pour fonction-ner parfaitement, demandera cependant encore quelques mises an point. Si les uns et les antres parviennent à se mettre d'accord assez vite - et Pouverture du marché unique en 1993 devrait les y pousser cette Bourse nordique-pourrait déjà

La Communauté européenne se montre déçue par le raidissement américain dans les négociations commerciales

L'Uruguay Round est en panne, butant toujours sur l'obstacle agricole. La semaine passée, le négociateur de la CEE, M. Guy Legras (directeur général de l'agriculture à la Commission européenne), et celui des Etats-Unis, M. Richard Crowder, se sont séparés eprès avoir constaté qu'il n'était pas possible de rapprocher suffisamment les positions pour allar de l'avant. En visite à Tokyo lundi 25 et mardi 26 novembre, M. Frans Andriessen, le commissaira européen chargé des relations extérieures, devait discuter de l'évolution des relations commerciales entre l'Europe et le Japon.

GENEVE

de notre envoyé spécial

mouvement manifestée par le pré-sident George Bush, lors du sommet CEE-Etats-Unis, le 9 novembre à La Haye (le Monde du 12 novembre), ont été décus. Les Europeens reprochent aux Américains d'avoir raidi leurs positions. Il est vrai que les 18 et 19 novembre, les ministres de l'agriculture de la CFE avaient, de lear côté, adopté une position qui ne donnait guère de marge de mangeuvre à M. Legras, leur oégociateur.

divergences entre les Douze, comme eo a témoigoé la réunion du «Comité de l'article 113» (il ras-semble les plus hauts fonctionnaires chargés du commerce extérieur dans les États membres) qui s'est tenue vendredi 22 novembre à Genève. La mnitié des délégations (dont le Royamne-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas) a plaidé pour ooe reprise rapide des contacts avec les Améri-cains, exprimant son soutien aux tentatives de médiation que pourrait entreprendre M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT. Celui-ci vient de présenter un document de treote-neuf pages, guide pour la négociation agricole et amorce de compromis, que les Français rejet-tent comme faisant trop peu de cas des thèses de la CEE.

La recherche d'un compromis équilibré

Au cours de cette réunion des Douze, le représentant britannique a expliqué que les ministres de l'agriculture ne pouvaient être les seuls arbitres des intérêts de la Communauté... L'antre moitié des Etats membres (dont la France, l'Italie, l'Italie, l'Espagne, la Belgique) a préféré mettre en relief l'absence de mobi-lité des Américains, M. Jacques Desponts, directeur de la DREE (la direction des relations économiques extérienres du mioistère des finances), a tenu un discours très ferme, expliquant qu'il o'y aurait

pas d'accord si on ne parvenait pas à un compromis équilibré.

A méricains ne bougernnt pas », accuse un haut fonctionnaire bruxel-

Les Français semblent convaincus que le GATT ne constitue plus une priorité pour l'administration de Washington, celle-ci voyant dans la perspective d'un accord, comportant forcement des concessions, autant d'inconvénients que d'avantages sur le plan électoral. Selon eux, elle campera dooc désormais sur des positions très raides, en agriculture mais aussi dans d'autres secteurs. A leurs yeux, les positions radicales auxquelles s'accrochent les Améncains en matière de subvections constituent une menace grave pour l'industrie séronautique curopéenne. Els constateot aussi le refus des Etats-Unis de renoncer à l'usage des mesures de rétorsion commerciales unilatérales (la section 301 du Trade Act) qui sont contraires au GATT. A propos de l'agriculture, ils remarquent qu'au cours des jours passés.

Mª Carla Hills (le principal négociateur américain) a coofirmé à M= Elisabeth Guigou, ministre fran-çais des affaires européennes, ainsi que M. Edward Madigan (le secré-taire à l'agriculture) à M. Louis Mermaz, la modestie de leur marge de

Les représentants français. confrontés à la colère paysanne et aux critiques des organisations pro-fessionnelles, donnent parfois l'impression de s'accommoder du pré-tendu immobilisme des Etats-Unis. «Ceux qui ne veulent pas d'accord au GATT ont le secret espoir que les

De fait, les dirigeants de la Commission ont, d'une double manière, une analyse très différente que celle de ces Cassandre parisiens. Convaincus que le président Bush considère un accord au GATT, gage de reprise aux yeux de ses industriels, comme un dément positif en use des les un élément positif en vue des élec-tions de 1992, ils ne doutent pas que les Américains bougeront finale-ment à Genève. Surtout, ils estiment que la Communauté, plus que jamais, a besoin d'une conclusion harmonicuse de l'Uruguay Round,

> Union politique, réforme de la PAC

sont demandeurs en matière de libé-ralisation des échanges de services. de renforcement de la protection intellectuelle, d'accès aux marchés, et qu'il y a là des intérêts à défendre tout aussi réels que ceux de l'agricul-ture. C'est vrai parce qu'un échec de l'Uruguay Round significait uo regain de tensions transatlantiques, source de discorde entre les Douze, qui ne pourrait qu'entraver la marche vers l'union politique, ct, dans l'immédiat, gener le bon dérou-lement du Conseil européeo de Maastricht, les 9 et 10 décembre prochain.

Mais c'est vrai surtout parce que l'objectif prioritaire de la CEE est de réussir la réforme de la politique

les enuvernements des Dnuze en sont convaincus, est incontournable qu'elle a intérêt à approuver le projet conçu par la Commission. S'agis-sant des céréales, qui sont aussi au ce projet s'analyse comme une modification du régime de soutien dont bénéficient les producteurs (fortes baisses des prix, compensées par des versements directs), une diminution de la production par le biais de programmes de gel des terres, une réduction des exporta-tions subventionnées vers les pays

tiers, mais une reconquête du mar-

ché intérieur de la CEE (celle-ci est

essentielle pour les Français, dont

70 % des exportations agricoles sont d'ores et déjà destinées aux autres

États membres). Ce programme peut et doit s'appuyer sur un accord au GATT. Plusieurs dispositinns en diseussion peuvent y concourir, « Nous avons un intérêt certain à ce que notre réforme trouve des contreparties, soit accompagnée de l'extérieur. S'il n'y o pas d'accord avec les Américoins. l'agriculture (démocrate-chrétien), nous serons vulnérables et la réforme sera hypothéquée», souligne un des principaux négociateurs de la Com-

statu quo, source de toutes les frustrations, ne devraient pas l'admettre.

mission. Sculs les partisans d'un

Contestation de la réforme de la politique agricole commune en Italie

Plusieurs centaines de milliers de paysans en colère ont manifesté à Rome

Plusieurs ecntaines de milliers d'agriculteurs italiens (400 000 sehn les organisateurs) unt défilé samedi 23 novembre à Rome pour exprimer leur refus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui les contraindra à réduire leurs productions.

Le président de la confédération des agrieulteurs (Coldiretti), M. Arcangeln Lobianco, définissant la réforme actuellement en discussion à Bruxelles comme « une tromperie », a lancé uo appel au président du ennseil M. Giulio Andrentti, afin qu'il snutienne auprès de ses partenaires européens un secteur « snmbront dons une crise irréversible».

« Si un ministre n'est pas en mesure de défendre les intérêts du secteur ogricole, qu'il change de métier et que ce soit le président du conseil qui le fasse », s'est écrié le président de la Coldiretti, attaquant durement le ministre de M. Giovanni Goria. «La politique nationale et celle de la Communauté sont en train de nous êtrangler deputs dix ans. Nous sommes las de voir les ogriculteurs traités comme des morionneites. » -PHILIPPE LEMAITRE (AFP.)

SOCIAL

٠,٠٠٠

There is no second

1-1-

Company of the same

78. 88.30 m

and the state of the state of

Same of the same of

والمسومي

- 7276-7-20 -

Frank

tter to

A 1800 350

T. 64-1

100 m

Bayer e

registry to the

Transaction .

L'ANPE doit « impérativement augmenter

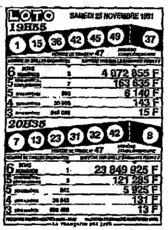
sa part de marché» «Notre part du marché du recru-tement doit impérativement augmen-ter», déclare M. Jean-François Colin, nouveau directeur de l'Agence natio-nale pour l'emploi (ANPE) dans un entretien publié lundi 25 novembre par les Echos, «Nous ne partiendrons pas autrement à réduire le chôrnage ni à buter efficacement contre son carreà lutter efficacement contre son carac-tère sélectif et inégalitaire qui concerne les chômeurs de longue durée, les jeunes sans qualification ou certaines cotégories de femmes », estime M. Colin, qui a «donne instruction l'ANPE pourrait a avoir utilement des

contacts avec des entreprises de travail temporaire pour utiliser l'intérim

comme un moyen de réinsertion». LOTO SPORTIT Nº 54 RESULTATS OFFICIELS 22 897 2 MATCHS DU JOUR TANKE PERMI THE PARTY OF THE PARTY

n Fin du conflit à La Lainière de Roubaix. - Les grévistes qui occu-paient, depuis buit jours, les locaux de La Lainière de Roubaix oot levé dimanche 24 novembre les piquets de grève à la suite de l'accord intervenu. greve à la suite de l'accord intervent, la veille, entre les syndicats et la direc-tion (le Monde du 23 novembre). L'ac-cord prévoit notamment le versement aux deux centasalariés licenciés d'une prime de 50 000 francs qui viendra s'ajouter aux indemnités convention-noles de licenciement. nelles de licenciement. D Fin du conflit à la Société des caux

de Volvic. - Un protocole d'accord a été signé dimaoche 24 novembre entre la direction de l'usine d'embouteillage des Eaux de Volvic (Puy-de-Dome), qui emploie cinq cents salaries, et les syndicats CGT et FO. Au terme de cinq jours de grève, les grées out obtenu une a de 1,2 % des salaires et une revaloriation de 100 francs mensuels au l'enovembre et de 50 francs au le février.



(Publicité)

ANNONCE ADJUDICATIVE CONCERNANT LA VENTE DU CAVIAR D'IRAN

La société enumerciale SHILAT suuhaite vendre aux enchères sa production de caviar iranien aux pays du Mnyeut-Orient ainsi qu'au

L'adjudication sera faite pour la recherche d'un distributeur exclusif pour l'ensemble des pays mentionnés ci-dessus et ce, pour une période de cinq années qui démarrera dès janvier 1992.

Afin de participer à cette adjudication, tous les intéressés devront régler une somme de USD 500 su compte n° 5065600007 à la banque Deutsche – Iranische Handels banque Hamburg – Allemagne ou le compte n° 20043229 à la banque commerciale Gharani branche Tehran – IRAN et ce afin d'assumer les dépenses d'inscriptinn et de réception des ducuments adjudicatifs pendant la période de 30 jours après la date de cette annonce. La clôture des adjudications se fera le 31-12-1991.

SHILAT TRADING CORPORATION

nº 24, rue li-Mir Emad avenue Tel.: 021-842697-842006-8 Tix: 214203 KVIA-IR

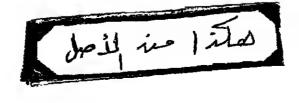
2t2720 SHIL-IR Fax: (021) 85417t

BOCKENHEIMER LANDSTRASSE 43,6000 FRANKFURT - MAIN GERMANY Tél.: (069) 7240448-49 Tix: 414462 KVIAF - D Fax : (069) 7240641

Le bureau à Dabai (AL-JHAHAD) place de JAMAL ABDOLNASER constitution MORVARID

SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD. Directeur financier d'un grand investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, tes dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avance technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est done pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribue à FRANCE TELECOM les meilleures notes: Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.





SAINT LOUIS

Le Conseil d'Administration de SAINT LOUIS, réuni le 20 novembre 1991, a décidé d'offrir aux actionnaires et porteurs d'obligations convertibles ARJOMARI-PRIOUX, la possibilité d'échanger leurs titres contre des obligations convertibles SAINT LOUIS.

Cette offre porte sur la totalité des titres ARJOMARI-PRIOUX. SAINT LOUIS s'est engagé à accepter tous les titres présentes à l'échange quel que soit leur nombre.

A chaque détenteur d'une action ARIOMARI-PRIOUX, il est offert 5 obligations convertibles SAINT LOUIS présentant les caractéristiques suivantes :

Valeur nominale Durée de vie 8 ans Taux d'intérêt 7% louissance I" janvier 1992

Amortissement normal Parité de conversion 3 obligations converties en 1 action SAINT LOUIS Prix de remboursement

Convertibilité des obligations à tout moment à compter du 31 mars 1992 En cas de succès intégral de l'Offre Publique d'Échange, il serait émis au maximum

8 200 000 obligations convertibles, pour un montant d'environ 4,3 milliards de francs. Cette opération, réalisée dans un cadre amical, n'entraîne pas de dilution au niveau du résultat par action. Elle doit permettre à SAINT LOUIS de clarifier et de simplifier ses structures afin de jouer

Elle permet aux actionnaires d'ARJOMARI-PRIOUX de rester associés aux destinées du groupe papetier ARIO WIGGINS APPLETON tout en participant au développement d'un grand groupe industriel diversifié qui a fait la preuve de son dynamisme et de sa rentabilité.

Pour toute information relative à ce communique, appeler SAINT LOUIS - François DROIN, Tél. 40.76.74.72.

Le Monde **PUBLICITÉ FINANCIÈRE** Renseignements : 46-62-72-67

L'HERMÈS Editeur manuel d'allemand économique et commercial B. TIIIBAUDET et J. DIBON 2ème èd. 1991 L'essentiel sur L'anglais commercial et économique J. Neil Mc QUEEN lère ed. 1991

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Seguier 75006 PARIS

Le projet de contrat de Plan 1991-1994

L'Etat sera mieux servi que la Poste

Le gouvernement semble avoir mis tous les avantages du côté de l'Etat dans le projet de contrat de Plan avec la Poste, transmis mercredi 20 novembre è la commission supérieure du service public des postes et télécommunications. Ce projet, qui doit être soumis le 26 novembre au conseil d'administration de la Poste, réduit progressivement les contributions de l'Etat et impose à l'établissement des gains de productivité et un contrôle de ses charges particulièrement rigou-

C'est avec un retard important que l'Etat aura présenté le projet de contrat de Plan 1991-1994 de la du service public. Retard sur le calendrier prévu d'abord. Cette instance, composée en majorité de parlementaires et chargée de veiller à l'application des principes de la réforme des postes et télécommunications, aurait en effet dû être sai-sie avant l'été. Résultat, le budget 1992 du ministère des P et T aura été examiné par l'Assemblée nationale avant que soit connu le projet de contrat de Plan, alors qu'il devrait tenir compte de celui-ci. Retard ensuite sur France Télécom, l'autre établissement public

issu de la réforme, dont le contrat de Plan, présenté en septembre, a été approuvé début novembre.

C'est que la réforme de la Poste a toujours été plus délicate que celle de France Télécom. La situa-tion est inversée : il s'agit, du côté de l'Etat, non d'obtenir une participation au financement de la filière électronique et un partage des bénéfices, mais de limiter la rému-nération à verser pour l'usage des fonds des Comptes chèques pos-taux (CCP) et de la Caisse natio-nale d'épargne (CNE). De son côté, la Poste n'est pas piacte sur des marchés au développement impor-tant ni assurée par l'évolution technologique de gains de productitechnologique de gains de producti-vité considérables; elle doit obtenir des gains de productivité d'nne industrie de main-d'œuvre (1) travaillant sur des marchés généralement mitrs (courrier, comptes courants, livrets d'épargne classiques).

Cela se retrouve dans le projet de contrat de Plan. Les tâches assignées à l'établissement ne prêtent guère à discussion. Pour le cour-rier, la Poste doit diversifier les services offerts, conforter son rôle de transporteur (notamment pour la presse), être davantage présente dans les zones suburbaines. Elle doit surtout améliorer la qualité du service en délivrant les trois quarts du courrier normal le lendemain de l'expédition.

Pour les services financiers, la Poste doit consolider sa part de marché, notamment pour les placements (les sicav, en particulier), améliorer sa productivité par le reconrs à des technologies modernes et enfin se mettre au niveau pour les relations interna-

Ce sont évidemment les conditions financières qui font problème, et notamment les verse-ments de l'Etat à la Poste. Le gouvernement a-t-il voulu se placer en position de force pour la phase officielle du contrat de Plan? En tout cas, le projet réduit fortement les contributions du budget et de la Caisse des dépôts.

ont procuré depuis 1985 ses béné-fices à la Poste, la rémunération des chèques postaux, portée de 4,5 % à 5,5 % en 1992 (le Monde du 9 novembre) réconstruires du 9 novembre), retombemit à 5 % en 1994. Celle des livrets A et B, fixée dorénavant en pourcentage des dépôts, chuterait de 1,5 % en 1992 à 1,4 % l'année suivante et 1,2 % en 1994, descendant ainsi au taux actuellement accordé aux caisses d'épargne Ecureuil. Parallè-lement le montant des dépôts bais-serait de 2 % par an.

Cela correspond-il à « la juste rémunération » prévue par la loi du 2 juillet 1990 et visant eun niveau au moins égal au coût (de la col-iccte des fonds) en tenant compte des gains de productivité obtenus »? La Poste évalue ce coût a au moins 7 % pour les CCP, montant contesté an ministère de l'écono-mie et des finances. Mais le contrat paraît en deçà des estimations

qu'on peut tirer du rapport Ullmo qui, pourtant sévère pour les services de la Poste, souligne les contraintes qui pèsent sur la CNE : celle-ci doit apporter au Trésor le montant total des livrets B, alors que les caisses de l'Ecureuil en disposent librement.

Le courrier déficitaire

En tout état de cause, les versements de l'Etat (directement ou per la Caisse des dépôts) diminue entre 1992 et 1994 - une baisse de plus de 13 % En fait, quai de Bercy, on souhaiterait rééquilibrer les recettes de la Poste entre ses deux branches, les services financiers, fortement excédentaires ces dernières années, et le courrier, toujours très légèrement déficitaire. pour obliger l'établissement à améliorer la productivité en même temps que la qualité du service.

Pour le courrier, le projet table sur une progression globale supé-rieure de 1 point à celle du produit intérieur bent (PIB), alors que la Poste s'en tenait à la différence de 0,6 % constatée cette année. Compte tenu de cette hypothèse optimiste, la contribution de l'Etat au transport des journaux - « mission de service public » de la Poste – portée de 1 à 2 miliards de francs en 1992, reviendrait, selon le projet, à 1,9 milliard en 1993 et 1,8 milliard en 1994, pour un déficit évalué à 3,3 milliard ou 3,5 milliards. Le projet reste, par ailleurs, muet sur la rémunération du courrier de l'Etat, pourtant prévue dans le cahier des charges de

En même temps, il demeure très flou sur l'évolution des tarifs postaux; contraire aux prescriptions du cahier des charges, bien qu'il demande à l'établissement publie d'assurer l'éconhibre financier des services dont il a le monopole (les où il est soumis à la concurrence

Réductions prévues (1,7 milliard tudes tarifaires et contraintes nouvelles, rendent forf aléatoire l'éouilibre financier de la Poste et le financement de ses investissements pendant les prochaines années. D'autant que l'établissement va devoir, à partir de 1992, payer des intérêts eau taux du marché» sur le « découvert » accordé par l'Etat, correspondant au déficit accumulé avant 1986, et devra, en même temps, établir un calendrier de remboursement... Bref, dans ce projet de contrat de Plan, l'Etat paralt bien mieux servi que la

(1) Les frais de main-d'œuvre représentent 75 % des changes de la Poste.

La conférence sur les télécommunications en Europe orientale

A la recherche d'une nouvelle numérotation téléphonique européenne

M. Theodor Irmer, directeur de l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'organisme chargé de la standardisation téléphonique mondiale à Genève, a de quoi pavoiser: il est sur le point de récupérer le 37, l'indicatif téléphonique de l'ex-RDA. La grande Allemanne a en effet promis de Allemagne a en effet promis de rétrocéder ce numéro à l'UIT des que la Bundespost aura procédé au changement de numérotation télé-phonique - il faut actuellement composer le 49 (ex-Allemagne fédérale) ou le 37 (ex-Allemagne orientale).

Une situation héritée des années One situation heritée des années 60, époque où les pramiers téléphones automatiques furent mis en service, quand l'équilibre géopolitique du monde semblait immuable. Il s'agissait d'imaginer la configuration la plus économique possible des la presentation d'une systemice des la configuration de la plus économique possible des la configuration d'une proposition d'une systemice des la configuration d'une systemice de la configuration d'une systemice des la configuration de la confi dans la perspective d'une extension dans la perspective d'une extension modérée du réseau et, surtout, un système qui ne perturbe pas outre mesure le citoyen pour qui cette nouveauté était déjà une révolution. Compte tenu de la population et de la puissance de l'Amérique du Nord, on lui accorda le 1. L'Europe eut droit aux indicatifs allant de 30 à 49, l'Amérique latine, du 50 au 59, tandis que les pays en voie de développement durent se rabattre sur les codes à trois chif-fres.

Aujonrd'hui, la situation est

devenue beaucoup plus mouvante, comme ont pu le constater les par-ticipants à la première conférence sur le développement des télécommunications en Europe centrale et orientale réunie à Prague du 19 au 22 novembre. L'aneien partage entre pays du Sud et pays du Nord est remis en cause. Mais les plus grandes sources de préoccupations viennent cependant des nouveaux Etats indépendants. «Il va de soi que les anciennes Républiques d'Union soviétique demanderont toutes à obtenir leur code télépho-nique, s'inquiète le directeur de FUIT. La Yougoslavie n'a, pour l'instant, qu'un numero. On peut aussi envisager une scission de l'Etat tchécoslovaque.»

Comme tous les pays européens, les États d'Enrope centrale et orientale souhaitent profiter du partage des revenus en qui transitent par leur territoire pour compenser le manque de ren-tabilité de leurs services publics locaux. C'est pourquoi M. Irmer espère sauver les membles avec le 37 : 370, 371, 372... dix auméros supplémentaires pont sept demandes. « Mais avant de les attribuer, explique-t-il, nous devons attendre que tous les postulants se solent fait connaître; c'est une ques-

pour les étudiants, c'est Noël du 15 novembre au 31 décembre.

(Pour tous les autres, cette année encore Noël tombe le 25 décembre.)



Jusqu'au 31 décembre 91, c'est

Les étudiants, sur présentation

de leur carte* peuvent obtenir

Noël pour les étudiants chez les

revendeurs agrées Apple.

le Macintosh Classic avec



et sur de nombreux logiciels. Il suffit de taper 36.14 code Apple pour avoir l'adresse du bénéficier de réductions immédiates revendeur le plus proche de chez vous.

tiette promotion est littitée à une configuration par étudiant,

dur de 40 mégaoctets au prix de

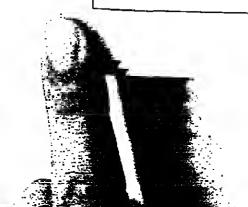
7990 F TTC au lieu de 9950 F

sur les imprimantes StyleWriter

TTC ** Ils peuvent également



Apple



- 55

AMÉRIQUE DU NORD

State and and

ASIE-OCÉANIE

Composition des exportations

والمجمودات 3.1

 $x^* \in \mathcal{F}_{p^*}(\omega_p)$

- ---

115144

CHAMPS ECONOMIQUES

EUROPE DE L'EST

医囊物物

OPEP

PVD

Le réveil de l'Inde

Le nouveau gouvernement s'est engagé dans une libéralisation en profondeur abattant les dogmes socialo-populistes qui n'avaient été qu'ébranlés

'INDE n'a pas fini de nous étonner. An faîte de sa puissance, fort d'un prestige iocomparable et d'une écrasante majorité au Parlement, Rajiv Gandhi s'était arrêté à mi-chemin daos ses réformes de l'économie, cédant au poids des difficultés politiques. Anjoord'hui, un gouvernement miooritaire et apparemmeot sans nanache taille dans le vif avec une vigueur surprenante.

Comment en est-on arrivé là? Tout d'abord les circonstances : l'Inde était acculée à de gros changements dans son système économique de par la crise financière (voir le Monde du 30 juillet). Faute de soutien extérieur, notamment du FMI et de la Banque mondiale, elle risquait de ne ponvoir honorer ses dettes, solution impensable à New-

Ensuite les hommes, qui ne complent pas moins daos les réformes allant bien au-delà de simpies ajustements structurels. Le premier mioistre Narasimha Rao, brahmane du Sud, fin et cultivé, avait, à soixante-dix aus, décidé de se retirer de la politique, après avoir été un des membres influents des cabinets d'Indira Gandhi et de son fils. Il a été appelé à la tête dn parti du Congres à la suite de l'assassinat de Rajiv Gandhi le 21 mai.

D'une intégrité irréprochable, il o'a rien à perdre et se refuse à jouer le jeu opportuniste des politiciens qui ne pensent qu'à garder le pouvoir. Il a, de surcroît, le mérite d'avoir compris le besoin de mettre au jour la stratégie de développement telle qu'elle avait été conçue par Nehra.

Facteur non moins déterminant le choix du ministre des finances, no sikh de cinquaote-oenf ans, Manmohan Singh, économiste fort expérimenté, ouvert au monde extérieur et aux réalités indiennes : il fut entre autres gouverneur de la Banque centrale et vice-président de la commission du Plan. Sous des dehors extrêmement discrets, le grand argeotier indien est nn homme de caractère. Loi oon plus n'est pas prêt à céder à la politique politicienne.

Dans soo bureau à New-Delhi, toujours aussi cordial, il ne cache pas sa détermination à aller encore plos loin. Au premier train de réformes s'en ajouteront d'antres, car pour le moment il fallait aller au plus pressé, soit la crise financière. La dette extérieure représente 7.1 milliards de dollars et son service un quart des exportations (1).

C'est une inde nouvelle qu'il dessine: plus onverte sur le monde extérieur, plus efficace, libérée des dogmes, ce qui ne signifie pas l'appel an capitalisme sanvage. L'Etat conserve un rôle important, mais il doit stimuler le développement plutôt que le freiner par des interventions maladroites et coûtenses.

Lors de sa première déclaration publique, Manmoban Singh ne machait pas ses mots : « En 1960 les Corèens du Sud avaient le même révenu par tête que les Indiens. Aujourd'hui ils sont dix fois plus riches que nous... Le monde a changé, il est temps de nous réveiller. Il ne reste plus d'autre voie que nous ouvrir sur l'Occident et sur

Une vision claire de l'avenir et la volonté d'agir oc suffiscot pas. Encore faut-il compter sur un bon état-major. Or e'est la une antre chance de l'Inde : depuis plus de dix ans, de petits noyaux de baots fooetionoaires oot proposé des réformes, en partie instaurées par lodira Gandhi et par son fils.

Aojourd'hni, leurs compétences

Siogh Ahluwalia, revenn en Inde après une carrière remarquée à la Banque mondiale; A.N. Verma, anjourd'hoi secrétaire principal da premier mioistre ; le professenr Dipak Nayar, et d'autres cadres plus jennes assez agressiis – et il faot l'être – pour secouer les bureaucrates attachés à leurs ron-

> Manmohan Singh pourrait se révéler le Ludwig Erhard en turban de l'Inde. Comme le maître des réformes allemandes de l'aprèsguerre, il sait où il veut aller, sou-tenu par une équipe d'hommes de qualité. Tontefois l'arrière-plan politique s'avère plus lourd d'écueils que oe l'était celui de l'Al-lemagne de Bonn en 1948-1950.

Des Industries déréglementées

Pour le moment, la plupart des partis politiques acceptent ouverte-ment ou tacitement les réformes. Aucun d'entre eux n'a envie d'affronter de nouveau les urnes à brève échéance, les élections antici-pées de mai-juin 1991 ayant été précédées, un an et demi avant, par celles de 1989. Tout cela coûte cher, ce qui donne quelque répit au

An fil des années, le secteur privé s'était trouvé pris dans un corset de règlements, de permis, de licences, source de corruption, d'invraisemblables retards, et parfois d'obstacles à toute expansion. Après un débnt de libéralisation dans les anoées 80, aujourd'hui de combreuses industries se trouvent dérégiementées. En outre, pendant longtemps les investissements privés o'out guère été recherchés.

Les efforts déployés par Rajiv Gandhi étaient restés insuffisants,

sont utilisées à fond : un Montek se soldant pour la décennie écoulée par un afflux total d'environ I milliard de dollars. La limite imposée à la participation étrangère monte aujourd'hui de 40 % à 51 %, avec des antorisations jusqu'à 100 %. Les formalités sont simplifiées, enfin I Un industriel français rapportait le cas d'un projet de joint venture fort profitable à l'Inde qui traînait depuis... six ans.

Il est impératif d'inciter les entreprises privées et publiques à exporter davantage ; compte tenu de la pénurie de devises, les exportateurs pourront garder une partie des devises acquises pour leur propre usage, ou seront autorisés à les ven-dre à d'autres sociétés. Enfin, la dérèglementation s'étend aux transferts de technologie ; ici aussi, mal-gré les débuts de modernisation des équipements, il reste énormément à faire pour rendre les prodoits indiens plus compétitifs, moins coûteux et de meilleure qualité.

Opération plus délicale : la réduction des subventions, une des causes majeures de l'endettemen! intérieur, non moins grave que la dette extérieure. Eo dévaluant la roupie de 25 % en juillet, le gouver-nement a en même lemps aboli les engrais chimiques, don! les prix n'avaien! pas bougé depuis dix ans, vont augmenter de 30 % à la suite de la baisse des subventions. D'au-tres coupes aidant, le gouvernement espère ramener son déficil budgé-taire de 8,5 % à 6,5 % du produit national brut, ainsi que le réclame d'ailleurs le FMI.

A plus long terme se pose la question du secteur public, lourd et pen performant. Le tabou sur d'évec-tuelles privatisations est sérieusoment ébréché. Dans une première étape, certaines entreprises publiques devraient être privatisées jusqu'à concurrence de 20 % de leurs avoirs. Projets et discussions sont en cours concernant les banques oationalisées, où de sérieux nettoyages s'imposent. Enfin, le secteur privé est autorisé à construire des centrales électriques.

Pétrole

8- Plan 1980-85

2,8 %

Produits manufacturés

Produits agroalimentaires Autres

extérieur de l'Inde

-des importations des axportations

> Cadres du secteur privé, principaux grands commis, représentants de la Banque mondiale et du FMI dans la capitale sont unanimes à constater que les réformes vont dans la bonne direction. Mais la phase actuelle est critique, les fruits des réformes n'apparaissant qu'à

Entre-lemos il faut s'attendre à des difficultés qui vont freiner la croissance industrielle: hausse des taux d'intérêt; restrictions aux importations, inévitables avant une future libéralisation... Quant à l'in-flation, avec un taux de 15 %, ce qui est élevé pour l'lode, elle risque, malgré de bonnes récoltes, de ne pas baisser beaucoup dans l'im-médial.

Les sontiens extérieurs sont certes substanliels : le consortium de la Banque mondiale, des pays occidentaux et du Japoo s'est engagé pour 6,7 milliards de dol-lars, le FMI pour 1,8 milliard. Mais comme le faisait remarquer le représentant de la Banque mondiale à Delhi : « Ces montants restent faibles pour un pays de 850 millions d'habitants. »

Pour leur part, les multinatio-nales jugent les réformes encourageantes. De nouveaux gros projets sont en gestalion. 18M, qui s'était retiré de l'Inde en 1977, pourrait revenir en force. BMW, Du Pont de Nemours, Holder Bank, Xerox. sont en pourparlers sur des joint ventures, principalement pour l'exportation. D'autres s'en tiennent au wait and see, tandis que les Japo-oais restent très réservés.

Manmohan Singh et son équipe sont fort clairs. L'ouverture vise l'Occident et l'Asie. Or ils regrettent que leurs réformes ne provoquent que des échos limités à l'étranger, l'opinion n'en ayant que pour l'Union soviétique et l'Est européen, ou, dans le cas de l'Asie, ne songeant qu'à l' Extrême-Orient, la Thaïlande, l'indonésie... C'est vrai que l'Inde prend le virage tard, mais ce serait une grosse erreur

Minerais at métaux

7- Plan 1985-90

dans les milleux économiques occi-dentaux et japonais de négliger les forces dynamiques de ce pays. Une fois passé le cap délicat, l'accélération de l'expansion, déjà amorcée depuis dix ans, pourrait se renforcer, source d'avantages réciproques. L'Inde ne constitue pas seulement un marché : elle a aussi à apporter. La Swissair ne s'y est pas trompée en décidant de transférer une partie de ses services comptables à Bombay pour profiter de cadres meilleur marché et tout aussi compétents qu'à Zurich, ATT envisage de faire de même pour une partie de ses services financiers. Et la Banque nationale suisse confie à une entreprise indienne une partie

Quels que soient les accidents de parcours et les aléas politiques, ce qui frappe, c'est le climat psychologique nouveau et la mise en marche d'un processus que les responsables indiens et étrangers considèrent comme irréversible.

de New Delhi, GILBERT ETIENNE

(1) Les exportations indiennes ont, pour l'année financière (1990-91, atteint 19 mi)liards de dollars (8.5 milliards en 1980-81) et les importations 26 milliards (17 mil-

Jordanie : le fardeau des rapatriés

Le retour des Palestiniens et l'arrivée des Irakiens désorganisent un pays déjà fragile et lourdement endetté

CI, on ne trouve pas de tra-vail. Je veux aller en Australie, j'ai une sœur làbas. » Khamis, cioquante-six ans, est irakien. Les combats entre Kurdes et l'armée de Saddam Hussein l'ont arraché, début août, de Kirkouk, dans le oord de l'Irak, avec sa femme et ses six enfants, les mains vides ou presque. Depuis, ce professeur d'anglais fait le pied de grue devant les ambassades occidentales à Amman en vue d'obtenir un hypothétique visa.

Irakiens - des chrétiens souvent, craignant des règlements de compte entre les Kurdes et l'armée - mais aussi et surtout Jordaniens d'origine palestinienne de retour dn Koweit après la guerre du Golfe cherebent anjourd'hui à sottir d'une Jordanie submergée depuis quatre mois par l'afflux de cohortes de réfogiés : officiellement, 300 000 Jordaniens en provenance de l'Emirat et 40 000 Irakiens -, mais sans doute plus encore, ce qui représente un accroissement soudain de 10 % de la population.

Cet afflux, qualifié par le roi Hussein de « troisième vague » de migrations, après les deux premières, palestiniennes, de 1948 lors de la création d'Israel et de 1967 consécutive à la guerre de six jours. a complètement désorganisé une économie déjà fragile. La Jordanie, lourdement endettée, est aussi frappée de plein fouet par les retombées de la guerre du Golfé et le soutien à l'Irak.

De nombreux chômeurs

" C'est un fardeau », répète-t-00 dans les milieux officiels ou dans la presse, qui a consacré des pages entières à la question du retour de ces rapatriés. La solution nécessitera des financements de quelque a 3,5 milliards de dollars au moins sur cing ons », selon Jawad Anani, conseiller du prince héritier Hassan Ibo Tala Les premiers signes de désorganisation sont d'ailleurs visibles à l'œil nu.

La circulation automobile à Amman est devenue intense, avec

plusieurs kilomètres, et pas seulemeot aux heures de sortie des bureaux. Ce gonflement du trafic a entraîné une augmentation de 16 % de combre de tués sur les routes entre juillet et août, selon les chiffres officiels.

Les restaurants et les bôtels ont été pris d'assaut, à l'instar de la place Sahat-Al-Hashimia, au creux d'une cuvette entourée des sept collines surplombant la ville. Uo lieu d'ordinaire calme, le soir, qui a vu fleurir les coffee-shops, et où les vendeurs de shawarma et de felafel viennent parfois jusque d'Aqaba, le port, à 350 kilomètres au sud, sur la mer Rouge, qui vit aujourd'hui au

Toutefois, dans ce pays où l'apparence est trompeuse, cet afflux ne constitue-t-il pas aussi une chance de relancer la coosommation? « Certes, cela fait marcher le com-merce, indique Nabil Amari, export au ministère du Plan, mais le résultat est plus spéculatif que produc-

Ainsi l'inflation, jusque-là assez hien maîtrisee, est repartie en

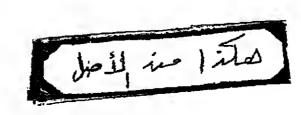
flèche. Les prix des produits de consommation ont grimpé de 30 % depuis six mois, dans un pays où la moyenne de revenu par habitant se situe autour de 100 dollars par mois (600 francs environ).

Les étiquettes ont valsé dans les magasins, du moins là où l'on pratique encore la vente à l'étiquette et non pas seion l'humeur. En fait, le gain immédiat de cette relance de la consommation n'est nullement comparable avec l'ampteur des difficultés soulevées par le retour des rapatries.

La première concerne le chômage, qui frappe aujourd'hui au moins 30 % de la population, contre 20 % il y a un an. Aux milliers de Jordanieus dejà sans emploi, sont venus s'ajouter ceux, en provenance du Koweit, qui occupaient souvent dans l'Emirat des postes de responsabilité dans les hanques ou les compagnies d'assurances et que le marché local trop exign est incapable d'absorber.

GEORGES MALBRUNOT





Crédit d'équipement des PME FICHE D'INFORMATION

Emprunt du CEPME garanti par l'État, novembre 1991

Le directoire du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 17 octobre 1991, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 200 millions de francs. Cette émission est autoriséa par errêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission e'élèvera à 200 000 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 199 131 400 F, eprès déduction sur le produit cl-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 718 600 F (TVA incluee) ainsi que des frais légaux et adminisglobales dues aux intermédiaires tratifs pour environ 150 000 F.

MONTANT: 200 millione de francs, représenté par 40 000 obligatione de 5 000 F nominal. PRIX D'ÉMISSION : 100 %, soit 5 000 F.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 29 novembre 1991.

DATE DE JDUISSANCE : 29 novembre 1991.

DURÉE : dix ans.

INTÉRÊT · PRIX DE REMBOURSEMENT : Aucun intérêt ne sera versé ennuellement.

A le fin de la dicième année, soit le 29 novembre 2001, le porteur recevra une somme de 11 752 F, soit 235,04 % du nominal correspondant eu remboursement du capital, soit 5 000 F augmenté d'une prime de

règlement des souscriptions): Le taux d'intérêt actuariel brut de l'emprunt à la date de règlement est de 9,92 %. TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT AU RÈGLEMENT AU 29 NOVEMBRE 1991 (date de

Calculé à la date de règlement, c'est la taux avant prélèvement fiscal qui permet d'obtenir le prix de remboursement en cepitalisant chaque ennée le prix d'émission à ce taux. Ce taux est également utilisé pour la détermination du montant des annuités d'imposition prévues par la loi

AMORTISSEMENT NORMAL: Les obligations seront amortles en totalité le 29 novembre 2001. Un evis epécial, portant à le connaissance des obligataires la date de remboursement, sera publié au Journal officiel un mois eu moine avant cette date.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à deter du jour où le capital sera mis en remboursement AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME se réserve la faculté de procéder à tout

moment à l'amortiesement dee obligations par rachat en Bourse sans limitation de prix ou de quantité. L'émetteur se réserve la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie des obligations par voie d'offres publiques d'echat ou d'échange sans limitation de prix ou de quantité Les titres einsi rachetés ne pourront être revendue et seront annulés.

FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES O'OBLIGATIONS ASSIMILABLES : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait utérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quent eu montant nominal, eux prix de remboursement, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garantles, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sens aucune distinction, sur les titres des émissions

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires En application de l'article 94-il de la loi nº 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret nº 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nont :

- chez l'Intermédiaire de leur choix pour les titres eu porteur,
- chez l'émetteur et, s'ile le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurere la compensation des titres entre les teneurs de comptes. titres seront Inscrits en compte et négociables le 3 décembre 1991.

RÉGIME FISCAL : Le remboursement des titres sera effectué sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Le régime fiscal de ces titres est actuellement défini par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1985, complété per l'erticle 14 de le loi de finances rectificative du 30 décembre 1985 et par le décret nº 88-90 du 21 janvier

La prime de remboursement versée à l'échéance finale est imposable suivant le régime fiscal applicable eux Intérêts d'obligations.

Le montant de cette prime de remboursement excédant 10 % du nominal de l'obligation est imposable selon une répartition par ennuité, conformément à l'article 238 septies B du code général des impôts. Chacune de ces ennuités d'intérét est imposabla au nom du détenteur du titre à la dete enniversaire de

Chaque annuité d'intérét imposable est calculée en appliquant au montant nominal de l'emprunt son taux d'intérêt actueriel brut déterminé à sa dete de jouissance. Toutefois, la demière annuité d'intérêt Imposable est égale eu montant de la fraction non encore imposée de la prime de remboursement.

- Pour les ennées 1992 à 2000 incluse :

Les détenteurs des titres la 29 novembre de chacune des années seront imposés sur une ennuité d'intérêt de 5 000 F \times 8,92 % = 446 F per titre. - Pour l'ennée 2001 :

Lee détenteurs des titres le 29 novembre 2001 seront imposés sur une annuité d'intérêt de 11 752 F -5 000 F - 1446 F x 9) = 2 738 F par titre. En l'état ectuel de la législation, les revenus d'obligations (intérêts et primes de remboursement aupérieurs

à 5 % du nominal) perçus per des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont : - soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt

le contribution sociale de 1 % (erticle 1800-OA du CGI);
 le contribution sociale de 1 % (erticle 1800-OA du CGI);
 le contribution sociale généralisée de 1,1 % (erticles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du

e le prélèvement sociel de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-li de la loi de

finences rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990). - soit pris en compte pour le détermination du revenu soumis :

à l'impôt sur le revenu;
à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI);

à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 132 et 134 de le loi de finances pour 1991 du

 au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-i de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990. Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenue perçue en 1991.

Par ailleure, les revenus d'obligatione bénéficient, evec lee dividendes d'actions, d'un ebattement globel ennuel de 18 000 F pour les couples meriés soumie à une imposition commune et de 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées. COTATION: Les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la cota officielle (Bourse de Paris).

MASSE DES PDRTEURS D'DBLIGATIONS : La présente émission faisant l'objet de la garantie de l'Etat, il n'y e pas de massa des porteurs d'obligations.

PRISE FERME : Cet emprunt fait l'objet d'une prise ferme par la Banque nationale de Paris. GARANTIE OE L'ETAT : Le service de l'emprun; en intérêt, amortissement, impôts et fraie accessoires

L'émission sere ouverte le 25 novembre 1991 et pourra être close sans préavis.

BUT Œ L'ÉMISSION : La présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipent des Princ et de ses filiales. La notice, prévue par le loi, est publiée au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 25 novembre

A notre connessance, sucun élément nouveau intervenu depuis le 4 juin 1991 et 1- octobre 1991, detes des visas ci-après apposés par la Commission des opérations de Bourse n'est susceptible d'effecter d'une

manière significative la situation financière de la Société - visa nº 91-215 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'emprunt du 10 juin 1991 ;

visa nº 91-377 sur la fiche d'information comprenant les résultate semestriels publiés à l'occasion de

Le Président du Directoire Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance nº 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a apposé, sur la présente fiche, le visa nº 91-439 en date du 12 novembre 1990.

Le rapport annuel de l'exercice 1990, la note nº 91-215 du 10 juin 1991 ainsi que la fiche 91-377 du 1ª octobre 1991 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS - Tél. (1) 42-98-80-85.

CHAMPS ECONOMIQUES

Pauvreté et richesse

Indonésie : à l'ombre

La communauté chinoise doit composer avec le

ce elub très fermé de demes de la booce société de Djakarta o'entre pas qui veut : con seulement la coop-tation est de rigneur pour ces Indo-nésiennes très hout de gamme, mais eocore si elle a pour base la coonaissance personnelle, elle se fonde sur un critère unique : l'argent. Ce n'est pas l'une de ces associations à but d'abord charitable à la mode américaioe pour faire la pige aux clubs masculins - Lions, Rotary ou antre Kiwani. - C'est une rencontre mensuelle et cordiale, pour prendre le thé et papoter, échanger les nouvelles et se passer les bonnes adresses.

Au cœur de ces activités, une cagnotte : chacune des participantes est tenue d'y déposer à chaque fois la coquette somme de 1 000 dollars. A la fin de la réunion, l'une d'elles empoche à tour de rôle le gros lot. Comme le club comporte deux douzaioes de membres, le calcul est vite fait : l'une de ces dames dispose, quand vient son tour, d'un joli pactole dont elle est bien entendn libre de disposer à sa guise. Il paraît que ce passe-temps est plus répandu qu'on n'eurait tendance à l'imaginer dans les milieux aisés du pays-archipel.

Scène courante dans la capitale sur l'île de Jeva, si peuplée qu'elle déborde de ce trop-plein de richesse démographique : au pied d'un gratte-cicl où s'entassent bureaux, restaurants et boutiques, un portier accroché à son micro répète inlassablement une longue litanie de prénoms, entrecoupée de chiffres. Et les grosses voitures à air conditionné vicaneut une é une se ranger

Pendant ce temps, le long des avenues d'une ville mootée démesurément en graine an cours des viogt dernières années, le flot de véhicules s'étrangle et s'embouteille aux feux clignotants, créant parfois d'étranges magmas chromés quand descend brutalement la ouit tropicale. A l'époque des pluies, il arrive que le flux automobile ressemble à une longue théorie de barques luisantes noyées par des trombes

Curiousement, jusqu'à il y a peu, l'Indonésie donnait volontiers l'impression de se complaire dans une manière d'isolement sinon ostensiblement revendiqué, du moins opportunément accepté - pour former le plus grand Etat musulman de la planète - 185 millions d'habitants pour quelque treize mille îles, dont à peine la moitié habitées. Et des richesses à ne plus savoir que faire : dn pétrole bien sûr, mais aussi des ressources agricoles diversifiées, des métaux et des minerais variés, de superbes atouts touristi-

Un grand scandale

Mais depuis l'indépendance arrachée aux Pays-Bas dans le sillage de la seconde guerre mondiale, le pro-blème fondamental du pays a été et demenre celui du pouvoir, et donc de la répartition de ces richesses. Car comme dans tent d'autres pays dits du tiers-monde; les deux vont de conserve, evec le favoritisme, le népotisme, les prébendes et les tra-

précipite pour onvrir la portière, quelques années, un gigantesque Madame s'installe, le chanffeur scandale avait éclaboussé la Pertamina, la compagnie nationale des pétroles, et à Djakarta, à mots couverts, on faisait des gorges chaudes des extravagants caprices de nouveaux riches ne craignant pas d'étaler jusqu'à la provocation leur insolente opulence, jusqu'au jour où de sévères rappels à l'ordre firent dissimuler les apparences trop choquantes, sans faire pour entant disparaître les habitndes ainsi prises ni payer les coupables des

> A l'époque, rumeurs et histoires drôles étaient colportées de quartier en quartier par les becaks, ces cyclo-pousse habiles à se faufiler dans le trafic automobile de plus en plus chaotique. Aujourd'hui, il n'y e pius de cyclo-pousse à Djakarta : ayant juge un bean jour que ces gagne-petit déparaient dans un paysage urbain en pleine expansion, les autorités municipales leur ont intimé l'ordre de vider les lieux.

Les véhicules, taxis du panvre, ont été purement et simplement jetés à le mer. Selon les responsables municipaux, ce cimetière de cyclo-pousse devrait former à la longue une espèce de récif artificiel dans la baie de Djakarta, qui servirait de parc d'élevage à poissons et à crustacés.

En attendant, plus de cent mille chauffeurs ont ainsi perdn dn jour eu lendemain leur gagne-pair. Ils ont en beau crier et tenter de faire valoir qu'ils faisaient vivre des familles entières, les autorités ont tenu bon, d'autant qu'elles comptaient sur cette opération coup de poing poor freiner, sinon stopper, l'exode rural. Et d'ajouter que la ville dispose de taxis en nombre

L'empire de M. Liem

Il est grand parmi les grands d'Asie, et il est devenu le pilier de l'économie indonésienne. Se fortune, il l'e bâtie dans le sillage de l'homme fort du paye, et son empire étend aujourd'hui ses ten-tacules bien au-delà des fimites pourtant considérables de l'archipel. Son secret, c'est un mélange de travail achamé, de discipline personnelle et d'un instinct sûr du risque calculé. Le goût eussi du défi industriel, avec sans doute un zeste de volonté de pouvoir - ou d'ettrait de l'ergent dens une société où la stabilité dépend du bon vouloir d'un clan, voire d'un

seul homme. Né en septembre 1917, une ennée du Serpent selon la zodia-que de sa Chine natale, Liem Sice Liong quitte à vingt ens la ferme paternelle dens la province méri-dionale de Foukien. Il se dirige alors vers Java, où il travaille chez un oncie qui vend de l'huile d'arachide, avant de monter lui-même une petite entreprise de poudre de

La chance lui sourit pendant la guerre d'indépendance, quand il devient l'un des fournisseurs attitrés de l'ermée nationaliste, en particulier de la fameuse division Diponegoro basée à Semerang, au centre de Jeve. Il se lie alors avec celui qui était à l'époque chef des approvisionnements, avant d'étre nontré commandant de la division, le lieutenant-colonel Suharto.

Depuis, la confiance semble ne e'être jamais démentie entra les deux hommee. Ainsi, durant la période plus délicate du dirigisnte économique du président Sukarno la protection de Suharto e sans doute valu de précieux passe-droits à l'habile entrepreneur chi-nois lancé déjà, comme il le dit joi-ment lui-même, « dans le processus de formation de son capital ».

Il se taille à l'époque une part respectable du commerce du clou de girafle et du sucre, puis du café et du caoutchouc, premièree pierres de l'édification d'un impressionnant réseau de biens dans l'agrobusiness. Des le début des ennées 50, Liem pose également ses premiers jalons dans le système bancaire, se prévalant de liens bien établis avec les mili-

Quand, en 1966, Suharto remplace Sukamo à la tête de l'Etat, liom est touiours dans son ombre. Dane les dix années qui suivent, licences et crédits permettent à l'ancien émigrant d'asseoir ses positions dans l'industrie du ciment et du bois, et de e'assurer un quasi-monopole dans l'importa-tion et la distribution de farine. Il échappe aussi aux regards inquisiteurs d'une vague commission parlementaire chargée d'enquêter sur des cas trop flagrants de corruption.

Ses perteneires les plus proches, connus sous l'appellation de « Liem investisseurs », ont par-tie liée avec lui de longue date. O abord son vieux compare Djuhar Sutanto, lui aussi originaire du Fou-kien, puis Sudwikatmono, frère de lait du président Suharto, et un homme d'affaires de la remuente province d'Aceh, ibrahim Risjad. A eux quatre, ils dirigent d'une main de fer dans un gant presque tou-jours de velours les activités de ca qui e fini par devenir la plus grand conglomérat d'Indonésie, le groupe Salm.

Les marchés asiatiques .

A partir des années 80, Liem Sios Liong, qui e appelle désor-mais Soedono Salim, après avoir indonésianisé son nom, e internationalise et prend fermement pied d'abord à Hongkong, où il fonde la compagnie First Pacific. Après un début difficile dans la future ex-colonie britannique, le holding super-vise les opérations de sobantequinze entreprises dans plus d'une vingtaine de peys, des Philippines à l'Australie en passant par la Thailande, la Chine, les Pays-Bas et les Etats-Unis, où la First Pacific contrôle notamment trois ban-

En Indonésie même, la diversification des ectivités du groupe Salim se traduit par une présence prépondérante dans le montage de voltures, l'industrie alimentaire, la pétrochimie, les cosmétiques, le banque et eutres activités annexes comme la construction urbaine à Djakarta ou les télécommunica-tions. Aujourd'hui, le patriarche de soixante quatorze ans e décidé de partager, et non de déléguer, une partie de ses responsablinés avec son plus jeune fils, Anthony, un fringant quadragénaire éduqué à

Aussi redoutable négociateur et eussi dur en affaires que le bâtisseur d'empire, le fils sait peutêtre mieux se mouvoir dans le mode fluctuant et impitoyable de cette fin de siècle. Du moins, il en a l'impression. En attendant de s'adjuger les pleins pouvoirs et de restructurer à sa guise, il négocie des contrats avantageux avec les entraprises toutes neuves nées sur

les débris de l'Union soviétique. notamment en Ouzbékistan et en

Il fait tout aussi rondement ses gammes dans l'archipel indonésian de Riau, à quelques encablures de Singapour, où, avec le concours des autorités de l'île-Etat ainsi que de la province maleisienne de Johore, il contribue substantiellement au développement à grande vitesse des fles de Batam, Bintam et Bulan. Dans cette vaste et fructueuse entreprise, il e notamment pour partenaire indonésien Bambang Trihatmodjo, fils du président

Au début de 1991, Liem Sice Liong avait frappé un grand coup, en devenant l'actionnaire principal de United Industrial Corporation, l'une des plus grandee compa-gnies privées de Singapour, signi-fiant du même coup qu'il entendait continuer à se déployer sur les marchés asiatiques. Non content de « valoir » quelque 7 miliards de dollars et de fournir directement du traveil à plus de 130 000 personnes, il veut sans doute - susurrent à mi-voix de mauvaises langues - assurer son evenir en prévision de l'après-Suharto.

Il est vrai que nombre de can-didats de souche indonésienne à l'enrichissement rapide pourraient avoir des comptes à régler avec le dynaste venu d'elleurs faire for-tune à Java. Peser 5 % du produit national brut de l'Indonésie, c'est beaucoup pour un aeul groupe et ne manque sans doute pas de sus-citer des jalousies. Le miliardaire ne semble pas s'en faire pour autant."

Bourreau de travail, sa journée normale continue de dépasser les dix heures de bureau, après le jog-ging matinal quotidien. Frugal, M. Liem ne fume ni ne boit, parle peu et sourit perfois. En voyage à l'étranger, il est toujours accompa-gné soit de l'un de ses fils, soit d'un proche collaborateur qui lui sert de traducteur.

Il kii arrive même de se plaindre avec une pointe de malice, laterrogé récemment sur ses projets vieux monsieur e'est contenté de plisser les yeux en répondant : « Où voulez-vous que j'aille ? Si je vals investir à l'étranger, on crie tout de suite à la fuite des capitaux. Si je les investis sur place, on m'accuse aussitot de vouloir tout

> 43.15 3.80 -

> > - C.

3.10

944<u>5</u>

1.4

1

Marine Com

77 4.0 Table . -C# .5% -

de la présidence

clan au pouvoir et la caste militaro-bureaucratique

tuaient une illustration vivante d'une exploitation dégradante de l'homme par l'homme, et que des véhicules similaires aux jeepneys de Manille ou aux tuk-tuks de Bangkok allaient les remplacer.

Apparemment, cette petite guerre pour la survie de milliers de per-sonnes n'a jamais empêché les nan-tis de cette société profondément inégale de dormir. Dans les beaux quartiers de la capitale comme des quelques grandes villes du pays, les hauts murs entourant les vastes propriétés, où s'étalent de superbles demeures au confort dernier cri, préservent les résidents des échos de ces lointaines querelles. Larges et aérècs, les allées bordées de man-guiers ou de lychees ne voient filer que de longues limonsines sileneicuses, une fois passées les bar-rières préservant le hien-être des lieux. Parfois, on entend la clo-chette d'un marchand amhulant, qui propose une soupe nu des sucreries : c'est qu'un chantier est à proximité et que les nuvriers du bâtiment doivent tout de même pouvoir se nourrir.

De luxueuses résidences

Les effets du boom des dernières années sont particulièrement visi-bles dans la luxueuse zone résidentielle de Pondok Indah, implantée autour d'un terrain de golf, au sud de Djakarta. Les habitants des imposantes maisons blanches, arbo-rant presque tautes des antennes paraboliques, de ce quartier ultra-chic sont des ministres, des généraux ou encore quelques chevaliers d'industrie ayant récemment réussi dans les affaires. Les riches Chinois, quant à eux, préférent le quar-tier septentrional de Pluit, à proxi-mité de la mer et qui dispose également d'un golf.

Les aspirants à une sécurité encore plus grande unt tout loisir de s'installer dans une villa d'un club surveillé en permanence nu dans un appartement d'un immenble-tour an milieu d'un parc amé-nagé pour le jogging quotidien, sans ouhlier la piscine, le sauna et les courts de tennis. Au-delà des grandes avenues, derrière les grands hôtels et les centres commerciaux, l'immense majorité des dix millions d'habitants de la métropole est réduite à s'entasser dans de sordides taudis ou à se réfugier dans les faubourgs tentaculaires, sans infrastructures ni cau courante, de

Alors que dans les milieux dirigeants du pays se pose en termes plus que feutres la question de la succession du président Suharto, un problème délicat à l'extrême a tendance, depuis deux nu trnis ans, à revenir comme un leitmotiv : celui de la disparité des moyens, et dunc du partage des richesses, entre grandes et petites ou moyennes entreprises. En Indonésie, il prend des tonalités particulières, car il touche en fait des cordes aussi sensibles que l'aspect racial ou religienx de la société. Il est de notoriété publique dans le pays-archipel que, sans l'entregent et le dyna-misme des Chinois, il ne saurait être question de décollage économi-

La présence ebinoise est due à jusqu'en 1955 les membres de cette

> Edité par la SARL Le Monde Comité de direction :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tel. (1) 40-86-25-25
Télcopieur 40-55-25-99
ADMINISTRATION :
1. PLACE HUBERT-SELVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TB (1) 40-55-25-25
Télécopieur 42-60-30-111

communauté étaient considérés comme de simples étrangers, au même titre que les ressortissants d'autres pays. Dans le sillage de l'indépendance, les nouvelles autorités avaient d'ailleurs lancé des 1950 le programme dit de Benteng, visant à protéger le commerce indigène en réservant aux entrepreneurs pribumis, c'est-à-dire de souche autochtone, certaines importations, afin de les aider à accumuler des capitaux.

Après la nationalisation des biens hollandais en 1957-1958, le présihollandais en 1957-1958, le président Sukarno imposa un contrôle strict de l'économie, tandis que les Chinois se voyaient interdits de commerce dans les zones rurales à partir de 1959. Le nouvel nrdre cher au président Suharto, qui lui succèda, s'emplnya à intégrer davantage la communauté chinoise an mande indonésien, tout en maintenant un ostracisme certain à son égard : aucune enseigne ni publication en caractères n'est tolértée, les écoles chinoises unt été fermées.

Les citoyens indonésiens d'ascen-dance chinnise unt été vivement encouragés à adopter des noms locaux. Cela ne les empêche pas d'avoir, inscrit sur lenr carte d'identité, un chiffre distinctif qui les identifie instantanément comme citnyens à part. Et cela n'a pas empêché non plus de violentes manifestations antichinoises et antijaponaises, en particulier en 1974, dont visiblement les autorités craignent toujnurs d'éventuelles

En fait, le fossé qui s'est creusé En fait, le fossé qui s'est creusé an fil des ans entre une communanté prospère et minoritaire - 3 % de l'ensemble de la population - et la grande majurité indonésienne procède de facteurs divers, la conception de la vie et du travail n'étant pas la moindre divergence. Ainsi, les Chinois concentrent à eux seuls les deux tiers des activités économiques privées, en dépit de lois protectionnistes votées et appliquées en faveur des industriels quées en faveur des Industriels autochtunes. Ces derniers bénéfi-cient depuis 1974 de joint-ventures prinritaires avec les investisseurs trangers et de lignes de crédit spé-ciales octroyées par les banques. Le gonvernement a même fondé en 1977 une société d'investissements, la PT Danareska, afin d'aider les pribumis à acquérir des parts dans les accords conclus avec des firmes étrangères.

Les entreprises

La lenteur des changements a încité les autorités à développer, à partir des années 80, l'idée d'un « parrainage » des petites et moyennes entreprises locales par les grands groupes dominés par les Chinnis. En 1990, le président Suharto a directement invité les dirigeants des principaux conglo-mérats à cèder 25 % de leur capital aux coopératives de travailleurs. Une trentaine d'entre eux ont accepté de faire un geste, mais pour des muntants heauconp plus modestes, jusqu'à concurrence de 1 % du capital.

Et d'aucuns de constater, mi-figue mi-raisin, dans les milieux concernés de Djakarta, que les scules entreprises florissantes d'Indonésiens de souche sont celles des enfants de Subarto. Ainsi, le cadet. Tommy, s'est arrogé le monopole du commerce du clou de girofle, épice d'autant plus appétissante qu'elle entre dans la composition des cigarettes kretek, les plus fumées de l'archipel.

Sa fille Tutut s'occupe des concessions d'antoroutes tnut en portant un intérêt particulier aux terrains disponibles à Djakarta. Un autre de ses fils, Sigit, fait partie, avec un consin et un beau-frère, de la direction d'une entreprise privée qui commercialise l'essentiel des

Ont été déjà publiées dens « Chemps économiques » des enquêtes comperables sur la Turquia et l'Allemagne (7 août 1990). la Grande-Bretagne et l'inde (14 eoût), l'italle (21 août), le Mexique (28 août), le Nigéria (4 septembre), la France (11 septembre), la Japon (18 septembre), les Etats-Unis (25 septembra), le Pérou (12 février 1991), la Bolivie (21 mai), la Thailende (3 septembre) et l'Australia

Quant à Anthony Salim, fils du manitum Liem Sioe Liong et PDG du groupe Salim (voir encadré), le plus grand conglomérat du pays, il plus grand conglomérat du pays, il constate: « On parle beaucoup de partage équitable, encore faudrait-il savoir ce que l'on entend par là. S'agit-il des dix, des cent ou des mille au sommet qui ont déjà assis leurs propres offaires, ou des 180 millions d'Indonésiens ou-dessous qui ont besoin d'emplois?»

Le racconrci est peut-être saisis-sant, il n'en demeure pas mnins d'un impitoyable réalisme dans ce pays où le salaire minimum quoti-dien ne dépasse goère I dollar et où le produit intérient hrut par hahitant s'inscrit autour de 550 dollars. D'après les statistiques officielles, il n était que de 80 dollars il y a vingt ans et de 490 dollars en 1980. Il est vrai aussi que près de la moitié de la main-d'œuvre indonésienne est sous-employée on au chômage.

Serait-ce en dernier ressort une

exportations d'huile de palme. Aucune transaction un tant soit peu importante n'échappe à l'œil vigi-lant de la famille présidentielle. La propre femme du chef de l'Etat, Tien Snharto, prélèverait au passage une commission sur tous les grands contrats, ce qui lui a valu le surnom de « Tien pour cent ». Enfin, un troisième fils, Bambang, est étroitement lié aux activités de certains grands hrasseurs d'affaires

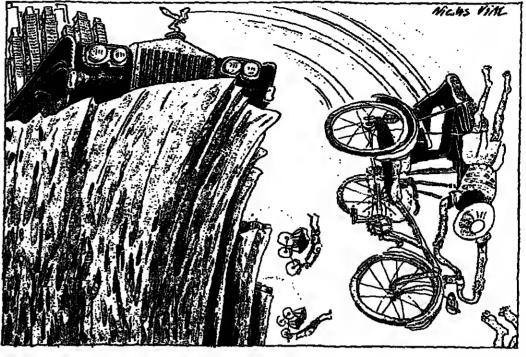
> Là encore, la réponse n'est pas simple. L'Indonésie indépendante a sans nul doute marqué des points : depuis 1985, elle se suffit à ellemême en riz, après avoir pratiquement doublé sa production (21,5 millinns de tonnes en 1973, 40 millions en 1985).

En chiffres absolus et relatifs, la pauvreté a sensiblement reculé : sur 135 millions d'Indonésiens en 1976, 54 millions - soit 40 % vivaient au-dessous du seuil de pauvreté (2 100 calnries par jour, et satisfaction minimum des besoins en logement, santé, vêtement et éducation). Sur les 172 millions de 1987, il y en avait 30 millions, soit 17 % du total, et ce courant ne s'est pas démenti depuis.

L'espérance de vie s'est allongée, tandis que la mortalité infantile a haissé de près de moitié, revenant de 132 pour 1 000 en 1971 à 71 pour i 000 en 1985. Le taux de fécondité serait aussi en régression, se situant tout de même encore à 3,5. Les autorités visent à la création de nouvelles habitudes autour de poyaux familiaux plus rèduits. mais estiment qu'il faudra encore une cinquantaine d'années avant que la population ne se stahilise autour de 290 millions d'habitants.

Ces perspectives témoignent de l'ampleur des défis à relever, expliquant du même coup les réticences que provoque l'idée d'une répartition plus équitable des richesses. Dans les allées du pouvoir, il y a des Indonésiens riches, avec tout ce que cela comporte d'ostentation et d'extravagance. Mais ce sont toujours les Chinois - et probablement encore pour un temps - qui tiennent le haut du pavé, ne serait-ce que parce que eux, même puissants à ne plus savnir que faire de leurs richesses, ne représentent pas une menace directe pour le pouvoir politique en place.

> de Djakarta JEAN-CLAUDE BUHRER et CLAUDE LEVENSON



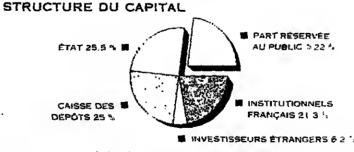
SPORTIFS, DEVENEZ ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE. 210F PAR ACTION.

C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points farts démantrent lo solidité et lo puissance du Crèdit local: lo qualité de ses principaux octionnaires, l'Etot et la Caisse des dépôts; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales; lo progression de ses résultats ovec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en ougmentation de 26,5% depuis 1988; le niveau de son bilan cansalidé ; 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du dévelappement local avec plus de 40% des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un morché porteur. Banquier spéciolisé, il occompagne de son expertise les innavations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis. san abjectif est de réaliser 15% de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.



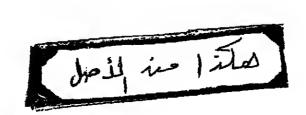
Vous pouvez participer à l'apération en vaus adressant aux banques, aux sociétés de baurse, à la Paste, aux Caisses d'Epargne et au Trèsor public.



Une note d'opération visée le 18/1/1/1991 par la COB est disponible sur simple demande ouprès des établissements chargés de recevoir les ordres d'achat. BALO du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations, tèléphone: au 16 (1) 40 87 14 00 ou composez sur Minitel 36 16 CLF

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE ACHETEZ VOS ACTIONS JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 1991



empre de M. Lier

ANS l'accord en préparation sur l'unian économiqua et monétaire, la plus intrigant, et le plus inquiétant, ast aon caractère pau, ou pas du tout, manétaira. Cela paut paraître paradoxal, mais a expliqua par lea prénccupationa de la plupart des négociateurs à trois aemainee du sommat de Maastricht. Il a'agit, dans laur esprit, d'arriver à dee formules qui soient à la fais accentables par las différents gauvememanta en présanca et eusceptiblas de favarablamant impreasionnar tant les marchés des changes qua les opiniona publiques.

L'apparence est qu'an matière d'élimination das déséquilibrea budgétaires, da stabilité des prix et da convargenca des politiques économiques, un a'aet déià angagé dana la bonne voia si l'an établit un petit nombre de critèraa auasi nbjectifs qua pnesible. La réalité ast qu'an procédant de la sorte, un renvoia à plus tard le choix das mayens pour attaindra le but axtranrdinairement ambitieux qu'on s'ast assigné : créer à l'intérieur de la Communauté une union monétaire totale et irrévocable d'ici, du moins on l'espère, à la fin du siècle.

Il y a moins de trois ans, à l'époqua où fut mis en chantier la fameux rapport Delars, l'aménagament d'una périoda de transition, étalée sur deux étapaa (la premiàra a commencé le 1º juillet 1990), pauvait apparaître, dans san principe an tout cas, reletivament simple. L'idée était que pour arrivar dans da bonnas conditinns au seuil de la troisiàme et « définitive » étape, les pays participants à tradition plus ou moins inflationnista et à monnaia plus ou mains feibla n'avaient qu'à sulvre la chemin tracé par la SME (Systàme monétaira aurapéen). Ils étaient priés de continuar à e'eligner progressivament sur la politiqua suivie et les résultats abtanus par l'Allemagne accidantala, où la pauvair d'achat de le monneie était la plus stable et les taux d'intérêt las plus bas. Or, dès avant sa réunification (an e, eujourd'hui, tendance à oublier cette chronologia), le pays phare commançait à donner des nes de détérioration : le renchérissa ment du crédit y précéda la gonflement soudain du déficit budgétaire consécutif à la prisa en charge des cinq Landar (provinces) da l'Est.

Europe monétaire (suite) : on négocie dans le vide

Comma on voit mal la Communauté proposer pour l'anaamble de ses membres des rétablissements d'équilibre qui pourraient sa révéler hors da la portée de celui qui, tout handicapé qu'il ast devanu, damaure la plus vigouraux d'entre eux, la programma anvisagé pnur paecer à l'étapa suppneée « finala » a pardu tout contour précia. Las critàrae qu'on s'apprêta à ratenir, moyennant, peut-être, qualquas modifications da derniàra heure, n'ont pretiquemant pas da signification du point de vue du retour à la stabilité. Le projet mis sur la table, comme on dit, par la présidence néerlandais a ne laur accorde la premièra place qua faute de mieux.

Qu'an an juge. Un paya, pour êtra raconnu apta à faira partia da l'uninn, davra, lore du premier examen da passage qui dait avoir lieu e au plus tard avant la fin da l'année 1996 », se présenter sans déficit public « excessif ». Pour donnar plus da sáriaux à cette exigenca formuléa d'una manière ausai Imprécisa, les négociateurs da Bruxalles ont antrapris da la chiffrer. Au stada actuel da la discussion, il semble admis que le déficit budgétaire sera plefonné à 3 % du produit intérieur brut. Si tant est qua l'abjectif est la stabilité, cet essai de quantification est à la fois dérisaira et contradictoire

D'abord, la façon mêma dant le problame est posé est étrangère à un raisonnement authantiquemant financier, le seul qui pourrait, en l'occurranca, débnucher eur des cancluainns claires (quitte à les tempérer pour tenir compta d'eutres paramètres). Le déficit budgétaira ast una notian comptable, le PIB est une construction statistique. On compare deux choses conceptuellement différentes. Il aurait été beaucoup plus pertinent, n'en déplaiea aux exparts des Trésors nationaux et da la Commission eurapéenna, de rapprohar la montant du déficie total des dépenses publiques. Mais la critique na doit pas s'arrêter là.

Les Allemands avaient préconisé une autre méthoda, blen mieux adaptée à l da faire dépendra du marché la réalisa- l ou communautaires par émission de l trèa nettement mieux qua la Grèce.

l'objet proclamé. Na devaient, selan eux, n'être admissibles que les déficits correspondant au montant des investisaamanta publics. Ca critère, dana la projet néerlandais qui sert de document de travail, n'a été retenu qu'à titre auxiliaire. Dans un sauci de conciliation, la « présidence » a voulu tenir compta des objections qui evaiant été adreasées, natamment à Paris (où l'an croit, désormeis, avoir découvart tous les secrets de la sagesse financiàra), à la augges-

Il est de nombraux cas, croyait-on pauvoir faire remarquar, aù il est difficila da distinguar antre ce qui est investissaments publics et ca qui ne l'est pas. En réalité, catta difficulté n'existe que si on învarsa la lien unissant la dispanibilité das ressaurces et les dépenses. Le voluma de ces demiàres doit normalement dépandre da l'importanca das premièras. A partir du moment où an établit un budget en fonction das ressourcas dipunibles et non pas en fonction des dépenses désirées, il devient relativement aisé de discemer un déficit justifié d'un déficit injustifié - ou, si l'on préfère, excessif, ■ E déficit n'est pas autre chose que

la part des dépensas financée per l'emprunt. Or il n'est pas logique, finencièrement perlant, da détarminer par avance l'anveloppe des dépenses à financar par appel au marché dea capitaux, sauf à consentir n'importe quel taux d'intérêt. Mais, dans ce damier cas, c'est tout l'équilibre du budget des dépenses courantes qui risqua d'être compromis, comme c'ast le cas actuellament dans beaucoup de pays. De cela il résulte que devraient relever de l'impôt, et de l'impôt uniquement, toutes les dépenses inconditionnelles da l'Etat; qu'en ce qui concerne les autres dépenses, il faut les rendre conditionnelles. Leur total davrait être dée à l'épargna at collactés au taux, non artificiellement poussé, du marché.

On objectera qu'il serait trop risqué

tinn da certains programmes tels que l'entretian at l'accroiasament du domaine public (routes, télécommunications...), les logements sociaux etc. La réponse est apportée par l'axpérienca historiqua, y compris récente. Chaque fois que les finances publiques ant été gérées eelon ce principe, une abondanta épargne s'est révélée disponible pour souscrire, à des taux modérés, les amprunts émis par le Trésor et ses dépendances. Reppelona que la plan d'assainiaaemant budgétaire la plua réussi, an France, depuis la fin de la deuxièma guerre mondiale, a été le plan Pinay-Rueff de la fin 1958. Il était annièrement bâti sur cette confiance faite au relais de l'éparane.

Les ministres des finances de natre époque préfèrent se retrancher derrière un elibi. Ils prétendent que l'éparqua est devenue structurellement insuffisante. Le plus trista est qu'ils trouvent maints économistes pour les aider à accréditer cette incroyable absurdité. Pour ne citer que cet argument, où était l'insuffisance da l'épergne quand Français, Américains, Anglais, etc., sa montraient toujours prêta à aa seigner à blanc pour acheter des appartements at des actions en Bourse surévalués?

Ajoutons encore ceci : si on na a'inspire pas de le règle que Bann voulait Inscrire au centre du dispositif, on n'a aucune chance de faire respecter l'interdiction à laquelle les promoteurs d'une monnaie européenne stabla tiannent, à juste titre, par-dessus tout, sans toutefois en tirer toutes les conséquences. Dans tous les projets qui ont été examinés tour à tour, qu'ils aient été d'origine française, allemande, luxembourgeoise, néerlandeise nu auropéenne (Commis sion), on retrouve la disposition euivanta, qui ne manquera pas d'être solennellement entérinée à Maastricht, et plutôt deux fois qu'une pour se donnar bonne conscience : ni la future Banque centrala européenna (BCE), ni les Banques centrales nationalas n'auront.

manneie contre achats directs des titres émis soit par lee Trésore nationaux, aoit par la Communauté ellemême. Très bien. Mais que se passe-t-il dans la réalité?

OMME les Etats financent aussi par l'emprunt leura dépenses inconditionnelles, ils prement leurs précautions pour que le marché, réputé libre, laur procure tout ce qu'ils lui damandent. Pour y parvenir, ils ont recours à deux procédés. Ils n'hésitent pas à s'endetter, au mépris da toute bonne gestian financière, pour de lonques périodes (allant jusqu'à trente ans) à des conditions onéreuses. On a cloué an pilori l'amprunt Giscard 1973. indexé sur l'or, parce que son remboursement a coûté les yeux de la tête. Encore Veléry Giscard d'Estaing ne pouvait-il connaître le résultat final au moment du lancement. C'est en pleine connaissance de cause qu'aujourd'hui la Trésor accumule, par de nouvelles émissiona d'OAT (obligations essimilées du Trésor), chaque mois una dette dont le service lui reviendra très cher.

L'autre procédé pratiqué par les Etats et sur lequel l'accord de Maastricht (qu'on donne pour probable) fait pareillement et scandaleusement silence, c'est da faire souscrire, indirectement, une partia des emprunts publics par les banques commerciales. Cela est moins voyant que le financement manétaire par l'Institut d'émission, mais le résultat est exactement le même. Là se loga la contradiction eignalée plus haut : il serait inutile da pourchasser les déficits «excessifs» si on ne se contentalt pas d'un faux-semblant. Le trompause apparence consiste à dénoncer pour la galerie la financement monétaire par la eeule Banque centrale en ferment les yeux sur le financement du déficit par 'apparei bancaire au eens large.

D'una façon plus générale, la trompe ne, déjà commise avant que Maastricht n'en commencé, est de persuader le public qu'on pourrait créer une monnaie stable pour toute l'Europe sans rien changer da fondamental aux arrements actuellement suivis dans le s'autoqualifient de bien gérés, lis le prétandant parce qu'ils -mènent leurs la droit de financer les déficits publics : effaires un peu moins mal que l'Italie et

Jordanie : le fardeau des rapatriés

Suite de la page 25

Selon une étude du ministère du Plan, 83 % des rapatriés en age de travailler sont au chômage. Les autorités espérent qu'ils utiliseront leur épargne encore disponible pour investir dans le royaume. Les résultats de l'étude marquent cependant les limites d'un tel optimisme : 17 % seulement des familles auraient un projet d'investissement, et le climat politique dans la région n'y est guere propice, même si des espoirs de paix se font jour.

« Beaucoup sont dans l'expectative, note un observateur. S'ils peuvent trouver du travoil ici, ils resteront, car souvent ils ont de la famille: mais en meme temps, ils prospectent nilleurs. Les plus démunis, eux, resterant. » lis sont nombreux : un tiers des familles vivent au-dessous du seuil de pauvretė, c'esi-à-dire avec moins de 150 dinars par mois (environ t 500 francs).

La fin des capitaux

Le principal manque à gagner provient du tarissement des rapatriements de capitaux assurés par les Jardaniens du Koweit - une movenne annuelle estimée à 600 millions de dollars. - ce qui devrait se traduire par une détérioration, d'ici à la fin de 1992, de 1.5 milliard de dollars pour la balance des paiements, déjà fortement ébranlée par les effets de la guerre du Galfe.

Outre le recul de 30 % du produit intérieur brut au cours des cinq derniers mois de 1990, dù à l'embargo imposé par les Nations unies à l'Irak, le snutien d'Amman à Bagdad lui a coûté ses principaux marchés d'exportatinn. L'arabie sanudite, les Emirats Arabes unis et le Koweit, qui bayenttent maintenant les produits jurdaniens lagrumes, phosphates, patasse...), absorbaient, avec l'Irak, 40 % des exportations

La Jordanie paie aujourd'hui le

tribut de sa trop grande dépen-dance à l'égard des Etais du Golfe. Et lorsque son principal bailleur de fonds, l'Arabie saoudite, qui avait versé, en 1989, 40 % de l'aide bilatérale recue par Amman, coupe les crédits, le pays est condamné... à attendre le rétablissement de ses anciennes relations commerciales on à diversifier ses marchés.

Dans le même temps, le retour des rapatriés alourdit la facture des importations de 750 millions de dollars pour satisfaire les besoins alimentaires, énergétiques et médicaux. Habitne depuis des décennies aux périls politiques, le royaume bachémite est, cette fois, confronte à la menace économique.

Le climat est gros de conflits, tout d'abord dans le secteur du logement. La vague des réfugiés a provoqué une flambée des prix des appartements à louer dans un marché immobilier devenu rapidement saturé. Les loyers ont augmenté en moyenne de 60 % depuis juillet, voire daublé pont les villas dont on ne voit plus aucune nffre dans les jaurnaux.

« La situation est explosive », indique M= Snha Hammoure, respansable de l'agence immobilière Saudi Real Estate, selon laquelle 10 % au moins des familles de rapatriés n'ont pas de tnit. Il manquerait actuellement « 80 000 apportements pour faire face aux demandes de logements. alors que la copacité de construction annuelle est de 20 000 *, souligne-t-on au ministère de l'babi-

La situation est d'autant plus tendue que les propriétaires profitent souvent de la crise pour réclamer le versement préalable de douze loyers mensuels au futur Incataire (soit entre 3 500 et 4 000 dinars). Et l'insatisfaction est exacerbée par le fait que nombre de ces propriétaires ne snubaitent louer qu'à des étrangers, la législation jordanienne n'autorisant en effet les bausses de

loyers que pour les occupants d'appartements étrangers.

Il ne faut pas non plus nublier les problèmes de l'éducation, aggravés par l'arrivée des réfugiés. Près de la moitié d'entre eux - 44 % exactement, selon l'étude du ministère du Plan - sont en âge d'aller à l'école ou à l'université, ce qui veut dire que, pour satisfaire la demande de l'éducation, il faudrait construire six cents écoles au moins.

Dans le domaine de l'ean, le pays vit à la limite du possible. L'afflux des rapatriés a entraîné une engmentation de 16 % de la consommation d'eau domestique. dans un pays où il n'en tombe qn'au plus 550 millimètres par an. Solution : rationner l'eau utilisée par l'agriculture au profit des zones urbaines d'Amman et de Zarqa, où sont concentrés 80 % des réfugiés. Les autorités viennent ainsi de demander aux paysans de la vallée du Jourdain de ne cultiver cette année qu'un tiers de leurs terres, enntre indemnisation leur a-t-on promis.

Un plan de substitution

Face à un tableau aussi sombre qu'ils n'hésitent pas d'ailleurs à noircir encore afin de mieux sensibiliser l'opinion et les bailleurs de fonds, - les dirigeants font feu de taut bois. Le gouvernement a voté une rallonge budgétaire de 180 millions de dollars et, pour endiguer la montée du chômage, un olan de substitution des emplois nu les étrangers sernnt remplacés par des Jardaniens a eté adopté. Car en dépit des 30 % de chômeurs, nombre de chefs d'enfreprise ne trouvent pas de main-d'œuvrc... sauf à recnurir aux travailleurs égyptiens nu syriens, camme il est pratiqué dans le bâtiment, ou aux domestiques sri-lankaises et philippines pour le travail à domicile.

Pays de migrations naturelles, sans grandes ressources et recnuvert aux deux tiers par le désert, la Jordanie, qui produit une pléthore de médecins et d'ingénieurs, goûte peu en revanche les emplois de moiadre qualification. Jusqu'à une date très récente, il était, par exemple, presque impossible de recruier une infir mière inreanienne.

« Que peut faire un père désargenté pour ses enfonts?», se demande M= Hammoure, Seul. pas grand-chose. Aussi Amman travaille-t-il à la reprise de l'aide extérieure, notamment américaine ou anglaise et des nrgaaismes internationaux, intercomque pendant la guerre du Golfe. contrairement à l'eide française (environ 400 millions de francs en 1991). Si les concours américains viennent de reprendre, en revanche, s'agissant de l'Arabie saoudite et des Emirats, il faudra sans doute plus de temps. En attendant, on espère que la paix

« Nous devons aussi œuvrer dans le sens d'un renforcement du secteur privé», explique Nabil Mamari. Amman s'efforce de séduire les capitaux étrangers, tente de multiplier les joint-ventures - comme celle canelue récemment entre la Compagnie jordanienne des mines de phosphates et un partenaire indien et cherche à privatiser comme dans le eas de la compagnie aérienne Royal Jordanian.

ramènere les touristes

Aux inquiétudes sur les dangers de cette politique libérale, le pouvoir répond par des appels répé-tés à la cobésion nationale et dénonce volontiers l'acharmement mis par certains de ses vnisins arabes à «punir» la Jordanie. D'autres tempétent contre l'injustice du sart réservé au royaume, camparé à Israel, confronté lui aussi à un problème d'accueil d'immigrés (soviétiques) : « Qui paye la facture là-bas? », s'interroge un économiste, en pointant vers les Etats-Unis.

Dans un pays à l'identité et à la slabilité tnujours fragiles, le recours au libéralisme nu la stature du roi Hussein - renforcée à l'intérieur par les événement da Gnife et son entregent à l'extérieur - suffiront-ils à apaiser les craintes de la population qui, après avnir réclamé le soutien à Saddam Hussein, le paie en prix fort. Des éléments d'aptimisme existent certes : durant toute cette périnde troublée, le dinar e bien résisté. Et comme le fail remarquer cet économiste : « Personne n'est encore descendu dans la rue pour monisester contre le

GEORGES MALBRUNOT

BIBLIOGRAPHIE

Rendre l'économie aux citoyens

ÉCONOMIE est-elle devenue une langue morte ? Certains tendent à le pen-ser. L'expérience vécue, l'analyse des contraintes nationales et internationales, les poussent à considérer cette « science » comme un ensemble de règles objectives qui s'imposent à tont gouvernement. Il existerait comme une « fatalité des grands

Contre cette position des drogués de conseasus, François Hollande et Pierre Moscovici s'insurgent. Socia-listes, le premier député, le second secrétaire national du PS, ils professent également à Sciences Po. C'est sent egatement a Statutes to Con-leur cours commun qui e inspiré ce livre au titre trop passe-partont, dominage l'Heure des choix, mais qui a la vertu de gratisser large » et de garder un itinéraire pédagogique.

La thèse centrale est la suivante il faut rendre l'économie à la politi-que, donc aux citoyens. Que nous apprennent d'abord les turbulences mondiales? Quelques règles de bon sens: les économies doivent rester flexibles pour résister aux chocs ; la productivité doit être forte dans l'industrie ; la spécialisation internationale est une obligation majeure ; un taux élevé d'épargne est un gage de succès ; une écono-mie n'a de force que celle de ses structures.

A celles de l'économie française nos auteurs consacrent la deuxième partie de leur ouvrage. L'insuffisance des investissements industriels depuis dix ans explique la plupart de nos difficultés (pertes de parts de marché, fort chômage). On perçoit moins ce que nous coutent nos vertus : les pays qui réussissent le mieux à maîtriser leurs prix intéricurs doivent sopporter les taux d'intérêt réels les plus élevés. C'est le paradoxe du SME. L'union monetaire européenne effacera cette anomalie.

Autre vue intéressante, cette fois sur le partage des fruits de la croissance et la nécessaire formation d'une épargne longue : défendre une nouvelle conception du salaire incluant ce qui est immédiatemen distribue, qui ne saurait être sacrifié, et une part différée. De timides formules existent déjà, mais la résistance des syndicats rendra sans donte difficile leur développement.

Sous le titre «Les politiques économiques à l'épreuve » défient ensuite les grands sujets du jnur. Peu de surprises sur les remèdes au chômage. Un regret cependant à propos de la spécificité française. Elle n'est pas que démographique. Elle est aussi culturelle. La peur de « déroger », d'accepter un travail peu valorisant, retient beauconp plus de candidats à l'emploi qu'on ne le croit. Et les refus de postes proposés n'entrainent pas, comme souvent à l'étranger, la suppression

Nos auteurs out raison d'insister sur le fait que la structure des recettes et des dépenses est plns importante que le solde budgé-taire: 48 % des Français ne paient pas d'impôts sur le revenn. Notre pays sera contraint d'élargir l'assiette (est-ce un mal ?) pour com-penser la baisse de la fiscalité indirecte induite par la construction

Une bonne suggestion sur l'avenir du Plan : le transformer, en compagnie de la DATAR et de la direction de la prévision, en une « Délégation générale à la stratégie et à l'aménagement du territoire ». L'enjeu essentiel est en effet de préserver un organisme de réflexinn sur le moyen et le long terme. On retrouve enfin des accents d'André Gauron (1) dans le plaidoyer pour l'économie mixte et l'édification de Europe.

L'air de touche à tout des auteurs ne doit pas être mis à leur débit. En fait, un fil court à travers les pages, qui méritait d'être remis à jour : l'économie est toujours politique.

PIERRE DROUIN

(1) Les Remparts de l'argent, Ed. Odile Jacob (le Monde du 5 novembre 1991).

► L'Heure des chobs, de Pierre Moscovici et François Hol-lande, Ed. Odle Jacob, 390 p.,

126 00 LECTEU du Mon exercent

ATTENDRE 1/7

ORACTION:

Assemblee Generale #

Grand and the same of the same

Radiomer and below

de la companya della companya della companya de la companya della companya della

n_{est}

No. 2 Total I

Marie Committee of the Committee of the

The same of the sa

4.2

Assembled (Francis

PROFESS LIBERAL Le Mon premier i d'informat



er Jaif ...

Bergeral State of the second

Secretary was

Production in

Distance .

Information SICAV

UNIRENTE

Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV UNIRENTE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 9 h 30,23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec la SICAV FUTUROBLIG.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 10 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.



Information SICAV

FUTUROBLIG Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV FUTUROBLIG sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 11 h, 23 place de Catalogne -75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec la SICAV UNIRENTE

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 16 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complementaire, les actionnaires penvent s'adresser auprés de leur agence du Crédit Agricole



Renote econ BUX CION

Information SICAV

ORACTION Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV ORACTION sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-OR.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 15 h à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.



126 000 **LECTEURS** du Monde exercent une **PROFESSION** LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information. (IPSOS 91)

Information SICAV

UNIVERS ACTIONS Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS ACTIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 4 décembre 1991 à 10 h, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-BOURSE.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 12 décembre 1991 à 11 h 30 à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.



Information SICAV

UNI-ASSOCIATIONS Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSO-CIATIONS sont convoqués en Assemblée Génerale Extraordinaire le 6 décembre 1991 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris, pour décider de la fusion de leur SICAV avec le FCP AGRI-ASSOCIATIONS.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée sera alors convoquée le 16 décembre 1991 à 10 h 30 à la même adresse.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence du Crédit Agricole.



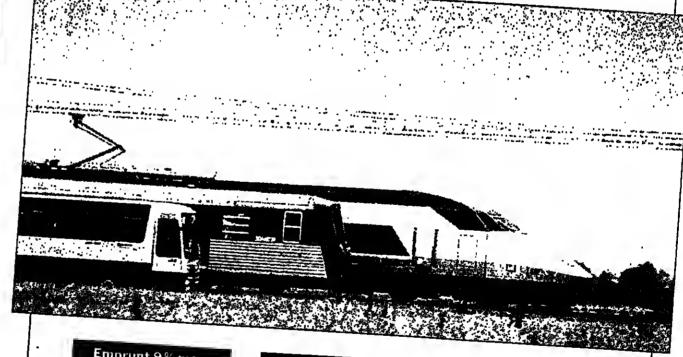
DANS « LE MONDE » DU JEUDI 12 DATÉ 13 DÉCEMBRE

DOSSIER SPÉCIAL ÉPARGNE PLACEMENTS

Pour tout renseignement Publicité financière 46-62-73-57

-NOVEMBRE 1991-

La SNCF émet un nouvel emprunt d'un montant minimum de 2,5 milliards de francs



Emprunt 9% mars 1991-2003 : emission d'une nouvelle tranche

La SNCF achève le programme de financement de ses investissements de l'année 1991 en lançant une nouvelle tranche assimilable à l'emprunt 9% mars 1991-2003.

Cette ligne est notée AAA/ Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

Liquidité accrue de l'emprunt

En fonction de la demande, le montant de l'emission pourra être porte à 3 milliards de F. Plusieurs établissements assurent la "tenue de marché" de cet emprunt dont l'encours avoisinera 15 milliards de F. Cela lui garantit une grande

liquidité et en fait une des lignes les plus traitées du marché.

Poursuite de l'internationalisation du placement

Après le vif succès rencontré lors de la précédente emission. la SNCF reserve à nouveau une partie de l'emprunt aux investisseurs etrangers.

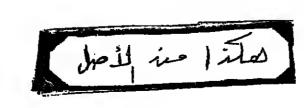
Pour toute précision complémentaire et pour souscrire. contactez votre etablissement financier habituel.

FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17 RUE DE LONDRES, 75009 PARIS

Une fiche d'information (visa CO3 π° 9]-457 en date du 20 novembre (99)) est tenue





MARCHÉS FINANCIERS

Dans le domaine du tourisme Accord entre Eurodisney et Havas Voyages

Eurodisney vient de signer nvec Havas voyages, premier réseau francais d'agences de voyages, son pre-mier accord en France avec une entreprise de lourisme el le deuxième accord de distribution en Europe, après celui conchi avec Holland International aux Pays-Bas, Il s'agit d'un « accord privilégié » : les cinq cents agences d'Havas Voyages vont promouvoir, présenter et vendre des séjours dans les hôtels d'Eurodisney, ainsi que les forfaits (deux ou trois auits dans ces hôtels, avec visite du parc et éventuellement des excursions dans la région parisienne) conçus par Eurodisney Vacances, le tour-opérateur créé en septembre dernier par Eurodisney; mais elles auroni, en plus, l'exclusivité d'autres formules préparées avec celui-ci : vacances, week-ends, séjours de groupes, «voyages à thème» com-prenant des nuitées dans les hôtels

Spécialiste du bricolage

Rallye vend Briker à Castorama

Le groupe brestois Rallye, qui pratique une politique de recen-lrage, a confirmé samedi 23 novembre avoir vendu 66 % du capital de sa chaîne de magasins Briker, spécialisée dans le brico-lage, au numéro un français du secteur, Castorama.

En signant cel acte de vente, Castorama (10 000 salariés, 100 magasins, 10,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) prend ainsi le contrôle de 17 grandes sur-faces Briker, plus spécialement implantées dans l'Ouest, qui emploient 850 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 800 millions de francs. La vente permettra de réduire l'endettement du groupe et n'aura, selon les dirigeants du groupe Rallye, « aucune incidence sur le plan social et n'entrainera aucune restructuration ». « Le seul changement prévu, ont-its précisé, sera celui de l'enseigne.»

Dans le service informatique

VRG acquiert la société française Agena

Le groupe néerlandais VRG, géant européea du papier ea gros, a annoncé vendredi 22 povembre avoir acheté au groupe Suez - pour un montant non communiqué - la société française Agena. Numéro un français de la distribution et du service informatique spécialisé dans le domaine des ordinateurs personnels, des systèmes périphétiques et du software, Agena emploie mille quatre cents personnes et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 1,9 milliard de francs pour un bénélice net de 17 millions de francs.

Avec ce rachat, VRG double son chiffre d'affaires dans la bureautique et se hisse de la sixième à la première place européenne, devançant l'altemand Computer 2 000 et le français Métrologie. Début 1992, le groupe néerlandais compte injecter 100 millions de francs dans le capital d'Agenn sans émettre d'actions nou-

o 5 millions de francs d'amende pour Calor, Moulinex et SEB. - Le Conseil de la concurrence a iafligé, vendredi 22 novembre, 5 millions de francs d'amende au total à trois fabricants français de petit électromenager. Le conseil reproche à Calor (500 000 F d'amende), Moulinex (3 millions) et SEB (1,5 million) une politique de ristourne. Le conseil, chargé de réprimer les pratiques non conformes aux règles commerciales, avait été saisi il y a plusieurs mois par des distributeurs accusant certaines marques d'électromégager de recourir à des remises conditionnelles pour les contraindre à pratiquer des prix établis et imposés.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 23 novembre **UN DECRET**

- - nº 91-1188 du 21 novembre 1991 fixant les conditions d'attribution des aides au commerce prévues par l'article 4 de la loi nº 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur enviroonement économique, juridique et social.

Collecte et traitement des déchets

Les groupes SITA et CDI s'allient dans le recyclage

La société SITA, filiale spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets du groupe Lyonnaise-Dumez, et CDI, filiale française du groupe irlandais Jefferson Smurfit, spécialisé dans la récupération des vieux papiers, ont signé un accord exclusif de recyclage. Tous les vieux papiers valorisables récupéres auprès des collectivités locales et du secteur industriel et commercial par SITA seront livrés à CDI, qui les triera afin de les transformer ca matière première pour les papeteries.

Employant buit mille cinq ceats salariés, la société SITA devrait réaliser 3,7 milliards de francs de chiffre d'affaires ea 1991. Disposant de trente usines dans treize pays, le groupe Jefferson Smurfit est le premier récupérateur moadial avec 4,3 millions de tonnes de vieux papiers collectés et triés ebaque année. Ce groupe irlandais est aussi l'un des leaders mondiaux de la transformation de ces vieux papiers en carlon compact et papier pour ondulé qu'il trans-forme en emballages dans plus de cent soixante-quinze usizes,

Dans les assurances scandinaves

Hafnia et Uni Storebrand aux côtés de S-E-Banken pour la reprise de Skandia

Deux compagnies d'assurances scandinaves, la danoise Hafnia et la norvégienne UNI Storebrand, se sont unies pour tacbeler les options d'achat d'actions Skandia délenues par Skandinaviska Enskilda Banken (S-E-Banken). S-E-Banken avait acheté l'an der-oier une option d'achai portant sur 28,2 % du capital d'actions de Skandia, dans le but de regrouper la banque et la compagnie d'assurances dans une même structure. Mais les pertes enregistrées pour cette reprise - environ 700 millions de couronnes (631 million de francs) – par la deuxième banque de Suède, dues à des investissements mal calculés, comme l'a reconna son président M. Bo Ramfors, ont contraint S-Banken à se dessaisir de la majeure partie de son option.

Toulefois, dans l'immédial, la banque ne perdra qu'un demi-mil-liard de couronnes suédoises lors-qu'elle cédera, pour 4 milliards de couronnes, 23,3 % sur les 28,2 % d'options qu'elle détient dans Skandia. En effet, elle devra payer 244 couronnes (226 francs) par option d'action Skandia et les revendra à UNI Storebrand et Haf-nia pour respectivement 220 et 225 couronnes (204,6 francs et 209,2 francs), soit uac perte de 415 millions de couronnes (386 mil-lions de francs). Lors de cette cession, Hafnia reprendra 14,8 % des actions, UNI Storebrand 8,5 % et S-E-Banken n'en coaservera que

Au terme de la transaction, UNI Storebrand, qui possède déjà des actions Skandia, détiendra 28,1 % des actions du groupe d'assurances suèdois, Hafnia en détiendra 14.8 %, aux côtés du groupe d'as-surances fialandais Pohjola qui en possède déjà 10,5 %. Ainsi, le groupe Skandia sera détenu à plus de 50 % par des sociétés nordiques.

L'affaire de la BCCI

L'émirat d'Abou Dhabi prêt à indemniser les déposants

L'émiral d'Abou Dhabi, sous 'impulsion de Cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane, continue à envisager une indemnisation des déposants victimes de l'effondrement de in Bank of Commerce and Credit international (BCCI), a déclaré vendredi 22 novembre le député britannique Keith Vaz. de relour d'une visite à Abou Dhabi. « Ce qui est encourageant, c'est que les discussions continuent et qu'il existe de lo bonne volonte », a affirme M. Vaz. Mais aucune solution n'n encore été trouvée, a-1-il souligné.

Selon lui, l'une des propositions en discussion est une indemnisatioo totale des petits déposants, pour la plupart des membres des communautés asiatique et musulmanes de Grande-Bretagne, acculés à la ruine par l'affaire. Les gros déposants seraient indemnisés par-tiellement. Cheikh Zayed et l'émirat d'Abou Dhabi détiennent 77,4 % du capital de la BCCI qui a été formée le 5 juilles (le Monde daté 7-8 juillet) sur ordre des autorités monétaires internationales après la découverte de fraudes à grande échelle. ~ (AFP.)

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

172 747 125 516 56 823 17 115 Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de 60 750 26 440 Concours au Trésor public. 60 920 Times d'Etat foore et obligations)

98 493 25 901 670 171 Comptes courants des établisse ments astreiras à la constitution

Compte courant du Trésor public. 30 853 ises de liquidités . 8 662 Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepertie des allocations de droits de 6 722 Fous à livrer au Fonds européen Réservs de réévaluation des

avoirs publics en or...

TAUX DES OPÉRATIONS 8,75 % 10 jours 9,75 %

La COB et les nouvelles modalités sur les warrants

La Commission das opérations de Bourse (COB) vient de randre publiques les nouvelles modalités pui ont été adoptées pour l'émission, en France ou sur le marché International, et l'admission à la cote officielle, de warrants (bons de souscription) et d'obligations com-

Laa points las plua marquants sont les suivants : l'émission des warranta est autorisée sur le mar-ché français, le caractère stricte-ment optionnal est intégré dans la définition des warrants. Cusm eux obligations complexes, elles sont définies comme des produits de neure obligataire, dont le régime n'est pas expressément précisé par des dispositions réglementaires et dont les modalités de remboursement ou de rémunération sont par-

LES INDICES HERDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS** MISTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

15-11-9122-11-81 Rase 100 : 28 décembre 1990

Rese 100 en 1972 Base 100 : 31 décembre 1980

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHARGE

mbre 1981 15-11-8122-11-81 Base 100 : 31 dèce 583,5 476,2 449,8 266,6 474,3 678 826,8 496,3 516,2 480,5 441,1 434,5 261,8 447,7 854 790,8 478,1 507,4

TOKYO, 25 novembre

Neuvième séance de baisse

La Bourse de Tokyo a enregis-tré lundi 25 novembre une nou-velle baisse dans un marché ené-mique. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 248,70 points, soit un recut de 1,1 %, à 22 868,69, affichent einsi un double record : celui de la plus longue série de balese inimerrompue dequis viocrtrois ans loctobre 1969) avec 9 séances, et la première clôture sous le seuil des 23 000 points depuis le 12 septembre. Le volume des transections n'est élevé à seulement 170 millions de titres environ, contre 246,97 mil-lions de titres lors de la précé-dente séence.

VALEURS	Cours de 22 nov.	Cours do 26 eav.
Akni Rekigestone Cenon Fuji Bank Honda Muscou Muscushite Becitic Missubirki Heavy Sony Corp. Toyota Mosons	1 030 1 140 1 370 2 680 1 480 1 380 690 4 500 1 470	941 1 120 1 350 2 860 1 450 1 380 678 4 430 1 450

FAITS ET RÉSULTATS

o Guinness accepte de payer 100 millions de livres à Argyll.— Le gronpe de spiritueux britanni-que Guinness a accepté vendredi 22 novembre de payer 100 mil-tions de livres (980 millions de 22 novembre de payer 100 milions de firancs) au groupe agroalimentaire Argyll pour résoudre à l'amiable le différend qui oppose les deux groupes depuis la reprise par Guinness en 1986 du fabricant écossais de whisky Distillers. Cette reprise a donné lieu à l'un des plus gigantesques scandales financiers de In City et a conduit à In condamnation du président de Guinness de l'époque, M. Ernest Saunders, accusé d'avoir manipulé les cours de Guinness pour assurer le succès de son OPA aux dépens d'une offire concurrents d'Argyll (le Monde du 14 février 1990). Les 100 millions de livre versés par Guinness couvriront les frais engagés par Argyll à l'époque pour déposer son offre de rachat sur Distillers (53,7 millions de livres), assortis d'intérêts.

o Petronas : crédit français de 5,3 miliards de francs pour l'achat de méthaniers. — La compagnie milaisienne Petronas Marine a indiqué lundi avoir obtenu un cré-dit français de 5,3 milliards de francs pour financer son récent achat aux Chantiers de l'Atlantique de cinq lankers gaziers. Petronas Marine, filiale à 100 % de la compagnie pétrotière Petronas, avait conclu en février dernier un contrat de 1 milliards de francs avec les Chantiers de l'Atlantique avec les Chantiers de l'Atlantique pour la construction des cinq tankers, livrables de juillet 1994 à juillet 1997. Ils transporteront du gaz naturel liquélié vers le complexe de Bintulu, qui sera achevé en 1996 el permettra à la Malaisie de porter sa production de GNL à 16 millions de toanes pur aa. Petroaas a précisé que l'accord pour l'octroi du crédit devait être signé lundi 25 novembre à Nantes (ouest de la France) par le présideat de Petronns Mnriae, deal de Petronns Mnriae, M. Abdul Aziz Mahmud, et des

responsables de Paribas. o Nouvelles Frontières: bénéfice 1991 en augmentation de 40 %. — Le voyagiste français Nouvelles Frontières va enregistrer en 1991 un bénéfice supérieur à 100 mil-lions de francs (part du groupe), en augmentation de 40 % par rapport augmentation de 40 % par rapport à 1990, où il avait été de 69 mil-lions de francs, a annoncé samedi

23 novembre le PDG du groupe, M. Jacques Maillot. M. Maillot, qui inaugureit à Tozeur, dans le sud tunisien, la douzième unité de la chaîne des hôtels Paladien de Nouvelles Frontières, a assuré que 1991 serait la meilleure année pour la société depuis sa création il y a viingt-cinq ans. Le chiffre d'affaires a nugmenté de 14 % et le nombre de clients de 12 % par rapport à 1990, a indiqué M. Maillot. Le groupe a'a pas souffert, comme l'ensemble de la profession, des retombées de la guerre du Golfe, en raison de le diversification de aes destinations (une centaine), a en ratson de le diversification de aes destinations (une centaine), a assuré le PDG de Nouvelles Fron-tières, qui a souligné que la politi-que d'intégratioa verticale (tonr operating, hôtelleria, transports aériens, langues) permettait une parfaite maîtrise des coûts.

parfaite maîtrise des coûts.

O GMF: vers un rapprochement avec les services de la Poste. - Le gruupe d'assurances mutunliste GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires) pourrait chercher à utiliser les quelque 17 000 bureaux de la Poste pour vendre ses produits d'assuraace, a indiqué samedi 23 no vernbre le présideat do gruupe GMF, M. Juna-Louis Pétriat, lors d'une inturview à Radio-Classique. La GMF distribue déjà un produit d'assurance, « Poste-Assistance », dans les bureaux de Poste et soubaite a offir aux ungers de la Poste des bureaux de Poste et soubaite
uffir aux usagers de la Poste des
produits de qualité et bon marchés,
a indiqué M. Pétriat, qui a récemment été nommé administrateur de
la Poste. Le président du groupe
GMF a par ailleurs annoncé que la
FNAC, dont son groupe est l'actionnaire principal, cherchait à
poursuivre ses conversations avec
de grands distribuleurs comme
Virgin ou le Printemps, visant à Virgin ou le Printemps, visant à déterminer une nouvelle formule de centrale d'achat.

o M. Gnida de Keersmaecker o M. Gnida de Keersmaecker nouvean PDG de Henkel-France, – M. Guido de Keersmaecker n été nommé PDG de la société Henkel-France, filiale du groupe allemand Henkel, un des plus grands fabricants mondiaux de produits lessiviels et de colles. Né le 3 novembre 1942, M. de Keersmaecker était entré dans le groupe Henkel en 1977. Henkel-France réalise un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs avec 13 usines el de francs avec 13 usines el 3 100 personnes employées.

PARIS

Se	con	d ma	rché	(sélection)	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Demie cours
Alcetel Cibles	3830 265 92	3820	Immob. Hötelibre	785 162 58 70 269 50	780 164 50 58 90 238 30
Boiron (Ly)	810 305 238 815	805 300 800	Locardo Locardo Metra Comm.	70 87 160	70
Cardif	398 692 137	398 696 274 90	Publi Filipacchi. Rezal	400 406 270 90 169 90	::::
C.F.P.I. C.N.L.M. Codestour Conference	2277 90 890 284 780	898	Select invest (Ly) Serbo	93 60 384 130	
Creeks	170 340 10 1220 - 337 90	163 20 n 326 50 n 1218	TF1 Thermador H. (Ly)	259 338 320 206	330 10 207
Deventry	934 255 129 240	235 10	Viel at Cie Y. St-Laurent Groupe	89 90	
Finacor	208 129 103 60		LA BOURSE	SIR A	INFTEL
GFF (group fon f.) Grand Livre Gravograph Groupe Origny	121 60 395 200 930	124 393 201 930	36-1	E TAI	

otionnel	10 %.	MATIF Cotation en pourcentage du 22 novembre 195 Nombre de contrats : 218 276	91
		ÉCHÉANCES	_

COOKS	Déc. 91	Mar	s 92	Jain 92
Denier	196,86 186,68		i.20 i.84	106,72 107,36
	Options	aur notionn	el	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIO	NS DE VENTE
TIME IS INTERCORDED	Déc. 91_	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
	444	0:72	n'oc	9.74

1 (CAC 40 A	TERME	
Volume :15 870	(MA	TNF)	
COURS	Novembre	Décembre	Janvier
DernierPrécédent	1 754 1 779,5	1 769,5 1 795	1 786 1 861

CHANGES

Dollar : 5,40 1

Le dollar poursuivait encore lundi 25 novembre son mouvement de repli accentué en fin-de semaine dernière en réaction à la chute des indices boursiers. A Paris, la mounaid américaine s'échangeait à 5,40 F contre 5,4275 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT 22 nov. 25 nov. Dollar (eu DM) ... 1,5896 1,5830 TOKYO 22 nov. 25 nov. Dollar (en yens). 129,65 128,53

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (25 novembre) 9 15/16-19 1/16% New-York (22 novembre) 4 3/4%

BOURSES

11 to 1

\$74.745

-

4.44.4

· ---) -- ---

40.0

W- . Wes

....

re highly a

1950 1645

1000

き 御子 (1997年)

-

7.850 **6**

4 to 3. % 1.20 mily 10.

W -

PARIS (INSEE, bese 100 : 28-12-90) Valeurs françaises ... 21 nov. 22 nov. Valeurs françaises ... 115,60 114,29 Valeurs étrangères ... 109,20 109,90 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice general CAC 479,29 480.50 (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ____ 1766,02 1741,28

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 21 nov. 22 nov. Industriciles 2 932,69 2 902,73 LONDRES (Indice e Financial Times »)
21 nov. 22 nov.

FRANCFORT 21 nov. 22 nov. 1 598,10 1 600,26 TOKYO 22 nov. 25 nov.

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E-U	4 5/3 6 1/4 8 13 16	4 7/8 6 3/8 8 IS/16	4 5/8 6 3/16	4 3/4 6 5/16 9 L/8	4 15/16 6 3/16 9 5/16	9 1/16 6 5/16 9 7/16	4 34 5 15/16 9 5/16	4 7
Figris FB (100)	3	9 14	9 3/16 9 1/8	9 5/16	9 5/16	9 7/16	9 3/8	9 7 9 1 9 5
RS	7 5/8 11 1/2	7 7/1 12 1/2	7 LV16	7 15/16 12 1/8	\$ 3/16 1 5/8	8 5/16 12 1/8	8 11 1/2	3 1 11 2
Franc	18 1/4 9 15/16	10 1/2 10 1/16	18 11/16	10 13/16 9 15/16	18 5/8 9 3/4	10 3/4 9 7/8	10 5/8 9 t1/16	ie 3
Con anu		- In			1			

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée per une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	MOT NO	UR	M068 ·	oetr	K MORE	SIX	MOIS
	+bm.	+ hout	Step.+	oz dóp	Rep.+	05 dig	Rep.+	ou dép.
\$ EU \$ cas Yes (100) _	5,4085 4,7514 4,2214	5,4105 4,7552 4,2263	+ 229 + 105 + 126	+ 118	+ 430 + 195 + 248	+ 450 + 221 + 267	+ 1280 + 504 + 774	+ 134 + 57, + 82
DM	3,4160 3,4325 16,5800 3,8448 4,5144 9,7147	3,4194 3,0345 16,5920 3,8490 4,5180 9,7210	+ 13 + 9 + 60 + 59 - 83 - 77	+ 30 + 18 + 110 + 71 64 49	+ 10 + 10 + 60 + 84 - 16t - 154	+ 33 + 26 + 160 + 109 - 134 - 108		+ 69 + 59 + 410 + 330 - 36 - 30
		7	117					

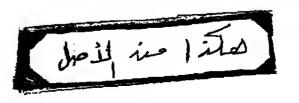
Le Monve-KIL ENTREPRISES à 22h15 sur RTL Lundi 25 novembre : Didler Lefevre, PDG de Peaudouce,

Mardi 26 novembre : Jean-Pierre Chanteloube Directeur du Fonds de formation du travail temporaire sur l'enquête du Monde initiatives du 27 novembre.

MARCHÉS FINANCIERS

8: à | 'Om

POOUPE	DU 25	NOVEM	BRE								Cour	s relevés	à 10 h 12
Company VALEURS Cours process cours	r Clessier %		Rè	glemer	it men	suel				Cossipen- sation V	ALEURS Cours	Pregnier cours	Demier % cours +
4100 CJLE 3%	4150 Compes- 855 + 0.35 1280 + 0.80	VALEURS Coms pricial cours	Dernier % Compe	VALLEURS Co	ors Practiler Detailer old cours cours		VALEURS Con	s. Pressier id. cours	Demier 4.	216 Gén. 6 340 Gén. 9	Bact 361 Motors 189 Belgique 320	189 310	351 10 + 0 03 189 310 - 3 12
L SEEL L'Thomson T.P., L. 900 L	1050 +0 18 270 C	pacager S.A	109 + 6 00 760 260 + 1 13 4240 920 + 2 00 525 620 132 986 + 0 81 310	Locindus	730 730 3956 3970 495 485 126 90 128 3 2 233 80 263 3 3 80 162 162 2 482 480	-0 33 485 Si -100 485 Si	k. Rossigwol	80 442 80 442	806 + 0 12 480 441 - 0 55	193 Gunne 21 Hanso	Heropol	49 50	49 50 - 0 80 37 50 + 1.35
880 Air Unade 832 535 800 Alcani-Aladom 572 564 1520 Ala-Sapern 1475 1481	565 - 122 200 C	Lyon_(Cl	21470 - 728 170 2225 + 088 535	Marin-Gara 48	2 283 80 283 8 380 162 162	0 + 0 64 101 Si - 1 18 800 Si - 0 41 88 Si	odecco@)	149 90 805 20 88	146 90 + 2 57 905 - 0 62 65 - 1 79 342 - 2 55 1230 + 0 08 1190 + 0 59		n. Packant. 261 		38 80 + 1 58 732 - 5 79
2390 Arjon, Pristo	470 1380 D	persent Avietion. 325 325 resent Becr 168 40 168 District 1327 1327 fo.P.d.C.A.Q 125 123 10	325 71 186 - 201 52 1327 129 123 10 - 1 52 156	Mésologie In 4	4 45 45 490 125 125 1	0 + 2 27 1290 Sc 0 + 0 16 1320 Sc	ogerap	20 68 342 1230 1 1181 1		97 Homes 126 I.C.L., 575 LB.M.	116 3 524	521	91 20 - 0 44 521 - 0 57
1985 Ann. Employr		k-R.Sud-Est 190 195	195 + 263 65	Moulinez 15 News, Meda 125	0 20 74 74 4 10 150 150 1 1272 1272	+ 5 41 750 Sc - 2 66 370 SF + 1 58 440 Sc	735 PEP346 pis-Bategnol366	870 322 10	670 - 6 84 322 10 - 6 91 351 - 3 84	330 I.T.T 210 Ito Yol 67 Menus 14 50 Manus	kado 189 9 shite 57 3	0 192 90 0 58 to (288 20 - 0 65 192 50 + 1 53 58 70 + 1 40 3 90 + 5 89
765 Beil investies	770 + 0 65 735 E	2170 2180 RF 736 740 330 30 330	350 1 56 1250 297 + 3 12 100 2177 + 0 005 365 330 - 0 08 365 330 - 0 08 350 328 - 1 07 688 328 + 0 33 171 169 + 0 90 300 528 + 1 55 415 1305 + 3 57 1180 528 + 2 59 586 128 50 - 0 08 286	Nordon Diyl	251 251 3 251 251	- 8 89 320 Sc - 1 56 144 Th	rathelabo. 1049 rampon CSF. 140	50 279 1035 1 139 60	1035 - 133 141 + 071	205 Mc Do 760 March 535 Minnes	maki's 184 778 som M 473 50	183 783	183 783 + 0 84
S25 Batchle	467 -0 44 370 Ec 735 -1 87 400 Es 889 +3 33 325 Es 335 189 Es	RF 735 740 250 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30	390 0 08 190 398 1 07 668 287 0 38 420 326 0 93 171 169 0 90 300 628 1 55 415	Perhaps 17	2 690 584 361 361 0 10 168 10 168 16 6 70 200 290	+ 0 29 153 - 0 - 1 18 250 Te	979 certil 168 affect Fig. 225 AP 477	1 3630 (978 - 0 10 168 10 239 + 6 22	93 Mester 420 Mobil o 365 Morgan	corp 364 p.J.P 336 5	d :::	
900 (RIP 900	548 + 401 520 Es	616 528 1306 1306 1306 1306 1306 1306 1306 1306	628 + 1 56 415 1306 + 3 57 1180 596 + 2 59 596 128 50 - 0 08 286	Perhott 62 Pernod Ricard 119 Peugant 58 Pinnalt 25 Pleaste-Corn 49	6 1180 1180 6 1582 596	- 134 835 U	F B Locab 282	770 500	770 + 0.28 500 + 0.81	32580 Nestlé. 149 Norsk 113 OFSI. 1920 Peorde	Hydro 128 20	128 10 117 50	128 10 - 0 08 117 60 + 1 55 1760 - 1 12
2470 Bongrin 2545 2500 800 Bon Marché 826 825	770 0 65 4280 Es 2500 177 1000 Es	rope 1	4470 530 875 +101 435	Plestic Omn	7 489 489 6 365 365 570 570	- 161 870 Un - 783 560 Vs + 124 320 Vs	15	611 559 270	611 -0 16 559 -0 18 270 + 1 12	405 Philip II	Morris 371 4	377 10120	760 - 1 12 372 + 0 16 101 20 68 40 - 0 58
960 65 N. 962 960	530 +0 67 1180 Em 	enul	1148 + 632 840 121 2540 295 - 484 550	Protectes 269	2710 2710	+ 0 74 345 W	#fo 660 #fourse 267 a Benque 340 forms et Cir 349 prise 1040	338 350	338 - 0 58 350 + 0 29	470 Procter 161 Quilmit	r Geminie 440 4	170 A32	432 - 191 170 - 1 16 30 10 + 1 35
295 Cap Gem.S	2060 - 190 1840 GA 138 50 - 127 475 GB	zeeger. Bol	2230 - 245 4890 1480 + 014 250 1880 435 445 10 + 002 380	Rimy at Associas 21 R. Poulenc CP 46 Robor Financ 32	7 10 488 496	+ 0 16 145 Ar + 3 13 120 Ar	mer. Benick	103 80 142 80 80 101	103 - 283 142 50 + 208 101 - 079	470 Royal D 85 PT Z.		49 40	439 30 - 0 10 49 40 - 0 80
95 Custo ADP 84 70 87 1540 Clastorama D.L. 1811 1545 170 CLC.F. 154 154 57 CCMC Ly. 48 48	165 +0 65 570 Ga	orbasione (SS SM)	EAD - 244 1050	Rochestellat 485 Routsel Ucial 185 R. Impély 301 Sade (Ny) 17		- 0 65 220 Ar	T.T	RO I	197 80 - 1 20 402 20 - 0 72 235 + 4 44	44 St Hele	nberger 349	42 85 342 50	134 + 308 4265 + 451 34250 - 186 4755 - 184
315 CDAE 294 299 10 193 CEGID 196 193 183 Comment My 182 80 185	299 10 + 1 73 395 GT 183 - 1 06 1330 Gu 185 + 1 20 158 Hs	Toppe Clas	364 50 - 0 03 1540 1300 - 0 38 440 162 - 0 06 1320	Sajent Gobaic	1649 180 425 425	+ 0 92 800 BJ - 0 38 980 8e + 0 01 70 8u	A.S.F	235 798 939 70 65 25	798 + 3 50 939 - 0 74 65 25 + 0 65	2120 Sigmen	75		111 + 0 19
420 CEP. Comm. 348 125 Cymu. 111 110 630 Creden 015 821 280 CF lm 300 310		449 450 316 5td. 230 229 arch. Philab. 161 80 159 90	229 -043 1010	Salvepar (Ny)	933 940	-1 25 156 De	nete Mark	167 30 Z	89.30 - 0.78 488 - 0.28 167.30 - 1.59 270 + 0.80		mo Bank. 98	101 60 190 68	101 50 + 3 67 190 80 + 0 95
300 CG info 284 281	281 - 106 88 lag	frico	450 - 069 670	Sant Chit	1085 1086 645 644	1180 Dr	nachar Bunk 1181 infonnsin 70 2 i Ponn-Norn 245 4	71 40	71 40 + 171	500 Unitered 280 Unite To	25 N	25 50 510	25 50 + 1 59 510 254 50 - 0 31
290 CF latt	290 -0 85 820 LI		1880	SCOA 22 Scor s.e. 550 S.E.B. 1700 Selimen 478	1898 1698	- 8 12 50 Fe	ssman Kodek 250 7 sr Annd 17 1 ho Bay 198	10 17 50 30 44 80	254 70 + 1 80 17 50 + 2 34 44 80 + 2 51 196 10 - 1 45	395 Vani Re 1150 Volksw 315 Volks.	1084 320	394 40	394 40 + 1 13
425 Chib Madier 406 10 406 141 CMB Packs 160 80 149 590 Coles 510	148 80 - 1 53 320 Lat 010 - 0 16 3630 Lag	irge 312 20 310 40 100 100 100 100 100 100 100 100 10	310 - 070 118 297 240 8890 + 183 860	Selectibarque 111 Secont A. 205 SF1M 706	10 112 112 209	+ 0 61 190 Sn + 1 95 355 Ex 187 For	2011 Corp	70 95 50 70 136 90	95 - 1 76 136 90 + 0 15	1420 Wagon 225 West 355 Xarox (Deep 221 10 Corp 342	336 60	336 80 - 1 58
590 Coles 811 510 250 Cpt. Entrep 263 266 1130 Conspt Mod 1050 1080	1080 +095 480 Leg	ria Industries	465 + 2 89 485	Simeo	708 708 228 228 495 487]-061 24 [Ga	segold	51 80 23 45	51 80 + 3 80 23 45 + 0 84	131 Yemask 1 60 Zambie		175 [116 50 175 + 2 94
VALEURS % % da	Cours	Dernier	(sélection)	VALEURS	Cours Dernier	SIC	Emission Rech		Enties		VALEURS	22/	n Rachat
Obligations	CIM 1182	1173 Western	750	Etran	préc. cours	AAAAction	Frais Incl. net 1008 31 984 207 45 201	69 Fructi Epargr	32	33 31 54	Plénitude	127 16	123 76 20764 94
Emp.Erat 8,8%77. 128 37 4 47	CLT.R.A.M. BL	Méral Déployé	575 62 48 . 52 214 . 205	A.E.G	635 733 d	Agepanyne	778 36 744 7723 62 7426 253623 95 253623	56 Fracti-Promis	26	92 26 26 91 10935 67	Première Oblig	62521 47 11017 67	62521 47 11006 88 112 83
Emp.Eist 9,8%78	Coniphos	Ordel (CI) Organy-Descroise	286 30 266 30 366	Alcan Akarimian: Américan Barrick American Barrick	108 135 80 135 10 215 80	Amplitude	619 24 501 6856 04 6856 1149 22 1149	04 Gention		75 14019 65	Proficius	1117 95	28041 43a 1090 66 123 75
Emp. Eint 12,2% 84. 101 95 1 80 Emp. Eint 11% 85 8 34	Cpt Lyon Alemend 377	376 Pelait Houseauth	1205	Arbed	563			[4404			819 20	803 14
10,26% mars 96 7 23	Concorde, 590 Constr.Mét.Prov. 35 18	Parket Marmone	640 630 166 186	Asturience Mines Banco Popular Espe	550	Alout Fund Author Avenir Alices	378 47 367: 1278 26 1241 (1708 48 1675:	D3 HLM Mondon	1194 13243 109891	81 13243 81	Rentacic	160 12	157 75 5238 14
OAT 10% 5/2000		A. C.	640 630	Asturieus Mines	124 550 22000 87 50	Autoca	1278 26 1241	D3 HLM Mondas 96 Intereptiv 20+ Interoblig 76+ Interoblig	13243 109891 13373	81 13243 81 198 106691 24 189 13111 85 144 506 31	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 922 06	
QAT 10% 572000	Constr.Mét.Prov. 35 18	Parlicence Second prosest Parlicence Second prosest	640 630 166 166 850 848 260 260 227 227 450 450 770	Astainme Mines	124 550 22000 87 50 58 6 80 848 137	Avenir Alians	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 166 7530 75 7530	13 H.M.Mondes 196 Interept/ 20- Interept/ 21- Jepack 21- Jepack 31- Jeunepargne 199- Lukste Amen	13243 109891 13373 1 Foe 518 160 274	81 13243 81 198 108691 24 89 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 88 218 67	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 922 06 174. 10712 82 227 68 732 47	5238 14 1122 30 880 25
OAT 10% 572000 4 97 OAT 9.5% 12/1997 8 41 OAT 9.8% 1/1998 8 02 DBT 10,30% 1986 1802 PTT 11,2% 85 106	Corner Mét Prov. 35 18	Parlicence Parline (CF) 440 Parli France Parline (CF) Parli France Parli France Parli France Parli France Parli France Parli Carlena Piper Heideleck Porcher Parline (CF) Par	640 630 166 186 850 848 260 260 227 227 450 450 770 1500 425	Apturisme Mines. Base Popular Espe. 8 Regisments int. Cha Pacifique Chryster Corp	124 22900 87 50 88 88 137 288 20 50 535	Avenir Alexs. Avenir Alexs. Axe Copical Aut Coart Terms. Axe Europe. Axe Investiments. Axe MPL	1278 26 1241 4 1708 48 1675 183 23 158 7530 75 7530 127 71 122 115 27 110 114 94 108	D3 H.M Monées 96 Interopti — 76 o Interoptic — 76 o Interoptic — 78 o Interoptic — 7	13243 109891 13373 1506 518 160 274 496 225 26 231 237 28 290	61 13243 81 98 16691 24 189 13111 85 144 506 31 175 158 07 173 270 07 173 222 22 170 278 96	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 922 06 174. 10712 82 227 68 732 47	5238 14 1122 30 880 25 10659 52 217 55 699 26
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18 C-felit Gén Ind. 171 Cr Usivaruel (Cul. 440 Créchel 112 10 Debley 625 Departmen 1985 Debleode 2369 Delmas Virigent 3190 Délot Bortin 1990 Eaux Bessia Wohy 2255 Eine Virial 753 Eine . 256 10	Parlicence Properties Properties Properties Parlicence	640 630 166 186 850 848 260 260 227 227 450 450 770 1500 425 649 640 113 50 217 50 213 90	Acturisme Mines. Base Popular Espe. 8. Regismeris ht Can Pacifique. Chrysler Cosp C I R Commerchest. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GRI, (Brux Lamb.) Gewert. Glace Hotelings Ltd. Goodyear Ten Grace and Co [WR].	124 22000 87 50 88 8 90 848 137 2050 971 264	Auteor. Avenir Alices. Asa Copical Asa Copical Asa Coset Terms. Asa Europe. Asa Investiments. Asa MPI. Asa Premiljea. Asa Section. Asa Section. Asa Volcus PER.	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 166 7530 75 7630 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 85 138 120 48 115	D3 H.M Mondas 56 Intereptr	1343 109891 13073 14 Fot. 13073 15 Fot. 160 274 160 275 18. 237 237 240 250 261 274 275 277 28. 290 280 290 290 290 290 290 290 290 290 290 29	881 13243 81 98 166691 24 84 4 506 31 175 156 07 73 270 07 73 270 07 77 222 22 70 276 96 97 212 57 88 218 67 77 222 22 70 212 57 88 218 67 77 228 02	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 922 06 174. 10712 82 227 68 732 47 6. 165 20 6. 563 39 506 26 14251 22 14251 22	5238 14 1122 30 880 25 10659 52 217 55 689 26 180 62 538 42 483 30
QAT 10% 572000	Constr. Mét. Prov. 35 18 Crédit Gén Ind. 171 Cr Utrivarani (Cuj. 121 Crédit Gén Ind. 171 Cr Utrivarani (Cuj. 121 Crédit Gén Ind. 172 Lauthey 625 Deprectona 1595 Debrectona 1595 Debrectona 1595 Debrectona 1595 Debrectona 1595 Esta Bessia Victy 2235 Esta Bessia Victy 2235 Esta Victa 256 Crédit 256 Esta	Parlicence Promothis (C) Poblice Poblice Parlicence Par	640 630 166 186 850 848 260 260 227 227 450 450 770 1500 649 640 113 60 217 50 213 90 340 339 395 10 395 10	Acturisme Mines. Bauco Popular Espe. B. Regiameris Int. Che Pacifique. Chrysler Corp. C I R. Commerchant. De Beers (pox.) Dove Chemical. Flat. GBL (Brux Lamb.) Generr. Glaco Holdings Ltd. Goodyet Tirt. Grace and Co (WFS. Houseywell Inc. Johnmenburg. Johnmenburg.	124 22000 87 50 6 80 137 288 20 50 535 83 264	Auteor. Avenir Alices. Axt Depical. Axt Coart Terms. Axt Europe. Axt Europe. Axt Europe. Axt Première. Axt Première. Axt Première. Axt Sécusion Axt Voluma PER BSD Avenir Copmonétage. Copioblig.	1278 26 1241 4 1708 48 1675 183 23 163 25 175 7630 1 127 71 122 115 27 110 114 94 108 113 69 113 69 113 69 115 108 97 160 6008 12 6008 12 6003 2 8163 14 6033 4	D3 H.M Mondes Intercept D4 batterologi D5 batterologi D6 batterologi D7 ba	13243 10989 1 13373 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	861 13243 81 98 166691 24 89 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 188 218 67 77 222 22 70 226 92 170 270 96 80 212 57 84 380 86 22 131 63 36 189 30 15 311 89 35 2147 13	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 922 06 17. 10712 22 227 68 732 47 165 20 503 505 26 14251 22 466 67 13364 93 13362 70 13362 70 13	5238 14 1122 30 880 25 10659 52 217 55 699 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1327 20 686 77
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18 C-felt Gén Ind. 171 Cr Usrivanel (Cul. 440 Créchel 112 10 Debley 625 Departmen 1985 Debleode 2369 Delmas Vieljeur 3190 Délos Bonin 1090 Eaux Bessia Victy 2255 Eaux Victal 753 Ecia 256 10 Electro-Fran 315 Eac May Paris 4200 Eaux Esemid 1730 Flashon 240 50 FJ P.P. 125	Parlicence	640 630 166 186 850 848 260 260 227 227 450 450 770 1500 425 649 640 113 60 217 50 213 90 340 339 395 10 395 10 183 266 110 109	Acturisme Mines. Base Popular Espe. 8. Regiameris ht. Cha Pacilipae. Chrysler Cosp C I R. Commerchest. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GRI, (Bara, Lamb.) Genert. Grace Holdings Ltd. Goodyear Ten Grace and Co (WR). Houseywell he Johnnesberg. Kosindiğlar Pakhosel. Kulota. Latonia. Midland Baris. Moranda Mines	124 22000 87 50 88 6 80 58 8 137 288 20 50 535 971 83 264 210 285 82 50 134 23 50 134 25 50 136 137 138 139 130 131 131 132 133 134 135 136 137 138 139 130 130 131 131 132 133 134 135 136 137 138 139 130 130 131 131 131 131 132 133 134 135 136 137 137 138 139 130 130 130 131	Auteor. Avenir Alices. Axa Copical. Axa Copical. Axa Copical. Axa Europe. Axa Investiments. Axa MPI. Axa Promière. Axa Yelessa PSI. BSD Avenir. Copmonéraes. Copicio. Cosden Pierra. Cosden Pierra. Cosden Pierra.	1278 26 1241 4 1708 48 1675 183 23 166 7530 75 7630 1127 71 122 1113 69 113 69 115 108 97 106 6008 12 8002 8153 14 6032 4 1263 12 70 9 24 1263 102 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1260 1232 1232 1260 1232 1232 1232 1243 1250 1243 1250 1243 1250 1250 1250 1250 1250 1250 1250 1250	03 H.M Mondas Interept	13243 (1988) 13373 18 Foe 13274 18 Foe 274 18 Foe 274 18 Foe 275 1	861 13243 81 98 166691 24 98 13111 85 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 174 226 22 170 276 96 80 212 57 184 380 56 326 23 336 189 30 155 311 89 356 2147 13 157 6586 80 169 80	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 72 90 17 17 17 12 12 227 68 17 16 16 17 17 12 12 12 16 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 689 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 77 13102 67 1327 20 685 77 0 1761 54 628 50 1031 10
QAT 10% 572000	Corner Mét Prov. 35 18 C-felt Gén Ind. 171 C Usivarued (Cul. 440 Créchel 112 10 Burbley 625 Departmen 1985 Deletode 2369 Deletod	Parlicence Parloss (SP) A40 Parls France Parloss (SP) Parls Crident Par	640 630 166 186 850 648 260 260 227 450 450 770 1500 425 1370 649 640 113 50 217 50 213 90 340 339 395 10 226	Acturisme Mines. Bauco Popular Espe. B. Reglamaris Int. Che Pacifique. Chrysler Corp. C / R. Commerchant. De Beers (pox.) Dow Chemical. Flat. GRI, (Brux, Lamb.) Generr. GRID Holdings Ltd. Grouper Tre. Grace and Co (WFS. Houseywell Inc. Johnmesbung. Konirabijus Pakhoed. Kultota. Laivnie. Midland Bank. Notanda Mines. Oliveni priv. Pister Inc.	124 22000 87 50 88 50 83 50 85 50 85 50 85 50 85 50 85 50 85 50 85 50 85 50 85 50 87 61 107 61 107 61 107 940 370 472 489 90 489 90	Auteor. Avenir Alices. Axa Copical Axa Copical Axa Coset Terms. Axa Expose. Axa Investiments. Axa NPI. Axa Premiljet. Axa Premiljet. Axa Seccion. Axa Seccion. Axa Valeurs PER. BSO Avenir. Copinacio. Copinacio. Copinacio. Cosdan Pierra. Comprending. Comprending. Copinacio.	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 166 7530 75 7630 127 71 122 115 27 110 114 94 109 114 95 138 120 48 115 100 97 106 6008 12 8002 8163 14 6032 1260 22 08 23 1263 02 1232 342 16 3330 461 96 448	103 H.M Mondas 105 Interrupts 106 Interrupts 107 In	13243 (1988) 13373 18 Foe. 180 180 180 180 180 180 180 180 180 180	861 13243 81 96 106691 24 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 175 222 22 170 276 96 180 320 56 189 30 189 30 15 311 83 36 189 30 15 311 83 373 11980 73 15 6388 80 160 11698 80 160 11698 80 161 212 67 41 2159 61	Rentacic	160 12 5290 52 1139 13 13 13 14 10712 82 227 68 25 16 25 16 25 12 25 13 13 13 13 14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 25 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 77 13102 67 1327 20 686 77 - 1761 54 628 50
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18	Parlicence Parloss (OF) A40 Parls France Parls Orléses Popular Popula	640 630 166 186 850 848 260 260 227 450 450 770 1500 425 1370 649 640 113 60 247 50 335 10 183 226 365 110 109 625 622	Acturisme Mines. Base Popular Espe. Brase Popular Espe. Brase Regiments Int. Cm Pacifique Chysier Corp. C / R. Commerchant De Beers (port.) Doe Chemical Fist. GR. (Brux Lamb) General Glas Holdings Lad. Goodyer Ten. Grace and Co (WR). Houseywell Int. Johnmessburg Koninklijke Pakhoed. Kulota. Laitoria. Middend Bank. Noranda Mines. Olivetti priv. Proctor Gemble. Roch. Robeco. Robeco. Robeco. Robeco. Robeco.	124	Autenic Avenir Alices Avenir Alices Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Europe Ave Net Ave Promite Copical Copical Copical Copical Copical Copical Companyator Convertinanc Convertinanc Codinger Condinger Condinger Codinger C	1278 26 1241 4 1708 48 1675 183 23 168 27 753 07 763 07 115 27 110 115 27 110 113 69 113 144 85 138 152 48 155 160 87 165 165 165 165 165 165 165 165 165 165	103 H.M Mondas 105 Interepti	1343 1988 13973 13973 14 Fot 13973 14 Fot 13973 14 Fot 13973 13973 13973 11990 118	861 13243 81 96 106691 24 1844 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 177 226 02 170 276 36 188 218 67 177 222 22 171 226 02 170 276 36 189 30 189 30 1	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio Alir Honord Bios di St Honord Bid Pile St Honord Pile St Honord Pile St Honord Pile St Honord File St Honord Fi	160 12 5290 52 1139 13 922 96 117. 10712 12 227 68 20 56 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26	5238 14 1122 30 800 25 10059 52 217 55 602 25 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1327 20 606 71 1761 54 628 50 1031 10 404 16 1320 71 527 41
QAT 10% 572000	Corner Mét Prov. 35 18	Parlicence Parloss (SP) A40 Parli France Parlicence Pa	640 630 166 186 850 848 260 260 227 227 450 450 770 1500 649 113 60 217 50 335 10 183 226 395 10 183 226 395 10 183 226 395 10 183 226 395 10 170 169 187 60 170 169	Astarisme Mines. Basco Popular Espe. B Regiments bot. Cm Pacifique. Cm Pacifique. Cryster Corp. C / R. Commerchank. Do Basco (port.) Dow Chemical. First. GBL (Blux Lamb). General. GRoup Holdings Lad. Goodyear Ties. Groot and Co (WPS. Hosspyroll bot. Juliumesburg. Kominklijku Pakhoed. Kuloba. Laitonia. Michard Bante. Notanda Mines. Cilvetti priv. Pistet les. Proctor Gemble. Ricoh. Rico	124 25000 87 50 88 80 6 80 137 288 20 50 83 264 21 60 29 60 29 60 310 21 10 9 40 370 472 286 287 10 29 10 21 10 5 90 5 90 5 90	Auteor. Avenir Alaes. Avenir Alaes. Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Europe. Ave Europe. Ave Mell Ave Permiller. Avenir Volume Perm. Copinale. Copinale. Copinale. Companyation. Condenser. Companyation. Codinaler. Codi	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 156 183 23 156 183 23 156 183 23 156 183 23 156 184 94 103 114 94 103 113 99 113 114 95 138 120 48 115 108 97 166 6008 12 6002 8163 14 6032 1260 1231 27 08 28 1260 12 1232 3342 16 3337 345 67 338 461 96 448 1230 19 1205 1241 85 1211 833 52 799 952 17 211 833 52 799 952 17 238 1052 47 1036	103 H.M. Mondas 1 Interept	13243	861 13243 81 98 166691 24 189 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 188 218 67 77 222 22 170 276 96 50 212 57 184 380 56 122 131 63 36 189 30 15 311 89 36 189 30 15 2147 13 1588 80 160 1189 80 177 31 1988 80 13 25066 67 38 570 95 177 31 16 989 28 177 31 16 989 28 177 31 16 989 28 177 31 16 989 28	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio. Alin St Honord Bio. Alin St Honord Bios. di St Honord Bios. di St Honord Bios. St Honord Politic St Honord Service Scand- Stance Scande Scande Scande Scande Sicuritation Sicuri	160 12 5290 52 172 10712 82 173 10712 82 174 10712 82 175 165 26 145 27 13364 93 1327 200 1784 16 1784	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 689 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1227 20 696 77 • 1761 54 628 50 1031 10 404 18 1320 71 • 627 41 390 71 209 684 420 45
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18 Cristin Gén Ind. 171 Cr Usrivaned (Col. 440 Créchel 112 10 Debley 625 Departmen 1985 Debleode 2369 Delmas Virigeur 3190 Délos Bonin 1990 Eaux Bessia Victy 2255 Eaux Virtal 753 Ecil 256 10 Electro-Freen 315 Eac May Paris 4200 Eaux Bessia Victy 1770 Electro-Freen 4200 Eaux Bessia Victy 1770 Free Eaux Eaux 1775 Footility Clai 482 Free Eaux 1775 Free Eaux 1775 Footility Clai 482 Free Eaux 1775 Footility Clai 482 Free Eaux 1770 F	Parlicence Parloss (SP) A40 Parli France Parlos (SP) Parli France Parlo (Afeste Parline Invest Parlos (Description Promoths (CL) Policide Research Post of Accen SAFAA T712 SAFIC Alem SAFIC Alem Sagu 101 800 Saint Dominique (F) Seriale Madusupa SEnd Part (M) Sinue SIPH SMCI Solid	640 630 166 186 850 848 250 250 227 227 450 450 770 1500 425 1370 649 640 113 60 217 50 213 90 340 335 10 183 226 385 110 109 625 622 185 147 80 147 80 170 169 183 170 169	Acturisme Mines. Based Popular Espe. Based Popular Espe. B Regismers by. Cm Pacifique. Chysier Corp. C / R. Commerchant. De Beers (port.) Dove Chemical. Fist. GRU (Brux Lamb) Green Holdings Lad. Goodyder Ten. Grace and Co (WPS. Houseywell by. Johnmessburg. Koninidijan Pakhoed. Kulota. Laitonia. Midland Bank. Noranda Mines. Olivetti priv. Proctor Gemble. Roch. Proctor Gemble. Roch. Robroo. Sepain. Sen Gruup. SKF Aktiebologet. Teasteco Inc. Teary Inc.	124 22000 87 50 88 6 80 848 20 50 20 50 20 50 83 50 89	Auteor. Avenir Alices. Axe Copical Axe Copical Axe Corres. Axe Corres. Axe Europe. Axe Investiments. Axe Net. Axe Premiljen. Axe Premiljen. Axe Section Axe Valeurs PER BSD Avenir Copinacio. Copinacio. Copinacio. Corres. Compreniment Devent Investiment Devent I	1278 26 1241 4 1708 48 1675 183 23 166 6 1753 7 7 162 2 115 27 110 114 94 109 113 2 166 6 168 12 126 6 168 12 126 123 1 126 123 1 126 1 12	13 H.M Mondas 15 Intercept 16 Intercept 17 Intercept 18 I	13243 109891 13073 16 Foe. 13073 16 Foe. 274 1499. 225 151 162 173 174 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175	861 13243 81 98 166691 24 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 22 22 170 276 96 50 212 57 188 380 56 189 30 15 311 89 30 15 311 89 31 36 189 30 15 311 89 16 28069 48 173 11880 73 189 30 189 30 1	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio-Air St Honord Booling St Honord Padling St Honord Padling St Honord Fadling St Honord Fadling St Honord Fadling St Honord Servich Scan-Gart Scan-Gar	160 12 5290 52 1329 13 1329 13 1329 13 1329 13 1329 13 1329 13 1329 13 13364 93 1329 20 13364 93 1329 20 13364 93 1329 20 1345 13 1364 43 1364 66 1051 77 13364 66 1051 77 13364 66 1051 77 13369 14 1346 66 1051 77 1350 14 1360 14 1	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 699 26 180 62 180 82 180 84 488 72 1664 77 13102 87 1327 20 696 77 1361 54 628 50 1031 10 404 18 1320 71 209 68 420 45 1183 02 1980 49 297 30
QAT 10% 572000	Corner Mét Prov. 35 18	Parlicitorice	640 630 166 186 850 848 250 250 227 450 450 770 1500 1370 649 640 113 50 217 50 213 90 340 339 395 10 183 136 100 109 625 622 185 747 749 430 147 80 170 169 193 118 118 610 170 169 193 118 610 2321 2319	Astarisme Mines. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Cm. Pacifique Cmyster Corp. C / R. Commerchaek De Basco (port.) Dow Chemical Fint. GBL (Brux Lamb.) General GRob Holdings Lad. Goodyster Tien. Grace and Co (WPR. Hosspyrell Inc. Johnnesburg. Koninktijku Pakhoed. Kuloba. Laitonia. Midland Bank. Notanda Mines. Olivetti priv. Proctor Gambia. Ricoh. Proctor Gambia. Ricoh. Rodemon MV. Rulinco. Solymm. Seven Group. SST: Aktiebologet. Tesrdeco Inc.	124 25000 87 50 88 80 137 288 20 50 133 284 20 50 134 29 60 310	Auteor. Avenir Alices. Avenir Alices. Ava Copical Aud Coest Torms. Ava Copical Aud Coest Torms. Ava Europe. Ava Europe. Ava Premibra. Ava Premibra. Ava Premibra. Ava Premibra. Ava Premibra. Ava Premibra. Copmondegre. Copissic. Copissic. Costs. Compression. Conversion. C	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 184 94 108 113 69 113 144 95 138 120 48 115 6008 12 8002 8163 14 6032 1260 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 123 1264 97 238 127 98 126 128 18 52 79 9 126 16 77 238 126 67 238 126 67 238 126 67 238 126 67 238 126 67 252 (126 67 2152 (127 63728 2 13750 43 3750 43 3750 4	103 H.M Mondas 105 Interepti 106 Interepti 107 Interepti 107 Interepti 108 Interepti .	1343 1398 13973 14 Fee 13973 14 Fee 13973 14 Fee 15 Fee 14 Fee 15 Fee	8	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio-Air St Honord Bio- St Honord Bio- St Honord Bio- St Honord Service Scantacic Scantacic Scantacic Scantacic Scantacic Sizer Souri	160 12 5290 52 172 10712 82 173 177 185 227 89 174 165 20 175 166 77 13364 93 1327 20 176 21 1784 16 1785 11 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1785 11 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 16 1784 18 1	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1502 67 1302 67 1302 67 1307 10 695 77 6 1031 10 404 15 1320 71 527 41 390 71 209 685 420 45 1163 02 980 49 297 30 1031 53 1247 22 565 43
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18	Parlicitorica	640 630 166 186 850 848 260 260 227 2450 450 770 1500 649 113 60 240 345 10 183 226 395 10 183 226 110 147 60 147 60 147 80 147 80 170 169 183 170 169 183 185 195 196 197 749 198 198 198 198 198 198 198 199 1212 190 1249 1212 129 130 1249 1212 129 130 1249 1212 129 130 120 120 120 120 120 1219 1212	Astarisme Mines. Basco Popular Espa. Bragements but. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cryster Corp. C / R. Commerchael. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GBL (Bux Lamb) General. Stato Hottings List. Goodyete Tim. Grace and Co (WRL Houseywell Inc. Laturia. Laturia. Middlerd Bank. Norwich Mines. Obeeti priv. Pface lec. Proctor Gentals. Roch. Roch. Roch. Roch. Sepan. Seria Grusp. SIF Alscieloliget. Tespeco Inc. Thore Bectrical. Toray Incl. Wagons Les. West Reed Cons.	124 2500 87 50 87 50 88 90 137 205 0 137 20 50 138 20 50 138 20 50 134 20 60 130 100	Autenic Avenir Alices Avenir Alices Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Europe Ava Aveniments Ava PPI Ava Première Ava Permière Ava Permière Ava Permière Ava Permière Copmondent Copical Copical Copical Copical Copical Conservator Convertinand Codinar Convertinand Codinar Convertinand Codinar Convertinand Codinar Convertinand Copical Convertinand Copical Copical Convertinand Copical Convertinand Copical Convertinand Copical Convertinand Copical Convertinand Copical C	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 184 94 183 113 89 113 114 95 113 114 95 113 112 048 115 108 97 160 120 48 115 120 48 120 123 120 125 121 126 12 126 12 126 12 126 12 126 12 127 05 128 128 128 12 128 12 128 12 128 12 128 12 128 12 129 17 121 124 96 7 124 16 124 16 124 16 124 16 124 16 124 16 125 12 126 17 126 17 126 17 126 17 127 18 128 17 129 17 121 18 125 17 121 18 125 17 121 18 125 17 126 17 126 17 126 17 126 17 127 18 127 18 128 18 18 18 128 18 18 18 128 18 18 129 18 18 18 129 18 18 18 18 129 18 18 18 18 18 129 18 18 18 18 18 129 18 18 18 18 18 18 129 18 18 18 18 18 18 18 18 120 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	103 H.M. Mondas 1 Interrepar 105 Interrepar 106 Interrepar 106 Interrepar 107 Interrepar 108 Interrepar 108 Interrepar 109 Int	1343 1988 13973 13973 14 Fot 13973 14 Fot 13973 14 Fot 13973 14 Fot 13973 13773 13	861 13243 81 98 156691 24 184 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 175 226 02 176 227 26 177 228 02 177 228 02 178 36 188 390 86 122 131 63 36 189 30 189	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio-Air St Honord Bio- St Honord Palic St Honord Palic St Honord Servic Scantaci Sogentinaci Soge	160 12 5290 52 172 98 174 10712 92 175 10712 92 176 165 20 176 26 176 26 177 13364 93 1327 20 176 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 21 177 36 177 36 177 36 177 36 177 36 177 37 37 177	5238 14 1122 30 880 25 10659 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1277 20 696 77 1277 20 1761 54 628 50 1031 10 404 16 1320 71 209 684 420 684 420 73 1300 71 209 684 420 73 127 72 127 72 128 73 138 73 138 7
QAT 10% 572000	Corner Mét. Prov. 35 18	Parlicitorice	640 630 166 186 850 848 250 227 2450 450 770 1500 649 640 113 60 217 50 340 335 10 183 226 385 10 183 110 109 625 622 185 147 50 147 50 147 50 147 50 148 119 232 10 232 10 232 1 23 9 128 130 232 1 23 9 128 130 232 1 23 9 128 130 232 1 23 9 128 3 232 1 23 9 130 232 1 23 9 130 232 1 23 9 130 232 1 340 80 720 2890 2890	Astarisme Mines. Basco Popular Espa. Cripture Corp. Cripture Corp. Cripture Corp. Cripture Espa. Dow Chemical Esp. Basco Corp. Dow Chemical Esp. Basco Corp. Basco Corp. Basco Esp. Basco	124	Auteor. Avenir Alices. Axe Copical Axe Copical Axe Copical Axe Copical Axe Copical Axe Europe. Axe Investments. Axe Mer. Axe Premibre. Axe Premibre. Axe Section Axe Valeurs PER BSD Avenir Copmonétages. Copicac. Casden Pierre. Cooks. Comparations. Conditions of Copical Deser. Cooks Comparations. Conditions of Copical Deser. Cooks Copical Deser. Copical Copic	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 95 138 120 48 115 100 97 160 6008 12 600 1260 1231 1260 1231 1260 2 1231 1260 2 1231 1260 3 1231 1260 3 1231 1260 1 1231	103 H.M. Mondas 1 Interrepar 105 Interrepar 106 Interrepar 107 Interrepar 108 Interrepar 109 Int	13243 109891 13073 14 Foe. 13073 14 Foe. 274 1499. 225 150. 237 160. 221 160. 221 170. 325 17	861 13243 81 98 166691 24 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 22 22 170 226 92 170 276 96 180 212 57 184 380 56 189 30 15 311 83 189 30 15 2147 13 11590 73 11590 73	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio Alir Honord Bions di St Honord Pille. St Honord Pille. St Honord Pille. St Honord Fille. Steamtist. Scandam. Scandam. Scandam. Steam. Shwarata. Shwarata. Shwarata. Shwarata. Shwarata. Shwarata. Shwarata. Sogipargna. Sogipargna. Sogipar Solid Investigaenia Solsta. Strategia Randema Technocia. Tackno-Gan. Thasora.	160 12 5290 52 172 10712 82 173 177 185 227 89 185 26 26 185 20 27 89 185 26 26 185 20 27 89 185 26 26 185 20 27 89 185 27 89 185 27	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 699 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1327 20 696 77 1302 67 1301 54 628 50 1001 10 404 18 1320 71 209 684 420 45 1183 02 1980 49 297 30 1001 53 1247 22 566 43 2173 19 734 08 1305 18 1305 18
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18	Parlicitorice	640 630 166 186 850 848 260 250 227 450 450 770 1500 1370 649 640 113 60 217 50 213 90 340 339 345 10 183 110 109 625 622 185 747 749 430 147 80 1170 165 183 1170 165 183 118 610 2221 2319 123 130 332 10 1249 1212 80 2321 2319 129 130 830 1340 348 80 720 2810	Astarismo Mines. Basco Popular Sapa. Chryster Corp. Cri R. Commerciaet De Bess (port.) Dow Chemical. Fist. GRI, Blanc Lamb J. Genera. GRI, Blanc Lamb J. Genera. Grace and Co (WR). Housevolt fer. Johnnesburg. Korinidika Pakhoed. Kulota. Laitonia. Middend Sank. Middend Sank. Notwork Mines. Olivetti prin. Proctor Geneble. Roch. Robeco. Rodenco W. Proctor Geneble. Robeco. Sejonn. Seem Grup. Seem Grup. Str. Atsiebologet. Tesreco Inc. Them Section. Them Section. Visite Mostagne. Wagens Las. West Rand Cons. Bigue Hydro Energie. Calciphos.	124 2500 87 50 88 80 88 80 137 205 0 137 205 0 138 20 50 138 20 50 134 29 60 310 310 21 10 9 40 310 179 22 60 179 25 10 179 26 1120 270 28 90 29 60 215 20 00 215 217 0 218 0 219 0 219 0 219 0 210 0 210 0 211	Auteor. Avenir Alices. Axa Copical Axa Europe. Axa Investiments. Axa MPI. Axa Prumibru. Axa Selection Axa Valeus PER BSD Avenir Copmondage. Copisacic. Casden Pierra. Cooris. Companiona. Contis. Companiona. Dedinter Convertiment. Dedinter Control Manuel Copisal Decour France. Drouct France. Drouct France. Drouct France. Drouct Sécurist. Equipe. Ecureul Mondaine. Ecureul Invest. Ecureul Invest. Ecureul Trinneyr. Estatel Trinneyr. Estatel Trinneyr. Estatel Trinneyr. Estatel Trinneyr. Estatel Epagea Capital Epagea Copital Epagea Cop	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 166 7530 75 7630 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 95 138 120 48 115 100 97 106 6008 12 8002 8163 14 6032 1260 1231 27 09 26 1263 02 1231 27 09 26 1263 02 1231 27 09 26 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1263 02 1231 27 09 28 1260 1231 127 09 1206	103 H.M. Mondas 104 H.M. Mondas 105 Interreper 105 Interreper 106 Interreper 107 Interreper 108 Interreper 108 Interreper 109 Interreper 100	1343 1398 13973 1470 13973 1470 13973 1470	861 13243 81 98 156691 24 18 14 156 07 173 120 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 21 1980 73 11 980 73 1	Rentacic Revenu-Ver. Revenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Stevenu-Servenu-Se	160 12 5290 52 1133 13 133 13 13 17 10712 12 227 68 732 47 165 29 165 29 165 29 165 29 166 27 166 27 13364 93 1327 20 706 21 1784 18 847 36 1051 77 415 29 1384 64 1051 77 1212 81 1000 10 1218 51 1000 10 1218 51 1000 10 1218 51 1000 10 1218 51 1000 10 1218 51 1000 10 1218 51 1344 64 145 21 1584 64 165 213 67 172 10 183 146 184 145 184 145 184 145 184 145 184 145 184 145 184 145 184 145 184 184 145 184 184 145 184 184 145 184 184 184 184 185 184 184 185 184 184 185 18	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 62 180 71 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 686 77 1277 20 687 1387 30 138
QAT 10% 572000	Constr Mét Prov. 35 18	Parlicence Parlose (SP) A40 Parli France Parlicence Par	640 630 166 186 850 848 260 250 227 450 450 770 1500 649 640 113 60 217 50 335 10 183 226 365 365 110 109 625 622 185 747 749 430 170 169 113 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 123 170 169 1249 1212 80 2321 2319 130 2321 348 80 720 2810 188 1112	Astarisme Mines. Based Popular Espe. Bragelmands but. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Commerchael. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GBI, (Bur, Lamb.) General. Staco Holdings Ind. Goodyster Tire. Grace and Co (WRL. Houseywell Int. Lotumeschurg. Koninktifika Pakhoed. Kultona. Latonia. Midland Bank. Notavida Mines. Olivent prive. Clivent prive. Plast lec. Proctor Gembia. Rooth. Rooth. Sepan Group. SIST Akieloologist. Tearloco Inc. Thorn Electrical. Tozay Ind. Vinite Mousagne. Wagons Lits West Rand Cons. Plop's Bque Hydro Energie. Calciphos. CG H Cogenhor. C. Occod. Foresties. Crambourey MQ. Cochery Boardin. Copiere. Control Assurances. El Anergie. Bracant. Espop. Account.	124	Auteor. Avenir Aliers. And Copical And Copical And Copical And Copical And Copical And Europe. And Investments. And MPI. And Prumbra. And MPI. And Prumbra. And MPI. And Prumbra. And Specifor. And Volume PER. BSD Avenir Copical Copical Copical Copical Construct Conveniment. Comis. Companies Drouct Farnes Drouct Farnes Drouct Sécurid Equipa. Ecurual Annessa. Ecurual Mondesire. Ecurual Mondesire. Ecurual Mondesire. Ecurual Trimest Ecurual Trimest Ecurual Trimest Ecurual Trimest Epargue Copital Epargue Local Epargue Local Epargue Mondesire. Epargue Local Epargue Local Epargue Local Epargue Local Epargue Monde Epargue Paramère Epargue Paramè	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7630 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 85 138 120 48 115 6008 12 8002 8163 14 6032 1260 27 09 28 1263 12 1231 27 09 28 1263 12 1232 3342 16 3337 3345 67 338 (461 98 448 1230 19 126 1241 85 1211 833 52 799 952 17 211 249 67 238 125 1052 42 1036 1241 85 1221 833 52 799 952 17 218 125 1052 42 1036 124 165 125 1052 42 1036 124 165 125 1052 42 1036 124 165 125 125 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 2	103 H.M Mondes 104 H.M Mondes 105 Intercept 107 Horses 108 H.M Mondes 108 H.M Mondes 108 H.M Mondes 109 H.M M.M M.M M.M M.M M.M M.M M.M M.M M.M	13243 13988 13973 14 Fee 14 Fee 14 Fee 14 Fee 14 Fee 14 Fee 15 Fee 16 F	861 13243 81 98 166691 24 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 175 222 22 170 276 96 180 212 57 171 228 02 170 276 96 180 380 66 189 30 189 30 190 47 64544 190 103 18 190 103 18	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio Air St Honord Biolic St Honord Paulic St Honord Paulic St Honord Facilic Sognitur Tothopolic Transplas Triscor Reel Triscore Transplas Triscor Reel Triscore UAP Act F UAP Act St UAP Act St UAP Act St UAP Act St	160 12 5290 52 1139 13 130 13 130 12 127 68 145 29 166 477 166 687 166 477 13364 93 1327 20 1784 16 647 36 647 36 647 36 1051 77 415 29 1380 14 1380 14 1381 43 1000 10 1021 97 1027 10 1028 2 1386 48 1044 55 1051 77 1231 65 1368 07 1231 65 1368 07 1231 65 1368 07 1231 65 1368 07 1231 65 1368 14 137 58 107 1231 65 1368 07 1231 65 1368 14 137 58 107 05 1368 14 137 58 107 05 1368 14 137 58 107 05 1368 14 137 58 107 05 1368 14 137 58 107 05 1368 14 137 58 14 137 58 14 137 58 14 137 58 14 137 58 14 137 58 158 07 158 07 158 07 158 08 158 07 158 08 1	5238 14 1122 30 880 25 10659 52 217 55 682 26 180 62 1538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 77 13102 67 1327 20 696 77 1307 10 404 16 1320 71 1807 11 209 683 420 485 1163 02 1960 49 297 30 1001 93 1247 22 565 43 2173 19 734 08 1305 16 979 44 5474 20 623 52 139 78 1305 16 1305 16 1305 16 1305 16 1306 97 141 594 5474 20 623 52 139 78 1308 07 12326 95 5138 07 12326 95 5138 79 419 53 547 11 594 75 558 43 189 90
QAT 10% 572000	Constr. Mét. Prov. 35 18 C-felts Sén Ind. 771 Cr Usiversed Cod. 440 Créchel 112 10 Jertiley 625 Departmen 1985 Debatorie. 2369 Debatorie. 2369 Debatorie. 1985 Debatorie. 1980 Ease Bessle Victy 2235 Eine Victel 753 Erin. 256 10 Dectar Franc. 774 Bectro-Bergue. 315 Ent Mag. Paris 4200 Entz Ins Eneme) 1730 Fealers. 240 50 Ell P. 125 F.M.A.C. 7775 Foundle Cat. 385 Foundle Cat. 385 Foundle Cat. 385 Foundle 770 Feaner LARD. 689 France SA Ent. 1483 Front Mag. 1483 Front Parl-Renard. 2500 Gaustrott. 662 Gerafin. 310 Edwicht. 505 GF.C. 365 10 GF.L. 281 10 Gris Manties Park. 1450 Jestila Bernishre. 1450 Jestila Bernishre. 1450 Localisamiciere. 1450 Localisamiciere. 1450 Localisamiciere. 1450 Localisamiciere. 1550 Lile Bernishres. 1450 Localisamiciere. 1450 Localisamiciere. 1550 Lile Bernishres. 1450 Localisamiciere. 1550 Lile Bernishres. 1550 Lile Bernishres. 1450 Localisamiciere. 1550 Lile Bernishres. 1550	Parlicence Parloss (SP) A40 Parli France Parloss (SP) Parli France Par	640 630 166 186 850 848 250 257 2450 450 770 1500 649 640 113 50 217 50 339 395 10 395 10 183 110 409 625 622 185 1170 169 147 50 147 50 147 50 147 50 147 50 148 118 118 610 118 610 118 610 118 610 118 610 118 610 118 610 1232 1 2319 129 130 830 1289 1212 301 1289 1212 301 1289 1212 301 1289 1212 301 1289 1212 301 1289 1212 302 30366 30366 30366 30366 303 2338 0	Astarisme Mines. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Commerchael. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GBL (Bux Lamb) General. Staco Holdings Lid. Goodyear Tim. Grace and Co (WFL. Housywell Inc. Johnmesburg. Kuindle Bank. Norwick Mines. Oleveri priv. Pface lec. Proctor Genebl. Roch. Roch. Roch. Signan. Sens Gruup. SIF Alscieloliget. Terge Inc. Trany Incl. Vinite Moutagnet. Wingons Liss West Rand Cons. HOFS Bapa Hydro Energie. Calcipilos. Toray Incl. Vinite Moutagnet. Wingons Liss West Rand Cons. HOFS Bapa Hydro Energie. Cochery Bourdia. Coperet. Cochery Bourdia. Coperet. Cochery Bourdia. Coperet. Europ. Accust. Europ Soutres Ind. Grotos S.A. Groupe Extension.	124	Autenic Avenir Aliers Avenir Aliers Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Person Copical Copical Copical Copical Copical Copical Compression Convertining Con	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 103 113 69 113 144 95 138 120 48 115 108 97 601 6008 12 6002 8163 14 6032 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 312 1260 12 322 3342 16 3337 345 67 338 (461 96 448 1230 19 120 1241 95 1211 833 52 797 1249 67 238 1250 42 1036 1241 95 1211 1250 42 1036 1241 95 1211 1250 42 1036 1241 95 1211 1250 42 1036 1241 95 1211 1250 42 1036 1250 45 225 3750 43 37560 4 131 46 125 (125 125 126 127 28 107 28 107 28 107 28 108 37 29 2 5738 108 38 3437 108 38 3437 108 38 3437 108 38 3437 108 38 36 108 86 81 138 85 199 93 108 95 1175 74 1144 3 1199 95 114 3 1399 95 114 3 1399 95 114 3 1399 95 114 3 1399 95 114 3 1399 95 114 3 1399 95 108 95	103 H.M Mondes 104 H.M Mondes 105 Interrept 106 Interrept 107 Interrept 107 Interrept 108 Interrept 109 Interrept	13243 109891 13073 14 Fot. 13073 14 Fot. 1518 160 274 160. 2215 201 201 201 201 201 201 201 201 201 201	861 13243 81 98 156691 24 13111 85 144 506 31 175 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 175 222 22 170 276 96 180 310 83 180 30	Rentacic Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bion Air St Honord Bion Air St Honord Bion Air St Honord Bions di St Honord Bions di St Honord Bions di St Honord Bions St Honord Paulic St Honord Paulic St Honord Servich Scantaci Scantaci Scantaci Scantaci Scantaci Scantaci Scantaci Sicar Solo Si Est Sivataci Solo Sil Est Sivataci Solo Sil Servich Sil Servich Sil Servich Solo Sil Servich Sil	160 12 5290 52 1139 13 130 13 130 14 563 19 506 26 14251 22 14251	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1664 77 13102 67 1327 20 686 77 13702 67 1327 20 166 77 1302 17 1302 17 1303 19 1303 19 1303 19 1304 18 1320 71 209 684 420 45 1183 02 980 49 297 30 1031 53 1247 22 565 43 2173 10 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1219 46 13584 07 122226 55 134 79 419 53 547 75 559 43
QAT 10% 572000	Constr. Mét. Prov. 35 18 C-felt Sén Ind. 771 Cr Usivarand Cod. 440 Créchel 112 19 Derbley 625 Departmen 1995 Deblacede 2369 Delmay Viglour 3130 Didot Bortin 1990 Eart Bessle Victy 2235 Ejrur, Victol 753 Erin 256 10 Bectro-Frant. 774 Bectro-Bergun 315 Erin 1990 Eart Bessle Victy 2235 Ejrur, Victol 753 Erin 256 10 Bectro-Frant. 774 Bectro-Bergun 315 Erin 1990 Erin 1	Parliciones	640 630 166 186 850 848 260 260 227 2450 450 770 1500 649 640 113 60 213 90 340 395 10 183 226 110 409 625 622 185 747 749 430 147 80 147 80 147 80 1583 1183 110 1249 1212 80 1249 1212	Astarieme Mines. Basco Popular Sape. Basco Popular Sape. Bregiment Sape. Bregiment Sape. Bregiment Sape. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Commerchael. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GRI, Brux Lamb (J. Genert. Stato Holdings Ind. Goodyster Ten. Grace and Co (WR). Housevolt Ind. Johnnesburg. Kosinidiku Pakhoel. Kufota. Laivnie. Midden Bank. Midden Bank. Motanda Mines. Olivetti priv. Proctor Gemble. Rooh. Robero. Rodenco MV. Rodinco. Seipam. Seens Gruup. Colorio. Colori	124	Autonic Avenir Aliers Avenir Aliers Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Person Copical Copical Copical Copical Copical Copical Compression Convertining Codinar Convertining Codinar Convertining Codinar Convertining Conve	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 193 113 69 113 144 95 113 120 48 115 100 97 160 6008 12 6002 1250 1231 1250 1231 1250 231 1250 231 1250 231 1250 332 1250 332 1250 333 52 799 1251 1251 1251 1251 1251 1	103 H.M Mondes 105 Interrept" — 106 Interrept" — 107 Interrept" — 108 Interrept — 109 Interrept — 109 Interrept — 100 Association — 100 Interrept — 100 In	1343 13984 13973 1450 1590	861 13243 81 98 136691 24 1311 83 144 156 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 174 226 22 176 227 26 177 222 22 170 276 36 188 30 66 189 30 189 30 190 21257 190 177 31 180 8325 33 177 31 180 8325 33 180 84 190 1135 91 110 70 110 7	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bion Air Honord Bions di St Honord Pilic. St Honord Pilic. St Honord Pilic. St Honord Fasal. St Honord Services Sécuritaux. Scandon Services Sécuritaux. Sogentarion. Sécuritaux. Sogentarion. So	160 12 5290 52 172 5290 52 173 177 10712 52 173 177 10712 52 173 177 165 20 175 166 77 13364 93 1327 200 176 21 1784 16 1785 16 1786 1786 18 1886 18 1886 1886 1886 1886 1886 1	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 1538 42 483 30 14194 44 488 72 13102 87 1327 20 1866 77 13102 87 1327 20 1866 77 13102 87 1327 20 1867 71 13103 87 1320 71 209 88 420 45 1183 02 980 49 297 30 1001 93 1247 22 565 43 2179 19 734 08 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1305 18 979 44 5474 19 537 19 137 82 138 90 127 82 138 90 128 91 127 82 10653 10 127 82 10653 10
QAT 10% 572000 4 97	Constr.Mét.Prov. 35 16	Parlicitics	640 630 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 187	Astarieme Mines. Bases Popular Espe. Brases Popular Espe. Brases Popular Espe. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Commerchael. Do Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GBL (Blux Lamb) General. Stato Holdings List. Goodyste Tien. Grave and Co (WRL. Hoseyvell Inc. Juliannesburg. Kainidijka Pakhoel. Kulota. Laitoria. Midland Barle. Noranda Mines. Oliverti priv. Pfister lac. Proctor Gembia. Ricol. Rodomo W Polinco. Solyma.	124	Autoric Alers. Avenir Alers. Avenir Alers. Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Europe. Ave Avenesiments. Ave NPC Avenesiments. Ave NPC Avenesiments. Ave NPC Avenesiments. Avenesiments. Avenesiments. Avenesiments. Avenesiments. Avenesiments. Avenesiments. Copical Copical Copical Copical Copical Coveriment Coverim	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 195 113 96 193 144 95 138 120 48 115 100 97 126 008 12 6002 8163 14 6032 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1261 15 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1265 12 1233 1265 12 1233 1265 12 1233 1265 12 1243 1266 12 1243 1266 12 1243 1267 1267 1268 1268 1268 12	103 H.M Mondes 56 Interept	13243 1988 13973 13973 1450 1290 1600 1290 1600 1290 1600 1290	861 13243 81 98 156691 24 18 44 505 31 175 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 188 30 86 189 30 80 180	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. St Honord Bio-Air St Honord Bio-Air Honord Bio-Air Honord Bio-Air St Honord Bio-Air St Honord Bio-Air St Honord Bio-Air St Honord Pile St Honord Pile St Honord Fall Sogitation St Honord Fall Sogitation Solonia Sogitation Solonia Totopolic	160 12 5290 52 172 5290 52 173 10712 52 173 10712 52 174 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 165 20 1784 18 164 66 1784 18 164 76 1784 18 164 66 1784 18 164 66 179 18 18 18 19 18 18 19 18 1	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 689 26 180 62 1538 42 448 72 1564 17 1302 67 1327 20 685 77 - 1761 54 628 50 1031 10 404 18 1320 71 209 884 420 623 52 1383 62 297 30 1031 93 1247 22 665 43 2217 3 19 734 08 1305 18 979 44 5474 20 623 52 137 86 1308 1
QAT 10% 572000 4 97	Constr. Mét. Prov. 35 16 Cristin Sén Ind. 171 Cr Usivarand (Cul. 121 Cristina (Cul. 121 C	Parlicence Parloss (SP) A40 Parli France Parloss (SP) Parli France Par	640 630 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 187	Astarisme Mines. Basco Popular Espe. Basco Popular Espe. Bregiments but. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Commerchael. De Beers (port.) Dow Chemical. Flat. GBL (Bur, Lamb). General. Staco Holdings Ind. Goodyste Tire. Grace and Co (WRL. Hoseyvel Inc. Johnnesburg. Koninklika Pakhoel. Kuhota. Labonia. Midland Barle. Noranda Mines. Oleveri priv. Plast lac. Proctor Gambia. Roch. Rodenco Mv. Rodenco Inc. Thora Electrical. Tozer Ind. Visilla Mossagna. Wagers Lus West Raed Cons. Bigus Hydro Energie. Calciphos. Cochery Bourdin. Coperet. Cochery Bourdin. Copered. Cochery Bourdin. Cochery Bourdin. Copered. Cochery Bourdin. Cochery	124	Autence Avenir Aliers Avenir Aliers Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Europe Ave Investments Ave MPI Ave Premibre Ave Premibre Ave Premibre Ave Premibre Ave Premibre Ave Premibre Coperation Copical Copical Copical Copical Coveriment Converiment Converiment Converiment Coveriment Coverimen	1278 26 12414 1708 48 1575 183 23 1566 183 23 1566 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 85 138 120 48 115 100 87 1061 100 97 1061 100 97 1	103 H.M Mondes 104 H.M Mondes 105 Interrept 107 Herrory 107 Herrory 108 Japan 109 H. Marchig 109 J. Marchig 100 Asspoza 100 As	13243 19881 13973 1478 13973 1478 147	861 13243 811 98 156691 24 13111 85 144 505 31 155 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 175 222 22 170 276 95 180 212 57 171 222 02 170 276 95 180 380 66 180 380 66 180 380 66 180 381 63 180 380 66 180 380 80 180 80 180 80 80 180 80 80 180 80 180 80 180 80 180 80 180 80 180 80 180 80 180 80 180 80	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. Sevenu-Ver. St Honord Bio-Air St Honord Bass de St Honord Pastice St Honord Pastice St Honord Bass St Honord Bass St Honord Bass St Honord Bass St Honord Serves Scan-Gart. Tolscon-Gart. Tolscon-Gart. Tolscon-Gart. Tolscon-Gart. U.A.P. Act. F. U.A.P. A	160 12 5290 52 172 98 173 177 10712 92 174 165 20 185 20 1	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 17 1302 67 1327 20 686 77 1301 10 404 15 1320 71 1327 41 1390 71 1209 684 420 45 1163 02 980 49 297 30 1001 93 1247 22 665 43 2173 19 734 08 1305 18 979 44 5474 20 623 52 139 78 1310 518 1378 91 1347 12 1358 07 12238 95 5134 79 439 53 1547 11 1559 75 559 13 158 12 127 69 1063 10 127 62 128 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 53 10 127 63 118 138 02 118 138 02 118 138 02 118 138 02 118 138 02 118 138 02 118 138 02 118 138 02
QAT 19% 572000 497	Constr. Mét. Prov. 35 18 C-felts Sén Ind. 771 Cr Usiverend (Cul. 122 10 Lentiley 625 Departmen 1985 Debatoole. 2369 Debatoole. 2560 Debatoole.	Parisones Pariso	640 630 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 187	Astarieme Mines. Basco Popular Espa. Brace Popular Espa. Bregiment but. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cm. Pacifique. Cryster Corp. C / R. Commerchaet. De Beers (port.) Dow Chemical. Fist. GRI, Brar, Lamb J. Genert. GRI, Brar, Lamb J. Genert. Grace and Co (WR). Housevold Inc. Johnnesburg. Korinitalitus Pakhoed. Kulota. Laitonia. Midden Bank.	124	Autonic Avenir Aliers Avenir Aliers Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Copical Ave Promiers Copical Co	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 95 138 120 48 115 108 97 106 6008 12 5002 8163 14 6332 1260 2 231 227 09 28 1263 12 1232 3342 16 1232 1263 12 1232 1264 125 1265 12 123 127 09 28 1261 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	103 H.M. Mondes 104 H.M. Mondes 105 Interrupty 106 June Person 107 June Person 108 June Person 109 June Person	13243 1988 13973 1476 13973 1476	861 13243 811 986 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 24 156691 27 157 22 27 17 22 27 17 22 28 20 27 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 28 28 20 212 27 21 28 20 212 27 21 28 20 212 27 21 28 20 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21 21	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. Stehonof Bio-Air Stehonof Bio-Air Stehonof Bio-Air Stehonof Bio-Air Stehonof Bio-Air Stehonof Bios-Air Stehonof Bios-Air Stehonof Bios-Air Stehonof Bios-Air Stehonof Service Stenori Bios- Stehonof Service Stehonof Service Stehonof Service Stehonof Service Shirings Shir	160 12 5290 52 17. 10712 92 17. 10712 92 17. 10712 92 185 20 185	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 77 13102 67 1277 20 686 77 1277 20 1761 54 628 50 1031 10 404 16 1320 71 209 684 420 45 1183 02 980 49 297 30 1031 53 1247 22 565 43 2173 10 1305 18 979 44 5474 20 623 52 133 784 148 77 123296 55 5134 79 419 53 547 71 123296 55 5134 79 419 53 547 71 123296 55 5134 79 419 53 547 71 123296 55 134 79 419 53 547 71 123296 55 124 72 125 65 43 125 75 1
QAT 19% 572000 4 97	Constr.Mét.Prov. 35 16	Paristence	640 630 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 187	Astarieme Mines. Basco Popular Espa. Carpeticate Commerciant De Bests (port.) Dow Chemical Fist. GRI, Blark Lamb J. General GRI, Blark Lamb J. General Grow and Co (WR). Housevold Inc. Jolumesburg. Korinidijus Pakhoed. Kulota. Laitonia. Midden Bank. Modend Mines. Otherti prin. Proctor Gemble. Roch. Robeco. Rodemo NV. Proctor Gemble. Roch. Seyam Grupp Str Arisebologet. Testeco Inc. Them Bactrical Toray Ind. Visite Mostagne. Wagons Liss West Rand Cons. Plors Burd Assarances. Bf Ansargie. Cochery Boardin. Copiera. Consont Assarances. Bf Ansargie. Brong Southers Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Gry Degrents Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Gry Degrents Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Horbo Bisples Zan. Hoogovern. No. Paumale 90. Paritip. Perciar Constance. Rosebar-Emballage SAPT. Sami Merra. S.E.P.R. set, B. S.P.R. set, B. S.P.R	124	Autorica Avenir Aliers Avenir Aliers Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Deventir Ava Permiller Copical Copical Copical Copical Copical Copical Copical Compression Convertining	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 7530 75 7650 127 71 122 115 27 110 114 94 109 113 69 113 144 95 138 120 48 115 160 97 6008 12 8002 8163 14 6032 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1260 1231 1261 1231 1261 1231 1262 1333 52 127 95 128 1230 18 448 19 448 19 123 1241 95 1211 833 52 125 17 218 1241 95 1211 833 52 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 17 218 125 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	103 H.M Mondes 104 H.M Mondes 105 Interrept 106 John Mondes 107 John Mondes 107 John Mondes 108 John Mondes 109 John Mondes 100 John Mondes 100 John Mondes 101 John Mondes 102 John Mondes 103 John Mondes 105 John Mondes 106 John Mondes 107 John Mondes 108 John Mondes 108 John Mondes 109 John Mondes 10	1343 13984 13973 1476 13973 1476 13973 1476 13973 1476 13973 1476 13974 13973 1476 13974 13975 139	861 13243 81 96 136691 24 1364 5650 31 175 270 07 173 270 07 173 270 07 173 270 07 174 228 22 176 276 36 188 30 36 189 30 36 189 30 36 189 30 373 1189 30 373 1189 30 155 2147 13 157 6386 80 189 30 158 30 158 30 158 30 159 30 159 30 160 1898 80 150 2868 98 151 283 96 177 31 16 5989 28 177 31 18 5247 5 17 6457 47 18 5247 5 11 135 91 16 1328 39 175 1152 17 18 524 75 18 52	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. Servenu-Ver. St Honord Bion die St Honord Bion die St Honord Bions di St Honord Bions di St Honord Bions di St Honord Bions di St Honord Paulice St Honord Paulice St Honord Servets Scard Serve	160 12 5290 52 1782 95 1772 10 1782 92 1783 185 185 20 185	5238 14 1122 30 880 25 10859 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 448 72 1564 17 1302 67 1327 20 685 77 1302 67 1327 20 1031 10 404 16 1320 71 209 684 420 45 1163 02 980 49 297 30 1001 93 1247 22 565 43 2173 19 734 06 1305 16 997 44 5474 20 623 52 139 73 624 53 1217 19 1247 22 129 845 1163 02 130 11 1383 02 1395 31 1247 22 127 69 1308 31 1247 22 127 69 1308 31 1247 22 127 69 1384 11 1388 02 1384 79 158 12 176 89 1960 70 157 89 10653 10 127 62 1384 79 158 12 176 80 1960 70 157 89 10653 10 127 62 1384 79 158 12 176 80 1960 70 157 80 1960 70 157 80 1960 70 157 80
QAT 19% 572000 497	Constr Met. Prov. 35 18	Participroce Pathes (SP) A40 Path Fappo. Path Fappo. Path Fappo. Path Goldent. Pathes (New Land) Pathe Conferm. Proposition Invest. Pathe Conferm. Pathe Con	640 630 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 186 187	Astarieme Mines. Basco Popular Espa. Carpeticate Commerciant De Bests (port.) Dow Chemical Fist. GRI, Blark Lamb J. General GRI, Blark Lamb J. General Grow and Co (WR). Housevold Inc. Jolumesburg. Korinidijus Pakhoed. Kulota. Laitonia. Midden Bank. Modend Mines. Otherti prin. Proctor Gemble. Roch. Robeco. Rodemo NV. Proctor Gemble. Roch. Seyam Grupp Str Arisebologet. Testeco Inc. Them Bactrical Toray Ind. Visite Mostagne. Wagons Liss West Rand Cons. Plors Burd Assarances. Bf Ansargie. Cochery Boardin. Copiera. Consont Assarances. Bf Ansargie. Brong Southers Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Gry Degrents Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Gry Degrents Ind. Guichet S.A. Groupe Estansion Horbo Bisples Zan. Hoogovern. No. Paumale 90. Paritip. Perciar Constance. Rosebar-Emballage SAPT. Sami Merra. S.E.P.R. set, B. S.P.R. set, B. S.P.R	124	Autorical Avenir Aliers Avenir Aliers Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Copical Ava Europe Ava Investiments Ava NPC Ava Permilya Ava Selection Ava Voleura PER BSD Avenir Copmondent Copical	1278 26 1241 1708 48 1675 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 183 23 168 184 94 113 113 96 113 114 94 113 113 96 113 120 48 115 100 97 160 1608 12 6002 8163 14 6032 1260 12 1231 1260 12 1231 1260 12 1231 1260 12 1231 1260 12 1232 1261 12 1232 1262 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1263 12 1232 1264 165 1211 126 12 121 126 12 12 12 12 126 12 12 12 126 12 12 12 126 12 12 126 12 12 126 12 12 126 12 12 126 12 127 12 128 12 1	103 H.M Mondes 104 H.M Mondes 105 Interrept" — 106 Interrept" — 107 Interrept" — 108 Interrept" — 108 Interrept" — 108 Interrept" — 108 Interrept — 109 Interrept — 100 Intere	13243 1988 13973 1450 160 1740 1750	861 13243 81 986 136691 24 136691 24 1361 136691 24 1361 136691 24 1361 1361 1361 1361 177 222 22 170 276 26 177 222 22 170 276 26 177 222 22 170 276 26 177 222 22 170 276 26 177 222 22 170 276 26 177 226 188 20 189 30	Rentacic. Revenu-Ver. Revenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Ver. Stevenu-Stevenu-Ver. Stevenu-Stev	160 12 5290 52 17. 10712 92 17. 10712 92 17. 10712 92 185 20 185	5238 14 1122 30 880 25 10559 52 217 55 682 26 180 62 538 42 483 30 14194 44 488 77 1302 67 1327 20 686 77 1302 67 1327 70 1302 67 1327 70 1303 71 209 684 420 45 1183 02 1980 49 297 30 1001 50 1207 16 1320 71 209 684 420 45 1183 02 1980 49 297 30 1001 53 1247 22 565 43 2173 19 734 08 1305 16 979 44 5474 20 5236 55 1329 65 1329 65 1329 65 1337 76 1219 46 13584 07 12226 55 133 76 1219 46 13584 07 12226 55 133 76 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 46 13585 07 1219 47 12226 1333 44 148 77 1763 80 1960 70 50768 37



Dirigeants

SOCIÉTÉ DE CAPITAL DÉVELOPPEMENT irecteur de participations

Nous gérons 300 millions de fonds propres et notre actionnariat est

En etroite relation avec le Directeur Général, vous créerez ce poste. Vous identifierez et réaliserez des opérations de prises de participation (négociation, montage et suivi), animerez les correspondants d'un important réseau bancaire et superviserez des charges d'affaires.

Diplômè d'une Grande Ecole (X, Centrale, HEC, ESSEC, IEP) et/ou d'un MBA, vous justifiez d'une expérience reussie dans des fonctions similaires ou dans des Directions Opérationnelles (Industrie, Services).

Bilingue anglais, la connaissance de l'allemand serait un atout supplementaire.

Votre professionnalisme, vos qualités de contact et de négociation vous permettront de vous imposer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 150/M à A.L. CONSEIL, 39 rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.



Filiale d'un grand groupe international particulièrement en expansion sur le marché européen, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits destinés au second œuvre Bâtiment : systèmes d'ossalure metalique pour plafonds, planchers techniques. Aujourd'hui nous recherchons notre

Directeur des opérations

TECHNIQUE - PRODUCTION - GESTION

Rendant compte ou Président France et ou Directeur Industriel Europe, vous dirigerez toutes les opérations de notre unité basée à **DREUX** (150 personnes) en accord avec la stratégie "Produits" et les objectifs industriels du Groupe.

Vos missions: • coordonner toutes les activités qui permettent de produire oux meilleurs coûts, qualité, déloi et service rendu à la dientèle • faire évoluer les technologies, les process et le développement de nouveaux produits en liaison avec la R et D située oux Etats-Unis • dynamiser, motiver et former les ressources humoines de l'unité • prendre toute décision rapide et efficace pour optimiser les résultats de ce centre de profit.

Agé d'ou moins 35 ans, diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs (+ IAE ou équivalent), vous justifiez d'une solide expérience réussie de la Direction d'une petite unité opérationnelle dans un contexte multinational, oppartenent si possible à la première transformation des métaux. Votre bilinguisme en anglais, votre opsitude à première décisions rapides, votre hobitude du commandement, votre implication dans la vie de l'autrentieur une invitate à acut minimal de la votre respectation de la faction de faction de la faction de faction de la facti l'entreprise vous incitent à nous rejoindre. Votre potentiel, votre réussite dans la fonction, votre ouverture aux problèmes marketing et commerciaux vous permettront d'accèder, d'ici environ 3 ans, à de plus larges responsabilités ou niveau européen.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9137 LM, ou 7 rue de Monceau, 75008 Poris. Tèl. [1] 42,89.10.25

GKP Gilbert Raynaud & Partners

EDIT

Barbara Barbara

A.L. conseil

Directeur Commercial et du Marketing

Biens d'Equipement Construction Electrique

Vous prendrez la Direction Commerciale et du Marketing d'une société d'excellente notoriété ayant de nombreuses années de progression régulière sur son marché (CA 90 France + Export supérieur é un militard ; excellente profi-

Vous avez un tempérament d'animateur, recherchez un challenge de développement commercial international au sein d'une société qui se positionne sur des créneaux de marché à forte valeur ajoutée exigeant innovations, qualité, mobilisation des équipes.

Dens le cadre des politiques définies evec le Direction Générale, vous serez responsable du cheix et de la mise en œuvre des décisions qui permettront de renforcer le bon niveau de performances commerciales de la société.

De formetion Grande Ecole d'Ingénieur + Gestion, Il est indispensable que vous ayez prouvé en France et à l'Inter-netional vos capacités de réalisateur, d'animateur et de gestionnaire au niveau d'une importante Direction Commerciale et du Marketing ou en qualité d'adjoint, dans l'un ou l'autre des segments de marché liés aux blens d'équipement

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence A.DCO.01 M à notre Conseil, qui garantit la confidentialité.



L'ARGUS Le Monde LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres, pendant 2 jours, venez rencontrer des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÈRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION, GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES*



Four ditene voire invitation, ectivez a :

ENTRÉE GRATUITE L'Argus - service PL - 2, rue de Chaireandon - 75009 Paris

29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

Carrières Européennes en Entreprises

Our client is e successful European Food Group operating in Italy, France, United Kingdom, Spain, Germany and Switzerland, with some very prestigious coosumer brands. Having realised an exciting phase of expansion throughout Europe, combining new product development with an intensive acquisition programme, the Group is now marketleader on the

European continent and employs more than 3500 people. The continuous growth has led to the need to recruit Directors to join the European management team in Lugano (Switzerland). The role of this professional management team is to coordinate end control all the Group ectivities and to establish a high level of synergy and efficiency.

International Human Resources Director

Lugano (CH)

The Role. • Reporting to the President you will be responsible for the development and implementation throughout the group of an integral Human Resources policy including management development, remuneration, the MBO system and employee relations.

 You will define Group structures and contribute to the definition of macro

structures of operating companies. · You will develop and guard the company culture.

 You will coordinate the subsidiaries in order to evaluate the organisational structures, procedures and policies.

excellent remuneration package

The Qualifications. Bright, successful, greduate Human Resources Manager in your mid thir-

 Minimum of 5 years broad personnel experience at management level with a European multinational in consumer products. Ample experience in management

development and a strong motivation towards working in a team and to promote a climate of collaboration. Ability to communicate and interpret policy, operating effectively within a cohesive entrepreneurial European operation.

Fluent in English and French.

An attractive remuneration peckage will be offered, a Swiss contract including a substantial salary, annual bonus, pension plan and appropriate relocation assistance. International schooling is available in the area.



29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE



TO SECURE A SECTION ASSESSMENT

Company Representation les

1.

. .

ķ--

37

30 x 15 x

. . . 2

A ...

2

.7--

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (m/f) réf. 11T/91/IV (catégorie A-niveau A7/A6)

Domaine: direction générale de la «Concurrence» - Politique générale et aspects internationaux.

Fonctions:

développement d'expertises concernant le système économique japonais;

contribution au développement d'une politique générale de concurrence à l'égard du Japon, en vue de l'ouverture du marché japonais aux importations communautaires.

Qualifications requises:

| etre ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; | avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; | avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire appropriée à la fonction d'au moins trois ans; | avoir de bonnes connaissances de l'application des règles de concurrence au niveau international; | être familiarisé avec les structures commerciales et économiques du Japon; | posséder une connaissance approfondle d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; une connaissance (même passive) de la langue Japonaise est indispensable; | être né après le 31 décembre 1955.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maxi-

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. Les candidats juges les mieux qualmes pour l'empioi seront convoques a un en entern. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylo-graphié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme et attestations des employeurs au plus tard le 20 décembre 1991 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante: COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. Unité Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 8 ruxelles,

en précisant, sur l'enveloppe également, la référence 117/91/IV.



The Food and Agriculture Organization of the United Nations invites applications for the post of

EDITOR (FRENCH)

at its Headquarters in Rome, Italy

Responsibilities: To adapt manuscripts from English into French for CERES, the FAO Review on agriculture and development, to rewrite/edit to magazine style its contents and to write articles.

Requirements: University degree in journalism, literature, agriculture, economic, social and political science or in another subject related to the work of the Organization. Five years of professional experience as a journalist with extensive newspaper and magazine background.

Familiarity with page make-up requirements and layout. Ability to use word-processing equipment. Excellent knowledge of French and working knowledge of English.

Benefits: The post carries a net salary per year (inclusive of a variable element for post adjustment) from US\$ 48 366 to 61 985 (without dependants) and from US\$ 51 797 to 66 894 (with dependants).

Other benefits of the International Civil Service.

Please send detailed curriculum vitae no later than 16 January 1992 quoting VA 128 - GII to: Personnel Officer, GIDX - FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy. Telex 6101881 FAO 1 - Telefax 57973152.



We are a high technology European Company with extensive international network, Born in 1982 world specialist in Ink let Projection.

We are 1000 all over the world. The annual average growth has been 40 % every year since 1985. We are seeking self-motivated key personnel for the following position:

GENERAL MANAGER

For Joint Venture in P.R.C.

Stationed in Xiamen, China, he will be in charge of implementing production facility and distribution network, as well as R & D and prospect new business. He will manage the company in a fast growing and developing business environment.

The ideal candidate should be:

- An engineer with experience in manufacturing (Plant Manager, Operation Manager).

Experience in Sales and Service network,

- Adaptable and resourceful in fast high-tech eovironment. We offer fast development for persons who want to develop

their career in a high-growth company. For immediate and confidential consideration please send

your resume to Patrice POLLET - Imaje SA - BP 110 - 26501 BOURG-LES-VALENCE CEDEX FRANCE, Fax: 33, 75, 42, 85, 78

الما القيمهم والمعافد الراقيات الإسمام والمرادي المتاب المستواسم

EUROCONTROL

The European Organisation for the Safety of Air Navigation has vacancies at its Maastricht Upper Area Control Centre in 8eek, The Netherlands

OPERATIONAL SOFTWARE ENGINEER

Analysis of operational problems in an air traffic control environment (AT/182).

SOFTWARE ENGINEERS

 Design, production and enhancement of a re-engineered radar data processor (AT/185). Analysis, design and production of a re-engineered flight data processing system (AT/183).

Design, production, adaptation and maintenance of system programmes n the real time system software section (AT/184).

SYSTEM PROGRAMMERS

- in display data processing (BT/187).
 in data recording and analysis (BT/186),

PROGRAMMER :

in flight data application software (BT/188)

HARDWARE ENGINEER

2 posts for high echelon repair on multilayer PC8's, incl. design/production of test programmes, etc. (BT/189).

TECHNICIAN

for logistic and technical support of a new Central Repair Facility (CT/190).

Successful candidates for the positions referenced AT must have a suitable university degree. Graduation from a technical college or equivalent professional training is required for the positions referenced BT. Certificate of secondary education either technical or administrative for the reference CT.

An attractive international salary, including social security and pensions

Application forms and detailed competition notices can be obtained from EUROCONTROL, Headquarters, Recruitment Section, rue de la Loi 72, 8-1040 Brussels, (fax nº 32-2-729.39.93) or EUROCONTROL UAC. Personnel Section, Horsterweg 11, NL-6191 RX Beek (tel. 043-66.13.08) quoting the reference.

Completed EUROCONTROL application forms indicating clearly the reference number shown must arrive at above Brussels address by 15 January 1992 at the latest. Candidates are advised in their own interests to ensure that they meet the above deadline since closing

Le Monde

SÉLECTION **IMMOBILIÈRE**

appartements ventes

1* arrdt SUPERBE STUDIO 2 PCES EN DUPLEX

dates are applied strictly.

refeit par architecte, suls, équipée, chibre et Senit. e/vriei mezzenine, vue et charté except., 5-ét. Très belimm. 17- s. 1 050 000 F. 45-56-43-43.

HALLES MONTORGUEIL Imm. classé, 2 p. 31 m², poutras, 2° ét. sur rue pié-tonnière. 590 000 F. 48-04-85-85.

2º arrdt MÉTRO BOURSE

2 p., tuis., w.-t., beins, gar-dien, digleade, faibles charges. 498 000 F crédit. 43-70-04-64.

3º arrdt **GRAND STUDIO**

Refart imm. 17° restauré. Prox 700 000 F. A débettre. 45-04-24-30 5º arrdt

5' EXCEPTIONNEL

6º arrdt 6° RUE DE SÈVRES BEAU STUDIO, 11 oft, mès clair, séjour, bel. cuis., coin repes, sella da baine. 760 000 F. 45-66-43-43.

Mr DUROC, BEAU STUDIO, 11 cft. a de bns. w.-c., cuis. sépa-tés. PECE PRINCIP. s/balc., très clair, imm. stend. 980 000 F. 46-68-01-00.

7° arrdt SUR CHAMP-MARS Appt de récept. 206 m² sud. Cave. Park. Exclusivité. ÉTUDE SUFFREN. 45-67-88-88

LA TOUR MAUSOURG el imm. pierre de t. en rénov. 5 P. 154 m² env. A rénover. PH. MEYNET 45-66-69-01 PROX. INVALIDES 6- 41. ascens. bei imm. pierre de t. BEL APPT 2 P. CARACTERE. 2 140 000 F. 45-66-43-43.

locations non meublées demandes

8º arrdt Part. vd appert.
(Mirosm. St-August.).
borne sit., calme, enecksild,
temis å nauf, 3 p., 58 m²,
cuisine équip., a. de b., cave,
cheulf. élect., 4° åt.,
1 750 000 F å débattre.
Tél. : 45-22-80-69,

9° arrdt Mº BONNE-NOUVELLE mm. ravaló, beau studio, uis., tt cht + chbre serv. 380 000 F créd, poss. 48-04-84-48.

17° arrdt

RUE DES MOINES Mª BROCHANT Résidence de qualité STUDIO AU 4/5 PCES Prestations luxueuses

Prestationa luxueuses Paçade p. de t. agrafés Hell en pierre marbrièn en 1º srim. 1992 EDIFICO 45-61-98-06

92 Hauts-de-Seine

NEURLY OUPLEX + JARDIN 3-4 pièces, box, 30 000 F/m², Tél.: 48-37-51-36. LA DÉFENSE, face à l'ARCHE, pert. vd duplex 150 m², ribri équip., pr echet au sevest. 20 000 F le m². B. 48-22-78-30. Soir 49-00-08-77.

ASNIÈRES Part. verid appt. de 75 m² Tout confort. Immeuble 1974 Parking mt. Tél. 40-85-08-69

appartements achats

EMBASSY SERVICE rich, pour CLIENTS ETRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS, RÉSIDENTIEL TEL.: (1) 45-62-16-40

Rech. URGENT 100 b 120 mt Parle, pref. 5r. 6r. 7r. 14r. 15r. 15r. 12r. 9r. PAIE COMPTANT. 48-73-48-07.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Mesono, 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES du MEUBLÉS HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST T. (1) 45-62-30-00

viagers Viagor libre. 1 tête 71 ens, proche pl. de Barcelone. Gd 2 p., 64 m² + vérande close contiguê + jerdin privatif. 500 000 F + 10 000 F/ms 47-05-76-76.

fermettes REGION ST. FARGEAU

EGION ST-FAN-150 km sud Paris Terre hpbir. 4 p., cuis Terre amén bns, w.c., gremer amérie geeble, 5 000 m². P: 350 000 F. THYRAULT Tél.: (16) 86-74-08-12.

Vidauban, Var. joše villa type F4 + garage, sur 1 900 m² retram plet arboré clos. proximiré golf international 750 000 F. (1) 47-40-82-88.

maisons de campagne

A 30 km de la mer. johe meienn en plerres 1 000 m² terrain, 4 chbres URGENT. Tél. : 42-36-32-93,

propriétés ST-JEAN-CAP-FERRAT

Plade dans l'aeu, ville 3 niveaux, env. 500 m² + piscine chauffée + seura + 3 niveaux, jardin. Prestations lauceuses de très bises pusition.

Cabinet Kessler 78, Champs-Elysées, 8°, 48-22-03-80 43-59-68-04

bureaux

Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitution de sociétés Démarches et lous services Permanences téléphoniques

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTDILE 18º CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil.: 190 à 395 F/M.

CIOES 47-23-84-21.

fonds de commerce

Ventes

SAINT-DENIS RESTAURANT, Licence 4 Tél.: 48-22-28-05 Px 2 300 000 F à débattre Loyer 9 000 F TTC mensuel.

CAMPING *** 20 000 000 F CAMPING ** 5 000 000 F LE TUC HIMAO, BP 177, 84106 ORANGE Cades, 110) 90-34-35-93.

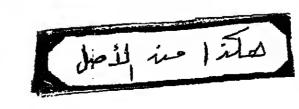
PROVENCE

boutiques

Ventes

ANTILLES SAINT-MARTIN MARIGOT

Murs libres. Bout. 50 m² d'angle aplecement exception Tél. : 42-49-55-00. M.-P. ABOUKRAT.



Des magazines pour les professionnels de l'environnement

En 1991, l'environnemant apparaît comme une chose trop eérieuee pour être laieséa aux seuls écolos... Outre la presse des militants de l'écologie, qui survit tant bien que mel (Combat Nature, Ecologie Info, les Réalités de l'écologie), voici venu la temps des magazines pour professionnels de l'environnement.

Tous ces magazines ne sont pas absolument nouveaux. L'Environnement-Magazine, qui vient de sortir (1), porte le numéro 1 500, car il s'agit en fait de la nouvelle formule d'une revue née... en 1845 sous le titre Annales des chemins vicinaux,

 Les journaux belges se passeront de la poste. - Pour mettre fin aux carences de la poste en matière d'acheminement de journaux aux abonnés et aux libraires, les éditeurs belges ont décidé de mettre en place leur propre système de distribution. Déjà l'hebdnmadaire Dimanche matin, lancé en octobre, avait surmnnté l'absence dominicale de préposés en confiant sa distribution, entre autres, aux boulangers. Les éditeurs se plaignent depuis plusieurs années des insuffisances de la poste; ils avaient échoué dans leur tentative de créer AVE. L'initiateur de cette nouvelle formule, Charles-Henri Dubail, ne vient pas du sérail écolo ni même des milieux proches de l'environnement. Fondateur d'un magazine parisien hranché qui a coulé au bout d'un an (Nocturne), puis d'une revue régionale encore plus éphé-mère (Adour-Magazine), il a repris l'antique AVE en 1987 pour lui donner un coup de jeune

C'est donc chose faite aujourd'hui. Si la cible reste toujours la même, c'est-à-dire les ingénieurs communaux nu départementaux, les élus et les industriels de l'environnement, la présentation e été sérieusement remaniée. Pour la première fois, le papier recyclé provient exclusivement de la récupération chez les particuliers.

Le tirage actuel est de 6 000 exemplaires (dont 3 000 abonnés), ee qui correspondrait à quelque 30 000 lecteurs réels, selon le direc-teur du mensuel. Le prix de vente devrait passer à 65 francs en jan-vier, lorsque la nouvelle formule sera entièrement au point.

Entièrement nouveau, en environnement, dont le numéro l. daté novembre-décembre, vient d'apparaître dans les kiosques, au prix de 45 francs (2). Son fonda-teur, Alain Mamou-Mani, n'est pas non plus un écolo, bien qu'il soit proche du mouvement Génération société de services avant un bref passage à la direction d'Actuel.

La cible des «éco-acteurs»

Le nonveau mensuel, tiré à 50 000 exemplaires, espère trouver son équilibre avec 15 000 abonnés et quelques numéros vendus en kiosque. Imprimé lui aussi sur papier recyclé (à 50 %) blanchi sans chlore, il s'adresse comme son nom l'indique à tous les décideurs en matière d'environnement, c'est-à-dire les collectivités locales et les deco-acteurs », comme dit le rédac-teur en chef, Philippe Coll. Ces décideurs, qu'ils soient des profes-sionnels de l'environnement ou chargés de ce secteur dans leur entreprise, sont des gens pres Décision environnement privilégie donc l'information hrève et les dos-siers concis (mais complets), quitte à multiplier les sujets abordés.

Le dernier-né des magazines de l'environnement, qui devait sortir ce mois-ci. a été retardé faute de capitaux. Écologia, tel est son nom, devrait paraître en février, tiré à 100 000 exemplaires, pour une dif-fusion moyenne fixée ensuite à 50 000 exemplaires (vente en kiosque et par abonnements). Le nouveau mensuel, dont un prototype a été diffusé en août, vise les cadres, les enseignants, les étudiants et tous

blèmes d'environnement, quelle que soit leur fonction. Il sera dirigé par Jean Bourdelle, ancien journaliste de la Marseillaise, et Robert Crémieux, venu de l'Humanité. Le titre même de la revue indique une volonté de vulgarisation scientifique

et technique. A signaler enfin une nouvelle revue bimestrielle publice sous l'égide du gouvernement canadien, intitulée Ecodécision (3). Ce magazine bilingue français-englais, dont les articles sont publiés dans leur langue d'origine, se propose de faire le pont entre le Nord et le Sud – qu'il soit francophnne ou anglo-phone – afin de diffuser les connaissances scientifiques en marière d'environnement planétaire. Dans la ligne du futur «sommet de la Terre» qui sera convoqué à Rio-de-Janeiro en juin 1992.

(1) AVE-l'Environnement, 38, rue Proix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. (2) Décision environnement, 11, rue La Boètie, 75008 Paris.

(3) Ecodécision, revue environnement et politique, 276, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 924, Montréal (Québec) H2Y 929 Canada.

▶ La revue mensuelle Techniques hos-pitalières (33, avenue d'Italie, 75013 Paris) publie ce mois-ci un numéro spé-cial consacré à l'élimination des déchets en mars à Paris par Perspective santé.

Soutenue par les industriels et les chaînes

La première télévision régulière en haute définition est lancée au Japon

quotidiennes, le canal Hi-Vision, lancé le 25 novembre au Japon, peut se présenter comme la première télévision régulière en haute définition (HD) du monde. Mais cette chaîne, diffusée par satellite, risque dans un premier temps de manquer à la fois de spectateurs et de programmes. Car pour la recevoir, il faut disposer d'un télévi-seur spécial (environ 80 000 francs), d'un décodeur adapté à la anreme MUSE (presque le même prix) et bien sûr d'une antenne satellite. A ce prix, seuls quelques rares fortunes ont pu s'équiper. Les autres devront s'ins-talier dans les lieux publics (revendeurs, granda megasins, postes, etc.) pour profiter des programmes.

Avec huit heures d'émission

Le sport occupera une place de choix, avec notamment le Sumo, cette lutte japonaise qui passionne l'archipel. Les adeptes de Hi-Vition auront aussi des documentaires, des programmes musicaux (plusieurs concerts de vedettes ont dejà été tournés en HD) et quelques films. Maia la production actuelle n'assure que quelques mois d'antenne et des rediffusions sont. donc à prévoir.

Cette chaîne représente un effort collectif du Japon pour promou-voir sa norme de télévision haute définition : la licence d'exploitation a été confiée à une association qui regroupe le Gotha nippon de l'élec-tronique, du commerce et de la

publicité. Et les chaînes publiques (NHK) et privées se partageront le temps d'antenne. Ainsi réunis, ils veulent imposer leur procédé, mis au point depuis plus de vingt ans avec le soutien des pouvnirs

A une échelle beaucoup plus modeste, c'est la même preuve de faisabilité que veulent administrer les Européens lors des prochains les Européens lors des prochains Jeux olympiques. Ainsi, pont Albertville, le groupement d'intérêts économiques «Savoie 1250» produira plus de dix heures quotidiennes en haute définition européenne (HD-MAC), avec trente-cinq caméras. Aux images sportives s'ajouteront des films et de la musique, le tout étant reçn dans cinquante lieux publics d'Europe, dont vingt-sept

Reprise des program - Les programmes habitnels de Radio-France internationale (RFI) ont repris, hundi matin 25 novembre, après quatre jours de grève des personnels. Les revendications portaient sur les salaires et les piges, les conditions de travail (studios, matériels...) et la création d'emplois. Une série de mesures proposées par la direction, dont la création de dix emplois statutaires, devaient être discutées en assemblée générale.

La finale du championnat d'orthographe

L'impossible « sans faute »

Cent quarante-trois finalistes, âgés de treize à solicante-quatorze ans, ont participé, samedi 23 novembre, aux championnats d'orthographe, dans la grande salle de l'UNESCO à Paris. Cent vingt-trois pays, francophones et non francophones, euront été représentés, cette année, à ces championnats, et la dictée finale a été retransmise en direct par le biale des radios et télévisions francophones. La « dictée de Pivot » 1991 était rude : les vainqueurs des différentes catégories ont fait au minimum deux fautes. Ils participeront à une super-finale organisée en 1992 à New-York.

« Ce serait un beau raffut ai, dans un dictionnaire, les mots se reprochaient les uns aux antres leurs étymologies alambiquées, leurs pedigrees cosmopolites, les chemins et les ruses grace auxquels ils ont émigré, puis se sont établis et imposés dans notre ne: l'imagine un fahrenheit traitant l'hidalgo de rastaquouère, tandis que le koulak se gausserait du fellah, lequel qualifierait de pignouf un roumi qui se moquerait des moucha-

» Heureusement aussi improbable que la révolte des joujoux, la guerre des mots serait nevrante. Qn'elle ravage les dicos, et, quelles que soient son amplettr et, ensuite, les résipiscences des vocables les plus exaltés, c'en scrait fini de la sagesse

(Fin juniors.)

» Je songeais à tout cela en entrant dans l'amphithéâtre avec les cinq

entier, du Kazakhstan, de Saigon, du setts, de Pôrto Alegre...

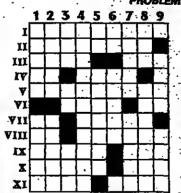
* Très vite, ils se sont chamailles. déplu, nui et, disons-le, engueules. Controverses et interjections : s'il y avait des oh! (1), c'est qu'il y avait débat (2). Ces spécialistes de la gorge ont expectoré des épithètes salées. des apophtegmes courroucés, des phiété gagnés par l'enrouement et que des fillettes se sont présentées avec des bouquets de roses crevette, des althæas hisannuelles, des amaryllis empourprées et des zinnias nonpareils, ils se sont sentis quinands, hon-teux. Alors ils se sont parlé, écoutés, bant comme des sphacèles oubliés. Finalement, ce ne sont plus des invectives qu'ils ont échangées, mais

(Fin seniors.)

(1) Accepter « ho ! ». .(2) Tolézer. « débats ».

cent vinge et un autres oto-rhino-la-ryngologistes accourus du monde révisé par le jury national.

MOTS CROISÉS



Quend ce sont de grosses. pas du Puy, - II. Celui qui voudrait avoir la moitié. - III. Théâtre de bataille. Partie da désert. -IV. Note. Peut être assimilé à la grande chaleur. - V. Saisir comme

à la foire. - VI. Est couvert de sang. Dans le fond, il n'est pas très propre. - Vil. Note, En première audition. - VIII. S'en va parfois de ile poitrine. Sur des épaules de pères. - IX. Fixe pour faire des exercices. Travail qui demande du discemement. - X. Gouffres. Noir quand Il viant das chempa. -XI. Ville de France. Comme la table quand on repart.

VERTICALEMENT Villa qui évoque une bonne

PROBLÈME N- 5658 boutellis. Paut être dans le mouvement. - 2 Les Anglais y courent. Paut être bas pour un individu. -3. Un fils se moque de lui. Saint. Est empruntée en pessant. -4. Peuvent servir pour les berbues. 5. En France, Pas sombres. Pronom. Demeure de glace. –
 Est toujours joyeux. N'est pas un nomme du milleu. - 6. Période. Seras très regardant. - 9. Peuple de l'Inde. Quand il est propre, n'est

Solution du problème nº 5657

Horizontalement F. Papilles. Sevate. - II. Ecumeur. Oules. - Ill. Repasseuse. Lent. -IV. Ernet. Net. Al. - V. Oc. Ereinteur. - Vi. Louise. Terreur. -VII. Al. Ers. Oside. - VIII. Téter. Aises. Nt. - IX. Ere. Inn. Cirent. -X. Uélé. Ida, Route. - XI. Ru. Ca. Orlon. - XII. Saumoneau. Béer. -XIII. Terrain. Oc. Do. - XIV. Minée. Rotules. - XV. Egés. Sévèrement.

Verticalement

1. Percolateur. The. - 2. Ace. Coléreuse. - 3. Pupe. Tel. Arme. -4. Imam. ire. Ecurie. - 5. Lésées. Ri. Aman. - 6: Lustrée. Ni. Oles. Ere. Randonnée. - 8. Uni. Si. Are. - 9. Osent. Labre. -10. Suette. Ecrou. Or. - 11. At. Erosion. Ote. - 12. Velours. Ru. Boum. - 13. Ase. Reinette. Lé. -14. Na. Udine. Eden. - 15. Entière.

GUY BROUTY



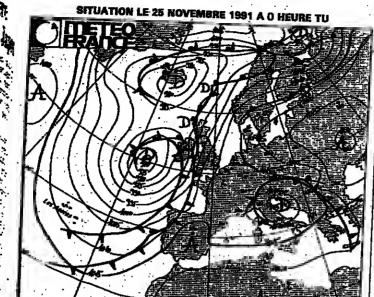
Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par affection.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Avec un réseau désormais presque national, avec des rendez-vous bien installés depuis septembre, M6 séduit un public de plus en plus large et a attiré en octobre 1991, 13,1% des téléspectateurs de 15 à 34 ans et devient ainsi leur 3ème chaîne nationa-

le. Si autant de télespectateurs portent un intérêt

parce qu'ils trouvent sur M6. aux heures qui leur conviennent, des programmes qui leur plaisent et auxquels ils sont attachés.

croissant à la chaîne, c'est



MÉTÉOROLOGIE

F-8-12 4- 8500 PRÉVISIONS POUR LE 26 NOVEMBRE 1991 LEGENDE C BROLENIE ACLARCES PRINCES TRES NUAGE /// PLUE OU BRUBSE AVERSES CRACES BROUGLARDS SING DE TEMPS PREVU NE

> Mardi : le redoux arrive par l'ouest et le nord-ouest. Une grande moitié sud du pays conneîtra un temps ensolaillé après la dissipation des nuages bas

Till and a second

"care."

141 2. 199 X 18

Des Pays de Loire à l'ile-de-France et à la Champagne, le ciel sera nuageux mais laissera voir la soleil per moment.

seront de l'ordre de 5 à 8 degrés sur le quart nord-cuest, 3 à 7 degrés dans le Sud-Quest, 4 à 8 degrés près de la Méditerranée et de 0.à - 2 degrés du Centre-Est au Nord-Est.

L'eprès-midi, le thermomètre mar-flera à 40/50 km/heure sur les côtes 18 degrés dans le Sud-Est.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valours excrêmes relevées entre le 24-11-1991 à 18 houres TU et le 25-11-1991 à 6 houres TU le 25-9-91 TOULOUSE____ 6 0 B | LOS ANGELES 27 13 N -1 C | LOLEMBOURG 4 -1 D MADRID 10 4 D PONTEA PITE BORDEADX 4 ÉTRANGER MARRAKECH 22 AMERICA 16 3 D
AMESTRODAM 7 6 D
ATHENES 21 14 H
BANCEOK 33 0 MEXICO.... MONTREAL. CAEN CHERDOURG CLERMONT FER M08C00_ DUON.
GRENORLE
LITTE
LIMOGES
LYCH
MARSEILE BARCELONE 15 9 D BELGRADE 12 10 N BERLIN 7 9 D NEW-YORK 14 OSLO 5 3 C 20.45 Mardi soir : Les Ritals.
Téléfilm de Marcel Bluwal (1- partie).
22.35 Débat : Les Tabous de l'Intégration.
Animé par Daniel Bilallan. BRILLIA LES LE CAIRE 27 COPENHAGUE 7 RIO-DE-JAMEIRO. 28 ROME SINGAPOUR 32 STOCKHOLM 8 SYDNEY GENEYE 6 6 C
BONGEKORIG 23 13 P
STANBUL 17 19 R
JERUSALEW 23 12 D
ISBONNE 16 14 C
LONDRES 11 5 C TOKYO 14.30 Magazine : Regards de femme. 15.00 Magazine : Musicales. 16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer. 17.30 Jef. Content N ciel 0. P 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer. orage pluie 18.30 Jeu: Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un fivre, un jour.

TU = tempa universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Documens établi avec le support technique spécial de la Météorologie nation

Le «bruélisme», vote au poing

en convient. Il n'est ni Rim-beud, ni Gérard Philipe, ni mame James Dean. Il est lui, Patrick Bruel, « phénomène plutôt normal » et « premier spectateur d'un truc totalement inationnel et magnifique » qui lui arrive : le cuite

Patrick Bruel ne s'appartient plus. Il est à ses fans, à ces adolescents, edolescentes surtout, qui font de se camère un triomphe et da sa personne una idole. Ils, elles surtout, sont des centaines de milliers, deux millions même, à avoir acheté son demier disque. Et un million à l'avoir vu en tournée. Ils, elles plus que tout, lui rendent la vie impossible et merveilleuse, le

traquent dans ses demiers retran-chements, pizzena des Champs-Elysées ou studio de TF1.

Dure vie que cette d'idole des jeunes I Encore que Patrick Bruel
jeunes I Encore que Patrick Bruel
semble plutôt blen assumer. il était
donc, le grand charmeur des
ennées 90, chez Anne Sincleir,
pour un «Sept sur sept» de gala
qui dut frôter les records du taux
d'audience juvénile se intriguer bien
des états-majors politiques.
Car eu de la des

Car, eu-delà du numéro de car, su-ueta du numero de charme réciproque dans cette émission où l'on joua beaucoup de la prinelle, Anne Sinclair n'ayant pes affaire à un ingrat, le plus intéressant fut incontestablement la : persecutent d'affection, le submer-l'Irruption d'un chanteur-actaur

du pouvoir, la sait et en use. Mais En termes imagée : « La Front à le manière d'un jeune homme du temps. C'est à dire non pour un parti, meie pour des idées. Et notamment deux toutes simples, Par ce message, et cet autre toutes nettes : la démocratie est demandent à la droita « d'être chose trop précieuse pour que l'on ne le défende pas, bulletin de vote à la main. Le Front national est chose trop malsaine pour qu'on ne le bloque pas, bulletin de vote à la

Ce massage abrupt et formulé abruptement - « c'est un davoir absolu de voter et de se mobiliser contre un danger», - Patrick Bruei l'a répété à sa manière de grandfrère de trente-deux ans parlant à la région tenue par la Front natiogrande armée de ses fans adoles-

national, c'est comme le drogue, et c'est une drogue dure en plus.»

Par ce message, at cet autre claire » sur ce sujet, Patrick Bruel veneit d'inventer la « bruélisme » politique.

Sûr que les jeunes finiraient par le suivre : « Ca réagit, ça réagit, ça va réagir. » Sûr aussi que les engagements les moins contournés sont les plus efficaces : « il faut s'engeger là-dessus. Moi je n'irai jamais chentar dans une ville ou une

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

//signalé dans « le Monde radio-télévision » ;

Film à éviter ;

On peut voir ;

Ne pas manquer ;

mm Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 25 novembre

20.45 Cinéma : Itinéraire d'un enfant gâté. A BLACK AND WHITE NIGHT 22.20 Flash d'informations.

SUR LE CABLE Film français de Claude Lelouch (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, Richard Anco-nina, Lio.

YMMIL JAMAY

23.00 Magezine : L'Amour en danger. Présenté par Jacques Pradel et Catherine Muller. 0.00 Sport : Catch. 1.00 Journal, Météo et Bourse.

TF 1

20.45 Soirée spéciale : La 7° Nuit des 7 d'or. Présenté par Christine Bravo, Caroline Treace, Antoine de Caunes et Jean-Luc Delarue. 0.10 Sport : Voile. La Coupe de l'America. 0.40 Journal et Météo.

TF 1

16.40 Club Dorothée.

17.30 Série : 21 Jump Street. 18.25 Jeu : Une famille en or. 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : Le Roue de le fortune.

19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.10).

0.15 Journal, Météo et Bourse.

16.35 Ecrire contre l'oubli. 16.40 Magazine : Giga. 18.15 Série : Mac Gyver.

0.05 La 25 Heure.

FR.3

19.05 Jeu : Question de charme.

20.10 Divertissement : Le Classe.

20.45 Téléfilm : Transit.
De René Allo (dernière partie).
22.05 Journal et Météo.

22.05 Journal ex Merceo.

22.25 Ecrire contre l'oubli.
Alain Resnais et François Jacob pour Esteban Gonzales (Cuba).

22.30 Mardi an França.

Programmes des télévisions régionales.

19.35 Divertissement : Le Caméra indiscrète 20.00 Journal et Météo.

Propaganda Swing, de Florian Steinblas at David Elsermann. 1.00 Journal et Météo.

20.45 Cinéma : Le Mort aux trousses. #M Film américain d'Alfred Hitchcock (1959). Avec Cary Grant, Eva Marie Saint, James Mason, 23.00 Journal et Météo.

23.00 Journal of Proceedings of Procedings of Proceedings of Proceedings of Proceedings of Proceedings of Proceedings of Proceedings of Procedings of Procedings of Proceedings of Procedings of Procedings of Procedings of Procedings of Proceedings of Procedings of Proce

1.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Crocodile Dundee 2. a Film sustralien de John Comell (1988). Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, Charles Dutton.

22.26 Le Journal du cinéma. 22.30 Cinéme : De Hollywood à

Tamenrasset mm
Film franco-algérien de Mahmoud Zemmouri
(1990). Avec Mustapha El-Anka, Ouardia
Hamtouche, Mostefa Stiti.

23.55 Cinéma : Siège. #
Film canadien de Paul Donovan et Maura
O'Conneil (1983). Avec Tom Nardini,
Brenda Bazinet, Jeff Pustil.

LA 5

20.50 Magazine :

Les absents ont toujours tort. Présenté par Guillaume Durand. Thème : Yougoslavie, la guerre des Serbes contre les Croates. 23.00 Cînéma : En effeuillant

0.45 Journal de la nuit.

0.55 Demain se décide eujourd'hui. 1.00 Rediffusions.

M 6

20.35 Cinéma : Outland. Film américain de Peter Hyams (1981). Avec Sean Connery, Peter Boyle, Frances

22.30 Série : L'Heure du crime. 23.20 Magazine : Culture pub.
Proposé par Anne Megnien et Christian Blachas. Le lobbying : Cirroen ; Planète pub ;
Des coups ; Le cadaeu Bonus. 23.50 Six minutes d'informetions.

0.00 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Joe Zawinus Syndicate. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.05 Documentaire : Mémoires du ving-tième siècle. Emmanuel Levines (1~ partie).

21.00 Cînéma : Boris Godounov. *** Film franco-hispano-yougoslave d'Andrzej Zuławski (1989). 23.00 Documentaire : Machito, e Latin Jazz Legacy. De Carlos Ortiz.

FRANCE-CULTURE

20.00 Concert (émis de la radio de Vienne):
Nachtmusik, de Castagne; Concerto pour
piano et orchestre nº 2 en le majeur, de
Liszt; Tranzsuita, de Bertok; Poème symphonique nº 2, de Liszt, par l'Orchestre
symphonique de l'ORF, dir. et piano Michele
Campanella.

. 23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apolion,

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Le Grand Débat. Les enjeux scientifiques, économiques e commerciaux de la francophonie.

21.30 Dramatique. Cérémonies de l'aube, d'après Carlos Fuentes (5 et fin).

22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité de l'architecture.

0.05 Du jour eu lendemain.

Avec Michel Ragon 0.50 Musique : Coda. Willie The Lion's Smith. 1. L'ère du rag-

Mardi 26 novembre

23.25 Megazine : Océaniques. Mon frère Jacques (3º partie). 0.25 Mueique : Carnet de notes.

23.55 Magazine : Dazibao.

CANAL PLUS 15.20 Magazine : Mon zénith à moi. 16.10 Téléfilm : Chronique d'un amour impossible. De David Wheatley. 18.00 Canaille peluche.

18.00 Canaille peluche.

18.30 Ça cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine: Nulle part eilleurs.

20.31 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma: Le Petit Dinosaure et la Vallée des merveilles. ■ ■
Film d'animetion américain da Don Bluth

(1989).

21.40 Flash d'informations.

21.45 Cinéma :
Jean Galmot, aventurier. m
Film français d'Alain Maline (1990).

0.30 Cinéma : Voix profondes. m
Film italien de Luclo Fulci (1990).

LA 5

15.55 Série : L'Enquêteur. 16.50 Youpi i L'école est finie. 18.10 Série : Shérif, fais-moi peur. 19.05 Série : Kojak.

13.05 Sens : Kojak.
20.00 Journal, Météo et
Le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Mary Poppins. ■
Film américain de Robert Stevenson (1965
23.15 Magazine : Ciné Cinq.
23.30 Cinéma : Fenny Hill. □
Film britannique de Geny O'Hera (1983).
1.05 Journal de la nuit.

1.05 Journal de la nuit. 1.15 Demain se décide sujourd'hui.

M 6

16.05 Magazine : Accusé de réception. 17.10 Série : La Famille Ramdam.

17.10 Série : La Femille Ramdam.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : L'Homme de fer.
18.00 Série :
La Petite Malson dans la prairle.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Téléfilm : Un grand-père pour Noël. 22.20 Documentaire: 60 Minutes.
Ados, amours et confidences, d'Elisabeth
Couturier. 23.10 Magazine : La 6- Dimension.
De Lionel Rotesge et Pascele Bastide.
23.50 Six minutes d'informations.

23.55 Magazine : Dazibao. 0.00 Téléfilm : Hold-up en direct.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Xenakis. De Mark Kidel. 17.15 Documentaire : Chroniques hongroises.

19.00 Documentaire : Le Sang et les Hommes, 2. Les liens du sang. 20.00 Ecrire contre l'oubli. Alain Resnais et François Jacob pour Esteban Gonzalez (Cuba).

20.05 Documentaire : Cinémémo.

20.50 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
9. La Souffieuse de verre.
21.05 Documentaire : Yahudi Menuhin, un portrait de famille. De Tony Palmer. 22.55 Théâtre : Madame de La Carlière. Pièce de Diderot.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences.
Recharche et défense, una longue histoire 21.30 Belfast eu quotidien (rediff.). 22.40 Les Nuits magnétiques. L'Art d'aimer

0.05 Du jour eu lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (an direct du Théâtre des Champs-Élysées): Concours Marguarite Long-Jacques Thibaud, concert des leuréats. Hommage à Mozert, d'Ibert; Sonate pour violon et piano de Debussy; Navarra pour deux violons et piano; Concerto pour trois pianos en fa majeur, de Mozert; Concerto pour deux violons en ré mineur, de Bach; Carmaval des animaux, de Saims-Saéns.

23.07 Poussières d'étoiles.

PROPERTY OF THE WARRENCE WAS A STATE OF THE PARTY OF THE

Londres débloque des avoirs irakiens

LONDRES

de notre correspondant

Son cas n'a jamais bénéficié de la même ootonété que celui des otages de Beyrouth. M. Ian Richter, libéré samedi 23 novembre par les autorités irakiennes (nos dernières éditions datées 24-25 novembre), e passé près de cinq ans et demi en prison. Arrèté en juillet 1986 à l'aéroport de Bag-dad, cet ingénieur chimiste britannique de quarante-cinq ans travaillai en Irak depuis 1982 sur un projet de purification de l'eau. Accusé de cor-ruption, il avait été condamné, sans procès, à l'emprisnonement à vie en février 1987, et envoyé à la priso Abou Charib, citota à l'accet de 1800 Abou Ghraib, située à l'ouest de Bag dad. M. Richter, qui a toujours nie ces accusations, e quitté la capitale irakicone daos l'evioo prive du prince Sadruddin Aga Khan, envoyé epécial du secrétaire générel des

Cette libération e été rendue possi ble grâce à un occord conclu entre les La Grande-Bretegne e accepté de «dégeler» une somme de 70 million de livres (environ 700 millions de francs), déposée dans des banques britanniques. Ces fonds représentent la valeur de contrats d'exportation de marchandises «à caractère humanitaire» (oourriture et médicaments notamment) autorisées par le régime notamment) autorisées par le régime de sanctions décidé par les Nations unies à l'égard de l'Irak, depuis la guerre du Golfe. Le comité de l'ONU evait laissé à chaque pays le soio de lever ou ooo l'embargo imposé sur les marchandises de ce tors à destination de l'Irak type à destination de l'Irak.

Le montant des avoirs irakiens en lloos de livres (6,5 milliards de francs), soit près du tiers (2 milliards de livres) du montant total des sommes appartenant à l'Irak qui sont « gelées » dans différents pays.

prolonger de six mois les opéra transformer en protectorat de FONU. - (Reuter.)

Epilogue après six mois d'incertitude

Le groupe Pinault rachète le Printemps

lundi 25 novembre, qu'il prenait le contrôle de 40.6 % du capital de la société Au Printemps S.A. et qu'il lanceit prochainement une offre publique d'achat complémentelre. Le cotation des deux sociétés a été suspendue le même jour à le Bourse de Paris. Ainsi prend fin un suspense de six mois, né des difficultés des ectionnaires suisses du groupe, les familles Maus-

C'est finalement une solution franco-française qui eura prévalu dans le dossier du Printemps, dont l'enjeu était l'eveoir d'on des plus prestigieux grands magasins tricoores. L'homme d'affaires breton, M. François Pinault, qui s'était mis eo septembre sur les rangs pour le reehat du groupe présidé par M. Jean-Jacques Delort (le Monde daté 22-23 septembre), va doce en revir la propriété aux familles Maus-Nordmeon, cotrées il y e vingt ans dans le groupe : ils en détiennent à ce jour 42,2 % du capital mais 56 % des droits de

est estimé à 7 milliards de francs environ, mais ce coût devrait être largement amorti par un montage à denx oiveaux, qui prévoiereit d'abord que le Printemps rachète Conforsma (recbetce psr M. Pinault il y a quelques mois), ee dernier cosuite racbetaot le

Cette solutioo remporte totale-ment l'adhésion des manageurs do Printemps, en tête desquels oo trouve, depuis 1977, M. Delort, qui a à son actif le redressement du groupe. Dans un communiqué, il «se réjauit donc que face à des intérêts financiers ou étrangers, ait finalement prévalu l'offre d'un grand groupe industriel français». De grands noms de la distribution ioternationale s'iotéresseient co effet au Priotemps: parmi eur, les allemends Metro, Quelle, mais eussi tous les ooms de l'establish-meot finsoeier tricolore (notamment Euris).

M. Delort indique en outre evoir « reçu l'assurance de M. François Pinault que la stratègie multidistri-buteur du groupe Printemps sera poursuivie et amplifiée». Cette pré-cision est de taille : en juin, le pré-sident du Printemps avait en effet

earrée par son setionoaire. Ao moment precis où il allait rachete la chaîne d'hypermarchés Euromarché, il avait du renoncer à son projet, careseé de loogne date, devant le veto des Meus-Nordmann (le Monde du 15 novembre). Ceux-ci essuient de sérieux rev aux Etats-Unie, avec leor filiale Bergner qui e dû être placée sous la protection de la loi sur les faillites, en juillet, evec des dettes dont le montant (non confirmé) atteint les 900 millions de dollars (environ 5 milliards de francs).

Nouvelle preuve de l'harmonie entre les manageurs du Printemps et M. Pineult : d'ores et déjà est mis à l'étude le regroupement au sein du Printemps de l'activité de distribution grand public des biens d'équipement de la maisoo (Conforama), précise le Printemps dans muniqué.

La solution retenue devrait donc permettre une transition en douceur pour le groupe qui ne pouvait rester beaucoup plus longtemps dans l'incertitude sur son sort en période de ralentissement conjonc

FRANCOISE VAYSSE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Surtout, bougez pas!

EIZE ANS I Une gamine de seize ans se fait agresser samedi dans un bue à Grenoble par deux jeunes beurs à peine plue agés qu'elle et perconne ne bouge! On a peur. Une scène ordinaire qui tourne à l'horreur simplement parce que Karine ellait à l'hopital pour une visite de contrôle. Tumeur au cerveau. Opéradons, Chimio. Ses cheveux tombent. Elle porte un foulard. Et ce matin, à la radio, elle raconte.

Elle s'était essise eu fond près du chauffage. Ils sont venue l'embêter, la charrier. Ils parlaient fort : Regardez-ia, elle porte un tchador. Elle veut cacher sa sale gueule. Elle explique : le cancer Alors eux : le cancer l Le cancer Visiblement, ils ne voyaient paa ce que ca pouvait bien être. Ils la hercalent de plus belle. Elle change de place. Elle va se réfugier derrière le conducteur. Elle l'annelle au secours : Faites quelque chose l Et lui ; C'est pas mon boidot. Je ne suis pas un agent de la sécurité. Je eule pas payé.

Tassés sur leurs eièges, les

ils savent, non? Non. Ils veulent pas savoir. Il n'y en e pas un pour se lever, pour moucher cas ados inconscients, déchaînés : C'eet pas bientőt fini? Allez, dégagez l Le baffe qu'ils méritalent, ce sera à le petite de la leur donner. Quitte à recevoir des coupa de poing, des coups de pied. Et elle, toujours : Personne leur s rien dit. Personne ne e'est interposé pour me défendre. C'est pas normal quand même.

Allons donc't Le lâcheté, la pétante trouille, le regerd qui es détourne et qui même se retourne contre l'edulte essez fou pour intervenir, j'en ai été témoin dix fois, vingt fois, dans le métro. En plein Paris. Pourtant a agit jamais que de faire la grosse voix ou de lever son parapluie histoire de calmer une bande de collégiens chahuteurs montés au Châtelet pour descendre à Opéra.

1. 11 m

4 374

A 25/7/54

A. 450

1.0

7.000

940

100 160

- 10 × 64

يهيز . .

. . .

.

. .

3-676

F 19

4.5

1000

-44

12003 - 10

....

THE RESERVE

14. T

CC 25 Trust Et 115 14 20

6 × 5 × 5 × 5 × 4

·新克里尔第二十二

e:: e : 1 - 1 p

1007 \$ 77 77 74

the second of the second

NEW YORK WAS ALSO

Martin Co. 19 44.

ethe returns

the state of the second

Ent 7 minus

Transfer to the transfer

2012 1 TO 11

Maria Per vice

130 pt. 1 1000

1071221 . s e *

SECTION OF SECTION

ATT ... 7-16

A Barbare to a Lin

 $\{(p_k)_{k=0,0,1}, (p_k, p_k, q_k)\}$

THE PARTY

The state of the

Sept. States See A.

TRATE IN

Personal Property

SE FEDILE W

The William Park

BONE DER SERVE SE

ber ier ballen m

River (Married a

THE PERSON AND

Taka dagaar in mari

CONTRACTOR OF

The lates we

TOTAL 2 - - -

Southful Branch of

Page the harry

E to the arm.

A Academic Poly

E to Seller :

A STATE OF SE

the state of the

A RESTREET

Service and

And market washing

The water to the same

1 10 pt 100

A 10 2 10 10 10 10

The service

The Cramer

to take the same

Same finds out

Con Contract

the state of the s a language of high

Trail Man

10 M 10 M 15

Pi 🚁

The said

-longer

R. Johnson, Branches

Programme Mr.

A SECTION OF PROPERTY.

file referenzieren.

· ***

241 6 1

A DEC. CO. Section 15 and

12 TH 12 TH

Ca faut.pas I Surtout pas I C'est pas à nous de les rappeler à l'ordre, nos enfants. Trop dangereux. C'est aux flics, c'est à l'Etat eutres passagers ae font tout T de nous protéger contre eux l

Victime du sida

Le chanteur Freddie Mercury est mort

Freddie Mercury, le chanteur et compositeur du groupe de rock bri-taonique Queeo, est mort le dimanche 24 covembre des suites du sida, il était âgé de quarante-cinq ans. La veille, le chaoteur avait publié uo commuoiqué annonçant qu'il était atteint de la maladie afin de « couper court aux rumeurs », qui couraicot à soo sujet depuis plusieurs mois dans le

Formé au début des années 70 par Mercury, le guitariste Brian May, le bassiste Roger Teylor et le batteur Joho Deacoo, Queen était d'abord un groupe de hard rock né dans le sillage de Led Zeppelin ou Deep Purple. Mais avec l'apparition du glam rock (en français rock décadent), la personnalité théâtrale de Mercury, la tendance à l'emphase du groupe, mais aussi son sens de l'humour et ses taients de mélodiste, ramenéreot naturellemeot Queen vers ce courant mené par David Bowie et Marc Bolan. Vêtu de justaucorps en latex blanc,

centre Beeubourg enneecrée

Théâtre : Alide Valli, au deuxième

Festival da la convencion théâtrale

Musiques : « Armide », apéra de

Haydn en tournée en France..... 19

La Cour des comptes dénonce le

régime «inedapté et illogique» des

les collectivités remitoriales 21

Les tribulatione de l'Uruguey

Le projet de contrat de plen 1991-1994 de la Poste........... 24

Le diversification de la presse éco-

CHAMPS ECONOMIQUES

La réveil de l'Inde o Jordanie: la

ferdeau des rapatriés e Indonésie.

à l'ombre de la présidence • Le chronique de Psul Fabra : «Europe

monétaire (suite); on négocie dans

Services

Annoncea claseées ... 32 et 33

Marchés finsneiere 30 et 31

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le ouméro do « Monde » daté 24-25 oovembre 1991

a été tiré à 508 259 exemplaires.

35

Abonnements....

Loto, Loto sportif

Météorologie

Mots croisés

Radio-télévision ...

Carnet

COMMUNICATION

etions financières entre l'Etat et

européenne à Bologne

Françoie-Marie Ranier

ÉCONOMIE

Freddie Mercury - qui était dout d'uoe voix claire au registre impressionnant - poussait jusqo'a la caricature le mythe du chanteur androgyne inauguré par Mick Jag-

Jusqu'au début des anoées 80, le groupe connut une série de succès peu près inioterrompue : Bahemian Rhapsody - prétexte du predo rock, en 1975 - We Are The Champian, Crazy Little Thing, Called Love, et, en 1981. Under Pressure, collaboration avec leur modèle et concurrent David Bowie. Oscillant entre l'babileté pop et le pompiérisme, les ebaosoos de Queen étaient, selon Freddie Mercury lui-même « comme des rasoirs Bic. Pour l'amusement, pour le plaisir du monde contemporain. Vous écautez, vous aimez, vaus jetez et vous passez à la suivante, de la pop jetable». A ce jour le groupe a vendu 80 millions d'albums de par le monde.

Face oux assauts du punk, les exagérations vaguement pompières de Queco perdireot toute leur charge de provocation, et le groope deviot, aux côtés de ses contemporaios, l'ooe de ces iostitutioos publicot des albums à intervalles espacés, se produisant rarement en public et jamais sans une débanche de moyens technologiques.

En 1989, pendent ees loisirs, Freddie Mercury avait enregistré un duo avec la cantatrice Montserrat Caballe, considéré par les ama-teurs de tous bords comme l'un des sommets historiques du kitsch. Au début de 1991, Queen evait signé un contrat avec Hollywood Records, filiale du groupe Disney. Innuendo, leur dernier album, avait connu un certain succès eo Europe mais n'avait pas réussi à ressuscite leur popularité aux Etats-Unis.

THOMAS SOTINEL

"OUI. nous sommes, dans notre genre parmi les "Stars de la Mode" (et de la Decoration), modestie mise a part... Les femmes se dédorent séduites et même passionnées par nos fissus. Malaré ces succes flatteurs, nous restons

raisonnables et abordables. ► Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point! (depuis 30 F le métre)

Fils du fondateur de la Démocratie-chrétienne

M. Eduardo Frei est favori pour l'élection présidentielle chilienne de 1993

SANTIAGO

de notre correspondant

M. Eduardo Frei, fils du fonda-teur de la Démocratie-chrétience qui fut chef de l'Etat de 1964 à 1970), a été désigoé, samedi qui est la principale formation de la coalition gonvernementale au Chili-Pour la première fois de leur histoire, les démocrates-chrétiens ont élu leur conseil national au suffrage direct. Deux listes - séparées seule ment par des ouances - se dispu-taient leurs préférences. M. Narciso Irureta, un cacique du parti, avait rassemblé la vieille garde autour de se candideture. Meis la liste conduite par M. Frei s'est imposée haut la main, en obtenant 70 % des voix, les militants de base retrouvant en ce dernier le souvenir de son illustre père.

Frei sont incootestables : même visage eustère, même sobriété de comportement, héritée sans doute de leurs ancêtres suisses. Mais, contrairement à l'ancien chef de l'Etat, qui fent l'un des «jeunes Tures» du Parti conserveteur, dont le dissidence donna naissance à la Démocratic-chrétienne il y a quatre décennies. M. Eduardo Frei junior a été tard saisi par le démon de la politique. Ce o'est qu'en 1988, à l'âge de

Les ressemblances entre les deux

quarante-six ans, que ce prospèn ngénieur civil se retire des affaires afin d'animer, avec d'autres person-nalités, un «comité pour des élec-tions libres» opposé à la dictature du général Pinochet. Servi par son patronyme, il est élu, en 1989, sénateur de Santiago.

En asseyant son autorité sur le parti, M. Frei prend une sérieuse option pour l'élection présidentielle de 1993. En tête de tous les sones, il bénéficie de la bonne image dages, il bénéficie de la conne mage de la démocratie-chrétienne, qui s'est livrée à une mise à jour idéologique lors du congrès qu'elle vient de tenir début novembre. Le «socia-lisme communautaire» d'antan e été enterré : les démocrates-cbréticos ont foi désonnais en l'économie de marché, tout comme ils sont atta-chés au régime présidentiel.

GILLES BAUDIN

L'infiltration des réseaux de trafiquants de drogue

Le procès de quatre douaniers est reporté

l'unanimité, en première lecture, par l'Assemblée nationale, du proict de loi autorisant l'infiltration active des réseaux de trafiquents de drogue et portant amnistie en police judiciaire et des fonctionnaires des douanea conveineus d'avoir usé de pratiques illégales. bunal de grande instance de Montbéliard (Doubs) a reococé. le. 22 oovembre, à examiner au fond le cas de quatre douaniers.

□ Le aémiozire Selences-Pale Monde sur France-Inter. - Le quatrième séminaire organisé par Sciences-Po et le Monde mardi 26 oovembre à l'hôtel Nikko à Paris, sur le thème «Entreprises, médias : des liaisons dangereuses», fera l'objet de l'émission «le téléphone sonne» de France-Inter ce même jour à partir de 19 h.15. Les auditeurs peuvent, des 17 heures poser leurs questions en télépho-oant au (1) 45-24-70-00.

Hésitante

BESANÇON avoir remis à des informateurs - ce

de notre correspondent

Trois jours après l'adoption à

Ces agents de l'antenne belfortaine de la Direction oetionale des . enquêtes douanières étaient poursuivis pour evoir déteno des stupé-

BOURSE DE PARIS Matinée du 25 novembre

La Bourse de Paris était hésita pour la première séaoce de le semaine. Après noe ouverture co retrait de 0,56 %, les valeurs francaises ont inversé leur tendance au bout d'une demi-heure de transactions, lundi 25 novembre, avant de renouer par la suite svec la baisse. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli marginal de 0,01 %. Du côté des valeurs, la Société des Bourses françaises a annoncé en début de matinée la suspension de cotation des titres Pinault et Au Printemps, dans l'attente de la

fiants - ce qu'ils admettent - et en

ou'ils contestent. L'affaire a été reovoyée au 14 janvier. Le projet de loi aura probablement été définitivement edopfé et promuigué à cette date. Eo rapportant le procès à la demande de la défense, les juges de fait droit à une seconde requête visant à dissocier le dossier des quatre fonctionnaires qui comparaissaient librement et celui des oninze trafiquants on toxicomanes. dont quatre sont détenus, cités à la même audience

Sauf à recevoir des instructions contraires de la chancellerie, le procureur de Montbéliard, M. Jacques Hossacrt, o'est, à l'évidence. pas disposé pour sa part à prononcer l'extinction des poursuites en faveur des agents de l'administration des douanes et à les dispenser d'un débat les plaçant dece le même sac que ceux dont ils étaient chargés de surveiller et de réprimer les agissements et sur le témoignage desquels repose l'imputation de cession de stupéfiants.

Le représentant du minietère public entend done maintenir ses réquisitione. Pour M. Hosseert. éviter le proces sux douaoiers inculpés en appliquant rétroactivement une loi ne contribuerait qu'à installer définitivement dans l'opi-nion le sentiment de leur culpabilité car «on n'amnistie pas des innocents ». ..

CLAUDE FABERT

DES JANVIER 92 ITUDIEZ IIC AUX

Dans une grande université de Californie ou Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph D). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America

French Office, 57, rue Charles Laffitte. 92200 Neutry (1) 47-45-09-19



Grande-Bretagne s'élève à 656 mil-

Accord cetre l'Irak et les Nations unles. - Les Nations uoies ont annoncé, dimanche 24 novembre, un accord avec l'Irak pour tions humanitaires dans le pays. Le prince Sadruddin Aga Kheo a cependant déclaré qu'il n'était pas parvenu à faire revenir les Irakiens sur leur refus de la résolutioo 706 du Conseil de sécurité, votée le 14 août, qui autorise Bagdad à exporter pour 1.6 milliard de dollars de brut afin d'acquérir des denrées alimentaires et des fournitures médicales. L'Irak estime que cette résolution porte atteinte à la souveraineté du pays et tend à le

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entreden evec Edgar Marin.... 2

ÉTRANGER

La situation en Yougoslevie Isreel : M. Shamir s'efforce de dedramatiser le malentendu avec Weshington..... Un rapport alermiste de M. Perez de Cuellar eur les finences des

Heiti : le précident Arietide et les perlementaires de Part-eu-Prince ne ennt pae parvenus

ESPACE EUROPÉEN

 Cee Anglais «europhiles» e Les Néerlandaises de le «délivrance» Les Slavènes e'initient à l'indépendance e Les derniers jours du «Berleymant 1» • Tribune eurapéenne: «Français et Allemands: deux conceptions opposées de l'Europe», par Rudolf von Thadden

POLITIQUE

Lee tentsoves de recomposition à M. Jacques Chirac en Aquitaine 12

SOCIÉTÉ

Préparation d'un décret pour prévenir les risquee infectieux dans les inséminations artificielles 13 Quatre mille catholiques réunis en «Etats généraux» à Saint-Ouen . 14

Football: le stade Malherbe de Caen en crise de croissance..... 16 La polémique eur l'errivée de

Photographia : une exposition au